

INSTITUT  
**KURDE**  
DE PARIS

Bulletin de liaison et d'information

	<b>N°178</b>	
--	--------------	--

**JANVIER 2000**

Ce bulletin paraît en français et anglais

Prix au numéro : France: 30 FF — Etranger : 35 FF  
Abonnement annuel (12 numéros) France : 300 FF — Etranger : 350 FF

Périodique mensuel

Directeur de la publication : Mohamad HASSAN

Numéro de la Commission Paritaire : 659 15 A.S.

ISBN 0761 1285

INSTITUT KURDE, 106, rue La Fayette - 75010 PARIS

Tél. : 01-48 24 64 64 - Fax : 01-47 70 99 04

[www.fikp.org](http://www.fikp.org)

E-mail : [bulletin@fikp.org](mailto:bulletin@fikp.org)

## Sommaire

- **OPÉRATION HIZBULLAH : L'ÉTAT TURC SE LAVE LES MAINS**
- **ANKARA DÉCIDE DE SURSEOIR À L'EXÉCUTION D'ABDULLAH ÖCALAN**
- **IRAK : SELON AMNESTY LA REPRESSION EST SYSTEMATIQUE ET MASSIVE**
- **ISMAIL BESIKÇI EST PESSIMISTE POUR L'AVENIR**
- **16 ANS APRÈS SA MORT GÜNEY AGİTE TOUJOURS L'OPINION TURQUE**
- **IRAN : LETTRE OUVERTE D'UN DÉPUTÉ KURDE AU PRÉSIDENT KHATAMI**
- **LU DANS LA PRESSE TURQUE**
- **AINSI QUE...**

---

### **OPÉRATION HIZBULLAH : L'ÉTAT TURC SE LAVE LES MAINS**

ACTUALITÉ turque est, depuis le 17 janvier, dominée par la vaste opération policière lancée contre l'organisation terroriste Hizbullah. Quelques jours après la décision de surseoir à l'exécution d'Ocalan et alors que cette décision suscitait des remous dans les rangs de la

coalition gouvernementale la police turque a lancé, le 17 janvier, une attaque, retransmise en direct à la télévision, contre le QG d'Istanbul du Hizbullah. Le chef de cette organisation, Hüseyin Velioglu, a été tué au cours de la fusillade.

Cette première opération a été suivie d'autres dans les provinces de Konya, Mersin, Adana. De véritables charniers ont été découverts. Les médias turcs accordent une très large place à ces images de barbarie. Sur les 58 victimes comptabilisées, fin janvier, on compte une femme, l'écrivain islamiste réformiste Konca Kuris. Les autres sont des dissidents de ce groupe ou des hommes d'affaires kurdes étranglés, mutilés, la gorge

tranchée pour avoir refusé de payer la rançon réclamée ou soupçonnés de nationalisme kurde.

La majorité des victimes ont été exhumées à Istanbul avec 19 corps, suivi de Diyarbakir avec 13 corps, puis Konya 12 victimes, Tarsus 7, Ankara 3, Batman 2, Adana 1 et Antalya 1. Les policiers de Diyarbakir ont découvert 12 corps dont deux enveloppés dans des sacs de plastique et les ossements d'un jeune homme de 18 ans

Dans un premier temps les médias turcs ont accusé l'Iran d'être derrière le Hizbullah. Cependant cette manœuvre a vite montré ses limites. Nombre de commentateurs et surtout des représentants de la société civile ont rappelé que ce soi-disant parti de Dieu a pendant très longtemps, bénéficié de la complicité active de certains services de l'Etat pour éliminer en toute impunité des milliers de patriotes kurdes ou supposés tels. Petit groupuscule extrémiste dans les années 1980, le Hizbullah a été protégé, soutenu et armé par les autorités turques qui l'ont utilisé comme un instrument dans l'exécution de leurs basses besognes dans la lutte contre le PKK et plus généralement contre le nationalisme kurde laïc.

Les commandos de tueurs du Hizbullah ont abattu, souvent d'une balle dans la nuque, en plein

jour, des médecins, des ingénieurs, des enseignants, des étudiants kurdes d'après des listes de "séparatistes à éliminer" que leur fournissaient des services locaux de la gendarmerie et de la police turques. Quand la population arrêtait des tueurs, la police intervenait pour les évacuer sans que cela donne lieu à un quelconque procès. Ce jeu criminel a été joué d'une manière tellement fréquente et visible, notamment dans les provinces de Diyarbakir, Silvan et Batman, que la population kurde a pris l'habitude d'appeler le Hizbullah "Hizbi-Kontra", le parti des contras.

L'un des instruments de "la sale guerre" menée au Kurdistan turc, aux côtés des équipes spéciales *Özel Tim*, formée de *loups gris* et des *escadrons de la mort* de la gendarmerie et de la police politique, le Hizbullah avait aussi de temps à autre réalisé des opérations ponctuelles contre des opposants iraniens en Turquie, à la demande de Téhéran. Les services turcs ont également envoyé en Tchétchénie nombre des militants aguerris de cette organisation.

Toute cette politique étant connue et attestée par des milliers de témoignages, les protestations du président Demirel affirmant que "l'Etat ne commet pas de crimes" ou de l'état-major des armées déclarant "ne rien avoir avec cette

organisation criminelle" ne convainquent pas grand monde en Turquie, pas même, Mesut Yilmaz, ancien Premier ministre et président du parti gouvernemental Anap qui a, le 25 janvier, déclaré, devant les députés de son parti : "Ma conviction est que le Hizbullah n'a pas pu faire ce qu'il a fait sans la coopération de certains traîtres à l'intérieur de l'Etat". En fait tout se passe comme si les autorités turques avaient décidé de tourner la page de la guerre sale, de nettoyer les écuries d'Augias et de se laver les mains à bon compte. Les chefs du Hizbullah liquidés à la va-vite auraient pu être autant de témoins embarrassants pour les crimes d'Etat commis ces dernières années au Kurdistan turc. Et les champs de la mort du Kurdistan restent à explorer. "Pendant des années le Hizbullah a tué ouvertement des milliers de personnes au Kurdistan au vu et au su du gouvernement. Les forces obscures, qui, au sein de l'Etat, ont protégé cette organisation doivent être déférées à la justice. Si on explore le sous-sol des régions kurdes, on découvrira des centaines de corps. Les préfets de ces régions devraient être interrogés" a déclaré le 24 janvier Cemil Aydogan, président de la branche de Mardin de l'Association des droits de l'homme. Vœu pieux, car en Turquie qui peut interroger ou poursuivre en justice les préfets, les généraux ou les chefs de polices ?

De son côté, le quotidien anglophone *Turkish Daily News* comme la plupart des journaux turcs, s'interroge dans son édition du 31 janvier 2000, sur les "meurtres non élucidés" dans la région kurde et en Turquie. "Hizbullah est le premier exemple de la politique de 'jouer avec les uns contre les autres' pratiquée par de l'Etat" s'intitule l'article en question. "Depuis les années 80 jusqu'à la capture du leader du parti des travailleurs du Kurdistan, Abdullah Öcalan au milieu de l'année 1999, l'organisation de terreur islamiste radicale, s'appelant Hizbullah (...) a commis approximativement 2000 meurtres au sud-est de la Turquie. La plupart des funestes attaques contre les sympathisants du PKK aussi bien que contre des membres des partis politiques, comprenant le parti du travail du peuple (HEP), le parti de la Démocratie (DEP) et le parti de la Démocratie du Peuple (HADEP), n'ont pas été élucidées. Au début des années 90, le nombre de meurtres a rapidement augmenté, éveillant les allégations que l'organisation est soutenue par l'Etat." écrit le journal.

"Le journaliste Halit Güngen, la première personne qui a mis du poids dans cette thèse en prouvant le soutien de l'Etat à l'appui de photos a été tué au cours d'une attaque armée alors qu'il travaillait au bureau de Diyarbakir du journal 2000'e

*Dogru (Vers l'an 2000) (...)* Les photos prises par Güngen montraient des militants armés du Hizbullah recevant des exercices de tirs sur le terrain des forces anti-terroristes de la police de Diyarbakir. Le sort de Güngen a également été réservé à Hafiz Özdemir, journaliste au quotidien pro-kurde de Diyarbakir, Özgür Gündem, qui avait suivi la même approche. Et puis, plusieurs autres journalistes ont été assassinés, tous travaillant pour Özgür Gündem ou bien 2000'e Dogru. Au début des années 90, un sommaire "massacre de journalistes" s'est déroulé au Sud-Est, et aucun de ces meurtres n'est élucidés" continu le journal.

"Le fait est que la plupart des journalistes assassinés étaient ceux qui menaient des investigations sur le Hizbullah, écrivaient des articles concernant l'organisation terroriste ou publiaient des interviews sur le terrorisme. De plus, aucun des assassins n'a été appréhendé par la police. Cette situation a accru plus encore les soupçons sur le soutien de l'Etat au Hizbullah."

Le journal ajoute que "le soutien ne consistait pas simplement à donner des cours de tirs au Hizbullah au QG des corps expéditionnaires. Selon certaines allégations, les terroristes d'Hizbullah capturés par des habitants locaux au péril de leur vie, étaient libérés par la police en

quelques jours. Au milieu de l'année 1992, un homme d'affaires qui possédait une boutique de souvenirs à Nusaybin, province de Mardin, a été assassiné dans son magasin par un terroriste. L'assassin a été capturé par les propriétaires du magasin voisin et délivré à la police. À la surprise générale, il a été libéré après quelques jours."

"Sur la base de l'augmentation des taux de meurtres non élucidés dans la région et de l'importance des allégations affirmant que l'organisation terroriste reçoit l'aide de l'Etat, une commission d'investigation parlementaire a été formée au début de 1993 (...) En réponse à des questions posées par le président de la commission, Sadik Avundukluoglu, député du parti de la Juste Voie (DYP) et autres membres de la commission (...), le chef de la police de Batman, Öztürk Yıldız, a admis que les militants du Hizbullah effectuent des exercices de tirs dans leurs camps des villages Sekili, Çiçekli, et Gönüllü de Gercus et que la gendarmerie fournit une aide logistique à l'organisation. Cette conversation, qui a eu lieu dans le bureau du gouverneur adjoint de Batman, a été enregistrée dans une cassette audio par le juge Akman Akyürek, qui est mort d'un troublant accident de voiture en 1997. Suite à sa mort, cette cassette a disparu mystérieusement. Des détails de la conversation entre le chef de la

police et les membres de la commission d'investigation ont été publiés dans la presse (...) Cependant, le bureau du chef d'état-major a censuré l'émission 'Arena', un célèbre programme de télévision (...) juste avant que l'information sur la cassette audio ne soit annoncée."

Les raisons de démantèlement du Hizbullah sont également dénoncées par le journal : "Aujourd'hui, l'Etat n'a plus besoin d'Hizbullah. L'organisation terroriste PKK est d'une part réduite (...) et plus encore (...) les militants du PKK ont commencé à quitter la Turquie. Ce retournement de situation a laissé l'Etat face à la menace du Hizbullah. Sur la base d'informations obtenues par les informateurs du Hizbullah (...) les forces de sécurité turques ont lancé des attaques contre le Hizbullah dans le Sud-Est, causant de lourdes pertes à l'organisation terroriste. Réalisant qu'il ne restait plus de place pour eux pour se cacher et dans l'intention de couvrir leurs pistes, les terroristes ont commencé à migrer dans des villes comme Istanbul, Ankara, Izmir, et Konya et subséquemment ont pris pour cibles des membres qui avaient déserté l'organisation. (...) De nombreuses personnes, y compris des hommes d'affaires accomplis d'origine kurde, ont été kidnappées dans ce but et exécutées après de longues séances de tortures et d'interrogatoire."

## ANKARA DÉCIDE DE SURSEOIR À L'EXÉCUTION D'ABDULLAH ÖCALAN

**L**PRES plusieurs semaines de débat et de tension, les dirigeants des trois partis formant la coalition gouvernementale turque ont, le 12 janvier, au terme d'une réunion de sept heures, décidé de surseoir à l'exécution du chef du PKK. Le sursis court en principe jusqu'au terme de la procédure d'appel engagée par les avocats d'Öcalan devant la Cour européenne des droits de l'homme et pourrait durer deux ans. Cependant le Premier ministre turc a déclaré : " nous avons convenu que si l'organisation terroriste et ses sympathisants manipulent notre décision au détriment des intérêts supérieurs de la Turquie, le sursis sera terminé et le processus commencera immédiatement ". M. Ecevit a aussi pris soin de souligner à l'adresse des ultranationalistes qu'il était "exclu que la Cour européenne des droits de l'homme modifie une sentence prononcée par la justice turque (...) Quand le processus découlant de nos engagements internationaux et de notre Constitution prendra fin, le dossier sera immédiatement envoyé au Parlement".

Le différend entre les trois partis de coalition dirigée par le Premier ministre Bülent Ecevit, du parti

de la gauche démocratique (DSP), mettait en jeu la survie du gouvernement "né prématurément" à la suite des élections anticipées du 18 avril 1999. Le principal partenaire du DSP, le parti de l'Action nationaliste (MHP-néo-fasciste) insistait sur l'exécution sans délai d'Abdullah Öcalan, alors que les deux autres partis de la coalition, le DSP et le parti de la Mère patrie (ANAP) de l'ancien Premier ministre Mesut Yilmaz, plaidaient pour attendre la décision de la Cour européenne. Bülent Ecevit avait estimé le 9 janvier 2000 que son pays pourrait s'attirer des problèmes au niveau international au cas où il ne respecterait pas la décision de la Cour européenne : " la question urgente qui se pose devant le gouvernement est la décision de la Cour européenne (...) Si nous ne nous y conformons pas, il est évident que cela nous attirera des ennuis dans le domaine international ". Le vice-Premier ministre Devlet Bahçeli du MHP, tenu par son électorat à qui il a promis la tête d'A. Öcalan, avait déclaré la semaine dernière " Rien ne peut empêcher l'application d'une punition décidée par la justice indépendante envers un terroriste qui a plongé le pays dans un bain de sang ". À la veille du sommet du gouvernement,

Sabahattin Çakmakoglu, ministre turc de la Défense, issu du MHP, avait indiqué que la sentence de mort rendue contre Abdullah Öcalan devait être exécutée : *“ Nous pensons que la peine de mort rendue contre Öcalan doit être mise en exécution (...) Le Parlement a le dernier mot sur la punition d'Öcalan (...) Le Parlement devrait donc évaluer la décision de la Cour européenne des droits de l'homme ”.*

Les pressions et les menaces allaient bon train à la veille de la réunion du 12 janvier 2000. Yavuz Alphan, président de l'association des familles de victimes à Izmir, avait affirmé que si Öcalan n'était pas pendu, les membres des 46 associations dans le pays rendraient les médailles décernées aux soldats morts en les jetant dans le jardin du Parlement. Deux hommes appartenant à l'une de ces associations se sont aspergés d'essence et ont menacé de s'immoler en plein centre d'Ankara pour réclamer l'exécution d'A. Öcalan. Le président de la chambre des commerçants et artisans d'Ankara, Ali Riza Ercan, a également appelé à l'exécution du chef du PKK en soulignant que dans le cas contraire, ses membres

*“apporteraient la réponse appropriée au gouvernement ”* lors des prochaines élections.

Le quotidien turc *Hürriyet* du 12 janvier 2000 affirmait que le Parti islamiste de la Vertu (FP) profite de la tension existante au sein du gouvernement et a proposé au MHP de former un gouvernement avec lui et le Parti de la Juste Voie (DYP) de l'ancienne Premier ministre Tansu Çiller. Le journal ajoute cependant que les nationalistes ont rejeté la proposition.

Au Kurdistan, le 11 janvier, 37 maires du parti pro-kurde de la Démocratie du peuple (HADEP) avaient lancé à Diyarbakir un appel au gouvernement pour qu'il respecte la décision de la Cour européenne des droits de l'homme. *“ Une erreur dans ce domaine engendrera certainement une période sanglante. Nous ne voulons pas voir à nouveau l'atmosphère des combats intenses, des larmes et de la douleur. Nous appelons tous les partis politiques à faire preuve de bon sens sur la question ”* a déclaré Mme Fatma Kurtulan, membre du conseil d'administration du HADEP.


En Europe, M. Francisco Seixas

da Costa, ministre portugais chargé des Affaires européennes dont le pays préside actuellement l'Union, avait mis en garde Ankara quant aux conséquences d'une exécution du dirigeant du PKK : *“ on ne partirait pas d'un bon pied dans l'effort de rapprochement entre l'Union et la Turquie si la Turquie prenait des décisions non compatibles avec les principes européens ”.*

Côté libéraux turcs, le président du parti de la liberté et de la solidarité (ÖDP), Ufuk Uras, avait déclaré, déclaré qu' *“ aucun pays ne pouvait fonder son avenir sur des potences (...) L'important est d'éviter de vivre de nouvelles douleurs et d'empêcher d'acculer la Turquie dans un conflit intérieur l'éloignant du cadre de la paix ”.* Le président de l'association des droits de l'homme (IHD) de Turquie, Hüsnü Öndül, a lancé un appel similaire, soulignant que la Turquie risquait d'être expulsée du Conseil de l'Europe.

Par ailleurs, les élus kurdes de la région au Parlement turc, issus du parti de la Juste Voie (DYP) et du parti islamiste de la Vertu (FP), ont vivement critiqué l'attitude de leur parti sur la question.

## IRAK : SELON AMNESTY LA REPRESSION EST SYSTEMATIQUE ET MASSIVE

 ORGANISATION humanitaire *Amnesty International* vient de rendre public un rapport sur l'Irak, daté du 24 novembre 1999, qui atteste des violations flagrantes et systématiques des droits de l'homme toujours en vigueur dans ce pays. La grande majorité des victimes se compose de chiïtes du sud de l'Irak et de certains quartiers de Bagdad ainsi que de Kurdes habitant les régions administrées par le régime irakien, notamment Kirkouk. Selon Amnesty les manquements au respect des droits de l'homme s'articulent autour de cinq points:

**1° Les arrestations et les détentions arbitraires :** Elles se produisent en général dans le secret ; la famille ne sait ni qu'un de ses membres est incarcéré, ni où il est incarcéré. Les arrestations et les placements en détention arbitraire des opposants présumés du gouvernement se font sur une grande échelle. A la suite de l'arrestation, le gouvernement ne fournit aucune explication aux victimes quant au motif de leur interpellation et ils ne se voient présenter aucun mandat d'arrêt.

**2° La torture et les mauvais traitements :** Les autorités irakiennes recourent systématiquement à une torture aussi bien

physique que psychologique durant les interrogatoires : immédiatement après leur arrestation, les victimes sont soumises à des tortures physiques. Les modes de torture les plus courants sont les décharges électriques ou les brûlures de cigarette sur différentes parties du corps, l'arrachage des ongles des mains, la suspension prolongée par les membres, le passage à tabac à bout de câbles, la falaqa (coups assésés sur la plante des pieds), le transpercement des mains des victimes à l'aide d'une perceuse électrique, on va même jusqu'à arracher les yeux aux détenus. D'ailleurs, de nombreux décrets prévoient des peines judiciaires apparentées à des actes de tortures ou châtiments dégradants et inhumains (peines d'amputation, peines de marquage au fer rouge de la lettre "X" sur le front...). Les tortures psychologiques ne sont pas non plus absentes, on peut citer parmi elles le viol d'un membre de la famille de la victime sous ses yeux (sa mère ou son épouse en général), les menaces faites à la victime de s'en prendre à d'autres membres de sa famille, les simulacres d'exécution et enfin l'isolement prolongé du détenu.

**3° La peine de mort :** Elle est massivement appliquée. En effet,

des centaines d'exécutions ont lieu chaque année, ces dernières sont rarement communiquées par le gouvernement. Il n'y a d'ailleurs aucun communiqué officiel relatif à la peine de mort. La majorité des victimes sont des musulmans chiïtes du Sud de l'Irak (et également des groupes armés d'opposition islamistes) et de certains quartiers de Bagdad ainsi que des Kurdes du Nord. Le secret autour des exécutions rend quasi impossible le fait de savoir si les exécutions ont constitué un châtiment judiciaire ou extrajudiciaire.

**4° Les "disparitions" et les exécutions judiciaires et extrajudiciaire :** Depuis le début des années 1980, des centaines de milliers de Kurdes et de chiïtes ont "disparu", leur sort demeure encore à la date d'aujourd'hui, non élucidé. En outre, plusieurs hauts dignitaires chiïtes ont été tués dans le Sud de l'Irak depuis 1997, leurs conditions d'exécutions laissent penser qu'il s'agit d'exécutions extrajudiciaires (au terme de procès sommaires et inéquitables) émanant d'agents du gouvernement ou de forces sur ordre du gouvernement. Depuis la tentative de soulèvement chiïte en 1991 à l'issue de la guerre du Golfe, la répression gouvernementale à l'égard de la dissidence chiïte demeure toujours aussi vigoureuse.

**5° Les expulsions forcées des ressortissants non-arabes :** Des



milliers de familles kurdes dans le Nord ont été chassées de leurs foyers et déplacées vers trois gouvernorats du Kurdistan irakien (Erbil, Dohuk, Suleimanieh) contrôlés par les deux principaux partis politiques kurdes.

**Toujours d'après Amnesty International, on assiste à un "black-out total sur les atrocités commises par les forces irakiennes à l'encontre des opposants présumés au régime", et "le gouvernement irakien refuse systématiquement aux spécialistes des droits de l'homme des Nations-Unies et notamment au rapporteur spécial sur l'Irak d'enquêter dans le pays sur les violations des libertés fondamentales" Aucune organisation internationale n'a visité l'Irak au cours des dernières années". Or, la résolution 688 du 5 avril 1991 appelait le gouvernement à mettre fin à "la répression des populations civiles irakiennes" et à permettre un "accès immédiat des organisations humanitaires à tous ceux qui ont besoin d'assistance dans toutes les parties de l'Irak". Elle est restée lettre morte.**

D'un autre côté, on dénonce à cor et à cris les conditions déplorables de vie de la population du fait du régime de sanctions imposé à

l'Irak et l'on permet aux journalistes, hommes politiques et personnalités étrangères de se rendre dans le pays pour dénoncer cet état de fait. Les violations massives des droits de l'homme ainsi que le climat de terreur ont conduit des milliers de ressortissants irakiens à prendre la fuite illégalement et à demander l'asile aux pays voisins et à d'autres Etats dans le monde...

En avril 1999 : la Commission des Droits de l'Homme des Nations-Unies a condamné les "violations systématiques,

généralisées et extrêmement graves des droits de l'homme et du droit international humanitaire commises par le gouvernement irakien, qui se traduisent partout par un état de répression et d'oppression fondé sur une discrimination et une terreur généralisées", les "exécutions sommaires et arbitraires" et la "pratique généralisée et systématique de la torture, ainsi que la promulgation et l'application de décrets prescrivant des peines cruelles et inhumaines pour sanctionner les délits".

---

## ISMAIL BESIKÇI EST PESSIMISTE POUR L'AVENIR

**UNIVERSITAIRE** turc dissident, déclaré prisonnier de conscience par Amnesty International depuis son long calvaire dans les geôles turques en raison de ses recherches sur les Kurdes, et libéré récemment à la suite d'une loi ajournant les peines infligées pour les délits commis par voie de presse et de publication, vient de d'exprimer dans l'hebdomadaire kurde *Roja Teze* daté 21 janvier 2000.

Faisant allusion à l'affaire Öcalan, Besikçi déclare que "les politiciens peuvent bien renoncer à défendre ce qu'ils défendaient dans le passé", mais "un universitaire ne peut se permettre de renoncer à défendre

les faits scientifiques. Dans les conditions actuelles, défendre ces faits est un exercice à risque. Il appartient alors à chacun de nous d'en assumer le risque". Il ajoute "que les conditions pour ceux qui s'intéressent aux Kurdes et pour les Kurdes eux-mêmes sont devenues plus difficiles. Alors que l'on devrait, grâce au sacrifice fait jusqu'à présent, s'attendre à ce que cette question [kurde] soit abordée plus facilement, on assiste, au contraire, à un durcissement dans les conditions du traitement de la question. On ne peut toujours pas en parler comme il faudrait. On risque encore d'être condamné à de lourdes peines de prison à cause de la question".

Pour Besikçi, qui a passé plus de 16 ans de sa vie dans les prisons turques en raison de ses travaux et publications sur les Kurdes, le régime continue toujours d'avoir des préjugés envers les Kurdes et de les traiter de manière humiliante : *"Lorsqu'on évoque les Tchétchènes ou les Bosniaques, on évite soigneusement d'utiliser un adjectif pour les présenter. Quand il s'agit de nommer Fahriye Erdal, qui a tenté d'assassiner l'homme d'affaires turc Sabanci, on se contente de la citer nommément alors que quand il s'agit d'un Kurde de Turquie, on utilisera les adjectifs "terroriste" ou séparatiste". Si c'est un Kurde d'Irak, on dira "chef de tribu" en utilisant toujours des adjectifs humiliants".* Se prononçant sur le règlement, à court ou moyen terme, de la question kurde, Besikçi se montre assez pessimiste et indique que le statut de candidat dont la Turquie dispose pour entrer dans l'UE ne changera pas pour autant le règlement de la question kurde.

Mettant en avant l'importance de la langue kurde qu'il considère comme étant le seul élément différenciant les Kurdes des Turcs, Besikçi ajoute qu'il est, de ce fait, important de maintenir vif l'usage de celle-ci.


Quant aux conditions du monde extérieur par rapport à la vie de prisonnier qu'il a subie, il pense *"qu'il existe toujours un état de répression et de siège. Il n'est donc*

*pas possible que des gens comme moi puissent faire des projets à long terme. Il est tout à fait possible qu'un travail qu'on entamerait reste à mi-chemin en cas d'arrestation ou pour des raisons similaires. Ce n'est pas vous-mêmes qui déterminez ce que vous faites, mais ce sont toujours les autres".*

Les livres qu'il a écrits sur la question kurde sont toujours vus d'un mauvais œil de la part des

autorités et sont toujours interdits de diffusion alors qu'une large littérature communiste, sujet auparavant tabou en Turquie, circule sans aucune entrave. Malgré cela, il a le projet de publication d'un livre sur la situation des Kurdes jusqu'en 1974, qui a recours à un large usage de notions scientifiques en remettant notamment en cause la négation dont les Kurdes font toujours l'objet.

## 16 ANS APRÈS SA MORT GÜNEY AGITE TOUJOURS L'OPINION TURQUE

 NE vive polémique agite ces derniers jours les médias turcs autour de la personnalité et de l'art du cinéaste kurde Yilmaz Güney.

Tout est parti d'une interview de la scénariste Inci Aral, publiée dans le quotidien *Hürriyet* du 26 janvier où elle parle du projet d'un film sur la vie de Güney. Le scénario qu'elle a écrit a été présenté au cinéaste Costa Gavras qui l'a lu et aimé. Elle est en train d'y apporter les ultimes retouches. De son côté Mme Güney a pris une série de contacts autorisant à penser que ce projet de film pourrait se réaliser dans un avenir assez proche.

L'interview a déclenché une série de réactions véhémentes dans les médias nationalistes et conservateurs turcs qui crient à

*"un nouveau complot contre la Turquie".* Si le Grec Costa Gavras réalise un film magnifiant la vie du cinéaste Güney connu pour être un communiste et un séparatiste kurde, affirment les nationalistes turcs, c'est pour internationaliser la question kurde et dénigrer la Turquie. Du coup, ils versent sur le cinéaste disparu de tombereaux d'insultes. De leurs côtés, les intellectuels libéraux prennent la défense d'un "artiste exceptionnel" sans partager ses opinions. *"Qui a entaché l'image de la Turquie ? Le cinéaste Güney qui a tendu le miroir de son art pour montrer les travers de notre société ou bien ceux qui au nom de la patrie ont détruit des milliers de villages, tué des milliers d'innocents, torturé des enfants?"* demande l'éditorialiste Ali Sirmen dans le quotidien *Cumhuriyet* du 28 janvier.

Excédée par cette polémique, Mme Güney a porté plainte pour injures et diffamation contre plusieurs journalistes de droite. Dans le même temps, elle prépare la sortie prochaine dans les salles de deux chefs d'œuvre du cinéaste disparu, *Umut* (Espoir) et *Sürü* (le Troupeau), interdits d'écrans turcs

depuis le coup d'Etat militaire de 1980. L'auteur de l'inoubliable *Yol*, qui obtint la Palme d'or au festival de Cannes de 1982, est décédé en 1984 en exil à Paris à l'âge de 47 ans après avoir passé douze années de sa brève vie dans les geôles turques.

du chiisme et du sunnisme et le fait d'être kurde, le choix à ce sujet se faisait beaucoup plus simplement qu'aujourd'hui et la confiance envers les sunnites et les Kurdes était plus grande. En ce qui me concerne, je ne sais pas ce que les gens non autochtones (du Kurdistan) savent que les Kurdes et les sunnites ne sachent pas ? Ou encore quelle autre particularité peuvent-ils avoir que les autochtones (kurdes) n'ont pas ? Il y a lieu de se poser la question de savoir ce qu'il se passerait si un jour, un Kurde sunnite atteignait le plus haut niveau d'études et si son expérience et ses atouts lui permettraient d'être nommé au moins comme gouverneur ou juge dans une ville non kurde, est-ce que les gens de cette ville pourraient le supporter ou non ? Et s'ils ne le pouvaient pas, pourquoi ? Et si oui, alors pourquoi les Kurdes sont condamnés obligatoirement à supporter n'importe quelle manière de penser des autres peuples et des autres races et des éducations et des goûts familiaux divers et l'inexpérience et la naïveté de telles personnes : c'est ce qu'ils ont rencontré jusqu'à aujourd'hui (...).

## IRAN : LETTRE OUVERTE D'UN DÉPUTÉ KURDE AU PRÉSIDENT KHATAMI

**N**OUS venons de prendre connaissance d'une lettre ouverte envoyée par Mohammad Karimiyan, député kurde de Sardasht et Piranshahr au Khatami sur le sort des Kurdes, dans la République islamique d'Iran. Nous en publions de larges extraits pour l'information de nos lecteurs.

“ Sa Haute Sainteté, lors de la campagne officielle pour l'élection à la présidence de la République, sur les libertés culturelles et l'authenticité du peuple kurde (...) vous avez énoncé des paroles justes et belles (...). Malheureusement, jusqu'à aujourd'hui, en ce qui concerne le respect à l'égard de la culture, la civilisation et la littérature kurdes, qui sont les plus authentiques de la terre d'Iran, et de même en ce qui concerne la participation des citoyens kurdes et des sunnites dans les hautes sphères administratives de l'Etat

dans les grandes villes et les petites villes, il n'y a pas de nouveau et osons dire que les responsables ne tiennent pas compte de vos directives, de votre politique et de votre point de vue objectif et en réalité, ils montrent un certain dédain à l'égard de vos recommandations (...).

Malgré les sessions nombreuses du Parlement et des hautes sphères de l'Etat, on ne peut pas trouver, mis à part quelques députés, un seul Kurde, ni un seul sunnite assumant des fonctions de ministre ou secrétaire d'Etat, pas un ni au niveau ministériel, ni au niveau de l'Administration centrale, ni au niveau de l'appareil judiciaire à qui soit confié un poste de confiance. Ne doutez point que dans l'opinion publique des régions kurdes, ce point est vigoureusement reproché au pouvoir. Pourquoi dans le régime précédent, malgré tout ce qu'on peut lui reprocher sur la question

Dans les slogans, discours (...) et occasions diverses, apparemment, tous les peuples sont frères, au même niveau et “ dans la même tranchée ”. Cependant, quant à la division administrative, on ne

trouve pas une place pour les Kurdes sunnites dans la participation aux affaires politiques, sociales, économiques, culturelles (...) les Kurdes au début de la révolution islamique ont participé d'une façon très active, très sérieuse, à l'instar de leurs compatriotes en affrontant tous les dangers pour la réussite de la révolution et le renversement du régime des "Pahlévis" et la mise en place de l'Etat et de la république islamique (...) Pourquoi au lieu de mépriser et critiquer les jeunes filles et garçons, ne pouvons-nous pas profiter de leur potentiel intellectuel en les laissant s'épanouir ? (...). Est-ce que le souci des jeunes filles et garçons de sortir du pays est pris en compte et y-a-t-on remédié et fondamentalement s'en préoccupe t-on ? (...) Les

femmes kurdes braves font partie des oubliés dans le potentiel national particulièrement au niveau de leur participation aux affaires politiques, sociales et culturelles (...) Il faudrait leur accorder une attention particulière sur le plan intellectuel, émotionnel, sur le plan du travail, sportif (...) Il faut prendre des initiatives essentielles dans le sens de leur émancipation (...).

Je souhaite que Dieu vous permette de réussir la tête haute construisant un avenir plus optimiste pour notre cher peuple d'Iran en mettant en place une cohabitation harmonieuse allant dans le sens de la charia et de la reconnaissance de Dieu en supprimant les inégalités".

*Hizbollah. Pour cette raison certains au sein de l'Etat ont fermé les yeux devant l'évolution de Hizbollah à cette époque."*

Le commentaire qui suit est le suivant : *"Maintenant l'Etat profond se lave les mains"*. (...)

Dans le quotidien Sabah du 25 janvier, Zülfü Livaneli, dans un éditorial intitulé "L'Etat et le Crime" se montre plus incisif. Extraits : *"Le président Demirel affirme que l'Etat ne commet pas de crime. Ah si seulement cela pouvait être vrai ! Si seulement nous avions un véritable Etat de droit. Si seulement l'Etat n'était pas du tout impliqué dans de sombres affaires. Mais malheureusement nous ne pouvons affirmer cela. Des milliers d'événements, de témoignages et de dépositions montrent malheureusement que l'Etat est impliqué dans ces sales affaires. Il est très difficile d'expliquer seulement par "manque de vigilance" l'existence d'une organisation qui, dans une région comme le sud-est où des mesures de sécurité strictes empêchaient même les oiseaux de voler, a pu kidnapper des centaines de personnes et les tuer sous la torture. Dans un pays où les parrains de la mafia voyagent avec des passeports rouges (NdT diplomatiques), où de criminels sont pourvus de cartes d'identité "d'officiers de sécurité", où Susurluk a révélé un étrange réseau de relations, où ministres et*

## LU DANS LA PRESSE TURQUE

• "LE HIZBULLAH : L'ÉTAT ET LE CRIME", Hasan Cemal, éditorialiste, écrit dans le quotidien *Milliyet* du jeudi 20 janvier 2000. : *"Hizbollah est une organisation qui depuis de longues années se sert des méthodes violentes et terroristes. Elle kidnappe, fait du hold-up, elle torture, commet des assassinats. (...).*

*Elle a de l'argent. Elle a des armes, des systèmes d'informatique. Et puisqu'elle possède tous ces moyens, une question nous revient*

*à l'esprit : les liens extérieurs de Hizbollah... Pour certains, il est possible d'établir un lien entre Téhéran-Hizbollah, identique à celui de Damas avec le PKK. (...)"*

A propos de Hizbollah, une autre hypothèse est montrée du doigt : l'Etat profond... On dit que : *"Principalement au début des années 90 le Hizbollah a été utilisé comme une arme dans la lutte contre le PKK. Plusieurs sympathisants du PKK ont été assassinés dans le sud-est, par exemple à Batman, par le*

criminels sont en relations téléphoniques, où les marchés publics sont attribués dans des conditions bizarres, mêmes les personnes les mieux intentionnées ont de quoi devenir soupçonneuses (...).

Selon Isment Sezgin (Ndt. ancien ministre de l'intérieur et de la défense) : " il faut malheureusement reconnaître que l'Etat, se sert de certains criminels. À leur tour, ces derniers se servent de l'Etat et dès lors un tableau très compliqué se dessine " (...).

La politique de faire casser des chiens par d'autres chiens a conduit certains responsables à la collaboration avec des militants nationalistes et religieux contre d'abord la gauche, ensuite contre le PKK. Des criminels encouragés et soutenus par des responsables de l'Etat, ont commis des massacres. Ces crimes protégés sont restés dans l'ombre.

Tant que " ceux qui tirent des balles au nom de l'État (Ndt. l'expression est de Mme. Çiller défendant les chefs mafieux " patriotes " !), il n'est pas possible d'écarter ces soupçons ".

• **QUAND LE PKK DÉFEND LA TURQUIE.** Taha Akyol, éditorialiste, commente dans le quotidien turc *Milliyet* du 18 janvier 2000, l'évolution récente du PKK et de son chef. Extraits :

" La Turquie n'a qu'un seul problème sérieux et c'est la question kurde. " *Le danger réactionnaire* " n'est qu'un concept 'paranoïde' et de toute façon il s'est avéré sans contenu.

*La condamnation d'Ocalan et la suspension, à certaines conditions, de la décision de la peine de mort par le gouvernement est un tournant absolu. Aussi bien pour la Turquie qu'Ocalan et le PKK...*

*Je donne de l'importance aux déclarations faites, le 14 Janvier, juste après la suspension de la peine de mort, par Ocalan et le PKK.*

Selon l'Agence Anatolie, Ocalan a déclaré qu'à partir de maintenant PKK sera constructif et a ajouté : " *Je ne suis pas séparatiste, je me suis écarté des erreurs historiques commises dans le passé...* "

*A la même date, dans un communiqué adressé à la presse, le comité central du PKK, défend le concept de la "Turquie démocratique". (...) 'Notre parti ne permettra pas que la Turquie soit affaiblie et ses intérêts endommagés...'*

Donc, la thèse de Ismail Besikçi " *Kurdistan : une colonie internationale* " et celle d'Ocalan " *colonialisme de la RT ( la république turque)* " étaient fausses. (...)

*J'apprécie quand Ocalan dit " Je me suis écarté de l'erreur historique " qui a coûté la vie de 30.000 personnes, et je ne considère pas cela comme un mensonge fait par intérêt. Le PKK s'est rendu compte qu'il était impossible de vaincre la Turquie aujourd'hui et dans l'avenir ni militairement, ni politiquement. Ils ont vu cela et ont été influencés par cette réalité. (...)*

## AINSI QUE...

• **EN TURQUIE, POUR PLUS DE SÉCURITÉ, IL VAUT MIEUX VIVRE À ISTANBUL : 17 547 DOSSIERS DE MEURTRES NON ÉLUCIDÉS DONT 10 842 À DIYARBAKIR.** Selon les derniers chiffres de la Direction générale des casiers judiciaires et des statistiques du ministère de la Justice, à la fin de l'année 1998, 17 547 dossiers de " *meurtres non élucidés* " se trouvaient au parquet des cours de sûreté de l'Etat turques (DGM). La capitale kurde, Diyarbakir se situe en tête de cette sinistre liste avec plus de 10 842 dossiers. Le rapport souligne qu'entre le 1<sup>er</sup> janvier 1998 et 31 décembre 1998, 1 625 dossiers de " *meurtres non élucidés* " ont été enregistrés dans les différents parquets des DGM turcs. Plus de 16 765 affaires étant déjà en cours, au total 18 390 dossiers étaient devant la justice turque, mais 150 d'entre eux - 20 à Diyarbakir, 9 à Izmir, 46 à

Malatya, 8 à Erzurum 67 à Adana— ont été résolus et 693 autres sont tombés sous le coup de la prescription. C'est la province kurde de Van qui suit Diyarbakir avec 3 115, Erzurum, kurde, avec 1 551, Malatya, également kurde, avec 1 203, Ankara avec 482, Adana 227 affaires, Izmir avec 118 dossiers. Istanbul est en fin d'affiche avec 9 cas enregistrés. Le rapport a montré que les dossiers de " meurtres non élucidés " représentaient 65,2 % des affaires des 8 parquets des cours de sûreté de l'Etat (DGM) turques. Ce chiffre atteint 81,5 % à Diyarbakir, 67,3 % à Malatya, 15,4 % à Izmir, 42,3 % à Ankara, 1 % à Istanbul, 28,1 % à Adana, 91,8 % à Erzurum et 76,5 % à Van.

Dans les provinces kurdes, les meurtres non élucidés sont, pour l'essentiel, ceux commis par des escadrons de la mort des forces paramilitaires turques. Les victimes sont des " séparatistes " kurdes supposés ou potentiels. Rien d'étonnant que les cours turques ne fassent pas d'effort particulier pour identifier et punir les meurtriers.

• **L'ASSOCIATION DES DROITS DE L'HOMME A DÉNOMBRÉ 1964 MEURTRES POLITIQUES NON ELUCIDÉS.** Dans un communiqué rendu public, le 24 janvier, à l'occasion du 7ème anniversaire de l'assassinat du

journaliste Ugur Mumcu, le président de l'Association des droits de l'homme de Turquie (IHD), Hüsnü Öndöl, indique que son association a pu identifier 1964 meurtres politiques, commis depuis 1989, dont les auteurs n'ont pas été arrêtés. 80% de ces meurtres ont été perpétrés dans le Sud-Est kurde. Le décompte selon les années est le suivant :

Année	nombre de meurtres
1989-1991.....	42
1992.....	210
1993.....	510
1994.....	292
1995.....	321
1996.....	78
1997.....	109
1998.....	192
1999.....	210
<b>Total .....</b>	<b>1964</b>

" Au cours des 10 dernières années en Turquie, les autorités publiques ont qualifié certains groupes ou certains individus ayant des opinions idéologiques et politiques de pro-Etat ou ennemis de l'Etat et ont accordé aux groupes ou individus qualifiés de pro-Etat le privilège de commettre des crimes. Cela veut dire qu'il n'y a pas d'Etat de droit " affirme encore le président de l'IHD dans son communiqué. Si l'IHD a pu établir une liste de 1964 meurtres non élucidés celles-ci reste très en deçà de la réalité car les estimations courantes chiffrent à plus de 4500 le nombre de meurtres politiques

non élucidés commis au cours de la dernière décennie en Turquie. Une étude exhaustive sur ces meurtres reste encore à faire.

• **BILAN DES PLAINTES CONTRE LA TURQUIE À LA COUR EUROPÉENNE DES DROITS DE L'HOMME.** La Cour européenne des droits de l'homme a été saisie de 3 880 affaires contre la Turquie. 51 d'entre elles ont été jugées et Ankara a été condamné à plus de 629 milliards de livres turques (TL) dont 158 milliards TL ont été jusqu'alors payés. La majorité des affaires pendantes devant la Cour, soit 2 250, ont été conduites par les chypriotes du sud de l'île accusant les autorités turques de les avoir spoliés de leurs biens situés dans le nord de Chypre sous occupation turque. Le second groupe, soit 418 affaires, émane des familles kurdes accusant les autorités d'avoir détruit et incendié leur village. 350 saisines s'appuient sur des plaintes de tortures, 22 pour refus d'asile politique en Turquie, et 455 pour confiscation de propriété. La Cour européenne des droits de l'homme est également saisie de 134 affaires dites " *de meurtres non élucidés* " et de 75 affaires pour atteinte à la liberté de l'expression de l'opinion.

Outre les civils, des militaires turcs, expulsés des rangs de l'armée pour " *menace réactionnaire* " après la réunion du

conseil de sécurité nationale (MGK) du 28 février 1997, ont également eu recours à la Cour dans 62 affaires. Par ailleurs, 13 autres dossiers concernant des partis politiques ou syndicats interdits ou dissous, sont également instruits par la Cour. Deux pays, le Danemark et Chypre, ont déféré la Turquie devant la Cour. Le premier reprochant la torture d'un de ses ressortissants d'origine kurde et pour le second, le dossier a été rejeté à trois reprises.

Selon les documents fournis aux parlementaires turcs, la Turquie a été condamnée dans 41 de ces affaires par la Cour européenne, 4 plaintes ont eu des conclusions favorables à Ankara et 6 réglées à l'amiable. La Turquie a versé pour les différentes condamnations 107 milliards de livres turques, 344 000 FF et 27 000£ (soit 158 milliards de livres turques). Il lui resterait toujours à payer 788 643\$, 1 294 000 FF et 181 000£ (soit 629,5 milliards de livres turques).

• **L'ÉCONOMIE KURDE DÉVASTÉE PAR LA POLITIQUE DU GOUVERNEMENT TURC.** L'économie basée essentiellement sur l'agriculture et l'élevage dans les provinces kurdes se trouve aujourd'hui dévastée par la politique du gouvernement turc. Le 13 septembre 1999, le ministre turc de l'agriculture, Hüsnü Yusuf Gökalp, du parti de l'Action

nationaliste (MHP-néo-fasciste), avait envoyé une circulaire demandant la fermeture des marchés d'animaux dans les provinces kurdes de Hakkari, Van, Sirnak, Iğdir et Agri et interdisant par la même occasion l'exportation d'animaux de ces provinces vers les autres régions de la Turquie. Une quarantaine sur le bétail était imposée sur ces régions déjà touchées par le rationnement. La Turquie, qui était il y a peu un pays exportateur de la viande, se trouve aujourd'hui incapable de répondre à ses propres besoins. Les autorités turques justifient leur politique en soutenant agir contre une importante contrebande de bétails malades venus d'Iran et d'Irak mais aussi contre le terrorisme qui s'approvisionnerait dans la région. Les autres accusent le gouvernement de vouloir favoriser l'économie des autres régions en appliquant la quarantaine dans les provinces kurdes, les plus gros fournisseurs de viande du pays.

Par ailleurs, M. Gökalp a annoncé le 3 janvier 2000 qu'il avait donné les instructions nécessaires à ce qu'une nouvelle race de vaches, purement turque, soient reproduites en Turquie.

• **TURQUERIES : VERS LA SUPPRESSION DES LETTRES " P " ET " K " DANS LES MANUELS SCOLAIRES EN TURQUIE ?** Le ministère turc de

l'éducation nationale a demandé aux éditeurs du manuel scolaire Can Matematik de supprimer les lettres " P " et " K " des problèmes d'équation. Le ministère a exigé que les lettres " E ", " G ", " F " et " H " soient utilisées en algèbre pour éviter " des interprétations inconvenables " trouvant que cela pourrait évoquer l'organisation kurde PKK (le parti des travailleurs du Kurdistan ). La question avait même été discutée jusqu'au Parlement turc, lorsqu'un député du parti de la Juste Voie (DYP), Saffet Arikian Beduk, a interpellé par une motion le ministre de l'éducation nationale Metin Bostancıoğlu : " *Considérez-vous que cela soit approprié pour nos enfants d'écrire de leur propre stylo ces lettres, qui conduit à penser au PKK ?* ". Ce dernier n'a pas perdu son temps, il a d'abord demandé le retrait du livre des ventes, exigé les modifications et informé le député S.A. Beduk. Ankara va-t-il pousser son obsession éradicatrice jusqu'à supprimer tout bonnement les lettres " P " et " K " de son alphabet ? Ne craignant pas le ridicule, les autorités turques avaient déjà décidé de remplacer les lampes vertes des feux tricolores du trafic par des lampes bleues dans les provinces kurdes car le vert, le rouge et le jaune sont les trois couleurs " *séparatistes* " du drapeau kurde.

• **PLAINTÉ CONTRE ISMAIL CEM POUR " PROPAGANDE**

**SÉPARATISTE** ". Selon le quotidien turc Sabah du 4 janvier 2000, le parquet général de la Cour de sûreté de l'Etat d'Ankara a été saisi d'une demande d'enquête à l'encontre d'Ismail Cem, ministre turc des affaires étrangères, après que ce dernier s'est prononcé le 13 décembre 1999 en faveur des émissions télévisées en langue kurde sur la chaîne de télévision turque CNN-Turk. L'enquête ferait suite à la plainte d'un chimiste habitant la capitale qui accuse le chef de la diplomatie d'avoir contrevenu à un article de la Constitution qui déclare le turc langue officielle de la Turquie. Après examen, le procureur de la république, Talat Salk, a décidé le même jour de ne pas donner suite à l'affaire.

• **12 MORTS AU COURS DES COMBATS À TUNCELI.** Six soldats turcs et six combattants du PKK ont trouvé la mort le 9 janvier 2000 au cours des affrontements dans la province de Tunceli. Un hélicoptère Sikorsky a été sérieusement touché par les combattants du PKK. Le Premier ministre turc avait déclaré, début janvier, que les combats étaient " presque au niveau zéro ". Une déclaration du PKK indiquait le 7 janvier que " ces personnes ne sont plus liées à notre groupe (...) Le parti n'est plus responsable de leur vie ou ce qu'ils pourraient faire dans l'avenir ".

La dissidence gagne également la

mouvance du PKK en Europe. Réunis au sein d'une " Initiative Kurde en Europe ", des dissidents se présentant comme des " intellectuels membres et anciens membres du PKK en Europe ", ont indiqué leur opposition à " la nouvelle ligne politique " de l'organisation et critiqué l'abandon de la lutte armée prônée par Abdullah Öcalan. Dans un communiqué daté du 11 janvier 2000, le groupe a affirmé avoir décidé d'apporter " son soutien à Hamili Yildirim ", commandant des forces de la région de Dersim (Tunceli) et aux forces sous son commandement ". Selon le communiqué, Hamili Yildirim, " membre du comité central du PKK et un des dirigeants de l'aile militaire, ainsi que des dirigeants historiques de l'organisation, dont Mehmet Can Yuçe et Meral Kidir, anciens membres du comité central en prison depuis plus de 20 ans, se sont opposés à la ' nouvelle ligne politique ' adoptée par Öcalan et une partie de l'organisation (...) Le retrait de Turquie et l'abandon de la lutte armée ne peuvent qu'être consécutifs à des négociations et à un accord entre les parties en conflit ".

Un ancien responsable du PKK en Europe a indiqué à l'AFP que les structures dirigeantes de l'Initiative Kurde en Europe, " actuellement en cours de constitution, devraient officiellement voir le jour en février ". Parmi les membres de ce

groupe devraient figurer notamment des ex-responsables kurdes en Europe, d'anciens membres du comité central du PKK.

• **LA TURQUIE NE SAIT PLUS QUOI FAIRE DE SES PROTECTEURS DE VILLAGES.** Depuis que la question de la levée de l'état d'urgence (OHAL) dans les provinces kurdes se pose, le débat sur la levée du système de protecteurs de villages s'envenime. Les régions kurdes— au départ 13 préfectures, aujourd'hui 5— sont sous un régime d'état d'exception depuis le 17 juillet 1987 et les articles 74 et 75 de la loi 3175 du code rural a instauré le système de " protecteurs de villages " en 1985 pour contrer " le terrorisme " selon les autorités turques. Cependant, aujourd'hui ces dernières semblent elles-mêmes dépassées et n'arrivent pas à contrôler ces " protecteurs " qui ont pris l'habitude d'imposer arbitrairement leur propre loi sur la population. Les autorités turques essaient aujourd'hui de trouver du travail de substitution pour les tenir en laisse. Ainsi à Silopi dans la province de Sirnak, 21 protecteurs de villages sont embauchés dans la Société internationale de pétrole-les Pétroles turcs (TPIC) comme employés de sécurité chargés de contrôler le pétrole arrivant de l'Irak par la frontière de Khabour en vue d'imposition. Diplômés tous



de primaire, les anciens "protecteurs" touchent un salaire mensuel de 250 millions de livres turques (\$460).

La région compte aujourd'hui 67 507 protecteurs de villages dont 17 440 dits volontaires et 50067 "provisoires". Ces dernières années, ils ont été accusés de beaucoup de crimes tels que kidnapping, contrebande, meurtre, escroquerie et vol. Environ 3000 d'entre eux sont aujourd'hui poursuivis et 117 ont été remerciés.

• **PERQUISITION DES LOCAUX KURDES : ONZE ARRESTATIONS.** La direction générale de sécurité a effectué le 4 janvier 2000 une perquisition dans différents locaux du parti de la démocratie du peuple (HADEP-prokurde) à Diyarbakir, Agri, Kirsehir, Mus, Bulanik mais aussi dans toutes les sections du syndicat KESK à Diyarbakir, au centre culturel de la femme à Dicle, aux journaux Yeni Evrensel et Özgür Bakis et a placé en garde-à-vue 11 membres du HADEP. Au cours de la perquisition, différentes revues et journaux ont été saisis.

• **L'ALLEMAGNE : LES VENTES D'ARMES A ANKARA COMPROMISES POUR CAUSE DE DROITS DE L'HOMME.** Le gouvernement allemand a décidé de prendre en compte les critères des droits de

l'homme dans les ventes d'armes, même vers les pays faisant partie de l'OTAN.

Selon cette décision, l'exportation des ventes d'armes ne sera pas permise si on arrive à la conclusion que les armes destinées à la défense du pays concerné pourraient être utilisées dans les conflits internes et les violations des droits de l'homme. Celles-ci seront estimées non seulement d'après les rapports des autorités allemandes mais également d'après ceux, préparés par les Nations Unies, l'OSCE et l'Union Européenne.

Mme Claudia Roth, présidente de la commission des droits de l'homme du Bundestag en commentant ce sujet a dit : " *dans la situation actuelle, on ne pourra pas vendre des chars allemands à la Turquie* ". Cependant cette décision n'affectera pas les contrats de co-production mutuelle signés auparavant.

• **LES SERVICES SECRETS TURCS (MIT), EN COLLABORATION AVEC LE MOSSAD, AURAIENT MIS SUR ECOUTE LES REUNIONS DE LA COMMISSION EUROPEENNE.** D'après le journal autrichien, Die Presse, à la suite des rumeurs sur l'existence d'une taupe au sein de la Commission Européenne, une enquête a révélé que les

**simultanés auraient été placés sur écoute.**

Ces cabines fabriquées par une société israélienne auraient été équipées, par le MOSSAD, d'un système d'espionnage. Les informations recueillies auraient été transmises au MIT. Un responsable de l'Union Européenne, commentant cette information, a déclaré : " A la lumière des faits, on comprend mieux pourquoi la Turquie était aussi vite informée des conclusions des débats de la Commission la concernant. "

• **SELON STANDARD & POOR'S L'ADHESION DE LA TURQUIE EST IMPROBABLE AVANT 2015.** L'un des plus grands consultants financiers du monde Standard & Poor's (S & P), dans son dernier Bulletin International de la Finance, paru en janvier, estime que la question de Chypre et 'les violations des droits de l'homme dans la guerre civile contre la minorité kurde' rendent improbable l'entrée de la Turquie dans l'Union Européenne avant 2015.

Selon Stéphane Gagne, le spécialiste de S & P, le point reprochant à la Turquie les violations des droits de l'homme contre la minorité kurde a donné lieu à de nombreuses protestations dans les milieux financiers turcs.

# Candidate à l'Union, la Turquie s'ouvre timidement aux débats de fond

ISTANBUL

de notre correspondante

Officiellement, la Turquie vise l'adhésion à part entière à l'Union européenne en l'espace de trois ou quatre ans. « Notre cible est 2004 », a annoncé avec optimisme le premier ministre Bülent Ecevit. Malgré des hésitations de dernière minute lors du sommet d'Helsinki des 10 et 11 décembre, le pays a embrassé sa nouvelle identité de candidat à l'Europe avec enthousiasme.

Dans la presse comme dans les coulisses du pouvoir, chaque événement social ou politique est désormais examiné à la loupe européenne. Ainsi, le président Süleyman Demirel a refusé que des moutons soient sacrifiés, lors d'une récente inauguration, apparemment parce qu'il jugeait cette coutume ancestrale contraire aux règles d'hygiène européennes... De même, convaincus que l'adaptation politique se fera sans peine, de nombreux Turcs craignent en revanche qu'un décret de Bruxelles ne les prive du *kokorec*, un sandwich de tripes grillées vendu dans les rues.

Malgré la bonne volonté évidente des autorités, le chemin qui mène à l'adhésion est encore long, et il est probable que les réformes nécessaires rencontreront de fortes résistances. Le débat sur les obligations de la Turquie et sur les profonds changements qui s'imposent pour atteindre les standards européens, notamment au niveau des droits de l'homme et de la liberté d'expression, ne fait que commencer. Déjà, plusieurs sujets importants ont été mis sur le tapis. Le premier ministre Bülent Ecevit a accordé la priorité à l'abolition de la peine de mort, un sujet fréquemment discuté depuis la condamnation à

la peine capitale du chef du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), Abdullah Öcalan.

Pour justifier son abolition, M. Ecevit a préféré souligner le fait que la peine de mort faisait obstacle à l'extradition de criminels notoires : ainsi le mafieux Alaattin Cakici, lié à l'extrême droite, n'a été renvoyé de France en décembre qu'à la condition expresse de n'être traduit en justice que pour des crimes non passibles de la peine capitale. Cakici, qui avait des liens avec des personnalités influentes du monde politique turc - il est à l'origine de la chute du gouvernement de Mesut Yilmaz (centre droit), avec lequel il se vantait d'avoir des conversations téléphoniques régulières -, ne sera dès lors pas jugé pour les meurtres qu'il est accusé d'avoir ordonnés, et pourrait être libéré dans les mois à venir.

## PEINE DE MORT

Les ultranationalistes au sein du gouvernement ont déjà manifesté leur opposition au projet du premier ministre. Le Parti d'action nationaliste est contre l'abolition de la peine de mort en général et ne veut pas renoncer à la pendaison d'Öcalan. « Nous comprenons que l'UE attache de la valeur à la vie humaine, mais nous ne comprenons pas qu'elle attache de la valeur et de l'importance au chef des terroristes », a déclaré son dirigeant, Devlet Bahçeli, qui espère que l'Union ne va pas « poursuivre son erreur et confondre la punition d'un chef terroriste avec le processus d'adhésion ». Le ministre des affaires étrangères İsmail Cem a, de son côté, annoncé peu après Helsinki qu'une chaîne de télévision en kurde pourrait être autorisée. Là également, des voix dissonantes se sont fait entendre. Mesut

Yilmaz, du Parti de la Mère patrie, troisième partenaire au sein de la coalition, s'est aussi attiré les critiques virulentes de son partenaire nationaliste au sein de la coalition lorsqu'il a annoncé que « la voie de l'Union européenne passe par Diyarbakir », signifiant son désir de voir la Turquie s'atteler à trouver une solution politique à la question kurde.

Plusieurs événements récents soulignent encore qu'un profond changement des mentalités reste à opérer : il y a quelques jours, six écoliers de douze à quatorze ans ont comparu devant un tribunal, accusés d'avoir organisé une manifestation illégale pour protester, avec des pancartes, contre le manque de professeurs dans leur école d'une banlieue pauvre d'Istanbul. Les six risquent six mois à trois ans d'emprisonnement. Le même jour, une autre cour condamnait trois adolescents à un total de soixante-dix-sept ans de prison pour avoir volé deux T-shirts et l'équivalent de 5 francs... Enfin, le 16 décembre, Hasan Celal Güzel, ancien ministre de l'éducation et dirigeant du petit Parti de la renaissance, a été emprisonné pour avoir critiqué l'armée et sa campagne contre les islamistes.

Mais le fait que les sujets délicats - la question kurde, la pauvreté, l'armée, l'islamisme - soient désormais au centre d'après débats représente en soi un pas en avant, et confortera les Européens dans leur idée que sa candidature encouragera vraisemblablement la Turquie à introduire des réformes attendues depuis longtemps.

Nicole Pope

## A l'est d'Istanbul, les rescapés des séismes sont confrontés à la corruption et à l'incurie des autorités

ADAPAZARI

de notre envoyée spéciale

Dans toute la région dévastée par les séismes du 17 août et du 12 novembre, qui ont coûté la vie à plus de 18 000 personnes et laissé quelque 600 000 autres sans abri,

### REPORTAGE

Les loyers ont augmenté au-delà des moyens de la plupart des réfugiés

les tentes exigües du Croissant-Rouge prennent l'eau. Les tunnels cylindriques de couleur kaki installés par l'armée et les habitations improvisées - des lattes de bois et des bâches en plastique, érigées en abris précaires - remplacent toujours les dizaines de milliers d'immeubles détruits. Ces abris protègent mal les habitants du froid, de la boue et des éléments. Deux bébés ont déjà péri lors d'incendies

causés par les bombonnes de gaz utilisées pour le chauffage.

Au village de tentes installé dans un jardin public, au centre de la ville d'Adapazari (150 kilomètres à l'est d'Istanbul), 1 400 sinistrés vaquent, tant bien que mal, à leurs occupations. Accroupies dans la boue, les femmes font leur lessive dans de petits baquets. Les visites au cimetière font partie de la routine quotidienne : nombreux sont ceux qui ont perdu des proches. Merve, une petite fille de cinq ans qui joue à la balle, a frôlé la mort lors du séisme. Ses cheveux, coupés en brosse, dissimulent une large cicatrice qui a nécessité 45 points de suture. Le bébé blond de huit mois, son frère, qui gazouille dans les bras de sa grand-mère, est, lui aussi, un miraculé.

La nourriture est distribuée trois fois par jour, mais la plupart des survivants n'ont aucun revenu : en grande partie détruite, la ville, qui comptait 260 000 habitants, a peu d'emplois à offrir. Et la demande,

énorme, permet aux rares entreprises qui embauchent de raboter un peu plus sur les salaires. Les loyers ont augmenté au-delà des moyens de la plupart des réfugiés. « Comment survivre si votre loyer est de 150 millions de liras [1 828 francs] et qu'on vous offre un emploi à 60 millions [731 francs] ? », demande Bülent, un machiniste au chômage. « Notre appartement n'a pas été endommagé. Mais le propriétaire, accuse Ayse, installée sous une tente avec ses deux enfants, a profité du tremblement de terre pour nous mettre à la porte. Il va pouvoir louer l'appartement à meilleur prix. »

Les yeux brillants, Aynur, qui partage sa tente avec son mari et ses trois fils, annonce qu'elle déménage sous peu. « J'ai une maison préfabriquée. J'ai déjà la clé. » Mais son visage s'assombrit. Des larmes silencieuses coulent le long de ses joues lorsqu'elle évoque sa fille unique, morte sous les décombres, à l'âge de douze ans : « Même si on m'offrait un palais, ça ne ramènera

pas ma fille. » La construction d'abris semi-permanents par les autorités locales a pris du retard. Une commission d'enquête parlementaire a récemment conclu que l'Etat n'avait pas pris les précautions nécessaires, compte tenu du risque, et qu'au total 100 000 habitations étaient encore dues aux victimes de plusieurs tremblements de terre, dont certains remontent à 1966.

### LA PEUR ET LA COLÈRE

Malgré le froid, de nombreux sinistrés hésitent à s'installer dans les abris semi-permanents disponibles, de peur que le gouvernement cesse de les nourrir. Ils se plaignent également du fait que les nouveaux villages sont trop loin du centre-ville et que les transports sont coûteux. « En plus, ils imposent une discipline militaire : les gens sont fouillés à l'entrée et à la sortie. Franchement, après tout ce stress, nous n'avons pas besoin de ça », se plaint un sinistré, qui qualifie ces villages de « pri-

sons ». Les autorités tentent désormais d'évacuer une partie des rescapés vers des stations touristiques, au sud du pays, où l'hiver est plus clément. Mais les réfugiés rechignent à quitter leur région.

En attendant des jours meilleurs, les habitants installés dans le jardin public d'Adapazari se sont organisés : ils ont élu leur « présidente », Kizbes Aydin, une institutrice à la retraite, qui gère le camp avec efficacité. Les familles ont été recensées, la taille des vêtements et des

chaussures des enfants soigneusement répertoriées. Mais les conditions de vie sont rudimentaires. « Nous avons accumulé des réserves et même organisé des distributions dans d'autres quartiers, mais les autorités ont réquisitionné nos stocks pour centraliser les secours, explique la « présidente ». Nous ne sommes pas contre le principe d'une coordination centrale, mais nous n'avons rien vu revenir. »

M<sup>me</sup> Aydin, membre du Parti du travail (extrême gauche nationa-

liste), a surtout été arrêtée, détenue pendant trois jours et battue par la police, après une manifestation de survivants du séisme. « Le policier m'a accusée de vouloir "détruire l'Etat", mais personne n'est plus patriote que moi », s'indigne-t-elle.

Face aux sinistrés qui demandent une intervention plus active des autorités et se plaignent que des pots-de-vin soient souvent nécessaires pour obtenir les rapports d'experts confirmant les dommages à leur domicile, les autorités sont sur la

défensive.

La pression des médias a notamment forcé la démission du comité exécutif du Croissant-Rouge, accusé d'incompétence. Certains réfugiés racontent leur histoire en chuchotant, de peur d'attirer l'attention des forces de sécurité. D'autres, au contraire, clament leur colère. « Allez demander au préfet où est passé l'argent des donations ! » crie une jeune femme.

N. P.

---

## M. Demirel appelle les rebelles kurdes à se rendre

ANKARA, 25 déc (AFP) - 13h48 - Le président turc Suleyman Demirel a appelé samedi les rebelles kurdes à se rendre, et bénéficier ainsi d'une loi d'amnistie partielle sur les repentis votée en août par le Parlement.

"J'en appelle à tous ceux qui ont choisi le mauvais chemin de profiter de cette opportunité et de faire confiance en la justice turque", a-t-il déclaré dans une conférence de presse de fin d'année.

La décision du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK) d'un cessez-le-feu unilatéral et d'un retrait du territoire turc "ne change pas la menace potentielle de terrorisme", a estimé M. Demirel.

Le combat de l'armée contre le PKK a amené le parti à un point de "dissolution et de renonciation à la lutte armée", mais au prix de près de 36.500 vies, a-t-il souligné.

Quelque 6.000 membres des forces de sécurité, 5.500 civils et 25.000 rebelles ont été tués lors des affrontements entre armée et PKK depuis 1984, début de la lutte armée pour un Etat kurde dans le sud-est de l'Anatolie, a détaillé M. Demirel.

"L'Etat turc est déterminé à achever sur un succès sa lutte contre le terrorisme", a-t-il dit. "La fin du terrorisme est la condition de base à la paix intérieure de la Turquie", a-t-il ajouté.

Il a réaffirmé que la Turquie devait attendre la décision de la Cour européenne des droits de l'homme sur une requête du chef rebelle kurde Abdullah Ocalan, condamné à mort pour trahison et séparatisme, pour violation des droits de l'Homme.

"La Turquie ne s'est jamais trouvée face à une décision d'une telle importance (...) Il n'y a pas de raison d'agir hâtivement", a jugé le chef de l'Etat.

La Cour avait demandé fin novembre à surseoir à l'exécution du chef rebelle en attendant d'examiner sa requête. Cet examen peut prendre jusqu'à deux ans, selon un légiste.

La Turquie est pressée d'abolir la peine de mort depuis que l'Union européenne lui a octroyé le statut de candidate lors du sommet d'Helsinki.

M. Demirel a admis "quelques carences" concernant les obligations de la Turquie vis-à-vis de la législation européenne, en estimant toutefois que "personne ne devrait mettre en doute que le parlement apportera les amendements constitutionnels et autres nécessaires". Interrogé pour savoir si ces réformes porteraient également sur l'abolition de la peine de mort, M. Demirel a déclaré : "Nous devons appliquer tous les principes".

---

## Le président Demirel exclut le kurde dans l'enseignement et l'audiovisuel

ANKARA, 26 déc (AFP) - 11h44 - Le turc président Suleyman Demirel a estimé "inappropriée pour l'unité nationale" l'introduction de la langue kurde dans l'éducation ou les médias audiovisuels du pays, dans une déclaration au quotidien Milliyet publiée dimanche.

"Le maintien d'une seule langue officielle est l'une des conditions de base de l'unité du pays. Pour cette raison, l'introduction dans l'enseignement, la télévision ou la radio de langues autres que le turc serait inappropriée", a déclaré M. Demirel en réponse à une question sur les droits des Kurdes.

Interrogé sur le statut de candidat à l'Union européenne accordé à la Turquie, il a indiqué que "la Turquie devra, en tant que membre du système judiciaire européen, remédier à toutes les déficiences dans le domaine des droits individuels" tout en estimant que cela ne voulait pas dire l'octroi de droits collectifs à un groupe particulier "ce qui encouragerait le tribalisme et ouvrirait la voie à la violence séparatiste et au terrorisme".

Le ministre des Affaires étrangères Ismail Cem avait récemment affirmé que la Turquie ne s'opposerait pas aux revendications de la population kurde d'avoir des émissions télévisées en langue kurde.

"Chaque citoyen turc doit pouvoir parler sa propre langue à la télévision. Nous le pensons et l'Union européenne attache à cela une grande importance", avait déclaré le ministre à la chaîne d'informations CNN Turk.

La Turquie ne reconnaît pas la communauté kurde, majoritaire dans le sud-est du pays, comme une minorité et refuse de lui accorder le droit d'enseignement dans sa propre langue ainsi que l'usage du kurde dans le domaine de la politique, estimant que cela représenterait un danger pour l'unité du pays.

# Türkische Konterguerilla

## Selahattin Celiks Standardwerk

VON ANDREAS SELMECI

**D**en haben wir umgebracht und auf die Müllhalde geworfen“. Diese Antwort bekam Ayse Gündogdu vom Kommandanten der Gendarmerie in der türkisch-kurdischen Stadt Lice zu hören, als sie sich am 29. April 1994 nach dem Verbleib ihres Mannes erkundigte. Kamil Gündogdu war am 26. April nach einer dreitägigen Inhaftierung von der Polizei entlassen worden. Der türkische Gendarmeriegeheimdienst JITEM war darüber aber verärgert und ließ Kamil Gündogdu aus einem abfahrbereiten Bus holen. Wenige Tage später wurden der Stadtverwaltung von Lice seine und zwei weitere Leichen übergeben. „Sein Leichnam war von Folterspuren gezeichnet und zerstückelt. Nachdem sie ihn zu Tode gefoltert hatten, schossen sie ihm noch jeweils in die linke Brust, ins rechte Auge und in die linke Wange.“

Selahattin Celiks Buch „Die Todesmaschinerie Türkische Konterguerilla“ ist all denen gewidmet, die dem türkischen Repressionsapparat zum Opfer gefallen sind. Es nennt möglichst viele dieser Ermordeten, Verschwundenen, Gefolterten und Misshandelten beim Namen und entreißt sie so dem Vergessen. Offenbar hat der Autor, der im Freiheitskampf des kurdischen Volkes selbst einen Bruder, eine Schwester, drei Cousins und viele Freunde verloren hat, die hinterbliebenen Angehörigen persönlich befragt. Jeder Menschenrechtler in der Türkei weiß, mit welchen Risiken auch solche Aktivitäten behaftet sind.

Das zweite große Verdienst dieses Buches ist, dass es die „Todesmaschinerie“ minutiös sezirt: die 1965 entstandene Spezialeinsatzbehörde ÖHD, die diversen Geheimdienste, die hochoffiziellen und die streng geheimen Sondereinheiten, die paramilitärischen Verbände der Partei der Nationalen Bewegung MHP, der islamistischen Hizbullah, sowie der kurdischen „Abschwörer“ und „Dorfschützer“. Im

Anhang hat Celik nochmals detaillierte Angaben über die hauptverantwortlichen Generäle und Politiker zusammengestellt.

Unter ihnen finden sich auch so prominente Persönlichkeiten wie der türkische Staatspräsident Süleyman Demirel und die ehemalige Ministerpräsidentin Tansu Ciller. Schließlich liefert das Buch auch Dokumente, welche belegen, dass die NATO-Partner der Türkei den Krieg gegen die Kurden auch nach Ende des Kalten Krieges massiv unterstützten. So vermag Selahattin Celiks Buch künftigen Generationen zu erklären, warum seit 1984 so viele Kurden keine Alternative

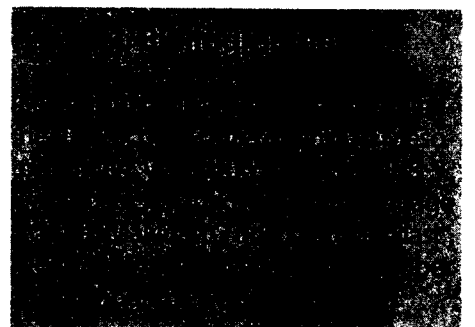
**Nur Historiker und Publizisten von Celiks Format werden die intellektuelle Aufräumarbeit leisten können, die Voraussetzung, für eine Demokratisierung der kurdischen Bewegung in der Türkei ist.**

zum bewaffneten Kampf mehr sahen. Der Autor war Mitglied des ersten Zentralkomitees der PKK. Doch die große Nüchternheit und Gründlichkeit seiner Berichterstattung machen sein Buch zu einem der bedeutendsten Werke der kurdischen und auch türkischen(!) Geschichtsschreibung in der Gegenwart. Es ist ein Jammer, dass dieses Buch in Deutschland keine größere Verbreitung gefunden hat. Gewiss, angesichts der Umbruchsituation, in der sich die kurdische Bewegung durch die Verhaftung und Verurteilung des PKK-Führers Abdullah Öcalan befindet, lässt Celiks Buch viele Fragen offen. Es fehlt die Ent-

wicklung der PKK von einer kommunistisch inspirierten nationalen Befreiungsbewegung hin zur stalinistischen Kaderpartei mit Pesonenkult und chauvinistischer Ideologie.

Es fehlen die kurdischen Opfer der parteiinternen Säuberungsaktionen „Apos“ und seiner terroristische Kriegführung, die dazu beigetragen hat, weite Teile Türkisch Kurdistans zu entvölkern. Genau diese Demokratisierung von innen heraus und diese Freiheit des Geistes

scheinen jene radikalen Funktionäre zu fürchten, die Selahattin Celik am 15. 10. 1999 in seiner Kölner Wohnung haben überfallen und zusammenschlagen lassen. □



# Droht ein Krieg um Wasserrechte?

## Hermesbürgschaften und der Ilisu-Staudamm in Türkisch Kurdistan

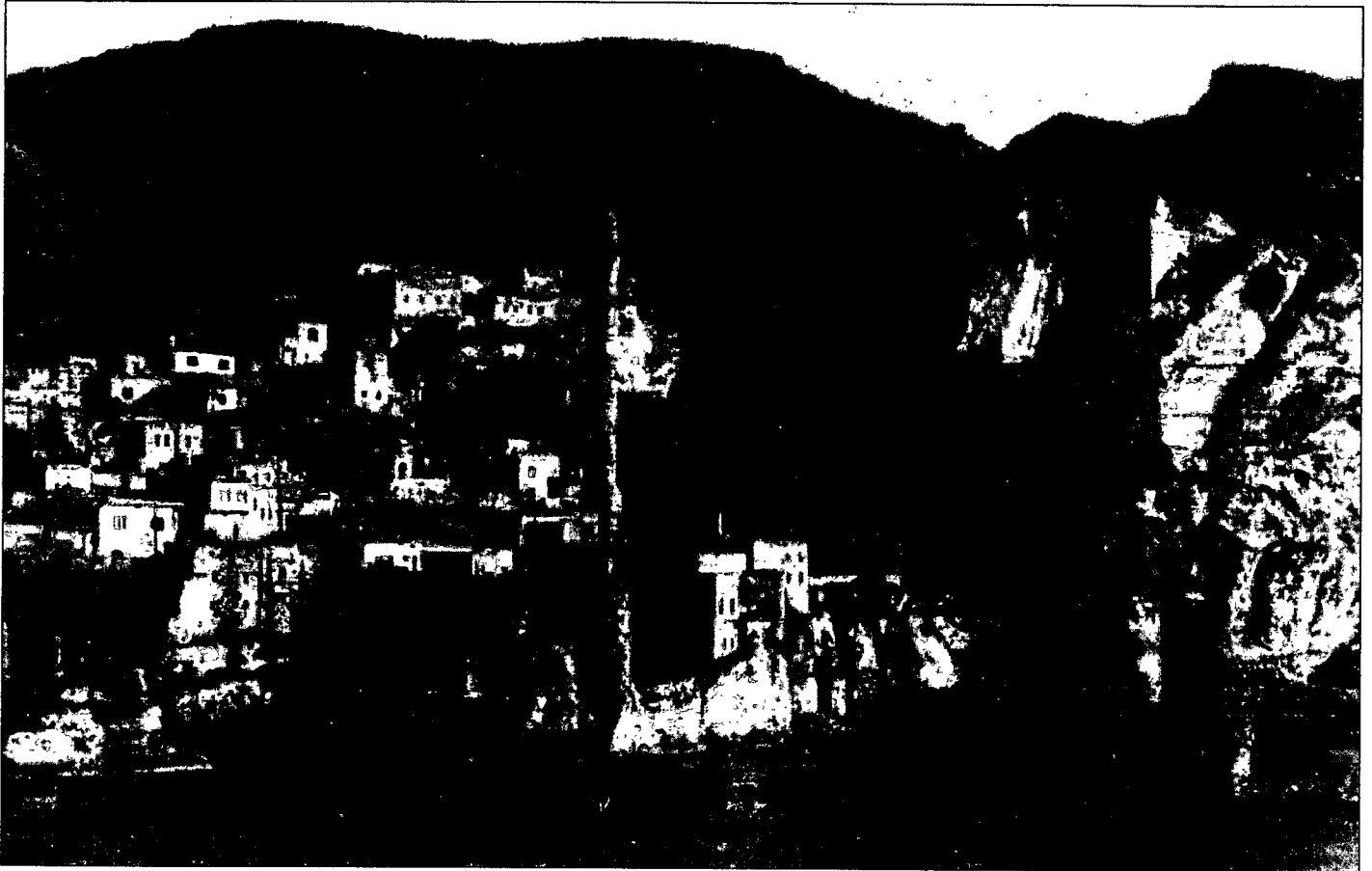
VON HEIKE DRILLISCH

**M**it internationaler Beteiligung plant die türkische Regierung ihr derzeit größtes Wasserkraftwerk: den Ilisu-Staudamm in Südostanatolien. Sollte er verwirklicht werden, so sind zunehmende Spannungen mit den

Der Ilisu-Staudamm soll den Tigris kurz vor der Grenze zu Syrien und dem Irak aufstauen. Er bietet der Türkei die Möglichkeit, den Weiterfluss des Tigris in beide Länder für mehrere Monate zu unterbrechen. Der Staudamm ist Bestandteil des gigantischen Südostanatolien - Projektes Güney Anadolu Projesi, GAP, das

Vertragsstaaten zusichern, Anrainern am Unterlauf eines Flusses keinen Schaden zuzufügen.

Während des Golfkriegs von 1991 reduzierte sie z. B. den Wasserzufluss zum Irak. In Syrien kam es bereits zur Rationierung von Trinkwasser, da der Abfluss des Euphrat durch die bisher fertiggestell-



Hasankeyf; bald schon ein Bild aus der Vergangenheit?

Foto: GfbV-Archiv

Nachbarstaaten sowie schwere Nachteile für den Großteil der überwiegend kurdischen Bevölkerung zu befürchten. Der Bundesregierung liegt ein Antrag auf Gewährung einer Hermes-Bürgschaft für das Projekt vor.

**Die Entscheidung** darüber wird ein deutlicher Gradmesser sowohl für die Pläne der rot-grünen Regierung, endlich eine Hermes-Reform unter ökologischen und sozialen Gesichtspunkten durchzuführen, als auch für ihr politisches Gesamtkonzept für den Nahen Osten sein.

Dutzende von Staudämmen an Euphrat und Tigris zur Bewässerung und Energiegewinnung umfasst. Dadurch ist er ein wichtiges machtpolitisches Instrument gegenüber den arabischen Nachbarstaaten und der kurdischen Bevölkerung. Die Weltbank lehnte aufgrund des außenpolitischen Konfliktpotentials eine Beteiligung am GAP bereits 1984 ab.

Vor diesem Hintergrund ist es besonders brisant, dass die Türkei die UN-Konvention über die nicht-schiffbare Nutzung grenzüberschreitender Wasserwege nicht unterzeichnet hat, in der die

ten Dämme des GAP um fast die Hälfte gesunken ist. Wiederholt drohte die Türkei Syrien mit Wasserentzug, sollte es der PKK weiterhin Zuflucht gewähren. Dies hat mehrfach kriegerische Auseinandersetzungen zwischen der Türkei und Syrien in greifbare Nähe gerückt. Es ist daher nicht auszuschließen, dass die Türkei im Konfliktfall das Erpressungspotential des Staudamms nutzt.

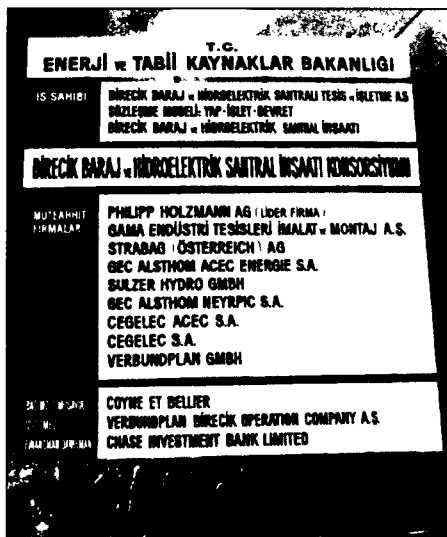
**Syrien und der Irak** haben deshalb Protest gegen das Projekt eingelegt. Laut britischer Medienberichte sollen mit dem



Atatürk-Damm

Ilisu-Damm zudem der PKK die Fluchtwege in die Berge abgeschnitten werden. Wiederholt kam es bereits zu Anschlägen der PKK auf einzelne Staudämme des GAP, zuletzt im August 1999.

Die Türkei hat weder Syrien noch den Irak detailliert über ihr Vorhaben informiert, geschweige denn im Planungsprozeß konsultiert. Nach internationalem Recht ist beides jedoch festes Gewohnheitsrecht für Projekte an grenzüberschreitenden Flüssen, dem sich auch die Türkei nicht entziehen kann. Dies spiegelt sich in



Das Konsortium des Birecik-Staudamms

einer Vielzahl von Verträgen wider, einschließlich Abkommen zwischen der Türkei und ihren Nachbarstaaten.

Ein weiteres Prinzip ist das der gleichberechtigten Nutzung grenzüberschreitender Flüsse durch alle Anrainer. Dies wurde vom Internationalen Gerichtshof z. B. 1997 in einem Schiedsspruch bekräftigt. Verschiedene Äußerungen von offizieller türkischer Seite zeigen jedoch, dass die Türkei den Alleinanspruch auf die Quellen des Euphrat und Tigris er-

hebt. Mit der Übernahme einer Hermes-Bürgschaft würde die Bundesrepublik sich somit an einem Bruch internationalen Rechts beteiligen. Zehntausende von Kleinbauern wurden bereits im Rahmen des GAP enteignet und umgesiedelt. Für den Ilisu-Stausee sollen weitere 52 Dörfer und 15 Kleinstädte mit vorwiegend kurdischer Bevölkerung unter Wasser gesetzt werden. Konsultationen mit ihnen hat es nicht gegeben.

Ebenfalls ungeklärt ist, ob Kompensationen in Form von Land oder mit Geld erfolgen werden. Die Türkei hat zwar schriftlich versichert, internationale Standards bei der Umsiedlung einhalten zu wollen. Schon bei der Projektvorbereitung kam es jedoch in 18 Fällen zu Verstößen gegen Weltbank-Richtlinien, die als Maßstab für derartige Großprojekte anzusehen sind.

Auch bedeutsame historische Kulturdenkmale wie etwa Hasankeyf, die einzige Stadt in Anatolien, die vollständig aus dem Mittelalter erhalten geblieben ist, würden in den Fluten verschwinden.

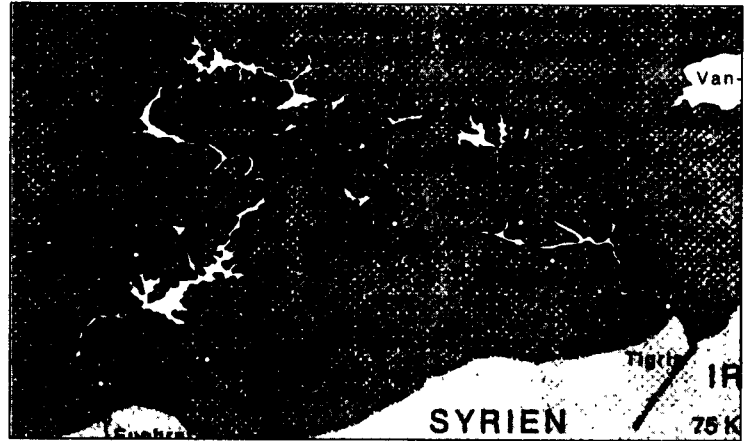
**Die Baukosten** werden auf 1,52 Mrd US-Dollar beziffert. Ohne eine reguläre Ausschreibung des Projekts erhielt ein Konsortium unter Führung der schweizerisch - schwedischen Firmen Sulzer und ABB den elektromechanischen Vertrag.

Die Hoch- und Tiefbauarbeiten wurden an ein Konsortium von Balfour Beattie (GB), Impregilo (Italien), Skanska (Schweden), Nurool, Kiska und Tekfen (Türkei) vergeben. Weitere Firmen aus Japan, Österreich, Portugal und den USA waren für eine Beteiligung an dem Bau im Gespräch. In Deutschland hat Sulzer Hydro aus Ravensburg einen Antrag auf die Übernahme einer Hermes-Bürgschaft gestellt.

Das Projekt wird seit Sommer 1998 im Rahmen der OECD - Arbeitsgruppe für Exportkredite und Kreditgarantien zwischen den beteiligten Exportkredit - Versicherungen diskutiert. Die Schweizer Regierung bewilligte im Dezember 1998 im Alleingang eine Exportrisikogarantie in

Höhe von 400 Mio. Franken. Die übrigen Staaten bemühen sich jedoch um eine gemeinsame Entscheidung, um zu demonstrieren, dass die OECD einzelfallbezogen gründliche Absprachen vornimmt und durch Auflagen für ökologische und soziale Verbesserungen sorgt.

**Die Forderung** von Nichtregierungsorganisationen nach transparenten und allgemein verbindlichen Kriterien soll unterlaufen werden. Von deutscher Seite

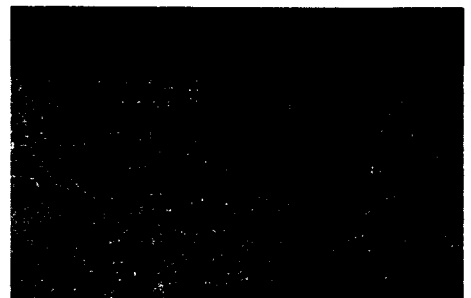


Karte des Staudammgebietes

Foto(2); Karte: Joerg Dietziker

verlautete inzwischen, das Projekt sei nun entscheidungsreif. In Großbritannien und Italien jedoch mehrte sich die Kritik an dem Projekt, insbesondere seit der PKK-Chef Öcalan zum Tode verurteilt wurde. An diesem Beispiel wird deutlich, dass es öffentliche und verbindliche Kriterien dafür geben muß, welche internationalen Großprojekte förderungswürdig sind. Die britische Zeitung Guardian warnt davor, daß die NATO durch die Mitgliedschaft der Türkei in einen Krieg um Wasserressourcen hineingezogen werden könnte. □

**Heike Drillisch** arbeitet bei WEED-Weltwirtschaft, Ökologie und Entwicklung e.V.; dort können Sie weitere Informationen: WEED, Bertha-von-Suttner-Platz 13, 53111 Bonn, Tel.: 0228/76613-0, Fax: 0228-696470 oder Internet: [www.weedbonn.org](http://www.weedbonn.org)



## ...and now the PUK has a satellite TV

4 January 2000, Copyright © Turkish Daily News

Editorial by Ilnur Cevik

- Those who objected to Kurdish TV broadcasts from Turkey now see that viewing alternatives for Turkey's Kurds are growing...

First it was the Kurdistan Workers' Party (PKK) terrorist organization which started its MED-TV in Europe and beamed its programs to Turkey's Kurdish population. The PKK used its huge drugs and extortion money to finance the TV broadcasts as well as its terrorist activities and was quite successful in this.

Many people in eastern and southeastern Turkey bought special satellite dishes to be able to watch MED-TV, which not only contained separatist terrorist propaganda, but also carried cultural and entertainment programs in Kurdish and Turkish which attracted viewers.

The success of MED-TV was a source of deep concern for other Kurdish groups in the Middle East who felt the PKK was winning the propaganda campaign which would also hurt their influence and credibility in the area.

So the Kurdistan Democracy Party (KDP), led by Mesoud Barzani in northern Iraq, decided to create their own alternative to MED-TV and thus send more impartial messages to the Kurdish population in the region. As a matter of fact the KDP was also concerned that there was a growing worldwide trend to consider the PKK the sole representative of the Kurds. The KDP wanted to show that was not the case. So it started to beam its own KTV transmissions to the Kurds of the world via satellite and thus broke the monopoly of MED-TV.

Later the British authorities closed MED-TV after complaints from Turkey that it incited violence in support of separatist terrorism. A European-based Turkish-Kurdish satellite television station, Medya TV, replaced MED-TV and started broadcasts to our region.

So in the end there were two Kurdish TV satellite operations. Now that figure has gone up to three. The Patriotic Union of Kurdistan (PUK), the rival of the KDP, has started its own satellite television station in northern Iraq. KurdSat TV started its daily three-hour broadcasts of news and entertainment on Jan. 1.

"KurdSat endeavors to offer objective reporting of Kurdish-related affairs and to provide a forum for debating issues impacting on Kurdish society and politics," said a PUK statement.

Prominent among the aims of the channel will be "the promotion of language skills among Kurdish children both inside and outside Kurdistan," it said.

While all this is going on Turkey continues to ban broadcasting in Kurdish on its own territory and says such television channels encourage separatism. What is sad is that Turkish officials still do not understand that so many citizens in eastern and southeastern Turkey do not speak a word of Turkish and that these TV stations are thus serving them irrespective of what their ideologies are. Turkey should have allowed Kurdish broadcasts and, as a matter of fact, should have earmarked one of its state TV channels for Kurdish broadcasting. Thus they could provide rich and attractive programs to the Kurds of Turkey and also help them to see Ankara's point of view instead of the views of the PKK or any other parties.

Even today Turkey could lift the ban on Kurdish broadcasting and control what goes out to its own people. But it seems we will have to go through many more bad experiences before mentalities change and people realize the only way to win hearts in southeastern Turkey is to address these people in the only language they understand, simply because we never thought them Turkish in the past...

## Iraqi Kurd party sets up satellite TV channel

Ankara - Reuters

4 January 2000, Copyright © Turkish Daily News

An Iraqi Kurdish party which runs part of the safe-haven enclave of northern Iraq has set up a new satellite television station, matching Iraqi Kurd rivals who started their own channel in 1998. A spokesman for Jalal Talabani's Patriotic Union of Kurdistan (PUK) said on Monday KurdSat TV started its daily three-hour broadcasts of news and entertainment on January 1. "KurdSat endeavours to offer objective reporting of Kurdish related affairs and to provide a forum for debating issues impacting Kurdish society and politics," said a PUK statement.

Prominent among the aims of the channel would be "the promotion of language skills among Kurdish children both inside and outside Kurdistan," it said. Talabani's rivals, the Kurdistan Democratic Party (KDP) of Massoud Barzani set up their Kurdistan TV in 1998. A European-based Turkish Kurd satellite television station, Medya TV, also broadcasts to the region. Its predecessor was closed by British authorities after complaints from Turkey that it incited violence in support of Turkish Kurd separatist terrorists. Turkey bans broadcasting in Kurdish on its own territory and has said such television channels encourage separatism and the outlawed Kurdistan Workers Party (PKK) of Abdullah Ocalan.

Ankara accuses Talabani of allowing Ocalan's separatist group to use his territory to launch raids into Turkey, a charge the veteran Iraqi Kurd leader strenuously denies. Some Turkish leaders have said Kurdish television should be allowed in line with Ankara's bid to join the European Union. Together, Talabani's PUK and Barzani's KDP took over the mountainous north of Iraq after the 1991 Gulf War, but a power-sharing deal broke down in 1994 into interfactional fighting. A U.S.-brokered ceasefire in place since 1997 was formalised into a peace deal signed in Washington in 1998. But little progress has been made towards holding the elections they promised at the time and each side runs its own area separately.

## **Foreign Ministry: no request to U.S. over Syria**

- The Ministry of Foreign Affairs has rejected claims that Ankara asked the U.S. not to remove Syria from its terror list unless it completely drops its support for the PKK terrorist organization. Though Turkey is wary over the water and PKK issues, it supports the peace process in the region. While Ankara has several times declared that it will not accept any deal over its water, Israel has assured Turkey that it will not sign any agreement that would harm its interests

### **Selcuk Gultasli**

Ankara - Turkish Daily News

Amid speculation that Turkey has called on the United States not to remove Syria from its terror list unless Damascus completely drops its support for the Kurdistan Workers' Party (PKK) terrorist organization, the Ministry of Foreign Affairs stated that it had made no further demands of Syria after the Adana Agreement of October, 1998. Turkish diplomatic sources told the Turkish Daily News that they have not asked the United States to keep Syria on its terror list and emphasized that they have made no request whatsoever of any side regarding the peace talks.

Despite several statements from the Ministry of Foreign Affairs on Turkey's support for the newly revitalized peace negotiations between Israel and Syria, Ankara is wary over two specific issues: Syria's support for the PKK and water.

While the Ministry of Foreign Affairs denies that it has asked the United States not to remove Syria from its terror list, the U.S. Embassy in Ankara referred all relevant questions to the State Department in Washington D.C., and refrained from making any comment on the issue. Dr. Nihat Ali Ozcan, an expert on the PKK from the Center for Eurasia Strategic Research (ASAM) told the TDN that despite the Adana Agreement, Syria would never relinquish its control over the PKK. Calling the PKK "a cheap way" of irritating Turkey, Ozcan said: "The success of the Adana Agreement is dubious. There are 900,000 to 1 million Kurds in Syria, and 700,000 of them have been engaged in PKK-related activities. Syria will never want to give up this leverage. What Syria can tell Israel is that Lebanon is a free country, as they kept telling us for years, and that they cannot interfere in another country's domestic politics. Meantime they will transfer that job to the Iranians," said Ozcan. Ozcan stressed that Turkey should insist on its request not to remove Syria from the terror list as Syria would feel freer to carry on its anti-Turkish activities once it was removed from the list. Israeli sources told the TDN they had no information whether Turkey has asked anything from the United States regarding Syria.

Ankara had previously declared that it endorsed all peace initiatives in the region but warned that it would not permit bargaining over its water. The water issue, which came up during the unsuccessful talks in 1996, was raised by the Syrian side but rejected by the Israelis. Updating Turkey on every phase of the talks, the Israelis assured Ankara that they would not accept any deal over Turkish waters, Israeli diplomats in Ankara told the TDN. Diplomatic sources in Ankara told the TDN that claims that the United States asked Turkey to join the talks between Israel and Syria over water were unfounded. Israeli diplomats reiterated their position on the talks and emphasized that they would not sign any agreement which might potentially harm Turkish interests in the region.

## **Prosecutors clear Cem over Kurdish comments**

- "The issue of setting up television in mother tongues can be discussed in a democratic environment and this does not amount to the crime of propaganda against the unity of the country or state," the decision of the prosecutor states

Ankara - Turkish Daily News

The office of the chief prosecutor of the Ankara State Security Court decided on Tuesday that Foreign Minister Ismail Cem did not break the law when he suggested that a ban on Kurdish language broadcasts could be relaxed.

Last month, Cem said the European Union, of which Turkey was at that time aspiring to become a candidate member, was not trying to impose any new minority rights definition on Turkey but the problem in the country was the restrictions imposed on individual rights. Cem had said those restrictions on individual rights should all be lifted and that "every citizen in Turkey, in every television broadcast, should be able to speak his own mother tongue."

His remarks drew fire from nationalists who do not recognize Kurds as a minority and say that granting them cultural rights would amount to giving concessions to Kurdish separatist terrorists.

The prosecutor's office said, "the issue of setting up television in mother tongues can be discussed in a democratic environment and this does not amount to the crime of propaganda against the unity of the country or state."





Cem's comments are part of a growing debate in Turkey on whether to grant increased cultural rights to Kurds. Turkey, which after the EU's December decision granting it the long-awaited candidate country status, is now pressing for quick membership of the European club of democracies.

Dozens of journalists, intellectuals and human rights activists have been jailed for voicing support for wider social and democratic rights in the country.

Prosecutors began investigating Cem's comments after receiving a petition accusing him of "separatist propaganda," according to Sabah newspaper. The petition was filed by an Ankara pharmacist, Abdulkadir Geylani Aksumer, Sabah reported.

Speaking Kurdish was banned in 1983, but the ban was lifted in 1991. It is now legal to speak Kurdish in informal settings.

---

### Enquête judiciaire contre le chef de la diplomatie turque (journal)



ANKARA, 4 jan (AFP) - 11h25 - Le parquet général de la Cour de sûreté de l'Etat d'Ankara a ouvert une enquête à l'encontre du ministre turc des Affaires étrangères Ismail Cem après que ce dernier se fut publiquement prononcé en faveur des émissions télévisées en langue kurde, a rapporté mardi le journal Sabah.

L'enquête fait suite à la plainte d'un chimiste habitant la capitale qui accuse le chef de la diplomatie d'avoir trahi un article de la Constitution qui déclare le turc langue officielle de la Turquie, précise le journal.

M. Cem avait déclaré que la Turquie ne s'opposerait pas aux revendications de la population kurde d'avoir des émissions télévisées en langue kurde, le 13 décembre, à la chaîne de télévision d'information continue CNN-Turk.

"Chaque citoyen turc doit pouvoir parler sa propre langue à la télévision. Nous le pensons et l'Union européenne attache à cela une grande importance", avait déclaré le ministre alors que la Turquie venait de se voir accorder le statut de pays candidat à l'UE.

Le parquet examinera notamment s'il convient de poursuivre en justice M. Cem pour "diffusion de propagande séparatiste", un délit passible de trois ans de prison, a précisé le journal populaire.

Les responsables de la Cour de sûreté de l'Etat d'Ankara n'étaient pas joignables dans l'immédiat pour commenter les informations du quotidien.

De son côté le président Suleyman Demirel avait estimé "inappropriée pour l'unité nationale" l'introduction de la langue kurde dans l'éducation ou les médias audiovisuels du pays, dans une déclaration au quotidien Milliyet publiée le 26 décembre.

"Le maintien d'une seule langue officielle est l'une des conditions de base de l'unité du pays", avait déclaré M. Demirel en réponse à une question sur les droits des Kurdes.

---

### Une faction kurde lance une chaîne de TV par satellite



DIYARBAKIR (Turquie), 4 jan (AFP) - 13h23 - Une faction kurde du nord de l'Irak a lancé KurdSat, une chaîne de TV par satellite en langue kurde qui est aussi captable dans la région de Diyarbakir au sud-est de la Turquie.

KurdSat TV, a déjà commencé à émettre des émissions à titre d'essai, essentiellement des clips en kurde, a constaté l'AFP.

L'Union patriotique du Kurdistan (PUK) avait indiqué le 31 décembre dernier que les émissions commenceraient le 1er janvier à partir de la ville de Suleimania, à raison de 3 heures par jour, le soir, et que la chaîne visait la communauté kurde à travers tout le Moyen orient ainsi qu'en Europe.

"KurdSat veut donner des informations objectives sur les affaires kurdes et offrir un forum pour débattre des problèmes touchant la communauté kurde", indiquait la PUK.

La PUK, dirigé par Jalal Talabani, représente l'un des principaux groupes kurdes d'Irak du nord qui n'est plus contrôlé par Bagdad depuis la guerre du Golfe en 1991.

Le grand rival de la PUK, le Parti démocratique du Kurdistan (KDP) de Massoud Barzani avait lancé sa propre télévision en 1998.

---

### Prison avec sursis pour un Kurde ayant occupé un consulat de Grèce



DUESSELDORF (Allemagne), 4 jan (AFP) - 15h18 - Un Kurde, âgé de 25 ans, a été condamné mardi à Duesseldorf (ouest de l'Allemagne) à un an de prison avec sursis pour sa participation à l'occupation du consulat général de Grèce de la ville en février dernier.

L'homme, un théologien de formation, a reconnu avoir pénétré "pour se réchauffer" dans le consulat avec les manifestants, qui protestaient contre l'arrestation du dirigeant kurde Abdullah Ocalan. Il a toutefois contesté avoir pris part aux détériorations dans le bâtiment, qui avaient provoqué un million de marks (500.000 euros environ) de dégâts.

Le président du tribunal a estimé qu'il avait tenté d'empêcher l'entrée de la police dans le bâtiment en dépit des actions violentes qui s'y déroulaient, même si sa participation aux dégradations n'était pas prouvée.

Quelque 200 Kurdes avaient occupé le consulat de Duesseldorf le 16 février après qu'une quinzaine d'entre eux en eurent forcé la porte à coups de haches et de bâtons.

Les consulats de Grèce à Stuttgart (sud-ouest) et à Leipzig (est) avaient également été envahis, dans une vague d'occupations de représentations diplomatiques à travers l'Allemagne et l'Europe après la capture d'Ocalan à Nairobi, où il avait été hébergé auparavant dans une résidence de l'ambassade de Grèce.

## Kurds to establish new parties

### INITIATIVE OF THE LIBERALS

A six-member commission, including former minister Serafettin Elci, Seyh Sait's grandson A. Melik Firat and M. Ali Eren, is in the process of assembling 900 people in Ankara. That meeting will lay the groundwork for a center-right party

### LEFT SPECTRUM ACTIVE AS WELL

Ahmet Turk, Sirri Sakik and Feridun Yazar, who had previously held administrative posts in the People's Labor Party, the Democracy Party and the the People's Democracy Party, are preparing to set up a party, but their initial efforts have hit a snag

### NOT A KURDISH PARTY, BUT...

'We would not call ourselves a Kurdish party, but even if we were referred to as one, it would not bother us. If the current laws in Turkey permitted us to establish a Kurdish party, we would have founded one,' Elci says



Ankara - Turkish Daily News

5 January 2000, Copyright © Turkish Daily News

Intellectuals of Kurdish origin, relieved of Kurdistan Workers' Party (PKK) oppression by both the capture of PKK leader Abdullah (Apo) Ocalan and by the members of the terror organization subsequently leaving Turkish territory, have started initiatives to form new right and left wing political parties.

Names such as Ahmet Turk, Sirri Sakik and Feridun Yazar, who had previously held administrative posts in the People's Labor Party (HEP), Democracy Party (DEP) and the People's Democracy Party (HADEP) initiated a new leftist structure, that also includes HADEP, by negotiating with Turkish Marxists. Another group of liberal Kurdish intellectuals have started initiatives to form a liberal political party.

Turk, Sakik and Yazar held a meeting in Istanbul on Saturday, Dec. 25 with a group of Turkish socialists that included Mihri Belli and a number of Freedom and Solidarity Party (ODP) executives. The Turkish and Kurdish socialists adjourned the meeting however without reaching a decision to form a joint political party.

### Initiatives by liberal Kurds

Liberal Kurdish intellectuals who did not support HADEP on account of its leftist policies, coupled with its close engagement with the PKK, have started a movement to form a liberal and a more independent political party.

The first step towards the formation of a new political party was taken with a letter of invitation drafted by a six-member commission that included Lawyer Serafettin Elci, the chairman of the now-defunct Democratic Mass Party (DKP), which was closed by order of the Constitutional Court for having separatist elements in its party manifesto, Abdulmelik Firat, Seyh Sait's grandson and former True Path Party (DYP) deputy and Dr. Mehmet Emin Sever, the former New Democracy Movement (YDH) deputy for Mus.

The letter has been forwarded to 900 people living in various parts of the country to attend a two-day meeting scheduled to take place on Jan. 15 and 16. The meeting will be held in the convention hall of the Confederation of Turkish Labor Unions (Turk-Is) in Ankara's Yenisehir district.

### Call by Free Democrats

The letter, also endorsed by Selahattin Kaya, the former mayor of Bingol from the Republican People's Party (CHP); Mehmet Ali Eren, the former deputy from both the Social Democrat People's Party (SHP) and the HEP and Nazif Kaleli, the former deputy mayor of Diyarbakir, said that particularly during the present critical time Kurds needed a political party that could speak up for their needs and struggle to achieve them.

The letter goes on to state that unless the Kurdish problem is solved on the basis of Turkish-Kurdish equality, Turkish development and the democratization process cannot be achieved, adding that, "We believe in the requirement of new political activity equipped to accommodate the political solution to the Kurdish problem at the core of its program which is contemporary, in accordance with global norms and which embraces universal values together with its own."

The letter further maintained that the violent policies adopted by the PKK caused problems but solved none, and that those violent policies only served those who supported violence. The "democratic republic" suggested by Ocalan was also criticized in the letter as follows;

"After the violence and such methods that dragged society into an adventure had gone bankrupt, this time, in an attempt to save themselves and find new room to maneuver, a new approach was formed by initiating solutions that were often talked about but never realized, and which rendered futile true and sound democratic requirements. This trend is not only against the interests of Kurds but is also an unhealthy way out to the problems of Turkey in general."

## **What type of political party**

Serafettin Elci, the former minister of public works and housing has totally dedicated his private office in Ankara's Cankaya district to the commission for its use. In response to a question asking: "Isn't it true that the members of the commission all being from the Kurdish descent would cause your party to be identified as a Kurdish party?" Elci answered that that was correct but went on to say that: "We would not call ourselves a Kurdish party, but even if we were referred to as one, it would not bother us. If the current laws in Turkey permitted us to form a Kurdish party we would have founded one."

In response to a question asking him to elaborate on the type of party they were trying to build, Elci stated: "The political party we will build will have respect for the territorial integrity of the Turkish Republic and will refrain from all forms of violation. We place a special emphasis on three basic rights, which are language, culture and education. A culture can only flourish if the people have a right to their own language. The right to education is the top priority on the list of rights we are planning to strive for. We request that the Ministry of National Education be abolished and want each and every ethnic group to establish its own educational progress. We also want regional administrations to replace the centralized structure. We want people to fully contribute to the administration and we want the regional administrations to have the necessary powers. We have no objection to the concept of having one official language, however, a second language should be authorized in the regional administrations. We are aiming for a liberal democratic system. Although we support the liberal economy, we believe in state intervention so that the inequality between regions can be eliminated."

## **Who is who?**

### **Serafettin Elci**

While still a small town lawyer in Sirmak's Cizre county, he participated in the 1977 general elections and entered Parliament as a deputy from the Justice Party (AP). Following his resignation from AP, Elci became minister of public works and housing in the Bulent Ecevit coalition government formed jointly with the Democratic Party (DP), Confidence Party (GP) and 11 independent deputies who had resigned from AP. Following the Sept. 12 military coup, he was tried at the Supreme Court on charges of corruption. However, he was acquitted. He was later sentenced to 20 months in prison on separatism charges. He was unable to appeal to the High Court of Appeals because of a provision in the Constitution that sentences of 20 months or over could not be sent up to a higher court, on top of which he also received a 5-year political ban. Upon completion of the ban, he was nominated as Sirmak parliamentary candidate by the CHP, but was unable to win a seat. The Democratic Mass Party (DKP) he later established was recently closed by the Constitutional Court for having separatist elements in its program.

### **Abdulmelik Firat:**

He is the grandson of Seyh Sait. He spent most of his childhood in exile with his entire family. In 1957, he entered the general elections by convincing a court to raise his legal age and became a DP deputy from Erzurum. In the 1960 military coup he was arrested with all his colleagues and brought to trial at Yassiada. Following his release, he chose not to get involved in politics for many years. In the 1991 elections, he was nominated as a parliamentary candidate from Erzurum by the True Path Party (DYP), the continuation of the DP, and was duly elected to Parliament. After Suleyman Demirel was chosen president of the Republic of Turkey, Firat and Tansu Ciller, the new DYP chairwoman, could not agree on the oppressive policies carried out in southeast Anatolia; as a result of this Firat submitted his resignation and left the DYP. Firat completed his term in Parliament as an independent deputy following which he interrupted his political career.

### **Mehmet Ali Eren:**

A lawyer of Kurdish descent, he began his political career with the SHP as a parliamentary candidate from Istanbul during the 1978 elections and was subsequently elected. He was later expelled from the SHP along with six other deputies of Kurdish origin for participating in a Kurdish conference in Paris. He later formed HEP with the other SHP deputies who had resigned from the party in protest against the SHP decision, and took an active post as an administrator. In 1991 he was again nominated as Istanbul parliamentary candidate by the SHP-DEP alliance, although he failed to be elected.

### **Mehmet Emin Sever:**

The former chief physician at Diyarbakir State Hospital, he entered politics by being nominated by the SHP as a parliamentary candidate from Mus and was duly elected. He later resigned from the SHP and joined with other Kurdish deputies to establish the DEP. Despite his resignation from the SHP to form the DEP, he remained an independent deputy and later became deputy chairman of the New Democracy Movement (YDH), the political party founded by the acclaimed industrialist Cem Boyner. In the 1995 elections he was again nominated by the YDH as a candidate, however, he was unable to enter Parliament due to the YDH's failure to pass the 10 percent national threshold. He refused to participate in the merger of the YDH with the Peace Party (BP) and chose to interrupt his political career.

### **Selahattin Kaya:**

A former diplomat. His last assignment was at the Turkish Embassy in London. Following his retirement from the diplomatic service, he entered the regional elections with the SHP and became mayor of Bingol.

### **Nazif Kaleli:**

A teacher by profession, Kaleli participated in the Kurdish movement called 'The Way to Freedom'. In 1978, Kaleli assumed the position of deputy mayor, working for Mehdi Zana, the independent mayor of Diyarbakir. Kaleli interrupted his political career following the military coup on Sept. 12, 1980.

# Human Rights Watch demande la levée des sanctions contre l'Irak

## L'organisation réclame le jugement de Saddam Hussein

L'organisation américaine Human Rights Watch a demandé, mercredi 5 janvier, la levée des sanctions internationales contre l'Irak. Elle considère que les violations des droits sociaux et économiques des Irakiens constituent des violations des droits de l'homme. Elle demande, en outre, le jugement du président Saddam Hussein.

LE MONDE / VENDREDI 7 JANVIER 2000

**NEW YORK (Nations unies)**  
*de notre correspondant*

Pour la première fois, une grande organisation américaine de défense des droits de l'homme lance un appel au Conseil de sécurité de l'ONU pour que les sanctions économiques contre l'Irak soient levées. Dans une lettre adressée, mercredi 5 janvier, au président du Conseil de sécurité et à l'ambassadeur américain Richard Holbrooke, Human Rights Watch (HRW) affirme que « la destruction, pendant dix ans, de l'infrastructure économique de l'Irak a créé une crise urgente de la santé publique » à laquelle le programme humanitaire de l'ONU prévu par la résolution dite « pétrole contre nourriture » ne peut pas répondre.

Tout en relevant une responsabilité de Bagdad dans cette situation, elle exhorte le Conseil de sécurité à réexaminer son propre rôle en Irak et recommande la nomination d'un rapporteur spécial pour examiner « les pratiques à la fois du Conseil de sécurité et du gouvernement irakien qui affectent

la situation humanitaire » dans le pays. Cette organisation qui dénonce depuis des années les violations des droits de l'homme perpétrées par le régime de Bagdad, prône par ailleurs le maintien de l'embargo sur les armes et l'établissement d'un tribunal pénal pour juger le président Saddam Hussein pour crimes de guerre.

### CRITIQUE DES ÉTATS-UNIS

En demandant la reconstruction de l'économie irakienne, HRW admet que les violations des droits sociaux et économiques des Irakiens doivent être reconnus comme des violations des droits de l'homme. Pour l'organisation, « cet embargo sans précédent dans son étendue, et maintenant dans sa dixième année, a coûté de très nombreuses vies en Irak et a eu un impact désastreux sur la société irakienne. » Dans sa lettre, HRW critique aussi les États-Unis qui persistent à faire obstacle au travail du programme humanitaire de l'ONU en Irak en bloquant systématiquement les contrats d'achats par l'Irak de produits de première

nécessité. Selon une source informée, 45 % des contrats pour l'électricité du pays et 35 % de ceux prévus pour l'eau seraient encore bloqués par Washington au sein du comité des sanctions, souverain en la matière. Le plus grand nombre de contrats bloqués par les États-Unis sont ceux qui touchent à l'industrie pétrolière en Irak. A ce jour, 409 millions de dollars (environ autant d'euros) de contrats pour les pièces détachées ont été approuvés, mais 526 millions restent suspendus.

Par ailleurs le secrétaire général des Nations unies, Kofi Annan, devrait annoncer, vendredi 14 janvier, la nomination d'un nouveau président pour la commission chargée du désarmement en Irak. Cette commission a été créée le 17 décembre 1999 par une nouvelle résolution du Conseil qui prévoit également une suspension des sanctions internationales si Bagdad coopère avec ce nouvel organisme.

Afsané Bassir Pour

## Le PKK met en garde contre une exécution d'Ocalan

ANKARA, 7 jan (AFP) - 11h44 - Le Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK) a mis en garde le gouvernement turc contre une exécution de son chef Abdullah Ocalan qui ne servirait qu'à "saboter" ses efforts de paix, dans une déclaration de la présidence du parti publiée vendredi par le journal pro-kurde Ozgur Bakis.

"Nous appelons les dirigeants turcs à ne pas permettre l'émergence d'une attitude négative qui apporterait le désastre au peuple turc", a indiqué le

"Il est d'une importance vitale pour l'avenir des peuples turc et kurde de s'abstenir d'actes susceptibles de détériorer le processus de paix", précise la déclaration, ajoutant: "La vengeance aura pour réponse une attitude similaire".

Cette déclaration intervient à quelques jours d'une réunion entre les partenaires de la coalition tripartite du Premier ministre Bulent Ecevit prévue mercredi, pour décider des suites à donner à la Cour européenne des droits de l'Homme, à Strasbourg, qui avait demandé à la Turquie de surseoir à l'exécution en attendant qu'elle se prononce sur le fond.

Ocalan avait été condamné en juin à la peine de mort par la justice turque et sa sentence a été confirmée en novembre par la Cour de cassation. Le parlement doit décider en dernier ressort de l'exécution.

Le PKK, qui a lancé en 1984 une rébellion armée en vue d'obtenir la création d'un Etat kurde indépendant dans le sud-est, a annoncé l'année dernière qu'il arrêterait les combats et se retirait de Turquie, répondant aux appels de son chef pour une solution "pacifique et démocratique" au conflit.

Si Ocalan était pendu, il s'agirait de la première peine capitale exécutée en Turquie depuis 1984.



## **Human Rights Watch RESTRUCTURE IRAQ EMBARGO, TRY LEADERS FOR WAR CRIMES**

(New York, January 5, 2000) -- In a letter released today Human Rights Watch urged the United Nations Security Council to tighten controls on Iraq's ability to import weapons-related goods, but lift most restrictions on non-military trade and investment in order to address the country's continuing humanitarian crisis. In the letter to U.S. Ambassador Richard Holbrooke, the current Security Council president, and the heads of other delegations, Human Rights Watch also called for the establishment of an international criminal tribunal to try Saddam Hussein and other top Iraqi leaders for war crimes and crimes against humanity.

The letter charged that nearly ten years of a comprehensive embargo, coming on top of the 1991 Gulf War destruction of much of Iraq's civilian economic infrastructure, has created a public health emergency which the existing oil-for-food program and the resolution passed in December do not adequately address. A memorandum attached to the letter cites field reports by U.N. agencies and the International Committee of the Red Cross. "The most adamant proponents of comprehensive sanctions have always insisted that their quarrel is not with the Iraqi people," said Hanny Megally, executive director of the Middle East and North Africa division of Human Rights Watch. "The time has come to put these words to the test." Prohibitions against imports of a military nature should remain in place, the group said, as well as end-use monitoring of commodities with military as well as civilian applications.

The letter points out that no embargo, including the existing one, can ensure that Iraq does not get access to prohibited materials. It said that Iraq presently imports without significant restriction goods paid for with foreign exchange earned mainly from smuggling and remittances. It recommended that the U.N. offset the government's increased access to export and investment revenues under these proposed reforms by making all imports liable to inspection at ports of entry.

"The scale of the crisis and the extent of the impoverishment require more than food and medicine and some spare parts," said Megally. "Even with the high level of funding of oil-for-food in 1999, life-threatening conditions still prevail. We agree that the Iraqi government bears a large share of the blame. But Iraq's callous manipulation of the sanctions is part of the reality that the Security Council has to take into account. Instead of being content to put all the blame on Baghdad, as the U.S. government continues to do, the Council has to face up to its own share of the responsibility. Blocking the government's access to foreign exchange is one thing, but choking the entire economy to do so puts the burden mostly on ordinary Iraqis." The letter also urged the Security Council to implement promptly the recommendations of the "humanitarian panel" it appointed last January. Many of these were part of the omnibus Iraq sanctions resolution adopted on December 17, but require further action by the Council or the sanctions committee. "These recommendations should not be treated as bargaining chips to be implemented only if the Iraqi government cooperates," said Megally. "They are the least the Security Council must do to fulfill its own humanitarian obligations."

Human Rights Watch has extensively documented war crimes and atrocities committed by the Iraqi government, the letter said, and fully supports efforts to constrain and hold accountable those responsible. The group pressed the Security Council to establish an international criminal tribunal, like those already set up for Rwanda and former Yugoslavia, to indict and prosecute Iraqi officials for whom credible evidence exists of responsibility for such crimes. The group noted that such a step was entirely warranted on the basis of the evidence it has uncovered, and would help dispel any suggestion that addressing Iraq's humanitarian crisis implied leniency toward the government.

Megally noted that half the non-permanent members of the Security Council have just joined this week, and urged them to promote a fresh approach to the Iraq crisis. Human Rights Watch said the Security Council had acknowledged back in 1990 its obligation to monitor the humanitarian impact of the sanctions, but failed to follow through. The group said that an impartial humanitarian body or a special rapporteur should examine the practices of both the Security Council and the Iraqi government that affect the humanitarian situation in the country. Copies of the letter to Ambassador Holbrooke and the explanatory memorandum follow, and are available on the Human Rights Watch website at: <http://www.hrw.org/press/2000/01/iraq-ltr.htm>

Individual letters were also sent to the heads of mission of the other members of the Security Council.

**EXPLANATORY MEMORANDUM** Regarding Comprehensive Embargo on Iraq, Humanitarian Circumstances  
<http://www.hrw.org/press/2000/01/iraq-memo.htm>

## **Turk Coalition Allies at Odds Over Ocalan**

Jan 07, 2000 By Steve Bryant

ANKARA, Turkey (Reuters) - Turkish Prime Minister Bulent Ecevit and his biggest parliamentary ally disagreed in public on Friday over whether to push for the execution of Kurdish rebel leader Abdullah Ocalan. Nationalist leader Devlet Bahceli told supporters in the southern town of Osmaniye that he backed the death penalty for Ocalan and rejected warnings that an execution would damage Turkey's hopes of becoming a full European Union member.

"The separatist murderer was sentenced to death by independent justice in the name of the Turkish people," Bahceli said in televised remarks. The man at the center of the row, condemned rebel chief Ocalan, issued a statement from his prison cell warning of "tragedies" if his calls for peace based on talks with his Kurdistan Workers Party (PKK) are ignored.

Bahceli, a deputy prime minister whose hardline nationalists are Ecevit's major coalition partner, attacked those who linked Turkey's future in Europe to Ocalan's fate. "Knowingly or unknowingly, those of such a stance belittle their country. They should clearly understand that they are awaking irreparable doubts about our nation," he said.

### **COST OF HANGING**

Many Turks say that Ocalan should hang as soon as possible for leading a violent 15-year campaign for a separate Kurdish state. More than 30,000 people have been killed in the fighting. But Ecevit, speaking in Ankara, said that the government had to calculate the cost of executing Ocalan, waiting on death row in an isolated island jail.

"Abdullah Ocalan cannot hurt us now. But I fear his death could damage us at home and abroad," Ecevit, personally opposed to capital punishment, told reporters. The EU has told Ankara that an execution would gravely damage ties. It could also end a lull in fighting between Turkish forces and the PKK since Ocalan ordered his guerrillas to abandon the armed struggle and campaign peacefully for Kurdish cultural rights.

Ocalan warned of the consequences if Turkey continues to refuse talks with the PKK. "I do not wish for it but if a lack of solution is insisted upon, tragedies could result," he said in a statement released through his lawyers. Ecevit, Bahceli and a third coalition partner meet on January 12 to discuss whether to wait for the European Court of Human Rights to rule on Ocalan's appeal before sending the death verdict to parliament for ratification. "We will discuss together what we think about the -- in my opinion binding -- decision of the European Court of Human Rights," Ecevit said.

Despite their disagreement, Ecevit and Bahceli appear unwilling to break up a stable coalition government that last month signed an inflation-fighting loan package with the IMF. Any death verdict has to be ratified in parliament if it is to be carried out, something Turkey has not done since 1984.

\*\*\*\*\*

## **TURKEY / KURDS (PART ONE OF THREE)**

Voice of America BY AMBERIN ZAMAN (HAZRO, TURKEY) 12/28/1999

INTRO: A semblance of peace is returning to Turkey's largely Kurdish southeastern region as rebels of the separatist Kurdistan Workers' Party obey a call by its imprisoned leader to end their armed campaign for independence. Amberin Zaman recently toured the area and filed this (first of three) report(s).

TEXT: Haci Gokcer is a Kurdish farmer from Hazro township in Turkey's mainly Kurdish southeastern region. Like tens of thousands of civilians here, Mr. Gokcer was forced to leave his village seven years ago at the height of a 15-year Kurdish insurgency that has claimed nearly 40-thousand lives. Mr. Gokcer says he abandoned his property and livestock after rebels of the outlawed Kurdistan Workers' Party (P-K-K) raided his tiny mountain village one night and demanded that he and other men in the village join their forces or leave. Mr. Gokcer refused to take up arms with the P-K-K, and instead joined a state-

run Kurdish militia known as the Village Guards to fight the rebels. Accused of treason, Village Guards members became prime rebel targets. Their wives and children often were murdered as well. Mr. Gokcer's story is a familiar one in this war-torn region. But there is another side to it. Hundreds of thousands of other Kurdish villagers were forced to leave their homes by Turkish security forces who accused them of supporting the P-K-K because they refused to become Village Guards. In some cases, their homes were burned down, their animals killed, their crops destroyed. Today, however, a steady trickle of displaced civilians, including Mr. Gokcer and his family, is beginning to return home. Mahmut Gur is the chairman of an association - Goc-der - that is dedicated to resettling refugees.

Mr. Gur says tensions in the southeast have eased visibly after a call by imprisoned P-K-K leader Abdullah Ocalan for his fighters to end their armed struggle and withdraw from Turkish territory to neighboring Iran and Iraq. He says that as peace begins to settle over the region, a growing number of villagers want to return home. Cemil Serhatli is the newly appointed governor of Diyarbakir province, which includes the town of Hazro. Mr. Serhatli confirms that clashes in the southeast provinces have sharply declined as the rebels withdraw.

Mr. Serhatli says the government's duty is, as he puts it, to "heal the wounds of our citizens" and show them what he terms a "welcoming lap," a "compassionate face." Mr. Serhatli and his team are at the forefront of efforts to rebuild villages destroyed in the rebellion, providing free bricks, cement, and engineering expertise for a number of pilot resettlement projects. And in Hazro township, the government is funding a carpet-weaving project to increase employment among local women. Emine, a 14 year old, is among two-hundred young girls who earn a living from the carpet-weaving program.

Emine explains that her wages are performance-based. The more rows (of carpet yarn) she knots, the more money she makes. She is very happy, she says, not only to be back home but to have a job as well. Mahmut Gur, chairman of the resettlement association, Goc-der, says many problems still remain.

Mr. Gur says a so-called food embargo - under which food allowed into villages is still being rationed by the authorities - remains in place. The authorities defend the rationing on the grounds that food surpluses would wind up in rebel hands. Mr. Gur points out also that the majority of Kurdish villagers who want to return home are being denied permission to do so by the Turkish authorities. Usually, they come from villages whose residents had been accused of supporting the rebels. Governor Serhatli denies such charges. He says some villagers are not permitted to return home because security in remote mountainous areas where they used to live cannot yet - as he puts it - be 100 percent guaranteed. He says that once P-K-K fighters come down from the mountains and lay down their arms, then everyone will finally be able to go back to their homes.

\*\*\*\*\*

## **TURKEY / KURDS (PART TWO OF THREE)**

BY AMBERIN ZAMAN (DIYARBAKIR, TURKEY) Voice of America 12/30/1999

**INTRO:** Hopes are growing for a lasting peace in Turkey's largely Kurdish southeastern provinces. Clashes between Turkish government forces and rebels of the outlawed Kurdistan Workers' party, the P-K-K, are receding in the wake of a rebel cease-fire. In the second of three reports about this new climate in Turkey's Kurdish region, Amberin Zaman reports from Diyarbakir on the expanding political debate about the future of Turkey's 12-million Kurds.

**TEXT:** "Rebellion is life." The lyrics of this banned Kurdish song still trigger loud cheers and frenzied folk dances at gatherings here. But it no longer reflects the prevailing mood in Turkey's largely Kurdish southeast provinces. In Diyarbakir, the political nerve center of these harshly beautiful, mountainous lands, it is "democratic republic," not "independent Kurdistan" that are the buzz words throughout noisy street bazaars and high-brow intellectual circles. A "democratic republic" encompassing Turks and Kurds is what imprisoned P-K-K leader Abdullah Ocalan has called for since his dramatic capture by Turkish special forces last February in Kenya. Ocalan declared that Kurdish autonomy and independence were no longer realistic goals during his month-long court room trial last June. The P-K-K leader, who was handed the death sentence on treason charges, said granting of long-denied cultural rights would be more than enough to satisfy the Kurds' demands. Ocalan has since ordered his fighters to pull out of Turkey and to end their 15-year armed campaign fight. Ocalan's reversal has taken both his critics and supporters by surprise. Cezair Serin is the mayor of Diyarbakir's bustling

commercial Surici district. Mr. Serin was elected together with 38 other members of the pro-Kurdish People's Democracy Party or HADEP in elections last April.

The mayor says he agrees that ethnic nationalism is an outdated concept, and says that he and his party will do everything possible to promote peace. Still, Ocalan's reversal has triggered accusations among his erstwhile supporters that his peace overtures are merely aimed at saving his own life. Many question whether the 15-year rebellion that has claimed nearly 40-thousand lives has been worth it. Like many Kurdish politicians and activists, Mr. Serin says it is --in his words -- fruitless to dwell on the past. Instead, he says Kurds should seek to consolidate their gains. What are they? Like many, Mr. Serin responds that today Kurds are no longer afraid to say that that is what they are - Kurds - and that their problems are now - largely thanks to the P-K-K insurgency - known throughout the world. Hanefi Isik is the regional representative of the Ankara-based Turkish Human Rights Association. Mr. Isik says the daily lives of Kurds in the region has improved dramatically in recent months.

Mr. Isik says Turkish security forces appear much more relaxed in the wake of the P-K-K cease-fire and now treat local citizens, in his words - more gently. He says torture and arbitrary detentions have sharply decreased. Cemil Serhatli is Diyarbakir's new governor. He says the Turkish government is doing its best to restore confidence in the government among civilians throughout the region.

Mr. Serhatli says measures include helping villagers displaced by the fighting to return to their homes, as well as providing free education and health for them. But many, like HadeP's Cezair Serin, say that unless the Turkish government takes urgent steps to address the Kurds' demands for greater cultural freedom, the atmosphere of peace could give way to renewed violence.

Mr. Serin says a crucial first step in moving peace forward would be full amnesty for thousands of P-K-K rebels in the mountains and for about 10-thousand P-K- K militants and sympathizers locked up in Turkish jails. He says other steps would be to ease restrictions on Kurdish language broadcasting and education, and to do away with bans that effectively bar free debate of the Kurdish issue and others deemed - threatening to the unity of the Turkish state. And, Mr. Serin argues that Kurds should be permitted to freely sing songs, even if they are about rebellion, without facing imprisonment.

\*\*\*\*\*

### **TURKEY / KURDS (PART THREE OF THREE)**

BY AMBERIN ZAMAN (DIYARBAKIR) Voice of America 1/5/2000

**INTRO:** As a bloody 15-year Kurdish separatist campaign begins to wind down, local officials are seeking to exploit the huge potential for tourism in Turkey's largely Kurdish southeast. Amberin Zaman reports from Diyarbakir on a project to restore the city's ancient walls.

**TEXT:** They are dark and they are exotic. They are majestic, yet strangely comforting. Diyarbakir's ancient walls have long been the pride of what is the largest and most populated city in Turkey's remote, largely Kurdish southeastern region. The walls extend for more than five-kilometers, including various imposing fortresses and elaborate gates and storage chambers. Historians and archaeologists say Diyarbakir's walls are the second longest in the world, after the Great Wall of China. Diyarbakir University Professor Halil Degertekin is at the forefront of efforts to restore the walls that he says date back more than five-thousand years.

Professor Degertekin says the city walls are very important and very big. He says there are many important carvings on the walls, fortresses and gates. He adds that many civilizations lived here, including the Romans, the Byzantines, and the Arabian and Persian cultures. Esmâ Ocak is from one of Diyarbakir's most prominent families and among the leading patrons of the restoration project. Mrs. Ocak says she remembers being terrified as a child when city officials would blast away parts of the fortress with dynamite because the claimed the walls blocked winds which could help cool the burning summer temperatures. Mrs. Ocak says the practice only ended after a French archaeologist, Albert Louis Gabriel, who was touring Diyarbakir in the early 1930's, managed to convince the authorities that they were destroying one of Turkey's most precious historical monuments. Mrs. Ocak says that decades of neglect have further damaged the walls, with large sections literally in ruins. The



problem grew during the 15-year separatist rebellion led by guerillas of the outlawed Kurdistan Workers Party, known as the P-K-K. The violence, which has claimed nearly 40-thousand lives scared away Western tourists. With the tourism industry virtually dead, no effort was made to preserve the walls. To make matters worse, villagers displaced by the fighting began erecting makeshift homes using slabs of concrete pulled away from the walls. Others used the walls for support, simply building their homes against them. The Diyarbakir government donated 20-thousand dollars to help restoration work, which began in earnest last year. The city leaders say the families need to be moved, especially since part of the project involves planting gardens on either side of the walls. Cezair Serin is the mayor of Diyarbakir's Surici district, which is the oldest part of the city surrounded by the walls. He says about one-thousand families have built homes along the walls.

Mr. Serin says life for the displaced villagers living along the walls is terrible. They have no running water, or sewers. Yet, Mr. Serin says that unless the government comes up with alternative accommodation for the villagers, he will not allow them to be kicked out of their homes. Hatun Gedikoglu is an old Kurdish woman who lives in a concrete shack only five-meters from the wall. She says she is terrified that her home may be destroyed.

Mrs. Gedikoglu says with no where else to go, she will simply stay on here. Local officials agree that they need to provide accommodation for the people if they are to be moved. Officials are studying a proposal by Mayor Serin to donate land where he says the city will build new homes for the displaced. Mayor Serin insists that not only will they be much better homes, but they will also be free for those displaced as the work begins to restore the ancient walls of Diyarbakir.

\*\*\*\*\*

### **Kurd rebels hit helicopter, kill six troops**

Reuters Jan 10, 2000

TUNCELI, Turkey, Jan 10 (Reuters) - Hardline Kurdish guerrillas disowned by the Kurdistan Workers Party (PKK) killed six Turkish soldiers and badly damaged a helicopter carrying them, a military official said on Monday.

He said the U.S.-made Sikorsky transport helicopter was coming in to land a group of soldiers on a mountaintop in the eastern province of Tunceli when it came under rebel machine-gun fire. The helicopter landed heavily, fell on its side, and is unlikely to fly again, the source said. Four other soldiers on board were injured.

Other Sikorsky and Cobra helicopters were taking part in an operation to hit back at the rebel group, which has defied an order from death-row PKK leader Abdullah Ocalan to lay down its arms and withdraw from Turkey. The military official said the attack took place late on Sunday, three days after the PKK warned of possible violence in the region by the renegade guerrillas. Earlier reports had said the rebels attacked a Turkish patrol, killing two people.

Turkish troops killed five rebels in the ensuing clash. Ankara has said it sees the PKK peace drive as a cynical ploy prompted by rebel defeats and the onset of winter which in any case hampers guerrilla activity. The military official said that heavy snow, nearly 3 metres (9 ft 10.10 in) deep in some areas, was slowing operations against the rebels. The PKK has shot down Turkish helicopters with rockets and small arms fire in the past.

The helicopters are a key element in Turkey's military drive against the rebels, allowing rapid deployment of troops to almost inaccessible mountains. More than 30,000 people have been killed in 15 years of conflict between Turkish forces and the PKK, which sought to establish a separate Kurdish state.

Under Ocalan's new orders, issued from a Turkish prison where he awaits the death penalty for treason, the PKK is now to seek unspecified Kurdish cultural rights through peaceful political campaigning.

\*\*\*\*\*

# At Israel-Syria Talks, Slow Going Despite a Tried-and-True Strategy

By David E. Sanger  
New York Times Service

**SHEPHERDSTOWN, West Virginia** — From hilltops in this pre-Civil War town where Israel and Syria have been negotiating, you can just make out the farm across the Potomac River where Abraham Lincoln met General George McClellan in a tent and complained that the general suffered from “the slows” after the battle of Antietam.

Last week, traveling here almost daily to deal with a very different conflict, President Bill Clinton found himself struggling to cure the same affliction.

Day after day, his helicopter would land on a college baseball field, and he would spend hours trying to get the Israeli prime minister, Ehud Barak, and the Syrian foreign minister, Farouk Shara, to begin hashing out the details of a deal whose rough outlines have been obvious for years. And day after day he was confronted by political posturing over what would be discussed first, and who would be seen to make the first concessions, all intended to make a convincing show half a world away that

neither side was willing to give in to a longtime enemy.

## NEWS ANALYSIS

Mr. Clinton was expected to meet with Mr. Barak and Mr. Shara again Sunday in what was most likely to be the last day of the current talks.

Mr. Clinton and his secretary of state, Madeleine Albright, are betting that the posturing is just a phase in the multiact performance of peacemaking, and one that may now have run its course.

On Friday, they handed Mr. Barak and Mr. Shara a seven-page “working pa-

per” that the United States hopes will become the basis for what in diplo-speak is called a “core agreement” between the two countries.

It would lay out the rough boundaries of the land Israel will surrender, 33 years after it seized the Golan Heights in the Arab-Israeli war, and how the two sides would share scarce water resources. And it would roughly define the kind of security guarantees and steps toward normalized relations an ailing President Hafez Assad of Syria would be willing to grant in return, a delicate balancing act for a leader who realizes he can no longer afford economic and diplomatic isolation, but fears that openness could threaten the iron control over the country he wants to pass to his son.

Diplomats said that Mr. Barak and Mr. Shara would most likely leave Monday to ponder the working paper for a few weeks before resuming talks. And even then, it is still not clear whether either side is prepared to make the psychological and political leap required for a deal that would give Israel at least a cold peace with its immediate neighbors.

The slowness of progress last week, and the carefully orchestrated, quite public delaying tactics, raise the question of whether the now well-rehearsed technique of locking Israel and its adversaries in a negotiating arena, cut off from distractions, still works as well as it once did.

After all, in an age of cell phones and e-mail, there is no such thing as real isolation. Each day, the Syrian delegation would call the Syrian reporters camped out in a school gymnasium a mile away, the Israeli delegation would call Israeli reporters, and Americans would hold news conferences describing the efforts

to keep the two sides talking. Few details of actual negotiating positions seeped out, but it is, as one negotiator said, “a bit early for strategic leaks.”

The technique worked, of course, at Camp David in 1978, during the Israel-Egypt negotiations, and again at the Wye Plantation in 1998, where a framework for peace with the Palestinians was hammered out.

That model — holding talks outside of Washington, but close enough for President Clinton to fly in within 45 minutes to break logjams — is the logic of Shepherdstown. But it also seems as if the negotiators have adapted to their environment and have learned to resist some of the pressures that arise from talking endlessly in close quarters.

“This whole idea of putting people into castles with moats, or even small villages, has at best a marginal impact,” said Richard Haass, a scholar at the Brookings Institution who served on the National Security Council under President George Bush. “Cell phones and other technology leapfrog the barriers, of course,” he added. “And the issues don’t get any easier.”

But the American mediators are still enamored of the Appalachian approach, convinced that fresh air and no microphones is the only real treatment for the slows. By design, it makes the State Department spokesman, James Rubin, the only real television presence — preventing the most public forms of grandstanding on the evening news in the Middle East.

And it showcases Mr. Clinton as the mediator, the only man both sides will really trust, not a bad image for a leader spending his last year in office seeking a firm niche in history.

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, MONDAY, JANUARY 10, 2000

## ISRAËL-SYRIE *Le premier round de discussions s'achève ce soir*

LE FIGARO

10 JANVIER 2000

# Percée à Shepherdstown

Jérusalem :  
Philippe Gélle

Rien de tel que le sport pour détendre l'atmosphère. Ajoutez-y une pincée d'humour, et la paix semble de nouveau à portée de main.

Il a fallu attendre la fin de leur première semaine de réclusion à Shepherdstown pour qu'Ehud Barak et Farouk al-Charah brisent la glace sans l'aide du président Clinton. D'après la radio israélienne,

l'événement s'est produit lorsque le premier ministre a croisé le chef de la diplomatie jouant au basket avec ses collaborateurs. Il l'a invité à l'accompagner dans la salle de musculation, où il a apostrophé une Syrienne marchant sur un tapis roulant : « *Je vois que vous allez vers la paix, mais vous n'avancez pas vite !* » M. Al-Charah a éclaté de rire.

Dans la pénurie de nouvelles imposée par le huis clos américain, il n'en faut pas plus pour créer une impression de progrès diploma-

tique.

Après une série de « crises » restées sans effets, Bill Clinton devait retourner hier à Shepherdstown, pour la cinquième et dernière fois avant le probable départ, ce soir, des deux négociateurs pour leurs pays respectifs. Ehud Barak et Farouk al-Charah auraient toutefois décidé de laisser leurs équipes en Virginie occidentale : ils en reprendraient le chemin une fois en vue la conclusion d'un accord de paix.

Pour ce premier tour de piste, l'essentiel semble avoir été accompli

grâce à un « document de travail » américain de sept pages, remis aux parties juste avant la trêve du sabbat et la fin du ramadan.

Il détaille les points d'accord et de désaccord entre les deux camps, tels qu'ils ressortent des négociations de Wye River en 1996, de Blair House en décembre dernier, et de Shepherdstown aujourd'hui. Le texte en soi ne contient pas d'avancée nouvelle, puisque le départe-

ment d'État l'aurait élaboré avant le début des pourparlers en cours.

Mais la démarche en elle-même lève un obstacle majeur. Désormais, « aucune des deux parties ne

Semble résolu de la sorte « le problème de la poule et de l'œuf qui avait paralysé les discussions jusqu'ici », souligne Hemi Shalev dans Maariv. Les Syriens souhaitent commencer par la restitution du Golan, plateau occupé par Israël depuis 1967. Barak voulait l'aborder en dernier, une fois obtenues les « garanties de sécurité » qu'il exige.

Preuve du changement amorcé, les commissions chargées de l'eau et des frontières se sont réunies hier soir pour la première fois, en marge des deux autres déjà lancées sur la sé-

curité et la normalisation. La diplomatie américaine aurait marqué ce point d'une simple phrase : « La frontière entre Israël et la Syrie sera déterminée sur la base des résolutions 242 et 338 de l'ONU, et en tenant compte des intérêts vitaux et de sécurité d'Israël. » En clair : retour aux lignes de juin 1967, mais avec « quelques aménagements possibles ».

C'est apparemment la première fois, depuis l'amorce du dialogue israélo-syrien à Madrid en 1991, que l'abandon du Golan par Israël est inscrit noir sur blanc dans un document diplomatique.

A elle seule, la formulation de cette évidence, même en des termes

encore vagues, peut débloquer le processus. Comme à chaque fois qu'un progrès est en vue, Ehud Barak et Bill Clinton ont téléphoné à Yasser Arafat au cours du week-end pour le rassurer sur l'intérêt et l'attention qu'ils continuent de porter au volet palestinien du processus de paix.

En Israël aussi, la leçon du prologue de Shepherdstown est comprise.

Les colons du Golan projettent d'accueillir demain soir Ehud Barak avec une « énorme manifestation » : les sondages montrent une majorité opposée au retrait du plateau (53 %), en constante augmentation.

## Pour la première fois, l'abandon du Golan par Israël est inscrit noir sur blanc dans un document diplomatique

pourra plus se rétracter sur un élément de l'accord qui aurait été réglé », se félicite un délégué syrien.

## IRAN Au cœur de la région pétrolière

# Emeutes de la misère

Haftgehl : Serge Michel

L'horloge de la place principale de Haftgehl s'est arrêtée il y a quatre ans et marque toujours 10 h 25.

Il y a trois ans, le maire a couché avec sa secrétaire et s'est enfui, sans être remplacé.

Il y a deux ans, la fontaine de cette petite ville de 20 000 habitants, au cœur de la province pétrolière du Khûzistân, s'est tarie.

L'année dernière, le mollah s'est éclipse pour aller prêcher dans une région plus prospère et la semaine passée, des émeutes ont éclaté.

C'était d'abord un soulèvement courtois, de longue tradition féodale, pour rappeler au gouverneur l'existence d'une ville nommée Haftgehl, où rien n'a été fait depuis la nationalisation du pétrole, en mars 1951.

Mais le gouverneur d'Ahvaz a préféré entourer la ville de forces antiémeutes et emprisonner six meneurs. Alors la population, dimanche 2 janvier, s'en est allé mettre le feu aux bâtiments de la police et du gouvernement.

« Dans la foulée, on a aussi incendié quelques voitures », précise Hossein, attablé au seul café de Haftgehl.

Les prisonniers ont été libérés aussitôt mais des marches pacifiques sont désormais organisées chaque jour pour

maintenir la pression. Hossein a les yeux droits, le veston crasseux, les dents pourries par le thé trop sucré et la moustache épaisse des nomades Bakhtiars, sédentarisés de force dans la région au début du XX<sup>e</sup> siècle. « On n'en peut plus de vivre dans la misère », dit-il.

Commence alors l'interminable liste des doléances. Les quatre routes qui mènent à Haftgehl sont défoncées. L'école est minable. La mosquée est en ruine. L'hôpital n'a pas de masque à oxygène ni aucun équipement moderne. L'ambulance sert de taxi collectif. Les rayons de la pharmacie sont vides. Les femmes enceintes doivent aller accoucher à Ahvaz et souvent, meurent en route.

Haftgehl n'est pas la seule ville iranienne à vivre dans de pareilles conditions. Mais ce qui rend fous ses habitants, c'est qu'à cette pauvreté de surface répond une immense richesse souterraine : le pétrole.

C'est à Masjed Soleiman, 60

kilomètres au nord, que les Britanniques ont découvert le premier gisement iranien, en mai 1908.

Ils ont fait ensuite de Haftgehl un important centre de production, dont témoignent encore les nombreux cottages en pierre où logeaient les sujets de sa Majesté. « A l'époque des Anglais, toute la région était jalouse de notre ville, lâche un chauffeur de taxi. Mais aujourd'hui, du pétrole, on n'a que la fumée. »

La nuit est tombée, percée par les torchères qui embrasent l'horizon. Hossein nous conduit chez le chef des mutins, que tout le monde ici appelle Fidel Castro.

Première surprise : sa maison porte l'inscription « bureau de la prière du vendredi ». Deuxième surprise : l'homme est aussi le chef des bassidjis locaux, les volontaires islamiques rescapés de la guerre contre l'Irak que le régime utilise désormais pour réprimer toute déviance, comme les émeutes estudiantines de juillet dernier.

Depuis quand les bassidjis mènent-ils la révolte au lieu de l'écraser ? « Nous sommes les soldats de Dieu, répond l'homme en souriant, Sadjadi de son vrai nom. Parfois, il nous ordonne d'aider la police et d'autres fois, d'aider les gens. »

A son avis, c'est une bourde bureaucratique qui a mis le feu aux poudres. Haftgehl, qui dépend administrativement de la ville de Ramhormuz, a été incluse dans la circonscription de Masjed Soleiman pour les élections parlementaires du 18 février.

« Nous avons

deux revendications : recevoir un pourcentage des ventes de notre pétrole, et obtenir l'autonomie administrative. Les députés des villes voisines ne feront jamais rien pour nous », conclut Sadjadi, qui cumule toutes les fonctions à Haftgehl.

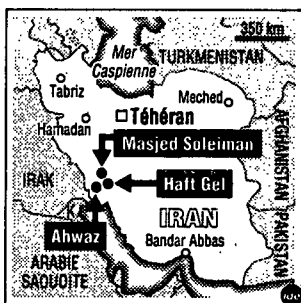
Outre la troupe des bassidjis, il dirige la prière du vendredi depuis le départ du mollah, siège au conseil municipal et enseigne à l'école.

« La révolte a commencé il y a trois semaines dans la rue, dit-il. J'ai pris la tête du mouvement le 1<sup>er</sup> janvier, quand j'ai vu que la foule allait détruire les installations pétrolières ».

Arrêté le lendemain, Sadjadi fut relâché sitôt après l'incendie des bâtiments de la police. Depuis, il est l'interlocuteur des autorités, comme en témoignent les innombrables coups de téléphone de Téhéran, d'Ahvaz et de Ramhormuz qui interrompent la conversation.

De fait, le gouvernement a pris le mouvement de Haftgehl au sérieux. L'information en provenance de la région a été soigneusement filtrée, et les deux seuls journalistes occidentaux à s'y être rendus ont été longuement retenus par la police.

Une flambée de violence à un mois des élections législatives serait un désastre et pourrait se répandre. Des manifestations violentes ont été signalées la semaine dernière à Chahar Dangeh, dans la banlieue sud de Téhéran et à Tabriz, tout à l'ouest du pays.



# La candidature à l'Union européenne annonce une nouvelle ère pour la Turquie

ANKARA

de notre correspondant

**A**près une longue période de stagnation économique et d'inflation élevée, la Turquie a pris un tournant décisif. La signature d'un accord avec le Fonds monétaire international (FMI) et l'annonce de la candidature officielle à l'Union européenne à Helsinki le 10 décembre, ont eu l'effet catalyseur escompté. Le gouvernement affiche désormais sa volonté de mettre en place les réformes économiques et politiques qui s'imposent pour aligner le pays avec ses alliés européens. « Les Turcs ont toujours besoin d'un objectif: Atatürk l'avait bien compris, explique Emre Gonen, secrétaire général de la Fondation pour le développement économique (IKV). Un obstacle psychologique a été en partie levé. »

Les réformes structurelles déjà introduites par le gouvernement de Bulent Ecevit et son programme anti-inflationniste rigoureux ont obtenu la confiance des institutions internationales: l'accord avec le FMI prévoit le versement de 4 milliards de dollars sur une période de trois ans, alors que la Banque mondiale a promis 3 milliards de dollars pour aider à la mise en place des réformes structurelles.

Le gouvernement au pouvoir depuis le printemps 1999 a déjà prouvé son efficacité: un nombre record de cent quatre lois ont été adoptées au cours des sept derniers mois. Certaines, comme la loi bancaire, la réforme de la sécurité sociale et le nouvel article permettant aux investisseurs étrangers de recourir à l'arbitrage international en cas de dispute, sont considérées comme cruciales pour revitaliser et normaliser l'économie turque. La nouvelle loi bancaire introduit plus de transparence et de discipline dans un secteur surpeuplé et souvent mal géré; le gouverne-

## Un accord avec le Fonds monétaire international, mais surtout la politique du gouvernement, ont ramené la confiance des entreprises et des investisseurs

ment a déjà démontré le sérieux de ses intentions en mettant cinq banques sous tutelle en décembre 1999.

Abaisser l'inflation tout en favorisant la reprise de l'économie, qui s'est contractée (environ - 5 %) de façon marquée en 1999, n'est pas une tâche facile. Le gouvernement prévoyait par exemple un taux d'inflation de 57 % à fin 1999. En réalité, la Turquie a bouclé le millénaire avec un taux de 68,8 %. La cible de 25 % pour fin 2000 est ambitieuse, mais les autorités n'ont pas hésité à mettre leur crédibilité en jeu, en fixant à l'avance le cours de la livre turque dont la dépréciation est désormais indexée au taux d'inflation attendu.

## Repères

- Le produit intérieur brut (PIB) de la Turquie était de 93 milliards d'euros en 1998.
- Le taux d'inflation, de 88 % en 1995 et 80 % en 1996, a atteint 99 % au premier semestre 1998, avant de redescendre à 64,5 % au premier semestre 1999.
- Le déficit budgétaire était d'environ 6 milliards d'euros en 1998.
- Les pays de l'Union européenne représentaient 52,5 %

Certains analystes estiment que les mesures d'austérité pourraient freiner la reprise dans un premier temps. Les nouvelles taxes introduites pour financer la reconstruction après les deux tremblements de terre qui ont coûté la vie à plus de dix-huit mille personnes en 1999, risquent d'affecter la demande du marché intérieur. « L'embellie n'aura pas lieu avant la seconde partie de l'année », estime Emre Gonen.

En revanche, le vent d'optimisme qui souffle actuellement force une baisse des taux d'intérêt qui devrait inciter les entreprises locales à investir plutôt qu'à placer leur argent. De plus, les investisseurs étrangers, qui se méfiaient des marchés émergents, commencent à faire leur réapparition sur la Bourse turque.

## FONCTIONNAIRES

Les mesures contraignantes prévues par le gouvernement ne plaisent évidemment pas à tout le monde: des milliers de fonctionnaires ont récemment manifesté contre le programme du FMI, qui limite à 15 % les augmentations de salaire pour la première moitié de l'année 2000. Certains analystes rappellent aussi prudemment que le récent accord est le dix-septième conclu entre la Turquie et le FMI.

des importations et 50 % des exportations en 1998, contre respectivement 46,9 % et 47,7 % en 1994.

- La balance des paiements courants est redevenue bénéficiaire en 1998, avec un solde positif de 2,7 milliards d'euros. Un solde négatif d'à peu près le même montant avait été enregistré les trois années précédentes.

De plus, la Turquie est toujours vulnérable à des crises politiques, même si la coalition formée après les élections d'avril - un mariage à trois qui comprend un parti de gauche nationaliste, un parti d'extrême droite et un parti conservateur - s'est révélée, contre toute attente, le gouvernement le plus stable de ces dernières années.

## CLIENTÉLISME

La conjoncture s'annonce cependant favorable au succès du programme: d'une part, la Turquie doit introduire des réformes politiques et économiques pour satisfaire les critères de Copenhague et adhérer à l'Union européenne; d'autre part, le déficit budgétaire croissant ne permettait pas de retarder les réformes structurelles et les mesures anti-inflationnistes plus longtemps. La Turquie se trouvait en quelque sorte au pied du mur.

Les élections générales d'avril, qui ont vu la victoire de Bulent Ecevit, un des rares politiciens turcs dont l'intégrité n'a jamais été mise en doute, et la montée inattendue des ultra-nationalistes au détriment des partis du centre, ont également démontré que le système politique traditionnel, basé en grande partie sur le clientélisme, ne fonctionne plus comme auparavant. « Le populisme ne paie plus, même en Turquie », explique Emre Gonen.

« Ce qui s'est passé est impressionnant. L'adoption de plusieurs lois importantes en l'espace de peu de temps n'est pas un phénomène marginal sans lendemain, estime Cyrille Bouyeure, chef des services d'expansion économique français à Ankara. Il y a eu une petite révolution économique en Turquie. Quoi qu'il arrive, ces changements sont acquis et ils vont transformer le pays. »

N. P.

Ishak Alaton, président du groupe Alarko

## « Les milieux d'affaires jouent un rôle majeur »

« La Turquie est désormais candidate à l'Union européenne. Pensez-vous que les milieux d'affaires ont influencé le processus qui a mené à la décision d'Helsinki ? »

- Il n'y a aucun doute que le secteur privé a été l'un des éléments décisifs qui ont mené au renverse-

ment de situation entre le sommet de Luxembourg et celui de Helsinki. Le rejet de la candidature turque à Luxembourg en novembre 1997 a eu pour conséquence la montée de l'ultra-nationalisme. Après cet échec, la communauté des affaires s'est organisée sous la direction de l'Association turque

des industriels et hommes d'affaires (Tusiad) et a lancé une campagne d'information auprès des personnalités influentes en Europe.

» Lors de notre visite en Suède, nous avons par exemple expliqué à des députés d'origine kurde qu'au lieu de défendre les "droits des

Kurdes", ce qui est une position discriminatoire, nous ferions mieux de lutter ensemble pour le respect des droits de tous en Turquie.

- Pour obtenir l'adhésion, la Turquie doit s'aligner sur les critères sociaux de Copenhague. Comment les hommes d'affaires envisagent-ils ce processus ?

- La Turquie doit apprendre ce qu'est un système démocratique selon les normes européennes. Au lendemain d'Helsinki, la Tusiad et la Fondation pour le développement économique (IKV) se sont réunies pour définir nos buts et établir une liste de noms de personnes susceptibles de nous aider. Nous sommes en contact avec divers ministères. La fonction publique est traditionnellement très fermée, mais les bureaucrates ont compris qu'ils ont besoin du secteur privé ; ils sont plus réceptifs aux idées de l'extérieur.

» Il faut maintenant préparer les changements législatifs, mais aussi informer le public et lui faire comprendre ce que signifie être européen. J'admets que, sur ce point, nous avons encore un long chemin à faire. Il y a en Turquie des groupes d'intérêt qui sont opposés au changement. La seule façon de forcer la bureaucratie à évoluer est de la convaincre que le public en a assez de la tutelle d'une machine étatique répressive et qu'il veut des réformes.

» Limiter l'immunité des parlementaires et des fonctionnaires, qui pensent qu'ils sont au-dessus de la loi, est une priorité. La clause qui protège les fonctionnaires est le seul article qui a été transféré mot pour mot de la Constitution ottomane de 1913 à celle de la République. Les Turcs ne veulent pas être traités comme des citoyens de seconde classe, alors que plus de deux millions de fonctionnaires sont protégés.

- Pensez-vous que les milieux d'affaires sont désormais conscients de l'ampleur de problèmes tels que la torture ?

- Etre conscient est une chose, le dire à haute voix en est une autre. C'est un luxe que peu de gens osent se permettre. La façon dont les affaires marchent en Turquie fait que nous sommes liés à l'administration d'Ankara par divers cordons ombilicaux. Si vous parlez trop, la bureaucratie peut vous faire du tort. J'ai cependant bon espoir que même si nous ne sommes pas très nombreux, nous parviendrons à nous faire entendre.

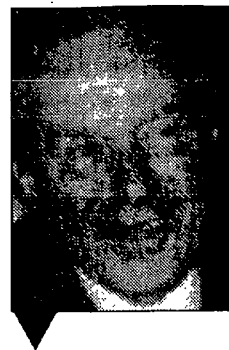
- Pensez-vous que les récentes lois concernant l'économie, adoptées à la demande du FMI, vont mener à des réformes dans le domaine politique ?

- Elles sont importantes, mais elles demeurent mineures par rapport à ce qui est vraiment nécessaire : un changement de la Constitution. Economie et politique sont liées. Une économie libérale ne peut pas fonctionner dans une société non libérale, sans une vraie démocratie.

- Pensez-vous que la Turquie est vraiment sur le point de prendre un grand tournant ?

- Je crois que le moment de vérité est arrivé à Helsinki, quelques jours avant la fin du millénaire. Nous allons maintenant pouvoir atteindre le but qu'Atatürk avait fixé : prendre notre place en Occident. Il faudra encore beaucoup travailler avant d'y arriver, mais c'est désormais plus qu'une promesse, c'est un fait. »

*Propos recueillis par  
Nicole Pope*



### **Ishak Alaton**

● Né à Istanbul en 1927 et éduqué au lycée français Saint-Michel, Ishak Alaton est de sensibilité sociale-démocrate.

● Il est président du groupe Alarko, fondé en 1954, qui réunit 22 compagnies indépendantes, actives en Turquie mais également en Russie, au Proche-Orient et en Asie centrale, dans des domaines aussi divers que la construction, la pisciculture, le tourisme et l'énergie.

## **Des dissidents critiquent "la nouvelle ligne politique" du PKK**

PARIS, 11 jan (AFP) - 19h07 - Des dissidents du PKK basés en Europe, et opposés à "la nouvelle ligne politique" de l'organisation, ont critiqué l'abandon de la lutte armée prônée par Abdullah Ocalan, et apporté leur soutien au commandant militaire d'un bastion de la rébellion kurde en Turquie, dans un communiqué mardi remis à l'AFP.

Réunis au sein d'une "Initiative Kurde en Europe", ce groupe de dissidents qui se présentent comme des "intellectuels, membres et anciens membres du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK) en Europe" affirme avoir décidé d'apporter son "soutien à Hamili Yilderim, commandant des forces de la région de Dirsim (Tunceli en Turc, bastion du PKK dans le nord-ouest du Kurdistan) et aux forces sous son commandement".

Le comité central du PKK a reconnu il y a quelques jours que deux groupes armés du PKK avaient refusé d'obéir aux ordres du parti, confirmant ainsi une scission au sein de l'organisation. A la suite de cette scission, des accrochages ont eu lieu lundi dans la région de Tunceli, faisant douze morts (six soldats turcs et six rebelles), selon l'agence d'information turque Anatolie.

Selon le communiqué des dissidents, Hamili Yilderim, "membre du comité central du PKK et un des dirigeants de l'aile militaire, ainsi que des dirigeants historiques de l'organisation, dont Mehmet Can Yuze et Meral Kidir, anciens membres du comité central en prison depuis plus de 20 ans, se sont opposés à la +nouvelle ligne politique+ adoptée par Ocalan et une partie de l'organisation".

"Les déclarations d'Ocalan et du Conseil présidentiel du PKK poursuivent un seul but: sauver la tête d'Ocalan. Pour cela des concessions historiques ont été faites" notamment la "fin de la lutte armée", soulignent les dissidents qui estiment qu'il ne "faut pas être dupes" car "la Turquie ne veut pas d'une paix honorable pour les Kurdes".

Le PKK a annoncé l'an dernier qu'il arrêterait les combats et se retirait de Turquie, répondant aux appels en faveur d'une solution "pacifique et démocratique" du conflit de son chef Abdullah Ocalan, aujourd'hui en prison et qui risque la peine de mort.

"Le retrait de Turquie et l'abandon de la lutte armée ne peuvent qu'être consécutifs à des négociations et à un accord entre les parties en conflit", affirme le communiqué.

Depuis son arrestation, Ocalan "fait des déclarations qui étonnent les Kurdes eux-mêmes" alors que "sur le plan politique les revendications du PKK se réduisent comme une peau de chagrin", souligne encore le communiqué qui reproche également aux pays européens de "faire preuve d'hypocrisie" en ignorant le problème kurde, notamment la demande de liberté culturelle pour cette minorité.

Interrogé par l'AFP, un ancien responsable du PKK en Europe qui a souhaité garder l'anonymat, a indiqué que les structures dirigeantes de l'Initiative Kurde en Europe, "actuellement en cours de constitution, devraient officiellement voir le jour en février".

Parmi les membres de ce groupe devraient notamment figurer des ex-responsables kurdes en Europe, dont Emin Kaya, ancien président du parlement kurde en exil (actuellement dissous), Selahettin Celik et Sukru Gulmus, anciens membres du comité central du PKK.

Cette prise de position de dissidents du PKK survient alors que le ministre turc de la Défense Sabahattin Cakmakoglu a déclaré mardi que la sentence de mort rendue contre Ocalan devait être exécutée.



## Le gouvernement turc décide du sort d'Ocalan et du sien



ANKARA, 11 jan (AFP) - 10h32 - Le sort du chef rebelle kurde Abdullah Ocalan, condamné à mort pour trahison, doit être décidé mercredi lors d'une réunion des dirigeants de la coalition gouvernementale, profondément divisés sur ce sujet qui menace de faire éclater leur alliance.

Six semaines après que la Cour européenne des droits de l'Homme a demandé à la Turquie de surseoir à son exécution, Ankara doit finalement donner une réponse et s'est engagée à trancher cette semaine.

Mais même après un mois et demi de discussions en coulisses, le différend entre les trois partis de la coalition de Bulent Ecevit est assez fort pour mettre en jeu la survie du gouvernement : il touche à des domaines clefs pour ses deux principaux partenaires, rendant un compromis difficile.

Bulent Ecevit ne veut pas compromettre le statut de candidat à l'Union européenne accordé à la Turquie --un acquis quasiment historique engrangé sous son gouvernement-- en ignorant la Cour européenne et en exécutant la sentence rendue contre Ocalan.

M. Ecevit plaide ainsi pour un respect de la demande de la Cour européenne et un sursis à l'exécution d'Ocalan jusqu'à ce que les juges se soient prononcés, soutenu par le troisième membre de sa coalition, le petit parti de la Mère patrie (ANAP, centre-droit) de Mesut Yilmaz, et par le président Suleyman Demirel.

Son vice-Premier ministre Devlet Bahçeli est quant à lui censé honorer la promesse qui avait contribué à porter au pouvoir son parti de l'Action nationaliste (MHP, extrême droite) en avril dernier : une pendaison rapide du chef du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK).

Le MHP est sous pression de l'opposition au parlement, qui a mis au défi M. Ecevit de soumettre la question à un vote, l'assemblée devant décider en dernier ressort de toute condamnation à mort.

Et lorsque M. Bahçeli, qui veut garder sa place au pouvoir, a suggéré qu'il pourrait après tout se satisfaire d'un délai, la base n'a pas tardé à réagir.

Les électeurs du MHP ont inondé la centrale du parti d'appels téléphoniques, de lettres et de faxes exprimant leur indignation, et lui demandant de rentrer dans le rang et de suivre la ligne du parti.

M. Bahçeli a rapidement changé de ton pour se joindre au chœur de ceux qui réclament la pendaison d'Ocalan.

"Rien ne peut empêcher l'application d'une punition décidée par la justice indépendante envers un terroriste qui a plongé le pays dans un bain de sang", a-t-il déclaré la semaine dernière.

M. Ecevit a critiqué les propos trop émotionnels de son adjoint mais il s'est empressé d'assurer les nationalistes que respecter la demande de la Cour européenne ne signifiait pas annuler la peine de mort contre Ocalan.

"Il est nécessaire d'évaluer (si Ocalan doit être exécuté) avec un esprit de responsabilité, sans trace d'émotion", a plaidé le Premier ministre à l'adresse de ses partenaires.

Après ses déclarations très dures, M. Bahçeli s'est efforcé au cours du week-end de calmer ses partisans à temps pour le sommet crucial.

"Les membres du MHP n'agissent pas sous le coup de l'émotion", a-t-il dit. "Nous sommes réfléchis, intelligents et raisonnables".

Une réflexion où les observateurs voient le signe qu'un compromis est encore possible.

Ocalan a été capturé mi-février au Kenya, ramené en Turquie, jugé et condamné à mort pour les 15 ans de guérilla menée par son PKK en vue de créer un Etat kurde indépendant dans le sud-est anatolien.

La sentence est devenue définitive le 30 décembre.

---

mardi 11 janvier 2000, 18h38

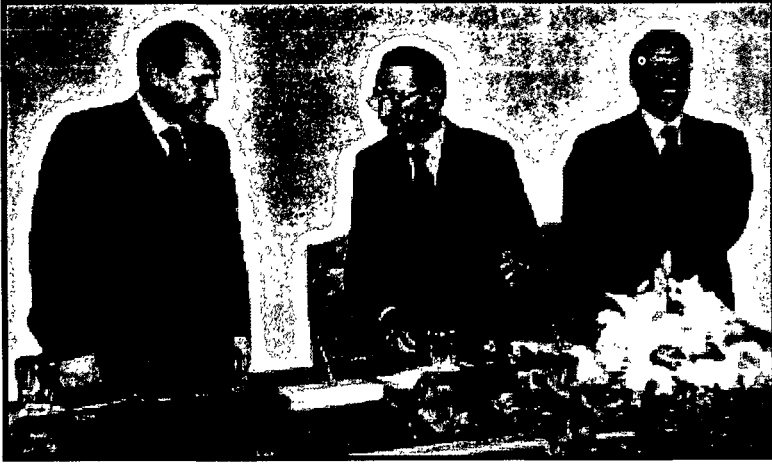
## Nouveau raid américain dans le nord de l'Irak

ANKARA (AP) -- L'aviation américaine a bombardé mardi les systèmes de défense anti-aérienne irakiens après avoir essuyé des tirs d'artillerie au cours d'une patrouille dans la zone d'exclusion aérienne dans le nord de l'Irak, a annoncé l'armée américaine.



Les appareils ont tiré sur les bases irakiennes de DCA dans la région de Mossoul et de Bachikah, à 400km au nord de Bagdad, avant de rentrer sans encombre sur leur base à Incirlik dans le sud de la Turquie, selon le commandement américain en Europe.

Bagdad estime que les zones d'exclusion aérienne imposées dans le nord et le sud de son territoire violent sa souveraineté. En conséquence, depuis décembre 1998, la DCA irakienne prend pour cibles dans ces deux zones les avions alliés, provoquant leur riposte.



## 'Execution crisis' haunts government

Kemal Balci

### COALITION SUMMIT WEDNESDAY

Due to the hardline stance of coalition partner the Nationalist Movement Party (MHP), Prime Minister Bulent Ecevit has postponed the coalition leaders' summit for 10 days. The summit was to discuss the Ocalan execution.

The summit, which will take place on Jan. 12 unless a further postponement occurs, will make a difficult

decision affecting the life spans of both Ocalan and the government. If, during the summit meeting, the MHP insists on the Ocalan execution, even at the risk of undermining the coalition, Ecevit is expected to call for shelving the issue for a 'reasonable period' to permit the coalition partners to 'mature their final decisions on the future of the government

### UNEASY PARTNER

The MHP, rejecting the argument that the government should suspend Ocalan's death sentence until the European Court of Human Rights reaches a decision on the issue, has, with its refusal to make concessions, triggered a process which may lead to the disintegration of the coalition

### ECEVIT IN NO HASTE

Prime Minister Bulent Ecevit wants the Court of Appeal's decision upholding Ocalan's sentence to be kept at the Prime Ministry and not presented to Parliament for ratification until the European Court of Human Rights reaches a final verdict

### THE CONSEQUENCES

*Parliament is expected to promptly ratify the sentence by a great majority. If the sentence is enforced, Turkey will face three major hazards which could cause irreparable damage:*

- 1) Relations with the EU would plunge into great uncertainty and Turkey's candidacy might be suspended
- 2) Separatist terror, which has nearly come to an end, might flare up again. The disintegrating PKK would have a new opportunity to regroup
- 3) The economy, which is on its way to improvement, would be rapidly swept into a major crisis as a result of a fall in confidence in Turkey and the expectation of increased political instability

Seven months after it won a vote of confidence in Parliament, the three-party coalition government is suffering from pains of a "premature birth." This painful period in which the government seems bogged down may lead to "stillbirth."

One of the ruling parties, the Nationalist Movement Party (MHP), which employs "ultranationalist" rhetoric, insists that Abdullah Ocalan, head of the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK), be executed without delay due to pressure from within the party.

Already with difficulty over the controversial headscarf ban, the MHP is acting as well on concerns to prevent the "Islamist" Virtue Party (FP) from garnering support among the MHP grassroots.

The MHP's attitude could cause the government's collapse, block Turkey's European Union membership process, and irreversibly disrupt economic stability, thus killing the current optimistic expectations.

Since all judicial avenues in the Ocalan case have been exhausted, Prime Minister Bulent Ecevit is in a position to present the court decision to Parliament for ratification. Under the Turkish judicial system, the death sentence is the only judicial action subject to Parliament's approval. For a death sentence to be enforced, first the Justice Committee and then the General Assembly must debate and finalize it. After Parliament's approval, the case is then referred for presidential endorsement before the execution can be carried out.

However, Ocalan's lawyers have taken the case to the European Court of Human Rights (ECHR) saying that Ocalan has been tried in a "special court" such as the State Security Court, and that this is contrary to international law and human rights. The ECHR has issued a stay of execution order which has pushed the government into a bind. Democratic Left Party (DSP) leader, Prime Minister Bulent Ecevit, is in an especially difficult situation.

The prime minister has already declared that he considers the European court's rulings as binding on Turkey, while MHP leader Devlet Bahçeli has approached the issue as a matter related to "Turkey's sovereignty." For Bahçeli, Turkey is a sovereign country, Turkish courts are independent and once a verdict is issued by the court, no one should meddle with it.

Ecevit is known for his principled opposition to the death penalty. He has always advocated its abolition. But since the government is a three-party coalition, he finds it difficult to step in that direction. The "ultranationalist" character of one of his coalition partners, the MHP, makes it all the more difficult for him.

Political observers do not doubt that if Ocalan's death sentence is presented to Parliament it will be ratified by a great majority. At a time when Turkey's EU candidacy process has just begun, Ecevit sees that refusing to comply with the ECHR stay of execution order would cause great difficulty. The prime minister's conviction is shared by many others, including President Suleyman Demirel and his junior coalition partner Motherland Party (ANAP) boss Mesut Yılmaz.

Yet, as can be discerned from its latest decision, the MHP leadership council is more concerned with the MHP's short term woes than with the country's long term problems. The MHP leadership is in a tight spot because of pressure exerted on it by its members -- who have been accused of "racism" -- and also, because it is being goaded by the Islamist FP which is influential on right-wing voters.

Meanwhile, certain business groups whose interests have been harmed by government policies, are using their media outlets to provoke the MHP to insist on Ocalan's execution in an effort to bring about the collapse of the coalition government. The Uzan family, which has banking, electricity distribution and cellular phone investments, fans the MHP's "nationalistic" feelings every day via its newspaper "Star," and its TV station of the same name.

If the death sentence is presented to Parliament, rather than keeping stalled at the Prime Ministry, attention will focus on Parliament's Justice Committee. Committee chairman Emin Karaca of the Democratic Left Party (DSP), says that it would be better to keep the verdict at the Prime Ministry. He says, "If it comes to Parliament things will get out of hand. We would have great difficulty keeping it waiting in Parliament."

Death sentences against 57 people in 39 court cases, are currently being held without processing in the Justice Committee. Not a single death sentence has been carried out in Turkey since 1984. The finalized death sentences are merely filed and held at the Justice Committee. These include the files on a number of people who participated in terrorist activities of the PKK, a separatist organization.

When the Ocalan file reaches Parliament, the Justice Committee chairman, however reluctant he may be to put it on the agenda, will not have the legal means for long to withstand the heavy pressure applied by fellow committee members. The Ocalan file would be the 40th execution file before the committee, and there is no legal way of preventing committee members from debating it as a matter of priority by moving it to the top of the list. The Justice Committee would take about two weeks to put it on its agenda, considering that the committee members, apart from the DSP representatives, are not against the death penalty. So, after a brief debate, the Justice Committee may endorse Ocalan's death sentence. At the instigation of the MHP, the FP and True Path Party (DYP), the committee's decision may put the Ocalan execution on the General Assembly's agenda as a matter of priority. That procedure could be completed in two weeks.

If Ecevit is unwilling to risk the collapse of the coalition and bows to MHP pressure, then Ocalan will be hanged by late February at the latest. Parliament is currently in recess. If this process begins at the end of January the execution will take place in late February.

### **Would the government collapse?**

Since the MHP seems very determined in the execution issue, the position adopted by Ecevit will determine the life span of not only Ocalan, but of the government as well. If, in order to prolong the coalition government, Ecevit decides not to wait for the ECHR decision, he will cause three major problems:

1) The EU membership process may plunge into deep uncertainty. The talks may be suspended. Since EU countries do not have the death penalty, Ocalan's execution may be seen as a sign that the Turkish legal system cannot adjust to the European system. Also, it will be seen as a clear challenge to the European legal system in the face of which the EU could hardly remain silent. That would end the EU membership candidacy of which Turkey has dreamed of for four decades.

2) Separatist terrorism, which has nearly been brought to an end, may return to haunt Turkey. The PKK, which has been disintegrating, may find a new opportunity to regroup. Terrorism claimed the lives of some 30,000 people in Turkey over the past 15 years. Billions of dollars of state funds -- which, under different conditions, could have been channelled into development projects -- have been spent in the fight against terrorism. Ocalan's execution could give the terrorist organization a new pretext for rising up again. In that case Turkey will once again face serious problems in the future as its youngsters and innocent citizens are victimized by terrorism.

3) The possibilities of the EU distancing itself from Turkey and a terrorist upsurge would hit the Turkish economy at a time when there are great expectations for recovery. The disruption in political stability would cause the Turkish people to pay a high economic price in the forms of galloping inflation, much higher government borrowing rates, a collapse of share trading and a rapid exchange rate climb.



The coalition leaders' summit, which Ecevit has postponed to Jan. 12, could be the starting point of such negative developments. The government cannot be expected to last long unless the summit decides to wait for the ECHR decision, or at least, to keep the verdict at the Prime Ministry for a "reasonable period."

If the MHP insistence continues, then Ecevit is expected to give his coalition partners a "reasonable period" after the summit, asking them to use that time to reach a final decision about whether or not to remain in government.

If Ecevit bows to MHP pressure, he will be saying farewell to Turkey's EU membership. Also, he will have to grapple with a fresh upsurge in terrorism and a new economic bottleneck. If, on the other hand, Ecevit does not bow to MHP pressure, then the government will collapse if the MHP maintains its hardline stance. This situation would plunge Turkey into political instability at the worst possible moment. Major issues such as negotiations with the EU, the presidential election and the implementation of the economic stability program, will be surrounded by a haze of uncertainty, which would in turn destabilize the economy.

Turkey will sigh with relief if the MHP leadership refuses to bow to pressures exerted by its party's grassroots, the FP and business circles whose interests have been compromised by the government's economic policies, and agrees that the verdict should be kept at the Prime Ministry until the ECHR reaches a final decision -- in about one-and-a-half years. It remains to be seen if the MHP leaders can overcome the troubles such a move would cause them. There is a widely held conviction in political circles that MHP leaders insist on Ocalan's execution because they are worried that if they do not demand it, they would be risking their own leadership positions.

Still, over the religious holiday, MHP leader Bahçeli was busy trying to calm the grassroots of his party. The MHP leader has reportedly ordered his party's supporters to refrain from chanting slogans supportive of Ocalan's hanging.

## Ocalan en sursis: Ecevit préserve sa coalition et les relations avec l'UE



ANKARA, 13 jan (AFP) - 12h24 - Le Premier ministre Bulent Ecevit a réussi à préserver les relations de la Turquie avec l'Union européenne et sa coalition gouvernementale en imposant à son partenaire ultra nationaliste un sursis conditionnel à l'exécution du chef rebelle kurde Abdullah Ocalan.

Le gouvernement turc a décidé mercredi soir de garder sous le coude le dossier d'Ocalan, condamné à mort en juin pour trahison et séparatisme, et de ne pas l'envoyer pour ratification au parlement, qui passe pour être majoritairement favorable à sa pendaison.

Il a ainsi partiellement satisfait à une demande de la Cour européenne des droits de l'Homme, qui lui avait demandé le 30 novembre un sursis à l'exécution jusqu'à ce qu'elle ait statué sur le fond, un processus qui peut prendre jusqu'à deux ans.

Car le Premier ministre a lié ce sursis à une condition: que les rebelles du parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK) d'Ocalan ne profitent pas de ce délai pour nuire aux "intérêts supérieurs" de la Turquie.

Autant le refus d'un sursis aurait été susceptible de pousser le PKK à des actions violentes de protestation, autant cette décision est plutôt de nature à calmer le jeu, alors que le PKK a répondu aux appels à la paix de son chef en arrêtant les combats et en se retirant de Turquie.

Cette condition vise surtout à faire avaler la couleuvre au principal partenaire de la coalition de M. Ecevit, le parti de l'Action nationaliste MHP (extrême droite) de Devlet Bahçeli, pour lequel l'acceptation du sursis représente un véritable reniement.

Car le MHP est arrivé au pouvoir aux élections législatives d'avril en menant une bruyante campagne pour la pendaison rapide du rebelle kurde.

"Ca ne débarrasse pas l'affaire Ocalan du paysage, car la décision n'est pas irrévocable", notait un diplomate occidental. "Sur le fond, la ligne Ecevit l'a emporté, mais il a aussi dû prendre en compte les impératifs de politique intérieure".

L'opposition a sauté sur l'occasion pour vilipender le gouvernement, qui épargne ainsi provisoirement la vie de l'ennemi public numéro un.

"C'est une décision totalement illégale, le gouvernement n'a pas la moindre autorité pour décider du dossier Ocalan. Il aurait dû être envoyé au parlement", a dit Turhan Guven, chef du groupe parlementaire du parti de la Juste Voie (DYP, centre droit), de Mme Tansu Ciller.

"Les gens ont été trompés depuis le début. Maintenant, ils (le gouvernement) seront incapables d'expliquer leur décision au peuple", a estimé Bulent Arinc, un dirigeant du parti islamiste de la Vertu Fazilet.

Mais au-delà de l'enjeu intérieur et des problèmes que va avoir le chef du MHP pour s'expliquer devant sa base, voire face à son propre parti, le sursis a écarté une possible rupture avec l'UE.

Celle-ci a clairement fait comprendre à la Turquie que l'exécution d'Ocalan compromettrait ses perspectives d'adhésion, alors qu'elle vient d'être déclarée candidate, ce qui implique le respect des droits de l'Homme et à terme l'abolition de la peine de mort.

"Personne ne souhaite une interruption du processus d'adhésion à l'UEUn sursis n'est pas suffisant, la peine de mort doit être abolie", estimait un éditeur du quotidien libéral Radikal.

Un commentateur du quotidien conservateur Türkiye s'inquiétait pour sa part que la décision soit le fruit de la pression européenne: "Si nous annulons l'exécution (d'Ocalan) pour le bien de l'UE aujourd'hui, d'autres interventions suivront demain".

LE FIGARO

12 JANVIER 2000

# L'Europe, potion magique des Kurdes

Le gouvernement turc doit se prononcer aujourd'hui sur le sort du chef kurde Abdullah Ocalan, condamné à mort pour trahison. La sentence, prononcée en juin, avait été confirmée en novembre par la Cour de cassation. Il y a six semaines, la Cour européenne des droits de l'homme avait demandé à la Turquie de surseoir à l'exécution d'Abdullah Ocalan. Le Parlement doit décider en dernier ressort de l'exécution. Même après un mois et demi de discussions en coulisses, la profonde division sur le sujet entre les trois partis de la coalition du premier ministre Bulent Ecevit apparaît assez forte pour mettre en jeu la survie du gouvernement.

**Diyarbakir :**  
de notre envoyé spécial  
Claude Lorieux

Vue de Nusaybin, de Mardin ou de Diyarbakir, l'Europe prend des contours inattendus, et le langage fleuri qui a cours en Orient ajoute à ses attraits. Kadri, qui travaille dans l'entreprise familiale de transports, en a déjà eu un aperçu. Des démêlés avec la Sécurité, une « tare » qui pardonne rarement à Diyarbakir, l'obligèrent à s'installer quelque temps à Prague. Son frère, Nedim, vient de rentrer

d'Oslo, sous le choc et sous le charme de la grande ville scandinave. Nedim a dit à ses parents stupéfaits : « Je préférerais être un arbre en Norvège plutôt qu'un Kurde à Diyarbakir. »

Kadri en rajoute : « Plutôt une pierre en Europe qu'un homme dans le Sud-Est. Si la Turquie rentre demain dans l'Union européenne, soixante millions de Turcs s'y précipiteront sur le champ. »

Son copain Ahmet, qui zigzague de job en job comme c'est la règle dans cette région troublée, explique leur enthousiasme : « Il faut que les

choses changent, que la police cesse de frapper, que les gosses n'aient plus à vendre des mouchoirs en papier dans les rues ni à mendier aux carrefours. Il faut aussi que nous soyons libérés des gouvernants qu'ont déjà subis nos grands parents et nos parents. D'Edirne, aux portes de la Grèce, jusqu'à Hakkari, la province frontière de l'Irak et de l'Iran, tous doivent devenir européens. » Fermez le ban !

A Nusaybin, dont les maisons de thé et les restaurants à kebabs étaient tous fermés ce jour-là pour cause de ramadan, l'Europe reste lointaine et mystérieuse. Ici, à quelques centaines de mètres de la Syrie, on parle kurde ou arabe, turc par nécessité.

Celal, un petit commerçant, s'interroge sur les conséquences du feu vert des Seize à la candidature d'Ankara lors du sommet d'Helsinki en décembre : « On n'est pas sûrs que ça soit bon ou mauvais pour nous. Les règlements vont sûrement changer ; pour



*Dans cette région sinistrée, les troubles auraient fait depuis quinze années quelque 35 000 victimes*

*le permis de conduire par exemple. Mais il ne faut pas rêver. De toute façon, personne ne peut nous aider, pas même un petit peu. »*

Dans cette région, où les troubles qui durent depuis quinze ans auraient fait au bas mot 35 000 victimes, l'Union européenne incarne



Dans le Sud-Est turc, l'Union européenne incarne un double espoir : moins de pauvreté et plus de démocratie. (Photo Abbas/Magnum.)

un double espoir : vers moins de pauvreté et plus de démocratie. L'économie du Sud-Est est sinistrée. Elle a souffert à la fois de la guerre intérieure et de l'embargo des Nations unies contre l'Irak, qui fut son premier client.

A la fin des années 80, le président Turgut Ozal, un réformateur qui connaissait son peuple, fit un effort sérieux pour industrialiser l'Anatolie orientale. Depuis, rien, jusqu'en 1998, quand une série de mesures incitatives convainquirent quelques industriels de monter des usines.

Les bienfaits du GAP, le gigantesque programme d'aménagement du Tigre et de l'Euphrate, tardent en revanche à venir. Le projet, d'un coût de 32 milliards de dollars, est réalisé à 70 % sur le plan hydroélectrique et à 10 % du point de vue de l'irrigation, estime l'industriel Bedrettin Karaboga, président de la Gunsiad, l'association des employeurs du Sud-Est. Ce fils de paysans kurdes compte beaucoup sur le GAP pour « corriger un peu les déséquilibres dont souffre la région ».

Bedrettin Karaboga lance un appel à l'Europe. Le Sud-Est est « un gisement d'or non exploité, qui peut fournir l'Europe et le Caucase en produits agricoles. L'Union européenne doit lui consacrer un pro-

gramme d'assistance spéciale. Il faut que les Seize se comportent en partenaires, non en donateurs ».

Le président des chefs d'entreprises du Sud-Est lance une sorte de mise en garde. « La Turquie, dit-il, doit être pour l'Europe un pays qui compte. Or si le Sud-Est ne se sent ni en paix ni à l'aise, ni la Turquie ni l'Europe ne se sentiront eux-mêmes à l'aise. » Mais, pour cet industriel, qui parie sur « l'unité de la Turquie », « l'Union européenne doit aussi apporter davantage de démocratie ». Il s'agit d'un vœu très répandu. Musa, un quincaillier de Nusaybin, sait qu'« en Europe, les droits de l'homme sont davantage respectés qu'ici ».

Un commerçant de Diyarbakir, capitale symbole de cette région troublée, insiste pour que les Seize ne fassent pas « de concessions à la Turquie ». « S'ils veulent nous aider, c'est en insistant pour que la Turquie respecte les principes de l'UE », dit-il.

Quant à Cemil Serhadu, le gouverneur de Diyarbakir, il tient à distinguer les affaires kurdes des affaires de l'Europe : « Cela fait quinze ans que nous tentons de résoudre le problème du Sud-Est. Nos relations avec l'Europe sont une autre chose. »

Quelques jours après cette rencontre, dans un discours programme – qu'une partie de la presse turque n'hésitait pas à qualifier de « historique » –, l'ancien premier ministre Mesut Yilmaz, chef du

## « La pratique de la torture est massive et systématique »

Le 12 novembre dernier, la Cour de sûreté de l'Etat a révélé la mise sur écoutes téléphoniques de M<sup>r</sup> Sezgin Tanrikulu, responsable de la Fondation turque des droits de l'homme (FDH) à Diyarbakir. Pas autrement surpris, l'avocat estime que ces écoutes visent à « identifier les victimes de torture et les médecins volontaires pour les aider ». « Nous sommes surveillés et suivis », proteste-t-il en indiquant que les médecins de la FDH ont traité soixante cas en 1988 et quatre-vingts en 1999. Son objectif est de soigner une centaine de rescapés par an et d'ouvrir d'autres centres dans le Sud-est. « La pratique de la torture est systématique et massive dans l'ensemble de la région », affirme M<sup>r</sup> Tanrikulu. Quant aux recours ouverts aux victimes, ils sont pour le moins incertains : malgré les séquelles de torture à l'électricité diagnostiquées par un médecin, les démarches d'une dizaine de prévenus comparaissant devant la Cour de sûreté de l'Etat ont fait long feu. L'avocat n'attache guère de prix aux renforcements des sanctions votés par le parlement. Car si la peine maximum a été portée de cinq à six ans, la peine minimum reste de un an. L'existence de l'état d'urgence dans encore cinq provinces du Sud-est rend très précaire la situation des médecins qui participent à la lutte contre la torture. « La plupart d'entre eux craignent d'être exilés de la région par le gouverneur de l'état d'urgence. » C'est ce qui est arrivé aux deux derniers présidents de l'association locale des praticiens. A force d'en fréquenter les victimes, le responsable de la FDH a une vision personnelle de la torture. « L'objectif des responsables n'est pas de faire avouer un crime par un suspect, dit-il, mais de briser la résistance de la société. Ils veulent créer une société sans réaction. »

C. L.

parti gouvernemental de la Mère Patrie, proclamait : « Nous sommes venus dans le Sud-Est parce que nous croyons que le chemin qui

mène à l'Union européenne passe par Diyarbakir. » La route est tracée. Aux actes maintenant de suivre !

**TURQUIE** Le gouvernement sursoit provisoirement à l'exécution du chef kurde

# Un sursis pour Abdullah Ocalan

mier ministre Bülent Ecevit qui essayait de convaincre ses alliés d'attendre les conclusions de la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH) avant de transmettre le dossier Ocalan à la Chambre. Son partenaire au sein de la coalition, l'ultranationaliste Devlet Bahçeli insistait au contraire pour que l'exécution soit confirmée le plus vite possible.

Condamné à mort en juin dernier, Ocalan a vu sa peine confirmée en appel fin décembre et c'est, en droit,

maintenant au Parlement de sceller la sentence par un vote. La CEDH, basée à Strasbourg, a toutefois demandé que la grande Assemblée nationale turque ne se prononce pas avant qu'elle-même ait rendu son verdict, une procédure qui pourrait durer jusqu'à 18 mois. Membre à part entière du Conseil de l'Europe – dont la CEDH est une émanation – la Turquie doit normalement suivre ses conclusions...

L'opposition turque (les islamistes et le DYP de Tansu Çiller) s'est égale-

ment prononcée pour une exécution rapide du chef kurde, enfonçant un coin supplémentaire entre les partenaires gouvernementaux. Et la Turquie peut difficilement se permettre une crise gouvernementale de plus, alors qu'elle vient tout juste de lancer de très importantes réformes économiques sous l'égide du Fonds monétaire international.

La mise à mort du chef kurde aurait aussi des conséquences sur les ambitions européennes du pays. Officielle-

LE FIGARO  
JEUDI 13 JANVIER 2000

Istanbul :  
Éric Biegala

Nouveau répit pour Abdullah Ocalan : au terme de près de sept heures de débats, les chefs de la coalition au pouvoir à Ankara se sont finalement accordés pour repousser « pour le moment » l'examen par le Parlement de la condamnation du chef kurde. C'est une demi-victoire pour le pre-

ment acceptée comme candidate en décembre, la Turquie devra pourtant procéder à un réel aggiornamento politique, dont l'abolition de la peine capitale est l'un des termes, avant d'intégrer pleinement l'Union. Les Européens ont averti : l'exécution

d'Ocalan serait une « erreur ». La mise à mort du chef kurde risquerait enfin, et surtout, de rallumer la guerre. Depuis le début du mois de septembre, le chef du PKK a donné l'ordre à ses hommes de se retirer de Turquie et de cesser le combat. Des consignes suivies

d'effet : les affrontements ont notablement diminué. Personne ne doute cependant que la lutte armée reprendrait immédiatement si Ocalan était exécuté. D'ailleurs tous les rebelles ne sont pas prêts à déposer les armes. A Tunceli, dans l'est du pays, un hélicoptère

a été sérieusement touché dimanche. Selon les militaires, six soldats turcs et six rebelles ont été tués. Un coup de main qui serait le fait de renégats refusant de suivre les consignes de repli.

# Fin du cauchemar à Nusaybin

LE FIGARO JEUDI 13 JANVIER 2000

Nusaybin (Sud-Est) : de notre envoyé spécial Claude Lorieux

Battu par la pluie qui tombe en rafales, un berger, son âne et son troupeau se hâtent vers les premières maisons de Nusaybin. La nuit approche. Les moutons suivent le maître emmitoufflé dans un épais manteau de feutre à capuchon.

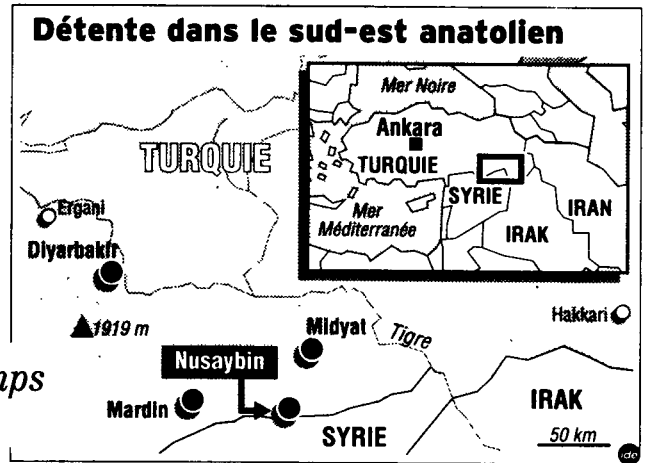
L'homme et les bêtes longent un réseau de barbelés où tous les papiers perdus et tous les sacs en plastique du sud-est de la Turquie semblent s'être donné rendez-vous. Ces fils de fer sont la première ligne du barrage de champs de mines et de miradors édifié par l'armée turque pour interdire l'infiltration des « terroristes » du

PKK.

Avant de devenir un jour, peut-être, la limite de l'Union européenne et du monde arabe, Nusaybin marque la frontière de la Turquie et de la Syrie. En septembre 1998, avant l'expulsion d'Abdullah Ocalan de Damas et le transfert de l'essentiel de ses forces vers l'Irak du Nord, Ankara et Damas avaient été à deux doigts

« Cela fait quelque temps qu'ils ne tuent plus »

de la guerre. Le poste de douane agrémenté d'un bosquet de bouleaux est à l'image de cette histoire tendue : peu fréquenté. Pourtant, du temps des sultans ottomans, Nusaybin ne faisait qu'une avec la



ville syrienne de Qamichlyé.

Celal, un boutiquier de Nusaybin, souffre de la froideur des relations entre les deux pays. Il irait volontiers acheter du thé en Syrie, où il est moins

cher. La moitié de sa famille vit en face, de l'autre côté de la barrière. Il l'a franchie l'an dernier parce qu'un oncle venait de mourir. Il est arrivé après l'enterrement. Il faut du



« Les hommes passent leur journée assis dans les cafés, et s'ils ont assez d'argent pour se payer un thé, ils remercient Dieu de sa grâce. »

(Photo Ara Güler/Magnum.)

temps pour obtenir les tampons nécessaires.

La nuit du 24 novembre dernier, Mehmet et Mahmoud, deux autres commerçants, ont été réveillés par une fusillade. Le lendemain, les lycéens sont arrivés en retard à leur examen. La route était interdite par l'armée. Douze corps, dont ceux de cinq femmes, tous membres du PKK, gisaient sur le bas-côté, où ils restèrent plusieurs heures avant d'être transportés à la morgue.

Nusaybin a un tel passé de violence que l'explication officielle selon laquelle ils auraient été tués en passant la frontière ne convainc pas les habitants du bourg. Beaucoup s'étonnent que les maquisards habitués à jouer à cache-cache avec les commandos turcs se soient risqués sur un terrain aussi découvert. Les montagnes d'Irak et d'Iran ne sont pas si lointaines. Selon certains, les douze membres du PKK auraient été capturés plusieurs jours auparavant, ou encore livrés par les Kurdes d'Irak, avant d'être exécutés pour l'exemple à Nusaybin.

En dépit de cet incident, le premier depuis des mois, la ville semble lentement s'extraire d'un long cauchemar qui s'était épaissi dans les années 1994-1995. La cité du désespoir ose enfin parler. La hantise des indicateurs et des agents de la sécurité qui séquestraient et tuaient en toute impunité s'est apaisée.

Abdullah, le marchand de légumes, a retrouvé sa vivacité pour dénoncer « l'Etat surarmé face aux civils impuissants ». Les soldats l'ont chassé de son village de montagne et privé du verger qui faisait sa fierté. Plus de 3 500 hameaux ont ainsi été évacués et parfois incendiés par les militaires. Un quincaillier pleure sa vigne ravagée par l'armée. Nusaybin n'a pas fini de souffrir de cet afflux de villageois déracinés (un total de 3,5 millions pour l'ensemble du Sud-Est, selon les organisations humanitaires). Les échoppes du bazar vivent dans la pénombre faute d'électricité. Les centrales locales ne suffisent plus aux besoins.

Au coin des rues, des groupes d'hommes battent la semelle dans l'attente d'une improbable embauche. Ce rituel reflète le chômage, l'une des plaies de cette ville- fron-

tière. L'aide de l'Etat arrive depuis deux ans à peine. Quelques usines de coton ont ouvert leurs portes.

Rentré au pays après avoir tenté sa chance dans les métropoles de l'Ouest, Mehmet décrit ainsi la vie à Nusaybin : « Les hommes passent leur journée assis dans les cafés, et s'ils ont assez d'argent pour se payer un verre de thé, ils remercient Dieu de sa grâce. » Quand vient la saison des noisettes, les plus entreprenants partent pour la mer Noire faire la cueillette. Les filles ne sont pas mieux logées dans cette société traditionaliste, où Eiche, une étudiante, considère comme une victoire de pouvoir enfin et sans risques marcher dans la rue à côté d'un copain de classe.

Il y a cinq ans, alors que, longeant la voie ferrée, elle rentrait avec son amie Nur, deux tueurs encagoulés attaquent la jeune fille. Blessée d'un coup de couteau, Nur s'enfuyait ; les cagouleurs l'achevèrent au revolver. C'était le temps maudit où, par peur des barbouzes et de leurs supplétifs douteux du Hezbollah local, beaucoup d'hommes renonçaient même à sortir de chez eux. « Chaque famille perdit un de ses membres », témoigne Nilgun.

La capture d'Abdullah Ocalan en février 1999 a changé radicalement un climat que l'efficacité accrue des forces de l'ordre avait déjà transformé. « Cela fait un an et demi que je n'ai pas vu de mes yeux un membre du PKK », dit un industriel de la région. Anxieux de sauver sa peau, Ocalan a renié ses objectifs pour demander à ses fidèles de cesser le combat, voire de se rendre, comme s'il ignorait le sort que leur réservent les comités d'accueil de la gendarmerie turque.

Premier indice du changement d'atmosphère : les autorités ont réduit de huit à cinq le nombre des provinces du Sud-

Est placées sous état d'urgence. Puis les municipales d'avril ont marqué une petite révolution. Trente-sept candidats du parti kurde Hadep (toujours menacé de dissolution judiciaire) ont été élus à la tête des mairies du Sud-Est. Mais à en croire Cemil Serhadli, le gouverneur de Diyarbakir, les n o u v e a u x maires respectent la règle du jeu.

Le oui du sommet d'Helsinki à la candidature de la Turquie à l'Union européenne a conforté la détente, note Mehmet Tashen, le maire de Nusaybin. En attendant que les bienfaits de l'adhésion pleuvent sur sa ville, M. Tashen a restauré l'église de Saint-Jacob, un édifice austère qui rappelle les temps lointains où « Nisibe » était un évêché.

D'autres indices de dégel sont apparus. Le lancement, en décembre, à Diyarbakir, de la « Semaine des droits de l'homme », avait commencé sans surprise par la dispersion musclée d'une marche organisée par le parti kurde Hadep. Elle se termina sans incidents par une seconde manifestation, à laquelle participèrent des députés venus d'Ankara. *Ozgur Bakis*, le dernier avatar du journal des Kurdes, un organe de combat dont 28 collaborateurs ont été abattus, reconnaît que « cela fait quelque temps qu'ils ne tuent plus ».

La population, elle, ne trouve pas que la paix soit revenue, ni sur les routes ni dans les cœurs. Les gens hésitent toujours à se confier. Un hôtelier reste traumatisé par le traitement que lui a réservé voici deux ans la police politique. « Nous nous méfions de tout le monde, même d'amis proches. Des gens se font encore arrêter en pleine rue », affirme une jeune femme de Nusaybin. A Diyarbakir, Naif Kilig, un jour-

naliste d'*Ozgur Bakis*, a été appréhendé le 31 mai. Battu deux nuits durant, il a finalement été relâché. Ce n'est pas tant au lointain gouvernement d'Ankara que les gens en veulent, c'est aux différentes forces de gendarmerie, de police, et surtout aux gardiens de villages, des supplétifs souvent illettrés, comme beaucoup de montagnards kurdes, mais enrichis par les profits de la guerre.

Le gouvernement turc a dévoilé sa stratégie. Il a annoncé un programme d'aide au Sud-Est, que le coût financier des récents tremblements de terre va forcément retarder. « Il faut trouver une solution au défi du chômage et aux drames sociaux provoqués par 15 ans de terrorisme », affirme Cemil Serhadli, le gouverneur de Diyarbakir. *La priorité, c'est le social et l'économique.*

Les soirs de pluie, quand l'humidité suinte des murs de la vieille ville, les hommes en pantalon bouffant et bonnet de laine et les femmes en voile traditionnel se pressent dans les échoppes du quartier d'Ulus Cami, la mosquée historique de la capitale régionale. Leurs habitudes sont immuables. Leur pouvoir d'achat a baissé.

Un nouveau Diyarbakir est né à dix minutes de marche du vieux bazar, où plusieurs bijoutiers chrétiens syriaques ont encore pignon sur rue. Une galerie marchande, un fast-food américain, un supermarché turc et un hôtel accueillant permettent aux bénéficiaires de revenus fixes - fonctionnaires, « expatriés » venus d'Istanbul ou d'Izmir - de flirter avec la société de consommation. Sentant le vent tourner, des hommes d'affaires locaux investissent.

L'économie suffit-elle ? La population du Sud-Est veut certes du travail. Elle ne veut pas que cela. Les téléspectateurs sont en émoi parce que la Chaîne 21, une station locale, a été fermée pour avoir diffusé des chansons en kurde. Purement folkloriques, disent les Kurdes. Appelant à tuer des soldats, corrige le gouverneur de Diyarbakir.

Quiconque a de l'argent s'achète une antenne parabolique pour capter Media TV, l'ex Med TV, qui émet d'Europe en kurde. Un homme d'affaires, qui affiche son attachement à la Turquie unitaire, revendique pour sa mère et sa femme, « qui ne parlent pas d'autre langue, le droit d'écou-

## En attendant le printemps

Ce timide dégel ne fait pas un printemps. L'ordre de cessez-le-feu donné du fond de sa prison par Ocalan à ses maquisards efflanqués n'a pas arrêté les opérations. Les commandos de l'armée turque les traquent pour les couper de leurs refuges d'Irak du Nord. Sécurité oblige : la nuit tombée, les habitants de Nusaybin ne prennent plus la route de Midyat, ville historique dont les églises syriaques et les belles demeures patriennes racontent la richesse passée. Les quelques redditions de fidèles d'Ocalan n'ont suscité aucun geste en retour de la part de l'armée turque. Elle campe sur ses victoires.

C. L.

ter les nouvelles et les chansons en kurde ».

Dans la foulée de l'accord d'Helsinki, le ministre des Affaires étrangères, İsmail Cem, s'est prononcé pour l'ouverture d'une chaîne de télévision

kurde.

Le gouverneur de Diyarbakir ne voit « pas de problème à la diffusion de cassettes, de journaux ou de programmes de télévision en kurde ». Le représentant d'Ankara prévient en

revanche que « créer des écoles poserait de grosses difficultés ».

Avec la diminution de la violence, les vrais problèmes se posent dans les lointaines provinces de la lointaine Turquie !

« Ça va être le moment de réfléchir. Tout le monde devra faire preuve d'intelligence », conclut le gouverneur.



## EU Welcomes Turkey's Decision on Ocalan

**REUTERS**  
Thursday January 13 8:13 AM ET

BRUSSELS (Reuters) - The European Union welcomed on Thursday Turkey's decision to postpone hanging Kurdish rebel leader Abdullah Öcalan, saying it was a step in the right direction as Ankara tries to join the 15-nation bloc.

A spokeswoman for EU foreign policy chief Javier Solana described the decision as "a firm step in the right direction." She quoted Solana as saying it underlined EU opposition to the death penalty and was "very positively welcomed."

A spokesman for the European Commission, the EU's executive, also hailed Wednesday's decision by Turkey's coalition government to put off Öcalan's execution until a European human rights court has given its judgement on the case.

"We think it's the right way to handle this issue. It's in respect of democracy, human rights and the international commitments of Turkey," the Commission spokesman told a daily news briefing.

The spokesman said the Commission now assumed that the death sentence on Öcalan would not be carried out.

"We (note) the fact that the execution is not going to be carried out and we assume that in the future the execution of Mr. Öcalan is not going to be carried out. It's good news for us."

EU leaders agreed in December that Turkey should be made a formal candidate for membership of the wealthy bloc. Turkish Prime Minister Bülent Ecevit, mindful that any execution could badly damage Turkey's bid to join, had pressed for the delay.

The EU had previously told Turkey that hanging Öcalan would be a grave mistake.

Although the EU has agreed to make Turkey a candidate, it has not let it join eastern European and Mediterranean countries which are holding, or are about to start, detailed membership talks until it has carried out political and economic reforms.

The European Court of Human Rights has asked Turkey to stay any execution while it considers Öcalan's appeal that the death penalty breaches European law -- a process that could take up to 18 months. The Commission spokesman declined to comment on a condition set by Ecevit which stipulated that the delay to the execution would end if it was "used by the terrorist organization or its supporters to harm Turkey's greater interests."

By "terrorist organization," Ecevit was referring to the rebel Kurdistan Workers' Party (PKK), whose guerrillas have fought for autonomy in Turkey's mainly Kurdish southeast.

The Council of Europe, which groups European countries in support of democracy and human rights, hailed the postponement as well.

"We congratulate the Turkish government on its decision... We trust its full value will be appreciated in Turkey's rapprochement to the European Union," Council Secretary General Walter Schwimmer and the president of its parliamentary assembly, Lord Russell-Johnston, said a joint statement.

"This is a courageous decision which comforts all those who work to abolish the death penalty in Europe," they said, voicing hope that it was a first step toward abolishing the death penalty in Turkey.

RFE/RL IRAQ REPORT Vol. 3, No. 2,  
14 January 2000

### **A Review of Developments in Iraq Prepared by the Regional Specialists of RFE/RL's Newline Team.**

**IAEA TO START 'LIMITED' INSPECTION REGIME.** The International Atomic Energy Agency announced on 12 January that it would begin inspections in Iraq in the near future but that these would be "very limited" in nature. AFP on 12 January said that these inspections have nothing to do with the more stringent monitoring ordered by the UN Security Council since the end of the Gulf War. An Iraqi Foreign Ministry official said that these inspections will take place within the framework of the Nuclear Non-proliferation Treaty signed with the IAEA in 1972, Iraq television reported on 12 January. The five-man IAEA team is expected to start its work on 21 January. Its members will monitor the condition of quantities of natural uranium, as well as 1.8 tons of low-enriched uranium left under seal when inspectors were forced out in December 1998. France hailed Iraq's agreeing to allow IAEA inspections. AFP on 12 January reported that Anne Gazeau-Secret, Foreign Ministry spokeswoman, said that France had asked Iraq on 17 December to allow the IAEA to complete its mission, and viewed Iraq's stance as "positive." (David Nissman)

**EKEUS TO HEAD UNMOVIC?** UN Secretary-General Kofi Annan reportedly has asked key Security Council members to consider appointing Rolf Ekeus, currently Swedish ambassador in Washington, to the post of heading UNMOVIC, the name of the new arms inspection commission to supervise the disarming of Iraq. According to an article in "The Washington Post" on 12 January, Ekeus' name was put before the five permanent members of the UN Security Council, along with a list of other candidates. Ekeus has extensive experience in Iraq. He headed UNSCOM--the precursor of UNMOVIC--from 1991 to 1997. And according to the Washington paper, Ekeus would consider returning to the position. During his tenure at UNSCOM, he was able to remain on good terms with key Security Council members. But Iraq has said it will not cooperate with the new commission. (David Nissman)

**JORDANIAN ECONOMIST ADVISES 'OPENING UP TO IRAQ.'** Fahd Al-Fanek, a leading Jordanian economist, argues in the 13 January "Mideast Mirror," that the solution to his country's economic difficulties "lies in opening up to Iraq." He adds that the downturn in the Jordanian economy over the last decade was the direct result of sanctions imposed on Baghdad. Because the sanctions also hurt Jordan hard, he concluded by adding "observing the sanctions regime is a suicidal policy." Al-Fanek argues that he has Jordan's interests at heart rather than Iraq's. As far as the U.S. concerned, he says "the Americans, who allowed Jordan to import Iraqi oil because they recognized how dire the situation was in Amman, should not be angered if the trade involves more than oil." And he points out that he only wants Jordan to deal with Iraq in the same manner as Syria, Iran, and Turkey. "While observing the embargo in name, these countries have been implementing it loosely for years." (David Nissman)

**WAVE OF EXECUTIONS, ARRESTS IN IRAQ.** The Iraq Communist Party (ICP) on 6 January accused authorities in Baghdad of executing 40 members of the armed forces, according to a Reuters report on 6 January. The ICP's Human Rights Center, in Shaqlawa in northern Iraq, said that it blamed the executions on General Ali Hassan Al-Majid, known also as "Chemical Ali," who is a cousin of Saddam Hussein and a member of the Revolutionary Command Council. According to the ICP's statement, Ali Al-Majid had set up a special military court at the headquarters of the fourth Army Corps in Umara, which "lacked any semblance of justice and denied the defendants even the most fundamental human rights, such as the right to defense and the appointment of a lawyer." While ten of the victims were named, it was unknown when these executions were carried out. Reuters said the report could not be verified. There was no comment by Baghdad. "Chemical Ali" received his sobriquet for his role in gassing the Kurds in Halabche in 1988. In a perhaps related event, the London-based Arabic newspaper "Al-Sharq Al-Awsat" on 6 January reported that an "Iraqi group based abroad" has announced that over the last few weeks a "ferocious arrest campaign" has been launched, targeting "pan-Arabists and Nasirites." The group issuing the statement was the "Pan-Arab Organization for Human Rights in Iraq." (David Nissman)

**AZIZ FAILS TO SHIFT BEIJING.** Tariq Aziz's trip to China ended without Beijing shifting its position on sanctions. Beijing's "China Daily" reported on 8 January that Chinese Vice President Hu Jintao said that Iraq should cooperate with the United Nations to honor Security Council resolutions. At the same time, he said, Iraq's territorial integrity, sovereignty, and politi-

cal independence should be respected by the international community. Baghdad Radio on 8 January, however, did not report China's request that Iraq cooperate with the Security Council. Instead, it focused on China's desire to develop commercial and economic relations with Iraq. Two days later, the Xinhua news agency reiterated Beijing's position, calling on all major powers to "express their good political will" on the settlement of the Iraq issue. (David Nissman)

**IRAQ SHORES UP INFLUENCE IN MALAYSIA.** Iraq Deputy Prime Minister Tariq Aziz arrived in Kuala Lumpur for a four-day official visit to Malaysia on 11 January. His purpose was both to enhance existing ties between the two countries and explain the effects of the UN sanctions and resolutions against Baghdad. The visit was important for Baghdad because Malaysia, a non-permanent member of the UN Security Council joined China, France, and Russia in abstaining in a December vote on a resolution requiring the establishment of a new arms inspection agency to complete the dismantling of Iraq's weapons of mass destruction. On 12 January, Malaysian Deputy Prime Minister Datuk Seri Abdullah Ahmad Badawi pledged continuing support for Iraq's efforts to have UN sanctions imposed on Iraq nine years ago lifted for good. According to "Bernama" of 12 January, Abdullah said it was vital for the Malaysian and Iraqi permanent UN members to ensure whatever measures adopted by the new arms inspection agency, UNMOVIC, "would enforce optimism toward lifting of sanctions." This initial Bernama report suggests that Malaysia advised Iraq to permit arms inspectors to re-enter the country. A Malaysian official, close to the Badawi-Aziz meeting, however, said that Malaysia had not done so. "Rather," he said, "what is desired is further clarification by the UN that this agency's work will lead to the lifting of sanctions," reported Dow Jones on 12 January. (David Nissman)

**INDEPENDENT NGO FOUNDED IN NORTHERN IRAQ.** The new Iraqi Institute for Reform and Democratic Culture founded by the liberal politician and former minister of the Kurdish Democratic Party, Husseyn Sinjari, is notable because it is the first NGO in Iraq. In an interview with the "Turkish Daily News" on 12 January, Sinjari said that he hopes to use it to introduce democratic culture--tolerance and acceptance of others--in order to pave the way for democracy and the establishment of democratic rule. He stressed the importance of Iraq's unity, asserting that "I see the future of northern Iraq within Iraq, but within a federal Iraq." As far as his relations with Baghdad are concerned, Sinjari said, "if the government of Iraq seriously allows political opposition to emerge, we should accept that and work for national reconciliation." He explained: "Of course, we cannot accept being part of the existing Iraqi government. I reiterate that we are in opposition but different--honest opposition, not the kind of opposition connected to foreign interests." Moreover, he said that "there is a need to give cultural rights to other minorities such as Turkomans, Assyrians, and people of various origins. The Kurds are also a key element for the future of Iraq." (David Nissman)

**BAGHDAD DENIES SUPPORTING PKK, OPPRESSING TURKMEN.** The Iraqi Embassy Press Secretary in Turkey, Zabin Al-Qubaysi, denied that Saddam Husseyn was supporting the PKK (Kurdistan Workers' Party), or that Saddam's son Qusayy was providing a base for the PKK. According to the Istanbul daily newspaper "Zaman" of 5 January, he pointed out that Mahmuran, the town where the Baghdad-supported PKK base allegedly was located, is under UN control, and added that making such claims was a U.S. effort to disrupt Iraq's relations with Turkey. Such allegations have been frequently made, most recently by the semi-official Turkish news agency "Anatolia" on 9 December (see "RFE/RL Iraq Report," 17 December 1999). In a similar vein, Al-Qubaysi also rejected assertions that the Iraqi Turkmen in Kirkuk and Mosul were being forced to move out, and noted that there was no discrimination against Turkmen in Iraq. A UN Report on Human Rights dated 15 October 1997 details a number of problems concerning the Iraqi Turkmen, including forced resettlement, forced migration, and the closing of Turkmen schools and media centers (see "RFE/RL Iraq Report," 5 March 1999). Al-Qubaysi claimed that "a Turkmen has as much right as any Arab to settle where he wants in Iraq." He also expressed Saddam Husseyn's wishes for the improvement of Iraq's relations with Turkey and stressed that the idea of establishing a haven for the PKK despite knowing Turkey's sensitivities had "no rhyme or reason." (David Nissman)

**THE KAKAI RECONCILIATION.** There is rarely good news out of the very complex mosaic of peoples in northern Iraq in recent years. However, "Kurdish Media" of 5 January has published an article by its correspondent Said Kakei from Halabche. Jalal Talabani, the general-secretary of the PUK (Patriotic Union of Kurdistan) has reached an agreement with the Kakais of Halabche city and its suburbs permitting them to practice their religion (Kakaism) openly in a "gemkhana" (place of worship) for the first time in 1,350 years. Talabani committed himself to this following a meeting with representatives of the Kakai community on 29 December 1999. This brings an end to the religious rivalry "between the leaders of the Talabani tribe, a Sunni Muslim Qadiri sect, and those of the Kakai." This reconciliation process casts light on the fabric of Kurdish society in northern Iraq for three reasons: it brings to the surface a long-lasting inter-Kurdish sectarian dispute and demonstrates that steps can be taken to settle such problems; it explains, indirectly, one of the factors behind the antagonism between Mas'ud Barzani and Jalal Talabani; and third, it captures a potential candidate for high office in the



Kurdistan Regional Government working the hustings and compromising an ancient position in order to take some potential votes away from his opponent. Kakaism stems from the word for "brotherhood." As a belief, it is a combination of Zoroastrianism and Shi'ism, similar to Yezidiism. It arose as the result of a conflict between the Umayyad rulers of Islam and the Zoroastrianism priesthood, and gained momentum on the plain of Sharazur, near the city of Sin (present-day Halabche). A millennium ago, Kurdish Zoroastrian clergymen called Ali (the cousin and son-in-law of the prophet Muhammad and then the supreme leader of Shi'ism). Because Kakais are forbidden from cursing Satan on religious grounds, many Muslims refer to them as devil-worshippers, hence the Muslim antagonism toward their beliefs resulting in the repression of the Kakais for more than a millennium. The second point has to do with the relationship between the two great Sufi brotherhoods (tariqat) in Iraqi Kurdistan: the Naqshbandi and the Qadiri, as well as the relationship between Barzani and Talabani. A leading scholar on modern Iraqi Kurdistan, Michael M. Gunter, in his work "The Kurdish Predicament in Iraq (St. Martins Press, 1999, p 70)" notes that "the fact that the Barzani and Talabani families were also associated with the two great rival Sufi orders in Iraqi Kurdistan...possibly provided a greater impetus to their rivalry." One consequence of this rivalry in the last decade is that the Kakais backed Barzani and the KDP against Talabani and the PUK. It appears that the stance of the Qadiris against the Kakais had been, up to last December, more uncompromising and unbending. Connected with the Sufi rivalry is the division of the two parts of Iraqi Kurdistan along dialectical (in the linguistic sense) lines. The Barzanis are generally more closely connected to the Behdinani Kurds, who, in turn, are closely akin to the Kurmanji Kurds (of Turkey), and the Talabanis with the Sorani Kurds. According to Kakei, there are some 300,000 Kakais in Kurdistan. More importantly in the present and future political process, Kakei makes the point in his article in "Kurdish Media" that the present government and Barzani "enjoy an overwhelming support of the Kakais." In the event the election in the KRG actually scheduled for last year takes place in the foreseeable future, Talabani's gesture of reconciliation to the Kakais may sway enough votes in the direction of the PUK to bring a political victory into the realm of possibility. As Kakei says, the way this reconciliation is implemented depends on the Kakai priesthood on one hand, and the Muslim capability to "live in peace with other beliefs and religious practices." (David Nissman)

\*\*\*\*\*

### **KDP To Propose Peace Initiative in Kurdish Area Kurdistan TV**

10 Jan 2000

[FBIS Translated Text] In an interview with Kurdistan Satellite Television Hoshyar Zebari said that the Kurdistan Democratic Party [KDP] leadership is about to propose a new initiative to push the peace process forward and implement the Washington agreement.

KDP Political Bureau member and the official in charge of the KDP Office of External Relations said in the interview that the peace process had not stopped and fresh talks would be held soon. Zebari revealed that the American government, the sponsors of the Washington agreement, would propose a new diplomatic initiative to push the peace process forward.

Hoshyar Zebari said that in order to break the deadlock in the peace process, the KDP had made a very good initiative after its 12th conference and it had also carried out some of its obligations in this respect. He also said: We have agreed with our PUK brothers on some practical steps and paved the way for future plans within this framework. On the effect of these steps on Kurdish and external public opinion, he said that following the political, economic and security stability, there was a much better understanding of the Kurdish issue abroad. At the end of the interview, Zebari said: We feel that everyone outside Kurdistan follows with interest the situation in Kurdistan.

\*\*\*\*\*

### **Iraqi Forces Reportedly Mass Near Kurdish Areas Al-Zaman (London)**

by Saman Nuh 11 Jan 00

[FBIS Translated Text] Dohuk - Iraqi troops have begun a massive deployment near the northern areas controlled by Kurds. Well-armed Republican Guard brigades have been sent to the region as part of Iraq's preparations to confront what Baghdad calls a possible US aggression.

A few days ago Iraqi authorities deployed a Republican Guard brigade south of Fayidah town on the main highway between Mosul, which is under Iraqi government control, and Dahuk, which is under Kurdish control. This operation is thought to be precautionary to confront any military activity that might start from northern Iraq, which has been outside the control of Baghdad since 1991.

Recently the Iraqi Army rotated its forces north of Mosul, near Saddam's Dam, and in the oil city of Karkuk. Military units with limited abilities were withdrawn from those areas and replaced by Republican Guard units, whose equipment was not damaged by the successive strikes launched against Iraq since 1991. Republican Guard brigades consist of town defense units, tanks, air defense means, and special forces.

Iraqi President Saddam Husayn continues to honor high-ranking military commanders and officers by awarding them medals and badges of courage in a bid to please them. Huge amounts of money reaching one million Iraqi pounds are given with these medals. Moreover, those commanders and officers are entitled to big privileges within the party and army. All this is an attempt to ensure the loyalty of the military commanders to the regime in the event of a military confrontation with the coalition states or with Iraqi opponents inside Iraq. According to informed sources within the ruling Ba'th Party, the Iraqi President has affirmed to military commanders the importance of maintaining security within towns, firmly confronting any "aggression" from outside the borders backed by some riotous groups, and showing no leniency whatsoever toward those groups. This is an apparent indication of fear of chaos occurring in the Iraqi street. According to arrivals in Kurdistan from Baghdad, ordinary people say that it is unlikely that a popular movement will take place in Iraq, as had happened in the past, because the regime controls the security situation. However, there are fears that the oil-for-food program might be affected by a military confrontation that lasts more than two weeks.

In addition, informed political sources said that the Iraqi President's son 'Uday has asked the ruling party leadership to enroll university students in the Ba'th Party ranks and to reduce the number of independent students in Iraqi universities. Instructions had been issued in the past preventing the enrollment of students and youths in new parties formed with the permission of the Iraqi Interior Ministry.

Army and security forces personnel are banned from joining any party other than the ruling Ba'th Party

\* \* \* \* \*

### **Turkey earns \$23.5 mln in Sept-Dec Iraqi diesel tax**

Reuters Jan 04, 2000

Reuters - ISTANBUL, Jan 4 (Reuters) - Turkey earned 12.6 trillion lira (\$23.5 million) in revenues in the first four months of a tax imposed on trade in Iraqi diesel imports, state-run Anatolian news agency said on Tuesday.

Turkish truck drivers cross between southeast Turkey and the neighbouring Kurdish-held enclave of northern Iraq, taking food there and returning with cheap Iraqi diesel for domestic sale. The trade is a technical breach of a United Nations embargo imposed on Iraq after its 1990 invasion of Kuwait but Turkey's Western allies turn a blind eye to it.

Sanctions on Baghdad have cost Turkey billions of dollars in lost trade as Iraq was formerly its second biggest trading partner. Since September, fuel storage facilities in the southeastern border town of Silopi buy the fuel from incoming drivers, tax the trade and put the fuel into the market at prices less likely to enrage multinational oil companies operating in Turkey. The diesel trade is a crucial source of income for many in the poor, mainly Kurdish southeast which has been ravaged by a 15-year conflict between Turkish troops and separatist Kurdish rebels. The fuel comes from oil fields controlled by the Iraqi government near the city of Kirkuk but is pumped to the Kurdish-held enclave where a local faction controls its sale to Turkish drivers.

Northern Iraq is controlled by two rival Kurdish factions, the Kurdistan Democratic Party and the Patriotic Union of Kurdistan.

\* \* \* \* \*

## **Text of KDP Leader Massoud Barzani's address to the Kurdistan National Assembly (Parliament)**

Erbil, Iraqi Kurdistan December 20, 1999

Brothers and Sisters,

First, I congratulate you all and the Kurdish people on the occasion of the formation of the Fourth Cabinet of the Kurdistan Regional Government (KRG). This in itself is an indication of developing democracy in Kurdistan and the maturity of the Kurds and their adherence to the principles of democracy. I sincerely hope that democracy will further deepen its roots in Kurdistan and we as a nation learn to have faith in the democratic process.

Making changes (in Government) are always desirable. Some time ago I expressed the desire to re-evaluate the whole situation and bring about substantial changes. We began the process of change, and then when the KDP held its 12th Congress many valuable proposals were adopted.

No doubt protecting our democratic experiment, our homeland is the duty of everybody not just one party, and taking steps in the interest of our people is the duty of all of us, it is true every party play can play a role which is compatible to its sphere of influence but we are all responsible, each one of us completes the other. We did not wish to make rash changes only to be disappointed later with its outcome, there for the changes we made were well assessed in advance and we hope its outcome are as expected and hoped for. To continue the process, we as the KDP decided to make these changes and here I must express my thanks to Messrs. Jawher and Rosch, as the President of the Parliament and the prime Minister of the Kurdistan Regional Government. They are before anything else faithful soldiers of their party, therefore for people like them and us does not matter what responsibility we have, as we are before any thing else soldiers of our party, we are the soldiers of this victorious path. You are aware that after these changes in the Council of Ministers there will be a change in the presidency of the parliament, Each colleague will have different responsibility to continue serving the people and the country.

The parliament and the 3rd government cabinet fulfilled many of its duties, this is much appreciated and we hope the new government will continue on the same path and serve the people even more.

We can highly evaluate the work done by the Third cabinet, foreign dignitaries visiting Kurdistan or those foreign nationals who are working here in Kurdistan are witnesses to the substantial advances that have been achieved during the term of the last government. No doubt these advances are achieved by collective efforts. As Nechervan (The new Prime Minister) said in his speech, if it was not for the hostile elements the regional government could have achieved much more, we hope these hostile elements will leave us and the Iraqi Kurdish people alone.

When the Third Cabinet was set up its policy was to concentrate on providing services to the people and it did exactly that. Today we are asking the Fourth cabinet not only to continue on the same path but also must endeavour to strengthen the rule of law. I call upon all political parties to fully cooperate with the new cabinet to achieve this goal for no person is above the rule of law. On this platform I am asking the new government to apply the rule of law to the KDP before other political parties.

Another duty of this government is to provide peace and stability to all sectors of the population without prejudice. Human rights must be respected and social justice must be attained. Here, I see it necessary to put before the parliament and the Kurdistan Regional Government the proposal of holding municipal elections which was adopted by the KDP's 12th Congress in order to hasten its implementation, holding municipal elections is a civilized exercise, these election must be held as soon as possible. Another task lay ahead of the government is to give more attention to the Foundation of Martyrs Of September Revolution. In order to be able to assist the families of martyrs and those who served the September Revolution

1961-1975) we anticipate enhanced coordination between the parliament and the Fourth Cabinet, you must act together with a sense of great responsibility. When legislating I ask you to consult with legal experts, your legislation must favour the underprivileged of our people who are the majority. No doubt peace is of paramount importance to us, you are all aware at the end of the 12th congress we launched a very sincere peace initiative, we have neither undertaken an initiative of such magnitude in the past nor we can better it in the future, our initiative intended to take sincere and practical steps to solidify

peace. We are confident that up to now there is no viable alternative to the Washington Agreement, we signed the agreement and we must respect our signatures but what we can not accept is the wrong interpretation given to the agreement by the other side.

We sent the KDP delegation to Sulaymania in order to reach a mutual understanding with the PUK in regard to the implementation of the agreement, but regretfully the reply we received from our colleagues in the PUK was not positive however, we will persist in our efforts to establish a permanent peace because this is in the interest of our people. Through its media outlets the PUK often claims that the KDP is not interested in holding parliamentary elections, here I am announcing that the KDP is for election, before or after the normalisation of the situation in Iraqi Kurdistan, which ever way the PUK prefers, we are ready to enter elections tomorrow and we are ready to accept what ever the outcome may be.

Kurdistan is a multi ethnical and religious country, a place where national and sectarian differences is tolerated and it must stay as such. I assure our Turkuman and Assyrian brothers that Kurdistan is our shared homeland, we are all brothers live, die and work together, I personally would permit discrimination in Kurdistan, I can give assurances to all minority religious sects in Kurdistan that they are free to practise their faith no one can prevent you from doing so.

Democracy and freedom must prevail in Kurdistan . I ask the Fourth cabinet to do its utmost to protect the human rights, but at the same time must also stand firm against those who undermine the rule of law and oversteps other people's rights. As a friend I once again asking other political parties who are partners in the government or not , what ever their ideology or colour to respect the rule of law in Kurdistan, no one is allowed to be above the law. Up to now if some have considered themselves to be above the law, I reiterate that the new government must implement the rule of law to the letter. If we want to have democracy in Kurdistan then before every thing else we must respect the law.

Finally I express my sincere wishes to the 4th Cabinet , I hope you will raise to the expectation of the people and serve our people with your heads high . To serve the people is the greatest honour one can have and with the grace of god and your efforts you will succeed in serving our people.

Once again my best wishes to you all.

\* \* \* \* \*

### **PKK Central Committee pledges support**

Özgür Politika 16 jan, 2000

The PKK Central Committee said in a statement issued on Friday that the decision of the coalition parties' leaders to keep PKK President Abdullah Ocalan's file at the Prime Ministry and comply with the measures decreed by the European Court of Human Rights (ECHR) was a "decision of the century" for Turkish and Kurdish people.

The statement said that the conclusion of the meeting comforted and created more hope for peace among the two peoples of Turkey. The statement continued by saying that the decision opened the way for a democratic republic. "This decision will solve Turkey's most difficult issue. It will create a democratic Turkey which everybody will be proud to be part of and help to make the country safer and create a more open society. We believe this historic decision has comforted the nation and created greater hope for peace."

The Central Committee said that the Turkish coalition government's decision, which took hours to reach, was as important as the Amasya Tamimi declaration, which played a key role in the liberation and foundation of the Republic of Turkey, and called the decision a new beginning for Turkey.

The statement said that the PKK supported the decision without any regrets. The statement read as follows: "The internal and external forces which are trying to prevent Turkey from going forward need to be stopped. Then, it will be seen that everybody is proud to be part of Turkey and Turkey is a strong country in the region and the world."

Commenting on the clause that the government would immediately start the execution process if the PKK and its supporters were to "use the decision against the highest interests of Turkey", the Central Committee said that the main aim of the PKK was to help Turkey achieve the goal of a democratic republic. The statement continued, "Turkish leaders with common sense, democratic forces and nationalists can be sure that our party will not tolerate any force to weaken Turkey weak or harm its interests. The Kurdish people will help to build a democratic republic like they did during Turkey's liberation struggle. Our party and people will cooperate with the democratic forces of Turkey."

Ocalan worked hard to throw light on the international conspiracy against Turkey. The PKK Central Committee said, "This plot would have thronged the Turkish and Kurdish people into chaos. Our party chairman Abdullah Ocalan saw the plot and worked hard to explain it to the people of Turkey. Our party chairman's behavior took into account the interests of both the Turkish and Kurdish people. Thus, he helped Turkey to make such a courageous decision. The Turkish government took into consideration our chairman's opening and decided to take steps to resolve the issue. The century's decision from coalition party leaders will put Turkey onto the right track for peace and democracy."

"A free and healthy environment needs to be created for Ocalan so he can work for a democratic Turkey and help solve the Kurdish issue in a peaceful way. The first step in this direction should be the abolishment of the death penalty."

The PKK Central Committee warned those who make short term policies on death sentence and prevent Turkey to take steps in a new direction. "The internal and external forces who try to prevent Turkey from moving in a democratic direction and try to execute our party chairman can not be Turkey's friends. Whether these circles are internal or external, they are trying to prevent a democratic Turkey."

\* \* \* \* \*



### **Sursis à exécution: Le PKK n'abusera pas de la situation, affirme Ocalan**

ANKARA, 14 jan (AFP) - 11h23 - Le chef rebelle kurde Abdullah Ocalan a affirmé que son Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK) n'abuserait pas de la situation, après la décision du gouvernement turc de lui accorder un sursis à exécution, et agirait en faveur de "la paix et la démocratie".

"Nous ne ferons aucun faux pas si le gouvernement prend une position favorable. Il n'y aura pas de manipulation. Au contraire, nous agissons en tant que partie la plus sensible à la paix et la démocratie", a-t-il précisé dans un communiqué diffusé vendredi par ses avocats.

Le Premier ministre Bulent Ecevit a annoncé mercredi, au terme d'un sommet avec ses partenaires de la coalition tripartite, que le gouvernement suspendait pour l'instant le processus en vue de l'exécution d'Ocalan.

Mais "il sera mis fin à ce sursis" et "le processus d'exécution commencera immédiatement si l'organisation terroriste (NDLR: le PKK) et ses sympathisants manipulent notre décision au détriment des intérêts supérieurs de la Turquie et de son peuple", a-t-il déclaré.

La Cour européenne des droits de l'Homme avait demandé à la Turquie de surseoir à l'exécution jusqu'à ce qu'elle ait pris une décision sur le fond, ce qui peut prendre jusqu'à deux ans.

Ocalan a estimé que la décision constituait un "commencement" pour un processus de réformes à être mis en oeuvre en Turquie dans le domaine de la démocratie et des droits de l'Homme ainsi que de l'adhésion à l'UE européenne.

Ankara a décroché en décembre le statut de candidat à l'UE.

Le chef rebelle a en outre renouvelé son appel au parlement turc pour qu'il adopte une loi d'amnistie favorisant la "paix intérieure" et comprenant les rebelles du PKK.

Ocalan a été condamné à mort pour trahison et séparatisme en juin.

Le PKK, qui avait lancé en 1984 une lutte armée pour la création d'un Etat kurde indépendant dans le sud-est anatolien à majorité kurde, a annoncé qu'il arrêterait les combats et se retirait de Turquie à partir de septembre, suite à un appel de son chef.

# Israéliens et Syriens doivent se retrouver le 19 janvier pour poursuivre leurs discussions

## Succès à Tel Aviv de la manifestation contre un retrait israélien du Golan

Le premier acte des négociations israélo-syriennes qui s'est achevé lundi 10 janvier à Shepherdstown, aux Etats-Unis, n'a pas permis des

avancées notables, mais les deux camps doivent se retrouver le 19 janvier dans un lieu encore inconnu. Pendant ce temps, les adversaires du pre-

mier ministre israélien s'organisent : une manifestation contre un retrait israélien du Golan a rassemblé, lundi, 150 000 personnes à Tel Aviv.

### JÉRUSALEM

de notre correspondant

Alors que le premier acte des négociations syro-israéliennes s'est terminé lundi 10 janvier à Shepherdstown, aux Etats-Unis, quelque cent cinquante mille personnes, selon la police, se sont rassemblées ce même jour à Tel Aviv pour s'opposer à un retrait du Golan. Venus de tout le pays par bus, les manifestants, dont de nombreux jeunes des colonies de Cisjordanie occupée, brandissaient pancartes, calicots et drapeaux exprimant leur volonté de demeurer sur le plateau conquis aux Syriens durant la guerre de 1967. Dix-sept mille Israéliens y vivent désormais, répartis en trente-deux localités.

Plusieurs personnalités politiques, dont deux ministres du gouvernement Barak, Itzhak Levy, du Parti national religieux, et Nathan Chtharansky, du parti russophone Israel Be Alya, étaient présents, relégués sur une tribune, sans droit de parole. Le Comité des habitants du Golan, organisateur d'une manifestation parmi les plus importantes de ces dernières années, avait en effet tenu à dépolitiser au maximum un mouvement dont la revendication, pense-t-il, risque de pâtir du soutien des colons de Cisjordanie, nettement plus marqués à droite.

Lundi, le premier ministre israélien et son partenaire, le ministre syrien des affaires étrangères, Farouk Al Chara, s'apprêtaient à rentrer chez eux. Revenu en Israël quelques heures plus tôt, le ministre des affaires étrangères, David Lévy a considéré que les pourparlers avaient permis des « clarifications » mais guère d'« avancées » significatives, lesquelles, a-t-il ajouté, devront attendre « la prochaine étape », prévue le 19 janvier. Le côté israélien en rend notamment responsable l'absence de marge de manœuvre du négociateur syrien qui, avant toute décision, doit

chaque fois en référer au président Hafez El Assad resté à Damas.

Pour Bill Clinton, en revanche, le bilan est moins abrupt : Israéliens et Syriens « ont bien déblayé le terrain » a estimé, lundi, le président américain devant des journalistes à la Maison Blanche, utilisant les termes de « franchise » et d'« ouverture » pour qualifier des entretiens où les partenaires sont allés « pour la première fois au fond de leurs divergences ».

De ces dernières, on a désormais une bonne idée grâce à un docu-

mentalement, il n'a pas été récusé. Sous réserve de ces changements, il offre donc une perspective d'ensemble convenable des sujets aujourd'hui au centre de la négociation.

### LA QUESTION DES FRONTIÈRES

Quatre grands chapitres constituent l'essentiel des discussions : les frontières, les mesures de normalisation entre voisins, la sécurité et l'eau. En ce qui concerne les frontières, les Syriens demandent un retrait israélien du Golan et un repli

La Syrie se dit prête à nouer des relations pacifiques normales entre pays voisins, à échanger « des relations diplomatiques et ouvrir les frontières après le retrait », mais refuse de conclure « des accords qui lui imposeraient une normalisation » avec Israël, des « relations de paix chaleureuses revenant aux peuples » des deux pays. Israël pour sa part demande « l'ouverture des frontières et l'échange d'ambassades dès le début du retrait » et « lie les étapes du retrait à celles de la "normalisation" ». L'Etat juif veut des mesures de coopération volontaristes, notamment dans les domaines économique, touristique, scientifique et éducatif.

Les deux parties sont d'accord pour la mise en œuvre de mesures de sécurité réciproques qui devraient se traduire par la démilitarisation des zones contiguës de part et d'autre de la frontière. La Syrie insiste pour que ces mesures soient strictement « équilibrées » et « parallèles », alors qu'Israël fait état de l'étroitesse de son territoire pour exiger à son profit des avantages unilatéraux, notamment une station d'alerte sur le Golan et sur le mont Hermon, et le retrait de l'armée syrienne à l'Est de Damas, ce que refuse la Syrie. Un déploiement militaire étranger – vraisemblablement américain – pour servir de force-tampon, est évoqué des deux côtés.

La Syrie qui, après le départ des Israéliens, envisage de repeupler le Golan avec une population estimée à 500 000 personnes a un intérêt tout particulier à se réapproprier le contrôle de l'eau du Golan. Damas insiste donc pour ne rien décider en la matière tant que les problèmes des frontières ne seront pas réglés. De même Israël, dont un tiers de la consommation en eau vient du Golan, demande à maintenir son contrôle sur ses sources d'approvisionnement.

Georges Marion

## Retard dans le calendrier des négociations israélo-palestiniennes

Pour tenter de montrer que le dossier syrien ne se traite pas à leur détriment, le premier ministre israélien, Ehoud Barak, dès son retour en Israël, mardi 11 janvier, devrait accélérer les négociations avec les Palestiniens. Ces derniers, qui ne sont guère rassurés, seraient désormais déterminés à aller au plus vite.

Il est cependant vraisemblable que l'accord-cadre israélo-palestinien, prévu initialement pour le 15 février, ne sera pas prêt, mais une solution intermédiaire pourrait être trouvée sous la forme d'un document de travail à ratifier lors d'un sommet américano-israélo-palestinien, le 15 février, aux Etats-Unis. La signature de l'accord-cadre serait reportée au mois d'avril.

ment révélé dimanche par *Al Hayat*, quotidien arabophone édité à Londres. Contre toute attente, on le doit aux Syriens, réputés ordinairement peu causants, mais qui ont pourtant diffusé l'un des principaux documents de la négociation : la liste des sujets en cours de discussions entre les deux parties, avec leurs points d'accord et de désaccord ainsi que les zones d'un possible compromis. Le contenu a été discuté par la partie israélienne, qui, après un ferme protestation contre une fuite qui « ne facilite pas les discussions », a fait valoir que les choses avaient sensiblement évolué depuis la rédaction du document publié par *Al Hayat*. Mais, fonda-

sur les lignes du 4 juin 1967, lorsque les hostilités ont commencé. Mais Damas reconnaît également que ces lignes ne constituent pas une réelle frontière et se dit prêt à coopérer avec des géographes et des militaires pour en tracer une nouvelle. Les Israéliens, quant à eux, accepteraient de se replier jusqu'à la frontière de 1923, la seule pour le moment internationalement reconnue, qui leur laisse le contrôle des affluents du Jourdain.

Plus généralement, les Israéliens, dont le Golan constitue la principale carte d'échange, refusent de se prononcer sur la question des frontières avant un accord sur les autres sujets.

# Turkey Puts Execution Of Ocalan On Hold

Compiled by Our Staff From Dispatches

ANKARA — In compliance with a European court request, Turkey's coalition government on Wednesday decided to put the death sentence against Abdullah Ocalan, the Kurdish rebel leader, on hold.

The far-right Nationalist Action Party, which has pressed for Mr. Ocalan's hanging, agreed to wait for the European Court of Justice to review Mr. Ocalan's appeal before sending it to the Turkish Parliament for debate.

But Prime Minister Bulent Ecevit warned that execution could be imminent. "If the rebel organization and its supporters attempt to use this process against the high interests of the state, then the process of delaying will be halted and the process of execution will be started immediately," Mr. Ecevit said.

His warning to the rebel group was an apparent attempt to appease his nationalist partner and relatives of thousands of people who lost their loved ones in fighting against the rebels, who are

seeking autonomy in the Southeast.

The decision to put the execution on hold followed a seven-hour meeting between Mr. Ecevit and his two coalition partners. The Ocalan issue is widely seen as the first real threat to the unity of the left-right coalition, which is widely credited with giving Turkey its most stable government in years.

Mr. Ecevit had warned that failing to comply with the European request would seriously damage Turkey's recently improved relations with the European Union. The prime minister has argued that hanging Mr. Ocalan without waiting for the European court's decision would seriously harm Turkey's prospects of ever becoming a member of the European Union. "The dossier will be sent to Parliament urgently once the process stemming from Turkey's international obligations end," Mr. Ecevit said in reference to the result of Mr. Ocalan's appeal.

Mr. Ocalan was condemned to hanging in June by a Turkish court. The European Court of Justice has asked Turkey not to execute Mr. Ocalan until it reviews the case, which could take up to two years. Mr. Ecevit said, however, that the death sentence could not be overruled. He also made clear that Turkey would not wait for a long time. "This decision does not mean that we will agree for a delay under any condition that will last forever," Mr. Ecevit said.

The nationalists came to power on a campaign promise to execute Mr. Ocalan and are under pressure from their electorate to immediately send the Kurdish rebel's case to Parliament for approval. Mr. Ecevit fears that hanging Mr.

Ocalan could anger the Kurdish rebel group and revive violence in Southeastern Turkey. There has been a relative lull in fighting in the mainly Kurdish south-east since Mr. Ocalan's rebels announced a cease-fire in August.

"The execution would cause more tension in Turkey and would not be good for Turkey's society and industry," said Wolfgang Peukart, an official of the European court, at a meeting in Ankara. Mr. Peukart said he believed Turkey would wait for the European ruling.

Grassroots supporters of the Nationalist Action Party, headed by Devlet Bahçeli, are pushing hard for Mr. Ocalan's execution. On Wednesday, hundreds gathered in Ankara at the funeral of soldiers killed in clashes with rebels Sunday. They booed President Suleyman Demirel — who favors waiting for the European court's ruling — calling him a "traitor."

"Do not bargain on the blood of our martyrs!" they shouted before marching in central Ankara. They called on the government to resign. Kurds also have voiced their concern. On Tuesday, 37 elected mayors of Turkey's only legal political Kurdish movement, the People's Democracy Party, urged the leaders not to hang him.

Turkey has not executed anyone since 1984. European countries, have all abolished the death penalty and are urging Turkey to do the same.

Mr. Ocalan's Kurdistan Workers Party announced a cease-fire and withdrawal from Turkey in August, but fighting has continued in the Southeast.

(AP, AFP, Reuters)

# Iraq Agrees to an Inspection by Atomic Agency Team

By Barbara Crossette  
New York Times Service

UNITED NATIONS, New York — Iraq said Wednesday that it would allow a team of inspectors from the International Atomic Energy Agency to visit the country next week to check its uranium stockpiles, ending a month-long standoff between the agency and the government of President Saddam Hussein.

The inspections will be the first by any outside agency concerned with clandestine weapons programs to take place in Iraq since December 1998, when inspectors for the agency, which is based in Vienna, were withdrawn in advance of American and British bombing raids, along with the inspectors of Unscm, who monitored biological, chemical and missile programs.

The new inspections are not related, however, to the monitoring systems imposed on Iraq after the 1991 Gulf War. The inspections next week are related solely to the 1968 nuclear nonproliferation treaty, which Iraq signed and which demands annual inspections of materials that could be used to

make nuclear weapons.

Iraq has 1.8 tons of low-enriched uranium and 13 tons of natural uranium. Both could be transformed into bomb-grade material with the right equipment.

By refusing visas to the International Atomic Energy Agency team, Iraq had put itself in violation of the treaty.

But Iraq's decision to give a green light to the agency team is not totally unrelated to efforts here to resume other UN arms inspections. This week, Secretary-General Kofi Annan is expected to name a chief arms inspector for the new monitoring commission created in December by the Security Council to replace Unscm — the United Nations Special Commission — which had been unable to return to Iraq after the American-led bombing. Its executive chairman, Richard Butler, resigned last year.

As the new inspection system begins to take shape, Iraq is finding little diplomatic support in its threats to defy monitoring. Although Russia, China, France and Malaysia abstained in the voting for the new surveillance and disarmament panel, to be known as the United Nations Monitoring, Verification and Inspec-

tion Commission, neither Russia nor China was prepared to veto the plan, as the Iraqis had hoped.

In recent weeks, the Russians have been very active in persuading the Iraqis to end their defiance of the monitoring agency, a senior European diplomat said. Furthermore, on a visit to China this week, the Iraqi deputy prime minister, Tariq Aziz, apparently did not receive much encouragement as a long diplomatic battle to force Iraqi compliance with new inspections began.

The Security Council has yet to agree on the choice of a new chief arms inspector, a process on which members are consulted by Mr. Annan as he makes his decision. Several lists of candidates have come and gone, and sometimes come again. There has been some speculation this week that Mr. Annan may try to recall Rolf Ekeus, the Swedish diplomat and arms control expert who created Unscm in 1991 and led it until 1996. Mr. Ekeus is now Sweden's ambassador to the United States.

Mr. Annan is likely to name his candidate on Friday, officials and diplomats say. The deadline set by the Security Council is Sunday.

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, THURSDAY, JANUARY 13, 2000



## Le sursis accordé à Ocalan a "soulagé" la Turquie (Demirel)

ANKARA, 13 jan (AFP) - 13h29 - Le sursis à exécution que le gouvernement turc a accordé au chef rebelle kurde Abdullah Ocalan est "juste" et a "soulagé" la Turquie, a déclaré jeudi le président turc Suleyman Demirel.

"Un Etat ne peut prendre une décision basée sur la vengeance et la haine, c'est une décision importante", a-t-il dit devant la presse.

M. Demirel a ajouté que la Turquie devait prendre des décisions visant à son union et non à sa division. "Tout le monde doit contribuer à la paix", a-t-il dit.

Le Premier ministre Bulent Ecevit a annoncé mercredi, à l'issue d'un sommet avec ses partenaires de la coalition tripartite, que le gouvernement suspendait pour l'instant le processus d'exécution d'Ocalan.

La Cour européenne des droits de l'Homme avait demandé à la Turquie de surseoir à l'exécution jusqu'à ce qu'elle ait pris une décision sur le fond, ce qui peut prendre jusqu'à deux ans.

Ocalan a été condamné à mort en juin pour trahison et séparatisme pour les 15 ans de lutte armée de son Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK) visant à créer un Etat kurde indépendant dans le sud-est anatolien. La sentence est devenue définitive le 30 décembre.

La peine de mort existe en Turquie mais n'a pas été appliquée depuis 1984.

---

## Les Turcs divisés sur le sursis accordé à Ocalan



ANKARA, 13 jan (AFP) - 13h52 - L'opposition turque a tiré jeudi à boulets rouges contre le gouvernement qui a décidé la veille d'accorder un sursis à exécution au chef rebelle kurde Abdullah Ocalan, décision saluée par des juristes, des défenseurs des droits de l'Homme, les médias et ses avocats.

"C'est une décision totalement illégale", a estimé Turhan Guven, l'un des dirigeants du parti de la juste Voie (DYP, centre-droit), cité par l'agence Anatolie.

Le gouvernement de coalition tripartite dirigé par Bulent Ecevit a décidé mercredi de surseoir pour l'instant à l'exécution du chef du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK), en réponse à une demande de la Cour européenne des droits de l'Homme.

M. Ecevit a averti qu'"il sera mis fin à ce sursis" et que "le processus d'exécution commencera immédiatement" si le PKK et ses sympathisants "manipulent notre décision au détriment des intérêts supérieurs de la Turquie".

Le dossier d'Ocalan ne sera donc pas envoyé au parlement, qui décide en dernier ressort de toute peine capitale.

"Le gouvernement n'a pas la moindre autorité pour prendre une décision sur le dossier Ocalan. Il doit être envoyé au parlement", a dit M. Guven.

Le parti de la Vertu (Fazilet), opposition islamiste, a accusé le parti de l'Action nationaliste (MHP, extrême droite), membre de la coalition, d'avoir violé les promesses faites à son électorat.

Le MHP de Devlet Bahçeli avait fait campagne lors des législatives d'avril pour une pendaison d'Ocalan, devenant le deuxième groupe au parlement.

"Les gens ont été trompés depuis le début. Maintenant, ils (le gouvernement) seront incapables d'expliquer leur décision au peuple", a souligné l'un des leaders du Fazilet, Bulent Arinc.

Un avocat des familles des soldats tués dans le sud-est lors des combats avec le PKK a jugé la décision "contraire aux intérêts de la Turquie. "Elle assombrit la consciences des proches des martyrs", a dit Mehdi Keskin.

Le soutien du MHP à la décision de sursis a apparemment entraîné une division au sein du parti.

"Nous étions convenus que le dossier d'Ocalan serait envoyé au parlement, mais apparemment, M. Bahçeli n'a pas réussi à convaincre M. Ecevit", a regretté le ministre d'Etat Sadi Somuncuoglu, cité jeudi par le journal populaire Sabah.

En revanche, le président Suleyman Demirel a trouvé "juste" la décision du gouvernement, soulignant qu'elle "a soulagé la Turquie".

Il a indiqué que la Turquie devait prendre des décisions visant à son union et non à sa division. "Tout le monde doit contribuer à la paix", a-t-il ajouté.

"La décision est conforme au droit", a jugé le président de la Cour de cassation Sami Selcuk.

"La décision est positive et conforme au droit", a déclaré à l'AFP Me Dogan Erbas, l'un des défenseurs d'Ocalan.

L'association des droits de l'Homme (IHD) de Turquie s'est félicitée de la décision, y voyant le signe que le gouvernement est déterminé à placer le droit au-dessus de tout intérêt politique.

La plupart des éditorialistes de la presse écrite ont approuvé la décision.

Ocalan a été condamné à mort en juin pour trahison et séparatisme pour les 15 ans de lutte armée du PKK visant à créer un Etat kurde indépendant dans le sud-est anatolien. La sentence est devenue définitive le 30 décembre.

La peine de mort existe en Turquie mais n'a pas été appliquée depuis 1984.



## Soulagement et colère en Turquie après le sursis accordé à Öcalan

13 janvier 2000,

ANKARA (AP) -- L'unique parti kurde autorisé en Turquie et les associations de défense des droits de l'Homme ont salué jeudi la décision de la coalition au pouvoir de suspendre l'exécution du leader autonomiste kurde Abdullah Öcalan.



A l'inverse, les proches des soldats tués dans des affrontements avec les combattants kurdes ont manifesté leur indignation. Deux hommes ont tenté de s'immoler par le feu lors d'un rassemblement de protestation qui a réuni une centaine de personnes au cimetière Edirnekapi d'Istanbul où reposent des militaires turcs. Les deux hommes se sont aspergés d'essence avant de mettre le feu à leurs vêtements. Les autres manifestants et les équipes de télévision se sont alors précipités pour leur porter secours. Selon la chaîne de télévision turque privée NTV, les deux hommes, grièvement brûlés, ont été hospitalisés.

Le Premier ministre turc Bulent Ecevit a réussi à convaincre les partenaires de sa coalition dont le Parti d'action nationaliste (MHP) d'attendre l'avis de la Cour européenne des droits de l'Homme avant d'adresser la demande d'exécution au Parlement. Ce sursis permet à la Turquie de ne pas compromettre ses chances d'intégrer l'Union européenne. "Cette décision est un soulagement pour le pays", a commenté jeudi le président turc Suleyman Demirel.

Le chef du parti kurde, Ahmet Turan Demir, a déclaré que ce sursis allait "contribuer au mouvement vers la paix et la démocratie", tandis que le président de l'Association pour les droits de l'Homme, un organisme indépendant, Ousnu Ondul, estimait qu'il "est temps d'éliminer l'atmosphère de violence et de cesser d'utiliser les armes à des fins politiques".

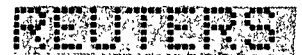
La Turquie n'a procédé à aucune exécution depuis 1984. Mais une partie de la population garde un fort ressentiment contre Öcalan, tenu par les nationalistes responsable du lourd bilan -estimé à 37.000 morts- de la lutte pour l'autonomie du Kurdistan menée par les groupes armés kurdes depuis 15 ans en Turquie. "Qui va payer pour le sang qui a été versé", demandait jeudi le quotidien "Milli Gazete", proche de l'opposition islamique.

Bulent Ecevit a tenté d'amadouer ses partenaires nationalistes en lançant une mise en garde aux autonomistes kurdes. "Si l'organisation rebelle et ses partisans tentent d'utiliser ce processus contre les intérêts élevés de l'Etat, alors le processus de suspension sera interrompu et le processus d'exécution commencera immédiatement".

L'examen de l'affaire par la Cour européenne des droits de l'Homme pourrait prendre jusqu'à deux ans. Alors que la peine de mort n'est en vigueur dans aucun pays de l'UE, l'instance européenne devrait se prononcer contre l'exécution du fondateur du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK) condamné à la pendaison en juin dernier.

---

## Öcalan - Le Conseil de l'Europe félicite la Turquie



STRASBOURG, 13 janvier - Le Conseil de l'Europe a félicité jeudi le gouvernement turc pour sa décision de surseoir à l'exécution du leader indépendantiste kurde Abdullah Öcalan, dans l'attente d'un arrêt de la Cour européenne des droits de l'homme.

"Nous félicitons le gouvernement turc de sa décision de surseoir provisoirement à l'exécution d'Abdullah Öcalan. C'est une décision courageuse, qui conforte tous ceux qui travaillent en faveur de l'abolition de la peine de mort en Europe", déclarent dans un communiqué commun Lord Russell-Johnston, président de l'assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, et Walter Schwimmer, secrétaire général de l'organisation.

"Nous espérons que cela constitue un premier pas vers l'abolition définitive de la peine de mort. Nous sommes confiants que cette décision sera appréciée à sa juste valeur dans le processus de rapprochement de la Turquie vers l'Union européenne", ajoutent-ils.

La Cour européenne des droits de l'homme avait demandé le 30 novembre 1999 à la Turquie de surseoir à l'exécution d'Abdullah Öcalan, dans l'attente d'un examen de la requête introduite devant elle par les avocats du chef du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan).

La procédure devant la Cour, qui dépend du Conseil de l'Europe et siège à Strasbourg, peut durer plusieurs années. /GR/HF



---

## Öcalan - La France juge "bienvenue" la décision de la Turquie

PARIS, 13 janvier - Le gouvernement français a jugé jeudi "importante et bienvenue" la décision du gouvernement de coalition turc, qui a sursis mercredi à l'exécution du dirigeant séparatiste kurde Abdullah Öcalan, jusqu'à ce que la Cour européenne des droits de l'homme ait statué sur son cas.

Cette décision "va dans le sens des attentes européennes, notamment pour le renforcement de la protection des droits de l'homme en Turquie", a déclaré le porte-parole du ministère des Affaires étrangères.

L'Union européenne avait demandé à la Turquie de surseoir à la pendaison du chef du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan), le temps qu'elle se prononce sur l'appel déposé par les avocats d'Öcalan, qui font valoir que la peine de mort est une atteinte au droit européen. La procédure d'appel pourrait prendre jusqu'à 18 mois. /HF

# Le gouvernement turc décide de surseoir à l'exécution d'Abdullah Öcalan

Les relations avec l'Union européenne ont repris et les combats avec les rebelles kurdes sont plus rares. Le chef du PKK est considéré comme plus utile vivant que mort par les autorités d'Ankara

LE MONDE / VENDREDI 14 JANVIER 2000

## ISTANBUL

de notre correspondante

Il aura fallu plus de sept heures de discussions, mercredi 12 janvier, pour que les trois partenaires de la coalition gouvernementale parviennent à se mettre d'accord : le dossier Abdullah Öcalan, chef du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), ne sera pas soumis, pour l'instant, à l'Assemblée nationale. Cette dernière devait se prononcer sur l'exécution du leader kurde, condamné à mort pour terrorisme. Le premier ministre, Bülent Ecevit, a annoncé, dans la soirée de mercredi, que la Turquie avait décidé d'attendre l'avis définitif de la Cour européenne des droits de l'homme, qui devrait être annoncée dans environ un an.

Le sort d'Abdullah Öcalan menaçait de diviser la coalition au pouvoir, à un moment où la Turquie, qui vient de signer un accord de « stand-by » avec le Fonds monétaire international (FMI), tente de relancer son économie et de réduire l'inflation par un programme d'austérité strict qui nécessite un gouvernement fort et uni. L'exécution d'Öcalan aurait également eu des retombées très négatives sur les relations avec l'Union européenne,

qui ont repris leur essor depuis le sommet d'Helsinki en décembre 1999. Le dirigeant du Mouvement d'action nationaliste (MHP) – le second parti au sein de la coalition – est pris entre deux feux : son chef, Devlet Bahçeli, subit la pression des sympathisants du parti, qui souhaitent que la Turquie ignore l'opinion publique internationale et pende rapidement le dirigeant kurde ; c'est en partie pour avoir fait cette promesse que le MHP a remporté un succès électoral en avril 1999. Mais, d'autre part, le dirigeant du MHP – un homme taciturne dont le style sobre contraste avec celui des Loups gris, l'extrême droite d'antan –, ne pouvait guère risquer de mettre en jeu la survie du gouvernement le plus stable qu'ait connu le pays depuis plusieurs années.

## BON SENS

Le bon sens a donc prévalu : le premier ministre craignait que la ferveur nationaliste ne fasse oublier les intérêts réels du pays si le dossier était soumis à l'Assemblée nationale, où un débat enflammé était attendu. Le dossier restera donc pour l'instant entre ses mains.

Le gouvernement n'a pas pour autant renoncé définitivement à

exécuter Abdullah Öcalan. La décision finale n'est qu'ajournée jusqu'au verdict de la Cour de Strasbourg. Le gouvernement s'est également réservé le droit de changer d'avis entre-temps si le report était utilisé par les rebelles kurdes à des fins politiques ou s'ils relançaient la lutte armée.

La mort de six soldats, tombés dimanche dans une embuscade tendue par des guérilleros kurdes qui avaient refusé d'accepter l'appel à la paix d'Abdullah Öcalan et quitté le PKK, a ranimé la ferveur nationaliste et la colère de la population turque. Jusqu'à présent, le chef kurde semblait avoir maintenu, du fond de sa cellule, son autorité sur les rebelles du PKK, qui ont, dans l'ensemble, respecté son cessez-le-feu unilatéral.

Bien que les autorités, civiles et militaires, aient toujours rejeté les appels à la paix lancés par Abdullah Öcalan, elles admettent que les affrontements armés ont diminué de façon marquée au cours des mois écoulés. Le gouvernement semble être arrivé à la conclusion que, dans l'immédiat, Abdullah Öcalan est plus utile vivant que mort.

Nicole Pope

13 January 2000, Copyright © Turkish Daily News

## Ocalan saved for now, but...

- Ecevit says it is Turkey's international obligation to wait for the results of Ocalan's appeal to the European Court of Human Rights but warns that Ankara won't let the process be exploited in a manner that may hurt its interests

Ankara - Turkish Daily News

Meeting behind closed doors for over seven-and-a-half hours, the leaders of Turkey's Nationalist Motherleft coalition government decided on Wednesday to "conditionally" abide by a European Court of Human Rights demand to stay the execution of the country's number-one public criminal until after the European court hands down a verdict on the case.



Prime Minister Bulent Ecevit said the European Court of Human Rights has no power to change the rulings of Turkey's courts, but acting with the awareness that Turkey needs to comply with its international obligations, the leaders of the coalition government have agreed to "temporarily stay" the process on the execution of Ocalan.

The prime minister, however, warned that if this appeals process was exploited in a manner that could hurt Turkey's interests, the three coalition leaders would meet again and review their decision.

Abdullah Ocalan, the chieftain of the separatist Kurdistan Workers' Party (PKK), was condemned to death by hanging in June by the Ankara State Security Court (DGM). The European Court has asked Turkey not to execute Ocalan until it reviews the case, which could take up to two years.

The summit of the leaders of coalition parties, Prime Minister Bulent Ecevit of the Democratic Left Party (DSP), Deputy Premier and Nationalist Movement Party (MHP) leader Devlet Bahçeli and liberal Motherland Party (ANAP) leader Mesut Yılmaz, started only hours after a funeral ceremony few hundred meters away from the Prime Ministry for the soldiers killed in clashes with separatist terrorists Sunday.

Justice Minister Hikmet Sami Turk, Foreign Minister Ismail Cem and the state minister responsible for human rights and relations with Europe, Mehmet Ali İrtemçelik, also attended the meeting.

Whether or not to abide by the European Court of Human Rights appeal to stay Ocalan's execution was a difficult decision for the tripartite coalition government of Ecevit, a professed opponent of the death penalty.

Tension building between Ecevit's DSP and the MHP of Deputy Prime Minister Bahçeli, which under heavy grassroots pressure had demanded swift punishment of the separatist chieftain, had been pushing the seven-month-old coalition government towards the make-or-break point for the past two weeks.

There has been widespread speculation in Ankara political circles over the past few days that the MHP was calculating the pros and cons of remaining in the coalition government, which had offended MHP supporters on two major issues: the failure to lift the ban on Islamic-style headscarves in universities and the decision to stay the execution of Ocalan.

There were even claims in the media that, trying to make the best use of the chill between Ecevit and Bahçeli over Ocalan's execution, the Islamist Virtue Party (FP) offered to form a coalition with the MHP and the center-right True Path Party (DYP) of Tansu Ciller and bring Ocalan's case to Parliament. FP leader Recai Kutan denied the reports on Wednesday.

Ecevit has been stating that it was Turkey's international obligation to wait for the result of Ocalan's appeal to the European Court of Human Rights. The prime minister wanted to keep the issue from reaching Parliament, which could approve the death penalty.

Bahçeli, on the other hand, has been pressing for Ocalan to be hanged while carefully avoiding making a clear-cut statement as to whether or not he would oppose a delay.

Grassroots supporters of Bahçeli's party are pushing hard for Ocalan's execution. Hundreds gathered in Ankara on Wednesday at the funeral of soldiers killed in clashes with rebels last Sunday.

"Don't bargain with our martyrs!" a crowd of 100 relatives of slain soldiers chanted. The group marched towards the Prime Ministry, calling on the government to resign, but was prevented from approaching the building.

Ecevit has also been arguing that hanging Ocalan without waiting for the European court's decision would seriously harm Turkey's prospects of ever becoming a member of the European Union.

"The execution would cause more tension in Turkey and would not be good for Turkish society and industry," stated European court official Wolfgang Peukart at a meeting in Ankara. Peukart said he believed Turkey would wait for the European ruling but admitted that "theoretically" the European court rulings were not "legally" binding on member countries.

Leaders were also expected to discuss a constitutional amendment for the extension of President Suleyman Demirel's term in office. Turkey's Constitution allows presidents to only serve one seven-year term. Ecevit believes that extending Demirel's mandate would contribute to the country's stability.

Analysts say the coalition leaders realize that Turkey cannot afford a government crisis, as the country has launched an ambitious economic package to decrease chronic inflation and the government has promised widespread reforms to comply with European Union standards.

## **Kurdish rebel leader Ocalan at the mercy of the PKK**

13 Jan 2000 Agence France-Presse

ISTANBUL - Kurdish rebel leader Abdullah Ocalan woke Thursday to find his fate in the hands of his own comrades, after Ankara suspended his execution on the condition that his rebels not step out of line.

In response to a demand from the European Court of Human Rights and under pressure from the European Union, the three-party governing coalition decided Wednesday to conditionally suspend the execution of Ocalan, the leader of the separatist Kurdistan Workers' Party (PKK) who was condemned to death in June for treason and separatism. But he warned that the suspension could be lifted promptly. "We have agreed that if the terrorist organization (PKK) and its supporters attempt to use this decision against the high interests of Turkey, the suspension will end and the execution process will immediately begin," Ecevit said.

Ecevit made his comments after a seven-hour coalition summit Wednesday, during which he succeeded in persuading Devlet Bahçeli of the National Action Party (MHP) to comply with a request by the European Court of Human Rights for a stay of execution until it has ruled on the case. According to observers, the warning to the PKK was attached primarily to allay the MHP's suspicions that the government might be selling out to the rebels, who launched a policy of "peace and reconciliation" after their leader's capture last year.

"The government's decision is a serious warning to the PKK," the *Hurriyet* daily said. "The price of any immoderation will be Ocalan's life." Ankara's ultimatum could indeed spell doom for Ocalan, whose previously ultra-loyal following within the PKK has dwindled in recent weeks.

The PKK central committee itself last week admitted that its call for a withdrawal of all rebel troops from Turkish soil was being ignored by at least two armed rebel units, who had chosen to stay on and fight in Turkey. "These people are no longer linked to our group," the central committee said. "The party is no longer responsible for their lives or what they may do in the future." Two days later, six Turkish soldiers were killed in a rebel attack in the province of Tunceli, the first such attack after months of relative quiet in the former war zone in southeastern Anatolia.

According to Turkish intelligence sources, a split in the PKK is also emerging at its seventh party congress, which is currently being held at a secret location in Iran or Iraq. The meeting was called to discuss and implement the PKK leader's appeal to transform the rebel organisation into a legal political party.

Supporters of Ocalan's call for an end to the armed campaign for Kurdish autonomy are reportedly at odds with the advocates of a continued struggle. Unrest is also growing in the ranks of the Kurdish diaspora in Europe, where a group of PKK dissidents recently formed an opposition group named "Kurdish Initiative in Europe" and accused the PKK of selling out to Turkey in order to save Ocalan's life.

"Ocalan's statements and those of the PKK leadership council have only one aim: to save Ocalan's life," the group said in a statement sent to AFP in Paris and whose authenticity was confirmed by a former PKK official. A pull-out from Turkey and an end to the armed struggle could come only after negotiations with Turkey and a settlement agreed by both parties to the conflict, the former PKK members said.

For this reason, the group had chosen to shift its support to Hamili Yildirim, identified as the commander of the rebel forces in Tunceli province, the statement said.

Turkish authorities in the emergency rule region were not yet certain on Thursday whether last week's attack on their troops was indeed carried out by renegade PKK fighters.

But after Wednesday's government decision, such actions by PKK dissidents could send Abdullah Ocalan to the gallows.

\* \* \* \* \*

## Ecevit veut satisfaire

LE WEB DE  
**l'Humanité**

### **l'Europe en sauvant ôcalan**

13 Janvier 2000

Le chef du gouvernement turc en a longuement débattu hier avec ses partenaires. La présidence portugaise met en garde Ankara contre une exécution du chef du PKK.

Le premier ministre turc, Bulent Ecevit, a réuni hier les deux principaux partenaires de sa coalition gouvernementale : Devlet Bahçeli, chef du parti de la droite ultranationaliste MHP (Parti de l'action nationaliste), et Mesut Yilmaz, chef du parti libéral de la Mère patrie (ANAP). Tous trois devaient se prononcer sur une question épineuse et d'importance pour l'avenir de la Turquie : que faire du chef du Parti des travailleurs du Kurdistan, Abdullah ôcalan, condamné à mort par la Cour de sûreté de l'Etat d'Ankara en juin dernier ?

Une condamnation confirmée depuis lors en appel et en cassation, mais dont la Cour européenne de Strasbourg, saisie par les avocats d'ôcalan, a demandé à la Turquie de suspendre l'exécution.

Au moment où Ankara vient d'obtenir, au sommet européen d'Helsinki, le statut de candidat à l'Union européenne, ne pas répondre aux appels répétés des dirigeants européens serait sans aucun doute un acte lourd de conséquences. La présidence portugaise de l'Union européenne a déclaré hier que " la volonté d'ouverture montrée par l'Union européenne face à la Turquie a comme condition implicite que la Turquie devra avoir une attitude raisonnable sur la question de la peine de mort ". " On partirait mal dans ces efforts de rapprochement si la Turquie prenait des mesures qui pourraient aller contre les principes de l'UE ", a ajouté le ministre portugais des Affaires européennes Francisco Seixas da Costa à l'issue d'un entretien avec son homologue français Pierre Moscovici.

C'est parce qu'il en est conscient que Bulent Ecevit, chef du parti social démocrate CHP, mène depuis plusieurs mois déjà une campagne résolue en faveur de la non-exécution d'ôcalan. Outre le fait qu'il est lui-même - et depuis fort longtemps - opposé à la peine de mort, M. Ecevit met en avant la nécessité pour la Turquie, si elle veut vraiment intégrer un jour l'Union européenne de se conformer aux normes européennes : tous les pays membres de l'Union ont aboli la peine capitale dans leur législation.

" Une réalité de notre temps est que le droit devient de plus en plus global, déclarait-il encore hier, juste avant la rencontre avec ses alliés. Nous devons nous y conformer. En Turquie, la peine capitale existe, mais n'est pas appliquée depuis 16 ans. Nous devons nous débarrasser de cette peine qui est en contradiction avec nos ambitions en Europe. "

Mesut Yilmaz, chef du parti libéral partage ce point de vue. C'est donc du troisième homme de la coalition que vient le problème. Devlet Bahçeli, chef du Parti d'action nationaliste, n'a jamais été un tendre. C'est lui qui, dans sa jeunesse, a créé les fameux " Loups gris ", milice armée des jeunes fascistes du parti d'Aslan Turks. Certes, depuis qu'il a pris la succession et rénové le parti, l'ancien Loup gris a coupé ses moustaches et limé ses griffes. Il affiche même un ton civilisé. Mais pas au point d'admettre que les Kurdes aient le moindre droit en Turquie. D'ailleurs, sa base continue d'exiger qu'on utilise à leur égard la seule loi du plus fort et réclame avec acharnement la tête d'ôcalan. Elle manifestait bruyamment hier dans les rues d'Ankara en exigeant qu'on le pendre, et vite.

Abdullah ôcalan, depuis sa prison de l'île d'Imrali, avait appelé il y a quelques jours les dirigeants turcs à concentrer leur attention sur les revendications de la population kurde plutôt

que sur la question de savoir s'il convient ou non de l'exécuter : " Le problème, regrettait-il dans son communiqué, a été réduit à une seule question : allons nous le pendre ou non. Ils ont même convoqué un sommet sur mon sort. Mais je les mets en garde : une tragédie pourrait se produire si une solution n'est pas trouvée. " " Le PKK, avait-il ajouté, peut être éliminé, mais cela ne réglerait pas la question kurde. Et, de toute façon, le PKK n'est pas encore fini. "

Dans une déclaration publiée vendredi par le journal pro-kurde Ozgur Bakis, ce dernier a mis en garde le gouvernement turc contre une exécution qui ne servirait qu'à " saboter " ses " efforts de paix ". " Nous appelons les dirigeants turcs à ne pas permettre l'émergence d'une attitude négative qui apporterait le désastre au peuple turc ", indique le PKK, qui a cessé le combat à la fin de l'année dernière. Et il ajoute : " La vengeance aura pour réponse une attitude similaire. "

Françoise Germain-Robin

---

### Sursis à Ocalan: Trois personnes tentent de s'immoler



ISTANBUL, 13 jan (AFP) - 14h56 - Trois personnes, dont une femme, ont tenté de s'immoler par le feu jeudi à Istanbul pour protester contre la décision du gouvernement turc d'accorder un sursis à exécution au chef rebelle kurde Abdullah Ocalan, a rapporté l'agence Anatolie.

Les trois personnes se sont aspergées d'essence et y ont mis le feu lors d'une manifestation au cimetière militaire d'Edimekapi organisée par une association de soutien aux familles des " martyrs ", les soldats tués dans le sud-est lors des combats avec le parti des Travailleurs du Kurdistan d'Ocalan, a précisé l'agence.

Les trois personnes, qui souffrent notamment de blessures aux jambes, ont été hospitalisées par la police, alors qu'une trentaine de manifestants scandaient des slogans contre le gouvernement et le PKK, selon des images diffusées par la chaîne d'informations NTV.

Mardi, un homme avait tenté de s'immoler en plein centre d'Ankara pour réclamer l'exécution d'Ocalan

Le Premier ministre Bulent Ecevit a annoncé mercredi, au terme d'un sommet avec ses partenaires de la coalition tripartite, que le gouvernement suspendait pour l'instant le processus en vue de l'exécution d'Ocalan.

La Cour européenne des droits de l'Homme avait demandé à la Turquie de surseoir à l'exécution jusqu'à ce qu'elle ait pris une décision sur le fond, ce qui peut prendre jusqu'à deux ans.

Ocalan a été condamné à mort pour trahison et séparatisme en juin.

Le PKK a lancé en 1984 une lutte armée pour la création d'un Etat kurde indépendant dans le sud-est anatolien à majorité kurde. Les violences liées à cette rébellion ont fait quelque 36.500 morts, selon un bilan officiel.

---

### Abdullah Ocalan appelle Turcs et Kurdes à faire la paix

14 janvier 2000

ANKARA (AP) -- Le dirigeant kurde Abdullah Ocalan, dont la condamnation à mort a été suspendue, a appelé Ankara à profiter de ce répit pour entamer des négociations de paix avec les Kurdes.

La Turquie avait décidé mercredi soir de suspendre son exécution pour attendre l'avis de la Cour européenne des droits de l'Homme.

" Les différentes parties ne devraient prendre cela ni comme une défaite ni comme une victoire ", a déclaré Ocalan dans un communiqué publié vendredi par le quotidien " Ozgur Bakis ".

Au lieu de cela, ajoute-t-il, Turcs et Kurdes devraient travailler ensemble et sérieusement pour arriver à la paix. " Nous sommes arrivés à un nouveau départ ", a-t-il affirmé.

L'unique parti kurde autorisé en Turquie et les associations de défense des droits de l'Homme avaient salué jeudi la décision de la coalition au pouvoir de suspendre l'exécution du leader autonomiste kurde Abdullah Ocalan.

A l'inverse, les proches des soldats tués dans des affrontements avec les combattants kurdes ont manifesté leur indignation.

IRAN

# Le nouveau combat de Khatami

*Le 18 février, les Iraniens renouvellent leur Parlement. Un enjeu crucial dans la bagarre qui oppose les conservateurs au président réformiste et à ses partisans*

**D**ans cette gué-guerre-là, tous les coups sont permis. A cinq semaines du renouvellement du Majlis, le Parlement iranien, le clan des conservateurs s'évertue encore, avec un sens très persan de la chicane procédurière, à circonscrire l'ampleur d'une défaite annoncée. Il dispose dans son arsenal d'un atout précieux : la sélection des candidats, confiée en ultime instance au Conseil des Gardiens, acquis aux ennemis de l'ouverture. Composé de six dignitaires chiites et d'autant de juristes, cet organe juge de l'« engagement concret » des postulants en faveur des « valeurs fondamentales de la révolution islamique ». Avec une rigueur dévastatrice : présidentiel, législatif ou local, chaque scrutin lui offre l'occasion de disqualifier tout prétendant soupçonné, à tort ou à raison, de tiédeur envers le dogme théocratique ou d'élans réformistes. A ce jeu, les femmes ont droit à

une double ration d'ostracisme. Dernier stratagème en date, la nomination en catimini de deux « superviseurs » appelés à écarter quiconque boude les rassemblements orchestrés par le régime. Le 10 janvier, le Conseil a ainsi confirmé le rejet d'environ 300 candidatures, toutes liées de près ou de loin à l'élan réformateur du président Mohammad Khatami. L'emprise des Gardiens semblait pourtant faiblir : au terme d'une bagarre homérique, ils se voient contraints de motiver leurs verdicts. Et encourrent, en cas d'excès de zèle, un « avertissement » du président, qui peut aussi alerter le Guide de la révolution, Ali Khamenei, autorité suprême du pays. Tancés ou non, les arbitres ne chômeront pas : on recense 6 860 dossiers – dont 504 féminins – pour 290 sièges à pourvoir. « Même s'ils éliminent nos généraux, lance crânement un stratège khatamiste, notre infanterie vaincra les leurs. » On trouve, bien sûr, dans la panoplie des passésistes

d'autres instruments. Ainsi, porter la majorité électorale de 16 à 17 ans prive du droit de vote 1,5 million de jeunes, a priori hostiles au statu quo. Mais c'est en vain qu'une clique de députés de la droite dure a tenté, voilà peu, d'imposer le scrutin à un tour. Lequel passe pour plus propice à leur camp, réputé homogène, qu'à la nébuleuse réformiste, fourre-tout sujet à la dispersion.

Combats d'arrière-garde ? Sans doute. Les nostalgiques de l'ère Khomeini ne se bercent pas d'illusions : plusieurs de leurs ténors ont renoncé à concourir, tels le président du Parlement sortant, Ali Akbar Nategh Nouri, ou Habibollah Asgarolladi, figure de proue de la droite archaïque. Reste un acharnement à la hauteur de l'enjeu. Bastion conservateur, le Majlis entrave méthodiquement la volonté moderniste du président au turban noir et à la barbe finement taillée. Sa conquête, le 18 février prochain, lèverait pour ce dernier une lourde hypothèque. Sans toutefois lui



Des étudiantes lors d'un discours du président Khatami, à l'université de sciences et technologies de Téhéran, le 12 décembre dernier.



Un homme tirera, quoi qu'il advienne, son épingle du jeu : l'ancien président Ali Akbar Hachemi Rafsandjani. Chef de file du très influent Conseil de discernement, instance de contrôle et d'arbitrage, il devrait retrouver le fauteuil de patron du Majlis, occupé dans les années 80. D'autant que le Tribunal spécial du clergé a exclu de la course son rival, Abdollah Nouri, condamné en novembre dernier à cinq ans de prison pour « propagande anti-islamique », le privant ainsi de revanche. Alors ministre de l'Intérieur, ce proche de Khatami, membre du clergé, fut destitué par le Parlement en juin 1998. Opposant résolu au Guide, partisan d'un rapprochement avec Washington, défenseur de l'ayatollah Montazeri, sommité de la hiérarchie chiïte et héritier choisi puis disgracié par l'imam Khomeini, il paie cette fois ses thèses iconoclastes et les audaces de son quotidien, *Khordad*, contraint de fermer. Châtiment à double tranchant : le procès a offert à Nouri une formidable tribune,

au point qu'on s'arrache son plaidoyer, publié sous la forme d'un essai tiré à ce jour à 50 000 exemplaires. Le combat se mène autant sur le front des Unes que sur celui des urnes. L'an dernier, la justice a banni cinq titres réformateurs, sans les réduire au silence. C'est une version per-

### “Même s'ils éliminent nos généraux, notre infanterie vaincra les leurs”

sane de l'Hydre de Lerne : à peine décapité, le journal renaît, sous un autre titre. *Fath* (Conquête) s'est substitué au défunt *Khordad*. Comme *Bayan* (Expression) et *Mosharekat* (Participation) ont remplacé *Salam*, le quotidien dont l'interdiction avait déclenché l'agitation étudiante, férocement réprimée, de l'été 1999. Et *Neshat* (Vitalité) a lui aussi donné naissance à deux titres. La censure, les in-

trigues de couloirs n'y pourront rien, la société iranienne vit une métamorphose irréversible que seul menace le marasme économique, dont témoignent les émeutes survenues récemment à Haft Gel (Sud-Ouest), Tabriz (Nord-Ouest) et dans la banlieue sud de Téhéran. En province, le

pays des mollahs fait l'apprentissage de la démocratie au jour le jour. Bienvenue à Saveh, 120 000 âmes, à une centaine de kilomètres au sud-ouest de Téhéran. La seule ville d'Iran où les femmes dominent le conseil municipal. Dans cette salle de réunion, elles sont quatre pour trois hommes, tous trois devancés à l'heure du décompte des voix, lors des élections locales de février 1999. N'exagérons rien, c'est quand

même à l'un d'entre eux qu'échut la présidence de l'assemblée. Mal à l'aise, ce directeur d'école tente mollement de freiner l'entrain de ses « sœurs ». Peine perdue. Il finira par baisser pavillon. Ces dames, enseignantes elles aussi, n'ont pourtant rien de suffragettes. Musulmanes pieuses, elles n'omettent jamais de rajuster comme il convient le tchador de jais. Mais la parole, elle, s'enhardit. On sourit, on pouffe. On évoque les mérites comparés des élus et des élues, le réseau d'eau potable, l'achèvement d'un centre culturel et sportif. Puis on bombarde de questions les visiteurs. « Et en France, quels sont les pouvoirs du maire ? du préfet ? Que se passe-t-il, en cas de conflit avec les élus ? Qui tient les rênes du budget ? »

L'imam l'avait rêvé, Khatami l'a fait. Pour son plus grand profit. Promise depuis vingt ans, l'élection de conseils locaux au suffrage universel a offert aux modérés une ample victoire. Et étoffé leurs réseaux sur tout le territoire, un an avant le rendez-vous décisif des législatives. « Voilà 200 000 citoyens impliqués dans la vie de la cité, insiste Ali Abtahi, chef de cabinet de Khatami. Ceux-là ne rentreront pas sagement à la maison. Pour l'enracinement de la société civile, c'est essentiel. » Bien sûr, il reste du chemin à parcourir. Les conseils n'exercent pas – tant s'en faut – les prérogatives inscrites dans la Constitution. Quant aux administrés, ils ignorent souvent la mission de leurs élus ou leur prêtent un pouvoir qu'ils n'ont pas. « Lors de mes permanences, se désole un conseiller de Kashan [240 kilomètres au sud de Téhéran], des commerçants me réclament un allègement fiscal ; des chômeurs, un emploi... »

A Saveh, la réunion touche à sa fin. N'y tenant plus, un édile en tchador, la mieux élue du quatuor, lâche la question qui lui brûlait les lèvres : « Dites, pour le Majlis, vous pensez que j'ai mes chances ? » M. le Président se tasse un peu plus dans son fauteuil de Skai. ●

Vincent Huguex,  
avec Slavosh Ghazi à Téhéran



**KURDISTAN**

Carnet de route

# VOYAGE DANS L'IRAK INTERDIT

Ils ont traversé clandestinement le Kurdistan assiégé par Saddam Hussein. Témoignage sur un peuple qui combat pour sa survie.

REPORTAGE : GUILLAUME FONTAINE ET OLIVIER TOURON POUR VSD



N° 1168 du 13 au 19 janvier 2000



Les femmes-soldats kurdes en route vers le terrain d'entraînement. Sûres d'elles, fières de leur condition, elles ont emporté de haute lutte le titre prestigieux de "peshmerga" : combattant de la liberté, jusqu'alors réservé aux hommes. Et elles ont brisé les contraintes qui pèsent sur leurs sœurs dans cette société traditionnelle et clanique.

## Deux jeunes journalistes ont passé un mois avec les Kurdes



GUILLEAUME FONTAINE, 26 ans, reporter, est devenu la coqueluche des enfants, peu habitués à rencontrer des étrangers dans leurs villages.



OLIVIER TESTA, 30 ans, photographe passionné de cette région de l'Asie occidentale, a "mitrillé" sous tous ses angles le Kurdistan coupé du monde.

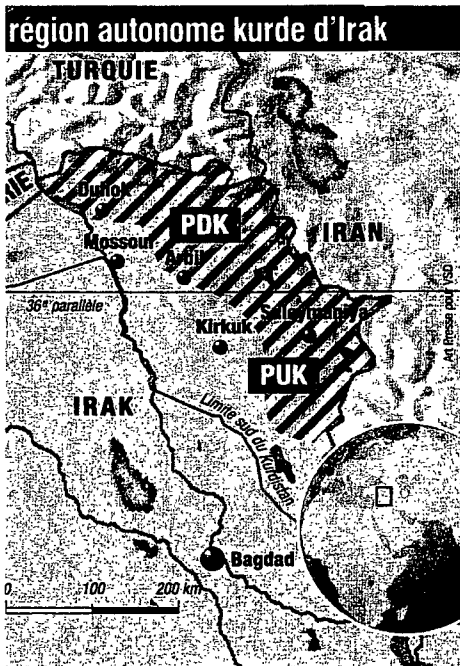
# Deux cent cinquante amazones combattent l'oppression

**P**our ses habitants, le Kurdistan irakien est une prison à ciel ouvert ; pour les étrangers, une région interdite. Quand on y pénètre en clandestin, on partage le même statut que n'importe quel Kurde : on y est une non-personne, un citoyen fantôme sans passeport et sans nationalité.

En se retirant de ces régions, à la fin de la guerre du Golfe, le régime de Saddam Hussein a emmené médecins, intellectuels et fonctionnaires. Pendant une courte période, les Kurdes ont caressé l'espoir de réaliser leur plus vieux rêve : mettre en place leur propre État.

## Les plus débrouillards vont tenter leur chance en Europe

Qui allait remplir cette mission ? le PDK (parti démocratique du Kurdistan) ou le PUK (union patriotique du Kurdistan) ? Très vite, chacune des deux organisations indépendantistes a voulu tirer la couverture à elle. La guerre civile a commencé, et la première ébauche d'un Kurdistan indépendant a volé en éclats. Aujourd'hui, deux administrations, deux armées, deux gouvernements se partagent la région, au nord de l'Irak. Les plus débrouillards quittent le pays par l'une des nombreuses voies illégales, et vont tenter leur chance en Euro-



Le Kurdistan s'étend sur la Turquie, l'Irak, la Syrie et l'Iran. À la fin de la guerre du Golfe en 1991, les alliés ont accordé un statut d'autonomie au Kurdistan irakien. Dans le nord de la région, deux partis se partagent le pouvoir : le Parti démocratique du Kurdistan (PDK) et l'union patriotique du Kurdistan (PUK).

**« Parmi ces Kurdes désabusés, nous avons aussi rencontré ceux qui tentent de forcer le destin »**

pe. Au milieu de ces conflits d'intérêts, nous avons aussi rencontré ceux qui veulent encore croire à un avenir et se battent pour forcer le destin : des professeurs d'université refusant de partir malgré des salaires misérables, des médecins dispensant gratuitement leurs soins à tous et de jeunes combattantes en treillis, qui arpentaient les rues, cheveux au vent, en nous lançant des regards enjôleurs... Quand on leur

a demandé ce qu'elles pensaient du foulard et du statut des femmes, elles ont beaucoup ri. Ces jeunes amazones sans complexes défendent un idéal : elles se battent, disent-elles, pour toutes les femmes kurdes, contre les ravages de l'islamisme et de la vieille société clanique. Mais la fibre nationaliste reprend vite le dessus, elles nous ont également parlé, sur un ton plus grave, de Saddam Hussein et des

# irakienne et les ravages de l'islamisme



destructions de villages, des massacres et des déplacements de populations.

Jenan a 21 ans. Plutôt jolie et fière de son uniforme, elle nous a proposé de suivre l'entraînement des combattantes. Comment refuser ? À l'arrière du camion qui nous emmène au camp d'entraînement, Jenan nous a raconté l'histoire des femmes-soldats. « Nous ne voulons pas imiter les hommes, nous voulons leur montrer que, nous

**Lors d'une séance d'entraînement sans concession, elles nous montrent qu'elles savent se servir de leurs kalachnikovs et qu'elles maîtrisent toutes les techniques de la guérilla.**

**Dans les villages détruits proches de la frontière iranienne, on rebâtit en priorité les mosquées. Les partis islamistes ont pris le contrôle de ces zones.**



**“ Où sommes-nous ? En Irak ? En Turquie ? En Iran ? Nos guides refusent de répondre... ”**



**Amputations, extraction des balles, une jeune Allemande engagée dans le PKK prend soin des combattantes kurdes blessées par l'armée turque.**

aussi, nous savons nous battre. À l'époque de la guérilla contre Saddam, dans les montagnes, les épouses participaient tout naturellement à la résistance, aux côtés de leurs maris. Petit à petit, les dirigeants du PUK ont favorisé leur participation aux opérations militaires. Et les femmes ont revendiqué un statut égal. On doit tout cela à nos aînées. Elles nous parlent des combats auxquels elles ont pris part. Elles pouvaient être tuées comme n'importe quel combattant. »

Jenan est fière d'être une « peshmerga ». C'est par ce nom qu'on désigne les soldats de la résistance. En kurde, peshmerga signifie « celui qui donne sa vie en sacrifice ». Mais - comme elle le précise aussitôt - les effectifs

des bataillons féminins se réduisent à deux cent cinquante combattantes. Toutes issues des familles des grandes figures de la résistance.

Largement rétribuées, choyées par le parti, dont elles sont la vitrine moderniste, les nouvelles recrues bénéficient d'un statut auquel elles ne pourraient jamais prétendre dans la société civile : émancipées, elles ne subissent plus les pressions de la famille ou de la religion. Par un étrange paradoxe, l'uniforme leur sert à revendiquer indépendance et féminité.

Quelques jours plus tard, aux confins du Kurdistan irakien, dans cette zone floue, où il est presque impossible de savoir de quel côté de la frontière on se trouve. Irak ? Turquie ? Iran ? Inutile de poser la question à nos guides, taciturnes comme les montagnards du monde entier. Ils s'animent seulement lorsque nous parvenons à destination : une maison banale, aménagée avec des moyens de fortune. ►

Photos: Genet Bureau-Sydney X

## Pour 3 francs, les enfants kurdes passent des sacs

► Un hôpital clandestin de la résistance kurde. Ici, on veut nous montrer les ravages causés par l'onde de choc d'une autre guerre. Celle que se livrent depuis quinze ans l'armée turque et le PKK (parti des travailleurs du Kurdistan). Une sale guerre, dit-on partout, même chez les Turcs au nationalisme ombrageux, qui a fait trente mille morts en quinze ans et entraîné des déplacements massifs de la population civile. Pendant notre court séjour, une jeune Allemande, au destin peu ordinaire, nous a servi d'interprète. Mariée à un Kurde, elle fréquentait dans son pays la communauté immigrée.

### À 25 ans, ils comptent déjà de longues années de guérilla

En 1992, elle s'engage dans le PKK. Très vite, on l'envoie à proximité de la zone des combats où elle soigne les blessés. Son mari, placide boulanger, est resté en Allemagne. Elle ne l'a pas revu. Dans l'hôpital de fortune, on opère ces vétérans qui n'ont pas 25 ans et comptent pourtant de longues années de lutte. Le jour où nous sommes arrivés, le 15 novembre, on extrayait des éclats de balle du bras d'un résistant. Blessé en juillet, ce franc-tireur avait marché cinq mois à travers les montagnes anatoliennes, parfois escorté de quelques camarades et le plus souvent seul. Plus mort que vif, il venait enfin de rejoindre cet étrange hôpital.

Depuis que le leader du PKK, Abdullah Öcalan (actuellement détenu sur l'île turque d'Imrali et condamné à mort par Ankara), a lancé un appel à la négociation du fond de sa cellule, les combattants se sont retirés dans les montagnes. Officiellement, la lutte armée a cessé. Mais les militaires turcs comptent bien ne laisser aucun répit à la guérilla. Ils poursuivent leurs opérations, qui engagent jusqu'à trente mille hommes, soutenus par l'aviation et les hélicoptères de combat.

Sur une autre frontière fictive, au sud du pays, une situation en-



Plusieurs fois par semaine, ces voitures transportent 500 litres de kérosène clandestin. Souvent, c'est le drame.

core plus absurde nous attendait. Les réserves de pétrole irakiennes comptent parmi les premières du monde. Dans la région de Kirkuk, en particulier, que l'armée irakienne défend bec et ongles. Juste en face, dans la « zone libérée » du PUK, le pétrole manque. C'est la pénurie. On est prêt à le payer dix fois son prix courant. À l'heure où d'autres vont à l'école, des gamins kurdes

de 10 ans s'embarquent dans des camions. Ils vont passer la démarcation au péril de leur vie pour rafler quelques litres d'or noir. À Kirkuk, n'importe quel

réceptif fait l'affaire. Le plus souvent, un grand sac en matière synthétique, fabriqué à la hâte, qu'ils remplissent jusqu'à la gorge. Pour revenir au Nord, ils doivent contourner les points de passage contrôlés par l'armée irakienne, avec l'espoir de revendre leur butin à l'entrée de la ville.

Les jeunes contrebandiers y laissent parfois leur vie. Les hélicoptères ont semé des mines dans les montagnes. Les patrouilles n'hésitent pas à tirer à vue sur les enfants terrorisés. Pour ces véritables bombes humaines, la peur a une odeur, celle du pétrole. Elle les accompagne partout. Un passage rapporte 3 ou 4 francs. Selon notre guide, certains répètent deux fois l'opération dans une journée. Simple question de survie : ces enfants font souvent office de chefs de famille.

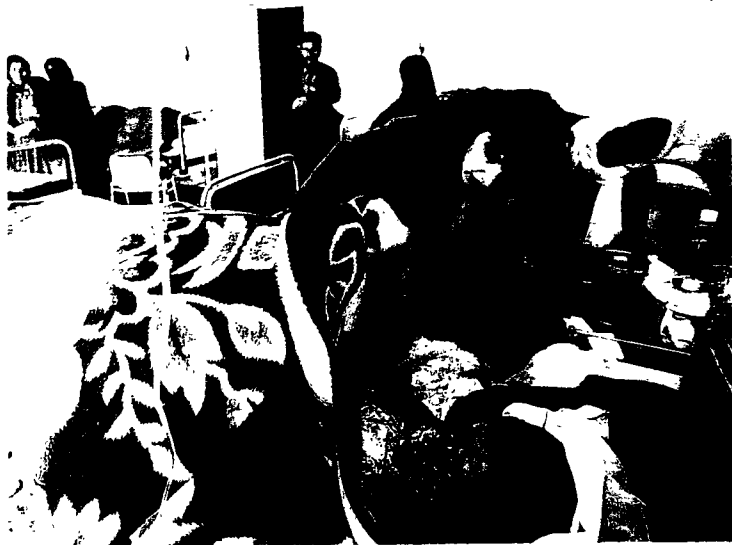
**“ Deux jours avant notre passage, un vieux camion bourré de kérosène a explosé à la frontière ”**



Photos : Olivier Faucher-Syriette X

Pour quelques dinars, les garçons se livrent au trafic d'essence. Leurs sacs chargés d'or noir, ils passent la frontière au nez de l'armée irakienne.

# de carburant en contrebande. Au péril de leur vie



Les pères ont disparu. Et les mères, si elles respectent la tradition, ne peuvent travailler. Dès leur plus jeune âge, les garçons doivent assurer la subsistance de leur famille. Tous ceux qui le peuvent se livrent au trafic. Jeunes hommes dont les sacs pèsent jusqu'à 80 kilos, vieillards, veuves

**Comme de nombreuses femmes (voir encadré), elle a tenté de se suicider. Et a réussi. Le corps brûlé à 80 %, elle n'a que quelques jours à vivre.**

honteuses... Au check-point des forces kurdes, tous les véhicules arrivent chargés au maximum de leur capacité. Deux jours avant notre passage, un camion a explosé à la frontière. Mais personne ne se soucie d'éteindre sa cigarette à proximité des cargaisons. À chaque instant, l'étanchéité douteuse des sacs fait craindre le pire. Les troupes de Saddam sont à portée de fusil ou de canon. Parfois, les soldats s'entraînent au mortier, à la mitrailleuse. Pressés par notre guide, nous ne pouvons nous attarder.

## Les villages gazés sont encore dans toutes les mémoires

Au Kurdistan, tout le monde vit au jour le jour. En cultivant encore l'espoir d'un avenir national. Mais comment la situation pourrait-elle évoluer dans ce cul-de-sac de l'Asie, oublié par le reste du monde ? Dans la région les tentatives de création d'un État kurde ont toujours été violemment réprimées. Les villages gazés, les massacres, les déportations sont dans toutes les mémoires.

À quelques kilomètres de la frontière, l'armée irakienne n'a pas déserté ses avant-postes. La menace pèse encore. ■

GUILLAUME FONTAINE



## FEMMES En lutte contre l'obscurantisme

### Dans un hôpital-mouroir, elles agonisent après s'être immolées

**A**u village, si tu es une femme, tu n'as aucun droit. On te marie à un vieillard et si tu ne plais pas à ta belle-famille on t'insulte ou on te bat. Si par malheur on t'accuse de tromper ton mari ou de te prostituer, alors c'en est fini de toi. Répudiée, tu es mutilée ou tuée. Viens, je vais te montrer...» Nask a 30 ans et milite dans l'Organisation des femmes indépendantes (OFI) depuis sa création. Rien n'est plus important pour elle. Escortée de quatre femmes en armes, membres de l'OFI, Nask nous a guidés jusqu'au centre d'accueil, où se cachent des mères et des jeunes filles, victimes de leur propre famille. Violées et menacées de mort, fuyant un mariage arrangé, répudiées..., toutes ont connu un sort tragique. Condamnées par la société clanique, elles n'ont aucun

fluente. Avec l'aide de l'OFI, Kajal a pu s'expatrier. Nous l'avons rencontrée dans le pays d'accueil où elle est réfugiée clandestine. Elle a accouché d'une petite fille avec laquelle elle se prépare à émigrer officiellement au Canada. Ses deux garçons sont restés au village. Elle ne les reverra probablement jamais. Certaines victimes choisissent une autre issue. Le suicide par immolation met souvent fin à de tels drames. À l'hôpital où elle se rend chaque semaine, Nask recueille les témoignages et reconforte celles qui n'ont plus que quelques jours à vivre. Nous ne pensions trouver que des cas isolés. Erreur : deux salles entières étaient transformées en mouiroirs. Les cris de douleur sont interminables, aucun analgésique n'est disponible pour ces femmes. Toutes les mili-



**Kajal, victime des sévices de sa belle-famille, a réussi à fuir le pays avec sa fille.**

espoir de retrouver une vie normale au Kurdistan irakien. L'OFI cherche par tous les moyens à les envoyer à l'étranger, où elles pourront tenter de reconstruire leur existence. Le cas de Kajal est devenu un symbole. Alors qu'elle était enceinte, sa belle-famille l'a accusée d'adultère. Pour la punir, les frères de son mari lui ont coupé le nez. Malgré la mobilisation de quelques associations et les plaidoiries de ses avocats, la justice n'a pas osé sanctionner cette famille in-

**Ces militantes de l'Organisation des femmes indépendantes ont sauvé Kajal, la fugitive.**

tantes de l'OFI sont armées. L'an dernier, l'une d'entre elles a été tuée par balle. Dans cette société sans espoir qui vit repliée sur elle-même, elles savent que leur simple existence constitue une menace pour l'ordre ancien. ■ G.F.

# Turkey and Ocalan

Turkey made the right choice in deferring the execution of Abdullah Ocalan, the Kurdish rebel leader, until the European Court of Human Rights hears his appeal. The decision took political courage in a country where passions against Mr. Ocalan run high. But it will help smooth Turkey's path into the European Union, and may permit a solution to the Kurdish conflict, Turkey's most vexing internal problem. Turkey is not obliged to follow the court's ruling, but has obeyed its decisions in the past.

Mr. Ocalan was seized in Kenya last

February, brought to Turkey and tried for the murder of the more than 30,000 people killed in the Kurdish insurgency. He was convicted and sentenced to death last June.

Mr. Ocalan has tried to bargain for his life by offering to broker an end to the 15-year-long Kurdish conflict.

He has also ordered his followers to withdraw from battle. As a result Kurdish violence inside Turkey has sharply diminished.

Others with terrorist pasts, like Yasser Arafat of the Palestine Liberation Organization and Gerry Adams of the

Irish Republican Army's political wing, Sinn Fein, have swapped violence for political bargaining and contributed to peacemaking. Ankara should give Mr. Ocalan a chance to do the same.

Delaying his execution will ease European concerns about Turkey's human rights record and its retention of the death penalty, which all members of the European Union have abolished. Turkey has not executed anyone since 1984. Ending that moratorium would be a mistake. Turkey should not just postpone Mr. Ocalan's hanging, but cancel it.

—THE NEW YORK TIMES.

## TURQUIE *Un juriste lance le débat sur la liberté d'expression* Sami Selçuk, ennemi du prêt-à-penser

Ankara :  
de notre envoyé spécial  
Claude Lorieux

Sami Selçuk est un homme heureux. Le pavé qu'il a lancé dans la mare politique de Turquie n'en finit pas de faire des vagues.

En contestant la légitimité de la Constitution de 1982, héritage du coup d'État militaire de 1980, le président de la Cour de cassation a ouvert le débat. La Turquie, qui a arraché le droit d'être candidate à l'Union européenne, ne peut, selon lui, « entrer dans le troisième millénaire avec une telle Constitution ».

Dans un discours choc prononcé en septembre devant le président de la République, Sami Selçuk, déclarait : « La liberté d'expression ne doit pas être limitée sous prétexte qu'elle peut être mal utilisée. La démocratie porte en elle une part de risque. Le nom des régimes qui refusent de prendre ce risque est la dictature. »

« Oui, j'ai réussi à lancer le débat, et c'est pour moi un grand bonheur, confie le magistrat. Je suis bien sûr critiqué, mais pas tant des militaires que des juristes. » « Ces gens, ajoute-t-il, ne sont pas des laïcs, mais des extrémistes de la laïcité. La Turquie est le seul pays musulman et laïc au monde. La laïcité lui est néces-

saire. Mais la Constitution de 1982 était par trop laïque. »

Sami Selçuk juge ambiguë l'attitude de l'État vis-à-vis des religions. « Un État laïc ne peut ni exclure ni favoriser une religion quelle qu'elle soit... Il n'a pas à ouvrir d'écoles religieuses. Mais il ne doit pas non plus interdire aux différentes communautés d'en ouvrir, ni de donner des cours de religion. »

Assez critique de la « séparation de l'Église et de l'État, telle qu'elle était pratiquée en France » au début du siècle, il dénonce la création en 1982 d'« un conseil des affaires religieuses financé par l'État et dont dépendent environ 80 000 imams et muezzins et autres religieux musulmans ». « Ce n'est pas normal dans un pays laïc », proteste le président de la Cour de cassation.

En posant la question des pouvoirs politiques du Conseil national de sécurité (CNC), « qu'il n'est pas faux de présenter comme dominé par les militaires », le *Turkish Daily News* élargissait récemment la discussion.

Le journal soulignait que le CNC « dicte les lois au gouvernement plutôt qu'il ne le conseille sur leur élaboration ». Le président de la Cour de cassation prend la balle au bond. « La question (du pouvoir de l'état-major) se réglera. Mais il faut du temps. Ce n'est pas un sujet tabou. Nous en

discutons entre nous », ajoute-t-il.

Cet ennemi du prêt-à-penser est confiant que « la Turquie acceptera les normes de l'Union européenne ». « La République turque, rappelle-t-il, adopta à ses débuts le droit pénal italien, le droit civil suisse et la procédure allemande. Il ne lui sera donc pas difficile d'accepter le droit européen ». Une série d'articles contraires à la liberté d'expression est déjà passée à la trappe.

Cette ouverture peut étonner de la part du président d'un tribunal qui a confirmé, le

« Il ne sera pas difficile à la Turquie d'adopter le droit européen »

25 novembre, la sentence de mort d'Abdullah Ocalan, le chef PKK (parti séparatiste kurde). Le docteur Selçuk rétorque que, comme en France, la Cour de cassation « n'a pas le pouvoir de modifier une sentence ». Elle a pour rôle de « contrôler qu'un jugement s'est fait conformément aux règles du droit ».

Le gouvernement turc, rappelle-t-il, attendra la réponse de la Cour européenne des droits de l'homme de Strasbourg aux avocats d'Ocalan avant de soumettre la sentence au Parlement d'Ankara.

La capture d'Ocalan est le dernier soubresaut de la guerre que se livrent depuis 1984 le PKK et l'armée turque. Le président de la Cour de cassation admet volontiers qu'« on ne peut se contenter d'une solution militaire (et que) l'État en est bien conscient ».

Il insiste, comme les autorités, sur l'importance du développement économique et social, et en particulier sur les chances que le réseau de barrages hydroélectriques en construction apporté au sud-est du pays.

Toute solution doit aussi comporter un volet culturel. Sami Selçuk souligne que « la loi de l'époque militaire qui interdisait de

parler kurde a été abolie (et que) d'autres textes devront être modifiés ou abolis. Mais on est sur la bonne voie », estime-t-il.

Mais quand on lui rappelle la fermeture autoritaire de plusieurs médias du Sud-Est, le président de la Cour de cassation explique laconiquement : « Le terrorisme n'a pas complètement disparu du Sud-Est. La Turquie est un pays unitaire, comme la France. Vouloir amputer le territoire du pays est un crime. Chez nous, comme chez vous ! » L'innovation a ses limites.

# La reprise des négociations de paix entre Israël et la Syrie est repoussée « sine die »

## Les exigences de Damas sur le tracé des frontières sont à l'origine du blocage

La reprise des négociations israélo-syriennes, prévue mercredi, a été reportée, et aucune nouvelle date n'a été fixée pour le moment, a indi-

qué Israël, lundi 17 janvier. En dépit des efforts des Etats-Unis, les deux camps divergent sur le tracé des frontières, qui sont pour la Syrie une

priorité. Cette situation intervient alors que l'application du dernier accord intérimaire entre Israël et les Palestiniens prend aussi du retard.

LES DÉLICATES négociations israélo-syriennes ont buté lundi 17 janvier sur un premier obstacle. Relancées en décembre 1999 sous l'égide des Etats-Unis, ces discussions devaient se poursuivre mercredi 19 janvier, un peu plus d'une semaine après une première série d'échanges conduits en Virginie, au début du mois. Faute d'accord entre les deux parties, ce rendez-vous a été repoussé sine die. Annoncé par les Israéliens, ce report a été confirmé par Washington. Les « approches » pour la reprise des pourparlers « divergent et, par conséquent, il y aura un retard », a expliqué Madeleine Albright, la secrétaire d'Etat américaine, dans un communiqué.

### « SELON LA LIGNE DU 4 JUIN 1967 »

Peu de temps auparavant, la Syrie avait exprimé des conditions strictes pour la reprise de ces négociations. Damas, qui souhaite recouvrer le plateau du Golan conquis par l'armée israélienne en 1967, avait exigé « un engagement d'Israël à dessiner la frontière [entre Israël et la Syrie] selon la ligne du 4 juin 1967 », selon un

commentaire de la radio officielle. « Un refus israélien sur cette question empêcherait la réalisation de progrès des autres groupes de travail et une troisième série de négociations serait alors inutile », ajout-

taient les sujets en suspens (les frontières, l'eau, les futures relations entre les deux pays) et de ne pas se crispier sur cette divergence connue de longue date. Des experts israéliens et syriens, au

quelle date. Le volet israélo-syrien du processus de paix n'est cependant pas le seul en panne. L'application du dernier accord intérimaire entre l'Etat juif et les Palestiniens prend également du retard.

Lundi, en fin de journée, le premier ministre israélien, Ehoud Barak, a rencontré longuement le chef de l'Autorité palestinienne, Yasser Arafat, pour lui proposer, selon la radio publique israélienne, un report de deux mois de la date butoir du 13 février, prévue pour la conclusion d'un accord-cadre sur le statut final de la Cisjordanie et de la bande de Gaza.

Le premier ministre aurait fait cette proposition en raison des profondes divergences entre les deux camps sur des dossiers aussi importants que l'avenir de Jérusalem, le sort des réfugiés palestiniens et le tracé des frontières d'un éventuel Etat palestinien. M. Barak avait déjà décidé, dimanche, de repousser un nouveau retrait militaire israélien de 6,1 % du territoire de la Cisjordanie, qui était censé intervenir jeudi, suscitant la colère des Palestiniens. - (AFP Reuters.)

## Seize blessés dans un attentat près de Haïfa

Une bombe dissimulée dans une poubelle a explosé, lundi 17 janvier, à Hadera, une ville côtière du centre d'Israël, au sud de Haïfa, blessant seize personnes. L'explosion s'est produite en fin de matinée près du principal marché de la ville. Aucune victime n'a été grièvement touchée. L'attentat a été revendiqué, dans un communiqué reçu à Beyrouth, par un groupe baptisé « Forces Omar al Mokhtar de Palestine occupée ». Une autre revendication, émise au nom des « Martyrs d'Abdel-Khader Hussein », a été adressée à Jérusalem. Aucun des deux messages n'a pu être authentifié. Le premier ministre israélien Ehoud Barak a condamné l'attentat et assuré qu'« aucune forme de terrorisme ne nous fera perdre courage ». Nabil Chaath, ministre de la planification de l'Autorité palestinienne, a également dénoncé « toutes formes de violence ». - (AFP Reuters.)

commentaire de la radio. Alors qu'Israël souhaite revenir à un tracé établi en 1923, qui lui est plus favorable. Ce report constitue un revers pour les Américains, qui ne sont pas parvenus à convaincre leurs interlocuteurs d'aborder de concert

nombre de deux pour chaque partie, sont attendus à Washington à la fin de la semaine ou au début de la semaine prochaine. Il conviendra ensuite de définir sous quelle forme pourraient reprendre les négociations, et à

LE MONDE / MERCREDI 19 JANVIER 2000

## Nouveaux désaccords à l'ONU sur le désarmement de l'Irak

### M. Annan a nommé le Suédois Rolf Ekeus à la tête de la nouvelle commission de désarmement ; Moscou conteste ce choix

NEW YORK (Nations unies)  
de notre correspondant

A la recherche, depuis un mois, d'un candidat de consensus pour diriger la nouvelle commission de désarmement de l'Irak, l'Unmovic, créée en décembre 1999 par le Conseil de sécurité, le secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, qui, selon son porte-parole avait « épuisé » ses consultations avec les pays membres du Conseil, a finalement nommé, lundi 17 janvier, Rolf Ekeus, qu'il décrit comme étant « la meilleure personne pour la tâche ».

Quelques heures à peine après l'annonce de cette nomination, Moscou s'est officiellement opposé à ce choix, estimant que le diplomate suédois était « trop associé aux activités de l'Uncom » (l'ancienne commission chargée du désarmement irakien). De fait, M. Ekeus, qui représente actuellement son pays à Washington, a été le premier président de ladite commission, de 1991 à 1997, avant d'être remplacé par le diplomate australien Richard Butler, accusé par Bagdad d'espionnage pour le

compte des Etats-Unis. Ces derniers ont pour leur part salué la nomination de M. Ekeus. Ce dernier, a déclaré un porte-parole du département d'Etat, « a servi avec compétence la communauté internationale dans ses efforts pour désarmer l'Irak ». Quant à Bagdad, dont l'accord, en tout état de cause, n'est pas nécessaire, il a d'ores et déjà récusé cette nomination, qui confirme la « mauvaise foi » de l'ONU, a commenté le vice-premier ministre Tarek Aziz.

M. Ekeus n'est pas la seule personnalité à avoir été proposée par le secrétaire général. « En trente jours, M. Annan a suggéré vingt-cinq noms au Conseil de sécurité, a expliqué son porte-parole, Fred Eckhard, mais aucun n'était acceptable pour les pays membres. Il a donc choisi la personne qui serait la mieux indiquée pour ce travail. La balle est désormais dans le camp du Conseil. » Ce dernier devait tenir mardi 18 janvier des consultations à huis clos. Le refus de Moscou n'a, en tout cas, « absolument pas sur-

pris » un diplomate occidental, qui fait valoir qu'en raison de l'objection des autorités irakiennes M. Ekeus « n'aurait jamais pu mettre les pieds en Irak ». Sans s'opposer ouvertement à la candidature de Rolf Ekeus, la France estime, elle aussi, qu'une personnalité inacceptable pour Bagdad ne pourrait mener à bien sa mission. Il est fort probable que, pour cette raison, d'autres pays membres du Conseil, notamment la Chine et la Malaisie, s'opposent à la nomination de M. Ekeus.

L'impasse était prévisible. Elle augure d'une nouvelle période de luttes entre grandes puissances à propos du dossier irakien. La résolution 1284, qui visait à « redéfinir » les relations de Bagdad avec la communauté internationale, n'avait été adoptée, le 17 décembre 1999, que par onze voix, trois des cinq pays membres permanents du Conseil, la France, la Russie et la Chine, s'étant abstenus, de même que la Malaisie. A présent, même si les grandes puissances finissent par



LE MONDE / MERCREDI 19 JANVIER 2000

se mettre d'accord sur le président de la commission, il leur faudra s'atteler aussitôt à la désignation des commissaires. Ce qui risque de susciter de nouvelles divergences, avant même que le Conseil ne se penche sur la liste des tâches dites « clés » du désarmement, qui restent à achever avant que le Conseil de sécurité accepte de « suspendre » les sanctions économiques imposées à l'Irak en août 1990.

**PARIS CERCHE UN COMPROMIS**  
Lundi soir, certains diplomates se

disaient « stupéfaits » par le choix du secrétaire général, l'accusant même d'avoir « cédé » aux Américains. « Ekeus était le candidat qui n'avait aucune chance d'être accepté, ayant été accusé par Bagdad, lui aussi, d'espionnage », estime un diplomate, qui affirme que M. Annan avait bien d'autres candidats plus acceptables: « Faux, absolument faux », rétorque une source onusienne, qui se dit « frustrée » par les efforts des grandes puissances « d'impliquer à tout prix le secrétaire général dans leurs batailles ». « Le problème est toujours le même, commente un diplomate. D'un côté,

Moscou et Pékin veulent lever les sanctions, que l'Irak soit désarmé ou pas et, de l'autre, Washington refuse la levée des sanctions, que l'Irak soit désarmé ou pas... »

Il semble en tout cas que le statu quo, c'est-à-dire le maintien de l'Irak sans surveillance, convienne à un certain nombre de pays : à l'Irak, qui depuis plus d'un an s'est débarrassé des experts du désarmement, partis sur décision de leur chef, la veille de l'opération « Renard du désert » de décembre 1998 ; à Moscou et à Pékin, qui refusent d'imposer à Bagdad une nouvelle équipe d'inspecteurs sans avoir la garantie

que les sanctions seront levées ; à Washington enfin, dans la mesure où la mise sur pied d'une nouvelle commission du désarmement « signifie, tôt ou tard, la levée des sanctions », entend-on dire de plus en plus souvent à New York. La France, qui se dit « le seul pays qui souhaite vraiment le désarmement de l'Irak et la levée des sanctions », tente encore de trouver un candidat de compromis à qui serait confiée la mission de désarmer Bagdad.

Afsané Bassir Pour

## Moscou décide de renforcer sa coopération militaire avec l'Iran

MOSCOU. La Russie vient de faire savoir qu'elle allait renforcer sa coopération militaire avec l'Iran, malgré ses engagements devant Washington de cesser toute vente d'armements conventionnels à ce pays. A l'issue d'une rencontre à Moscou avec le secrétaire du Conseil de sé-

curité nationale de l'Iran Hassan Rouhani, en visite en Russie, le ministre russe de la défense, Igor Sergueïev, a déclaré, vendredi 14 janvier, que la Russie préserverait « la dynamique de ses relations avec l'Iran, y compris dans le domaine militaire et technique ». Le président russe démissionnaire Boris Eltsine avait pourtant promis, en octobre 1994, lors d'une visite à Washington, que Moscou honorerait ses contrats d'armement déjà conclus avec Téhéran, accusé par les Etats-Unis de vouloir se doter de l'arme nucléaire, mais n'en signerait plus de nouveaux. - (AFP)

# Israel-Syria Peace Talks Are Indefinitely Delayed

Compiled by Our Staff From Dispatches

JERUSALEM — Israel announced Monday that peace talks with Syria had been suspended indefinitely, after hints that the Syrians were frustrated by the lack of progress toward an Israeli commitment to withdraw from the entire Golan Heights.

The announcement, by the office Prime Minister Ehud Barak, did not give a reason for the postponement, nor did it say whether it was at Syria's request. The talks had been scheduled to resume Wednesday in Shepherdstown, West Virginia, where they recessed Jan. 10 after a week.

In Washington, an American official confirmed the delay and said no new date had been fixed for the negotiations to resume.

Mr. Barak was to have met the Syrian foreign minister, Farouk Shara, to start the third round of talks Wednesday. Mr. Barak was also expected to meet with President Bill Clinton and Yasser Arafat, president of the Palestinian Authority, on Thursday.

Syria, confirming the postponement of its talks with Israel, said efforts were under way to set a new date.

"Contacts are under way among the parties involved to establish the necessary ground that would lead to progress in the next round of the Syrian-Israeli peace talks," a Syrian official said.

Syrian officials have voiced disappointment at Israel's refusal during the previous two rounds to agree to a core

demand for a full return of the Golan Heights, captured in the 1967 Middle East war.

Mr. Barak took office in July with a vow to exchange land for peace but has yet to set out the "painful" withdrawal he foresees on the strategic plateau. His talks with Mr. Shara revived Israeli-Syrian negotiations in December after a break of nearly four years.

The talks have also been watched with concern by Palestinians, who fear that their peace efforts could be left in the shadows. Mr. Barak angered Palestinians on Sunday by announcing that he would put off this week's scheduled handover of more West Bank land under agreements reached in September.

Mr. Arafat is to give Mr. Clinton an outline for a permanent peace with Israel, which the two sides have vowed to forge by September.

Western diplomats said Syria had been angered by the publication in the Israeli newspaper Ha'aretz last week of a U.S. working document setting out the areas of consent and discord in the talks with Israel. The diplomats said Syria believed that reports of the document, billed by Ha'aretz as a draft treaty, had made it appear as though Syrian negotiators were making concessions on territory. Sources said Syria now wanted a committee on border issues to convene before other committees to discuss normalization of ties, security and water resources.

Israel believed that the delay would be a matter of "a few hours or a few days,"

the sources said. Mr. Barak said earlier Monday that he was unconcerned by the delay.

"If it isn't comfortable for the Syrians to come now, and they need some time, they should take the time," he said. "We

will come when there are discussions, and the delay, in fact it is agreed on, does not bother us."

Israel's chief rabbis also entered the controversy, ruling Monday that the Golan Heights was part of the biblical land of Israel — a decision that could influence Israel's Orthodox Jews, who make up about 25 percent of the population, to vote against returning it.

But the Chief Rabbinical Council did not conclude that Jewish law forbade Israel to give up the Golan Heights for peace. Rabbis identified with West Bank settlers recently issued a religious ruling banning the return of Golan land.

### ■ Bomb Hurts 16 in Israel

A bomb explosion wounded 16 people in the northern Israeli city of Hadera on Monday in what the police said was an attack apparently carried out by a Palestinian militant, Reuters reported.

Mr. Barak said the bomb was aimed at wrecking the peace process and warned of more attacks.

The device was left in a trash can outside a bank near the main market, the police said. It went off an hour before noon when the area was crowded with shoppers.

Ambulance workers said 16 people had been treated for injuries in Hadera, about 40 kilometers (25 miles) south of the port of Haifa. None was seriously hurt. The wounded included elderly people sitting on a park bench.

The police and firefighters sealed off the area to search for any other bombs but found none.

"We're treating it as a nationalist

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE,

JANUARY 18, 2000

incident," said a police spokesman, using Israeli security shorthand for a Palestinian militant attack.

A fax received at the Reuters office in Beirut claimed responsibility for the blast in the name of a group calling itself the "Omar al-Mukhtar forces, occupied Palestine." It said they had targeted "Zionist gangs."

A second claim, issued in the name of a group calling itself the "Martyrs of Abdel-Khader Husseini," was faxed to Reuters in Jerusalem. Neither claim

could be authenticated.

Mr. Barak said he had just finished warning at a closed-door meeting of Parliament members that attacks were likely in coming months, when he learned of the explosion.

"These are critical months, and enemies of the peace, whether in Lebanon, the Hezbollah or terrorist organizations in Damascus, or Iran or in Judea and Samaria and Gaza will try to carry out attacks in Israel, as we saw today, and also in Lebanon and abroad," Mr. Barak

told Israel Radio. "We are preparing. There is no 100 percent, but we are a strong nation, and no type of terrorism will break our spirit."

Nabil Shaath, the Palestinian minister of planning, condemned the attack, saying, "We still do not have sufficient information on the explosion, but we denounce all kinds of violence."

Ehud Yatom, a senior municipal official in Hadera and former officer in the Shin Bet security service, said he believed that the device was a pipe bomb.

(AP, Reuters)

## CIA Now Says It Is Less Sure That Iran Cannot Make Nuclear Bomb

By James Risen and Judith Miller  
New York Times Service

WASHINGTON — In a sharp departure from its previous assessment of Iran's nuclear capacity, the CIA has told senior Clinton administration officials that Iran might now be able to make a nuclear weapon, according to several U.S. officials.

George Tenet, director of Central Intelligence, began briefings in December about the agency's new assessment, shortly after the document was completed, the officials said. The evaluation has touched off a sharp debate about Iran's nuclear capacity, and the CIA's ability to monitor it.

CIA officials refused to comment on the assessment. But the more ominous evaluation of Iran's nuclear capacity, which was described to The New York Times by American officials, is apparently not based on evidence that Iran's indigenous efforts to build a bomb have achieved a breakthrough.

Rather, it seems to be based on the fact that the United States cannot track with certainty increased efforts by Iran to acquire nuclear materials and technology on the international black market, mainly from the former Soviet Union, the officials said.

Washington has also made little headway with efforts to weaken the long-standing strategic relationship between Iran and Russia, which is brimming with nuclear weapons and stockpiles of the fissile material Tehran needs to make a nuclear bomb.

The agency has told policymakers that it is not certain that Iran actually has atomic weapons now. Instead, the new assessment says that the CIA can no longer rule out the possibility that Iran has acquired them, in contrast to previous assessments that excluded that possibility.

Even with those caveats, the CIA's assessment has prompted strong debate within the government. The analysis is being disputed by administration policymakers and some analysts at other U.S. intelligence agencies, who believe that Iran's efforts to build its own bomb are still moving slowly, officials say.

They say there is no evidence that Iran has succeeded in building its own weapon, or that it has stolen or acquired enough fissile material to make one. The CIA began to warn policymakers nearly a decade ago that Iran was likely to have nuclear weapons around the turn of the century. Now that the new century has arrived, the agency is offering a cautious warning that it can no longer be sure whether Iran has made more progress on its atomic program than previously believed.

Senior administration officials have tried to play down the significance of the CIA's assessment, apparently eager to avoid damaging efforts toward reconciliation with Iran's reformist leader, President Mohammed Khatami.

One view held by some administration officials is that the assessment is an attempt by CIA analysts to avoid criticism in the future for failing to warn policymakers if Iran someday joins the ranks of states with nuclear weapons. The officials believe that the agency has been singled by criticism after previous intelligence failures: missing signs that India was about to test a nuclear weapon in 1998, and being surprised by the advanced state of Iraq's nuclear program, revealed after the Gulf War of 1991.

In view of the debate over the new CIA assessment, officials are now considering whether to order a formal national intelligence estimate, which would call for all of the agencies in the intelligence community to contribute to a government-wide appraisal of Tehran's nuclear capacity.

The latest CIA assessment implicitly acknowledges what many U.S. officials say is a severe problem for the United States: the shortcomings of intelligence about both the Iranian program and the spread on the black market of weapons-grade fissile material from the former Soviet Union.

In effect, CIA analysts are warning that, given Iran's intensive efforts to steal or buy highly enriched uranium and plutonium, it is possible that it may have more bomb-grade material than previously believed.

It has proved extraordinarily difficult for countries like Iran and Iraq to generate enough ma-

terial to make a bomb on their own. Western analysts say that the most likely sources are the stockpiles of Russia and other countries of the former Soviet Union.

Ukraine and Kazakhstan, both of which had nuclear weapons or related materials and technology on their territory during Soviet times, have renounced weapons of mass destruction.

In 1992, Kazakhstan rebuffed efforts by Iran to buy beryllium from a storage site that also contained more than 600 kilograms (1,300 pounds) of highly enriched uranium, enough to make dozens of nuclear bombs. Two years later, Washington secretly flew the fuel out of the country to prevent Iran and other would-be nuclear powers from acquiring it.

But Russia, still brimming with stockpiles of nuclear fuel and weapons-related technology, has long sold sensitive nuclear and missile technology to Iran, and assisted Tehran's civilian atomic energy program over objections from Washington, which fears that Iran's domestic nuclear power program is being used to develop weapons.

The Clinton administration's concerns that Russia might be broadening its nuclear trade with Iran to include heavy water and graphite technology led the United States a year ago to impose sanctions against two Russian scientific institutions.

After the sanctions were imposed, Iran denied it was cooperating with such institutions to develop missiles and nuclear weapons. Last March, Yevgeni Adamov, Russia's atomic energy industry minister, said Russia would continue its commercial nuclear cooperation with Iran, especially its program to help Iran complete two large reactors at Bushehr, one of which was damaged in the Iran-Iraq war.

Just last Friday, Russia's defense minister met with a top Iranian security official and pledged to maintain Moscow's military ties with Tehran.

"Russia intends to maintain the dynamics of its bilateral ties with Iran in the military, military-technical, scientific-technical and energy fields," said Defense Minister Igor Sergeev, according to the Interfax news service.



## L'extrême droite turque décidée à faire pendre Ocalan

ANKARA, 18 jan (AFP) - 15h44 - Le parti de l'Action nationaliste (MHP, extrême droite), membre de la coalition au pouvoir en Turquie, a exprimé mardi sa détermination à pendre le chef rebelle kurde Abdullah Ocalan auquel le gouvernement a accordé la semaine dernière un sursis à exécution.

"La décision de la Cour européenne des droits de l'Homme ne durera pas jusqu'à l'éternité. Le processus d'exécution reprendra et la justice prévaudra", a indiqué le vice-Premier ministre et chef du MHP Devlet Bahçeli devant son groupe parlementaire.

Ocalan a été condamné à mort pour trahison et séparatisme en juin.

La Cour européenne des droits de l'Homme avait demandé à la Turquie de surseoir à l'exécution jusqu'à ce qu'elle ait pris une décision sur le fond, ce qui prendra au moins un an.

Le Premier ministre Bulent Ecevit a annoncé le 12 janvier, au terme d'un sommet avec ses partenaires de la coalition, dont M. Bahçeli, que le gouvernement suspendait pour l'instant le processus en vue de l'exécution d'Ocalan.

Cette décision du gouvernement a provoqué une réaction en Turquie, notamment des proches des familles des "martyrs", les soldats tués dans le sud-est lors des combats avec le parti des Travailleurs du Kurdistan'Ocalan.

Le MHP est arrivé au pouvoir aux élections législatives d'avril en menant une bruyante campagne pour la pendaison rapide du rebelle kurde.

M. Bahçeli s'est en outre opposé à l'abolition de la peine capitale en Turquie, que M. Ecevit, personnellement opposé à cette peine, s'est engagé à mettre en oeuvre après que la Turquie eut décroché en décembre le statut de candidat à l'Union européenne.

"Le MHP est contre l'abolition de peines stipulées par nos lois et ne permettra pas de ce fait que le chef terroriste (Ocalan) et d'autres criminels séparatistes restent impunis", a-t-il dit.

Le PKK a lancé en 1984 une lutte armée pour la création d'un Etat kurde indépendant dans le sud-est anatolien à majorité kurde. Les violences liées à cette rébellion ont fait quelque 36.500 morts, selon un bilan officiel.

Après l'arrestation de son chef, il s'est engagé à arrêter les combats et à se retirer de Turquie

---

## Turkish PM warns against "abuse" of Ocalan delay

Reuters - Jan 19, 2000

ANKARA, Jan 19 (Reuters) - Turkish Prime Minister Bulent Ecevit warned on Wednesday that condemned Kurdish rebel leader Abdullah Ocalan would be on his way to the gallows if his stay of execution were "abused." "Everyone should watch their step," Ecevit told his party's deputies in a speech in parliament. "If the period of delay is abused, as the state, the government, we will do what is necessary." His comments were seen as a caution that Kurdish rebel violence or threats of violence as well as excessive pressure on Turkey from European Union countries could all prompt the reactivation of the capital punishment process against Ocalan.

Ocalan was sentenced last June to hang for leading a Kurdish rebellion that has cost more than 30,000 lives since 1984. Veteran Ecevit last week coaxed a nationalist coalition ally into granting a stay of execution until a European rights court rules on Ocalan's appeal that the death penalty breaches European law. The appeal could take up to 18 months. But the government says the execution can be revived if conditions "harmful to Turkey's national interests" develop.

The EU has warned membership candidate Turkey that executing Ocalan would seriously damage relations.

The bloc has urged Ankara to scrap the death penalty and take steps to grant its estimated 12 million Kurds cultural rights such as allowing Kurdish language broadcasting and education. Ecevit warned last week that Ocalan would harm his case if he kept making statements to the media from his jail cell. Copyright 2000 Reuters Limited. All rights reserved. Republication and redistribution of Reuters content is expressly prohibited without the prior written consent of Reuters. Reuters shall not be liable for any errors or delays in the content, or for any actions taken in reliance thereon

\* \* \* \* \*

# Ankara Rejects Any Role for Ocalan in the National Debate on Kurds

By Stephen Kinzer  
New York Times Service

ISTANBUL — Now that Abdullah Ocalan, the condemned Kurdish rebel leader, has been assured that he will not be hanged, at least for the moment, he wants to take part in the incipient national dialogue about how Turkey should deal with its Kurdish minority.

But Prime Minister Bulent Ecevit has declared that Mr. Ocalan could have no role in that dialogue, and he has urged the guerrilla leader to hold his tongue.

"Ocalan and his supporters are trying to dictate to the Turkish government, and they are making statements with this aim," Mr. Ecevit told a news conference. "This is unacceptable. It would be to his advantage to keep quiet."

Last week, Mr. Ecevit announced that his government had decided not to carry out the death sentence given to Mr. Ocalan after he was convicted of treason in June. Mr. Ecevit said that the government would wait until the European Court of Human Rights had ruled on Mr. Ocalan's appeal, which is likely to take at least a year.

Some politicians and relatives of soldiers killed in the war against Mr.

Ocalan's guerrillas protested the decision. But most Turks seemed to agree, albeit reluctantly, that it was in the national interest.

Turkey is a candidate for membership in the European Union, and European leaders strongly oppose the death penalty. They have made clear that Turkey's prospects for membership will be set back if Mr. Ocalan is executed.

After the decision to postpone the execution had been announced, Mr. Ocalan called on the government to offer an amnesty to members of his Kurdistan Workers Party.

"It is said that if they execute me the EU candidacy, the economy and prospects for peace would all suffer," he said in a statement released by his lawyers. "It is true that all of these depend on my staying alive. I am a synthesis of values, not just a person. I represent democracy." Although he led what was originally a separatist uprising, he added: "I am not a separatist. I have distanced myself from historical mistakes committed in the past. Now I am settling on the idea of unity based on freedom. That is what I am fighting for. We are loyal and respectful toward the unity of the state and nation, but on the basis of democracy.

If we are to reach peace, there is an urgent need for reform."

"We have to learn to be constructive," he added. "We have to trust and value each other. The healing must be done together, and we must see our differences as the strength of democracy."

After a 15-year insurgency, few Turks are ready to accept the idea that Mr. Ocalan could become a political figure. Many consider him a terrorist and find it outrageous that he would presume to portray himself as a democrat.

Government leaders are acutely aware that the public consensus favoring a postponement of execution is very fragile. They want to avoid anything that might upset it and evidently fear that his statements might do so.

Since his arrest nearly a year ago, Mr. Ocalan has been calling for reconciliation and asking his guerrillas to lay down their weapons.

Fighting has died down considerably, and several prominent politicians have urged the government to take a new approach to Kurdish issues.

But none has been so bold as to suggest that Mr. Ocalan could play a role in shaping Turkey's political future. That idea remains an absolute taboo.

## France Joins Russia Against Swede in Iraq

By Barbara Crossette  
New York Times Service

UNITED NATIONS, New York — France joined Russia on Tuesday in formally opposing the nomination of Rolf Ekeus, the Swedish disarmament expert, as the head of a new inspection commission charged with finishing the job of disarming Iraq.

Mr. Ekeus, who was nominated on Monday by the secretary-general, Kofi Annan, was the first chief arms inspector sent to Iraq after the 1991 Gulf War. The Iraqis do not want him back.

The council was expected to meet late Tuesday afternoon to discuss where to go next. It was not immediately clear whether France and Russia's opposition to Mr. Ekeus would torpedo his nomination or whether they would simply decline to support his work.

The rejection by two veto-wielding Security Council members — and signals that China is also likely to openly oppose the choice — has created a problem for Richard Holbrooke, the United

States representative and this month's Security Council president. In the midst of a month of sessions devoted to Africa, he will now have to detour back to Iraq after carefully avoiding entanglement in that issue since his arrival in August.

For several weeks, council members have been unable to agree on any of more than two dozen candidates being considered by the secretary-general, who had until Sunday to name an executive chairman for the new UN Monitoring, Verification and Inspection Commission.

On Monday morning, with no consensus on the council, which must approve Mr. Annan's choice, he named Mr. Ekeus, now Sweden's ambassador to the United States and a candidate thought to have the backing of the United States and Britain.

The council split, apparent in December when the new commission was created and China, France and Russia abstained rather than vote for it, had now deepened. Iraq, sensing victory, stepped up its attacks on the new commission and Mr. Ekeus on Tuesday.

[A French Foreign Ministry spokesman said Paris opposed Mr. Ekeus because it did not think he could provide the complete overhaul of the agency that it sought, Reuters reported from Paris.]

A new showdown over Iraq is something that the Clinton administration has sought to avoid in an election year.

When the Security Council meets Tuesday afternoon, there were concerns that friends of Iraq, led by Russia, intend to make this into what American politicians would recognize as a filibuster. By stalling action on a new inspection system, they could indefinitely postpone any resolution of the Iraq question.

Meanwhile, support for economic sanctions is steadily eroding, most of all in Russia and France, where business interests are paramount.

## Saddam Hussein: les USA devront implorer le pardon de l'Irak "à genoux"

Lundi 17 Janvier 2000 - 9h38 GMT



BAGDAD, 17 jan (AFP) - Les Etats-Unis seront obligés d'implorer le pardon de l'Irak "à genoux", a déclaré lundi le président Saddam Hussein à l'occasion du neuvième anniversaire de la guerre du Golfe.

"A la fin du combat, aussi longtemps qu'il durera, nous verrons l'Irak au faite de sa gloire", a assuré le chef de l'Etat dans un discours télévisé commémorant le début des raids menés par une coalition multinationale dirigée par les Etats-Unis, en 1991.

"Les méchants n'auront pas d'autre choix que de se résigner à cette réalité, ils devront s'agenouiller devant Dieu, implorer son pardon pour les crimes qu'ils ont commis contre le peuple d'Irak et le supplier de faire en sorte que le peuple d'Irak accepte de leur pardonner", a-t-il dit.

"Quels que soient les moyens utilisés et quelles que soient les couvertures usées fournies par les organisations internationales, les Irakiens ne plieront pas", a ajouté le président irakien, qui était revêtu d'un costume sombre et prenait la parole devant une table recouverte d'un arrangement de fleurs blanches.

Saddam Hussein a appelé son peuple à la patience et à l'austérité, laissant entendre que l'embargo international imposé à l'Irak depuis 1990 se maintiendrait longtemps.

"Vous avez déjà fait de nombreux sacrifices, poursuivez votre marche, ne vous laissez pas égarer par les choses triviales, évitez l'achat des vêtements et des aliments qui ne sont pas nécessaires", a-t-il dit.

"La fin heureuse est proche", a poursuivi M. Saddam Hussein, terminant son discours en réitérant les slogans qui constituent la charpente de la politique irakienne, à savoir son refus de reconnaître Israël.

"Vive la Palestine arabe et libre, de la mer (Méditerranée) au fleuve (Jourdain)" a-t-il déclaré.

Quelque 2.000 personnes avaient manifesté à l'aube à Bagdad devant le siège du Programme de l'ONU pour le Développement (PNUD), brûlant un cercueil enveloppé des drapeaux américain, britannique et israélien, dans le cadre des manifestations marquant l'anniversaire de la guerre du Golfe.

Cette guerre, appelée "Mère de toutes les batailles" par Bagdad, s'est soldée, en février 1991, par la libération du Koweït après une occupation irakienne de sept mois.

L'Irak réclame la fin de l'embargo qui lui est imposé par l'ONU depuis son invasion du Koweït, affirmant avoir satisfait aux conditions des Nations unies à cet effet.

L'embargo a occasionné une sévère détérioration dans les conditions de vie des Irakiens dont le pouvoir d'achat s'est effondré en raison d'une chute vertigineuse de la monnaie locale, le dinar.

Bagdad affirme en outre que la malnutrition et les maladies qui n'ont pas pu être soignées à cause de l'embargo avaient provoqué la mort de 1,25 million d'Irakiens.

## Helping Iraq to Cheat

Saddam Hussein does not feel sorry for provoking the Gulf War. On Monday, the ninth anniversary of its start, he recalled the conflict as a time when "true believers ... stood up to oppose the tyrants and the renegade oppressors of the age. ... Facing the trench of Faith was the trench of Disbelief — a foul-smelling, swindling, evil-scheming, sinful, aggressive and renegade trench." He called upon his countrymen to put aside material need so that Iraq's resources could be devoted to fighting the nation's foul-smelling enemies.

With rhetoric like that, he makes the case for continued pressure on his regime as eloquently as his adversaries.

And yet, at the United Nations this week, Russia, France and China have been doing their best to ensure that renewed weapons inspections in Iraq are delayed or ineffective. As a result, Saddam Hussein is getting more time to build his arsenal, and the United Nations is being weakened. Other rogues are learning that they can look to three permanent members of the UN Security Council to indulge such behavior as invading a neighbor state and threatening others with annihilation.

The current delay tactics focus on the question of who should run a new inspection force to replace the one expelled from Iraq in 1998. Saddam's

friends have privately nixed a series of suggested candidates and are now publicly objecting to Rolf Ekeus, a Swedish arms control expert who headed the Iraq inspections team from 1991 to 1997. Mr. Ekeus knows more about monitoring Iraq than anybody else and has a reputation for fairness. There are no good reasons for opposing him. Indeed, the Russians, French and Chinese have all praised Mr. Ekeus in the past for his leadership of earlier inspection efforts.

Now, however, all three governments object that under his watch UN inspections were used as a cover for American spying. That is an unproved claim. The CIA used the inspections system as a cover under Mr. Ekeus's successor, Richard Butler, but Mr.

Ekeus himself was careful not to compromise the United Nations' position.

The obstructionists also say that they want an inspector who is acceptable to Iraq. But the only inspector whom the Iraqis will welcome actively is an ineffectual one.

It is not too late for the obstructionists to relent or to consent to another worthy chief inspector. If they persist, they will be rendering the

United Nations helpless — and on an issue for which it formally has assumed responsibility. Last month a Security Council resolution mandated inspections in Iraq; Russia, France and China opted not to veto it. Having accepted the ends, these countries are unwilling to permit the means. Nothing could be more damaging to the United Nations' credibility.

All three governments habitually

rail against American unilateralism, and Russia and China were furiously critical of NATO's intervention in Kosovo, which was carried out without the legal cover of a UN mandate. But by crippling the United Nations these three governments damage the likeliest multilateralist alternative to the American assertiveness they decry.

—THE WASHINGTON POST.

# Turkey and Greece Enter a 'New Era'

## Successful Beginning Is Hailed As Old Adversaries Sign Accords

By Stephen Kinzer  
*New York Times Service*

ANKARA — Four years after Greece and Turkey came to the brink of war over a barren islet in the Aegean Sea, their foreign ministers met in the Turkish capital Thursday to sign a series of accords and pledge themselves to peace.

Foreign Minister Ismail Cem of Turkey called the accords "a successful beginning toward a new era in relations between our two countries."

"These give me hope because I believe we can do many more things together," Mr. Cem said. "The new relationship will have positive effects not only on Greece and Turkey, but will also have positive results in better security, faster development and democratization in the region."

One of the accords signed Thursday regulates commerce between the two countries by guaranteeing that investments will be protected and that investors will not be subject to double taxation. The other four provide for cooperation in fighting organized crime, preventing illegal immigration, promoting tourism and protecting the Aegean environment.

Before the signing ceremony, Foreign Minister George Papandreou of Greece met with Prime Minister Bülent Ecevit. At the meeting, Mr. Ecevit conveyed an invitation to his Greek counterpart, Costas Simitis, to visit Turkey.

Mr. Simitis faces national elections this spring. His government must walk a fine political line, building a new relationship with Turkey without seeming to compromise vital Greek interests.

"We want to move forward in the quickest way possible to solve all issues that divide us," Mr. Papandreou said, "but I would suggest that we proceed with the same caution and sensitivity which we have had in the last two months."

The ministers are expected to sign three more accords next month when Mr. Cem visits Athens. They are also discussing new forms of cooperation, ranging from limits on their military maneuvers in the Aegean to the possibility of jointly hosting the European soccer championships in 2008.

Relations between Greece and Turkey have been frigid for most of the last quarter-century. Turkey's decision to send troops to Cyprus in 1974, which led to the island's division into Turkish and Greek sectors, turned the two countries into angry rivals. Since then, they have argued bitterly not only about Cyprus, but also about rights to the airspace over the Aegean and the seabed beneath it.

This rivalry has persisted despite the fact that both countries are members of the North Atlantic Treaty Organization. It has caused considerable strains in NATO, and the United States has repeatedly though unsuccessfully sought to bring the two sides together.

What successive American presidents failed to do was accomplished last year through a series of unforeseen events.

In February the Kurdish rebel leader Abdullah Ocalan, whose guerrillas had been fighting the Turkish Army for 14 years, was captured in Kenya while under the protection of Greek diplomats. The resulting scandal led to the resignations of Greece's hard-line foreign minister and several intelligence officers who were considered strongly anti-Turkish.

Later in the year, Turkey and Greece were both struck by fatal earthquakes, and each country sent aid to the other. The quakes were powerful reminders that the two nations share geography and destiny.

Last month Greece withdrew its objection to Turkish membership in the European Union. As a result, the union named Turkey as an official candidate for membership, setting off a wave of jubilation here.

"The content of these agreements is not so important," said Hikmet Cetin, a former Turkish foreign minister. "What's important is that people in Turkey, Greece and Cyprus now see that the two governments can deal with each other in a positive way."

"There is never going to be a better time than now to solve our disagreements," Mr. Cetin said. "You have a very reasonable government in Greece. You've got an American president who's in his last year in office and would love to see this done before he retires. And you've got a Turkish leader who has always been tough on the Cyprus issue, so no one can accuse him of selling out Cyprus."

"We've gone through a great stage of symbolism in Greek-Turkish friendship," he said. "Now it's very critical that we move quickly to the real tough problems, which are Cyprus and the Aegean."

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, FRIDAY, JANUARY 21, 2000

# Rapprochement entre la Turquie et la Grèce

ISTANBUL

de notre correspondante

Georges Papandréou est arrivé, mercredi 19 janvier, en Turquie pour la première visite officielle d'un ministre des affaires étrangères grec depuis 1962. Souriant et décontracté, visiblement à l'aise avec son homologue turc, son « ami » Ismail Cem avec lequel il a développé de bons rapports, M. Papandréou a déclaré que sa visite répondait au « désir des peuples grec et turc de vivre en paix et de bâtir ensemble un futur commun ». Si les problèmes qui ont opposé les deux voisins pendant des décennies sont loin d'être résolus, notamment la question de Chypre et

la dispute territoriale en mer Egée, la volonté de les surmonter est apparue.

La levée du veto grec a d'ailleurs également permis à la Turquie d'être nommée officiellement candidate à l'Union européenne. Plutôt que d'attaquer d'emblée les problèmes les plus épineux, les deux pays ont choisi de coopérer initialement dans des domaines moins controversés : tourisme, action contre le terrorisme, immigration illégale et crime organisé, protection de l'environnement et double taxation figurent parmi dix accords négociés entre les deux voisins, dont cinq seront signés durant la visite de M. Papandréou.

Des moments de tension seront inévitables dans les mois à venir, notamment au sujet de Chypre. Mais si l'on se souvient de l'état lamentable des relations entre les deux pays en février 1999, lorsque le dirigeant du PKK Abdullah Öcalan avait été arrêté au Kenya après un séjour à l'ambassade de Grèce, les progrès accomplis sont remarquables. En fait, la crise Öcalan avait ouvert la voie au changement en forçant le départ du ministre Pangalos, un opposant farouche de la Turquie, et son remplacement par Georges Papandréou, qui avait d'emblée donné un ton différent aux relations avec Ankara.

L'élément le plus significatif de ce

rapprochement est néanmoins le soutien populaire. Le ministre turc Ismail Cem l'a rappelé à l'arrivée de son homologue grec : l'appui spontané de la population grecque, après le tragique tremblement de terre d'août 1999 qui a fait plus de 18 000 victimes, et l'aide accordée par les Turcs à la Grèce lorsqu'elle a souffert d'un séisme en septembre, ont donné de l'élan au processus politique. « Cela nous a vraiment montré que les deux peuples étaient beaucoup plus proches qu'ils ne le pensaient, que les politiciens ne le pensaient », a déclaré Ismail Cem.

Nicole Pope

**TURQUIE** Après la découverte d'une vingtaine de cadavres près des caches des islamistes

# Le pouvoir se retourne contre le Hezbollah

Trois cadavres, dont celui d'une femme, ont été dégagés hier par la police turque d'une maison de Konya (centre du pays), portant à 16 le nombre de corps découverts lors d'une vaste opération contre l'organisation intégriste clandestine Hezbollah.

Istanbul :  
Éric Biegala

« Monstres ! », « Sauvagerie ! », les titres de la presse turque tenaient de l'invective au lendemain de la découverte des premiers corps dans les jardins du Hezbollah. C'est en effet au moins une vingtaine de cadavres que les autorités ont déterrés à proximité des caches de l'organisation islamiste depuis le début de la semaine. Dix corps avaient été exhumés mercredi à Istanbul. Jeudi, la police en découvrait trois autres à Ankara, six à Konya dans le centre du pays et indiquait que les recherches se poursuivaient.

Au total, la presse évalue à une quarantaine le nombre de cadavres que l'on pourrait encore retrouver. La plupart du temps, il s'agirait d'hommes d'affaires d'origine kurde, proches des milieux conservateurs ou islamistes modérés, et

qui auraient été enlevés ces derniers mois. Plusieurs cartes d'identité des victimes ont été retrouvées dans la « maison de l'horreur » d'Istanbul ainsi qu'une liste de personnes parmi lesquelles onze sont toujours officiellement disparues.

Depuis quelques années, les autorités semblaient avoir pris la mesure du danger que pouvait représenter le Hezbollah, mais ce n'est que tout récemment que de véritables opérations ont été conduites à son encontre. Lundi, la police lançait ses hommes à l'assaut d'une maison du quartier de Beykoz à Istanbul.

Au terme de près de cinq heures de fusillade, elle se rendait maître des lieux : deux personnes étaient arrêtées et le chef de l'organisation, Hüsseyin Velioglu, criblé de balles. Une opération fortement médiatisée mais guère exceptionnelle à Istanbul où les descentes se terminant en fusillade sont relativement fréquentes, notamment contre les groupuscules d'extrême gauche.

Les macabres découvertes qui ont suivi ont en revanche choqué toute la Turquie. Il faut dire que les médias en ont copieusement rajouté dans le spectaculaire morbide en publiant jour après jour les photos des cadavres fraîchement déterrés et attachés « comme des

porcs à l'abattoir », titrait un quotidien...

Nombreux parmi les victimes seraient des membres de la fondation Zehra, une branche kurde du mouvement moderniste Nur. Et il semble que ces enlèvements n'aient pas eu grand-chose à voir avec l'argent : aucune demande de rançon n'a jamais été transmise aux familles. Les gens disparaissent, simplement parce qu'ils étaient affiliés à un groupe islamiste concurrent.

Le Hezbollah turc regroupe en fait une myriade d'organisations (lire ci-dessous) qui n'ont semble-t-il pas de rapport avec la milice libanaise pro-iranienne du même nom. La plus violente de ces organisations est le groupe Ilim, « Science », dont le chef a été abattu dans l'opération de lundi. Les autorités considèrent que le mouvement disposerait en tout d'environ 4 000 membres armés et de 20 000 militants. Selon le quotidien *Hürriyet* citant un rapport des services secrets turcs, la plupart des cadres du Hezbollah auraient fait au moins un séjour en Iran où ils auraient reçu une formation idéologique et militaire.

Au-delà de la lutte armée, les différents groupes se réclamant du « parti de Dieu » sont également très actifs pour quêter à la

**Longtemps tolérée, l'organisation islamiste paye aujourd'hui ses exactions**

mosquée, récupérer les peaux des millions d'animaux sacrifiés pendant les fêtes religieuses afin de les revendre ou encore prélever l'équivalent islamiste de l'impôt révolutionnaire.

Le Hezbollah turc a une autre spécificité : il est très souvent kurde. Le mouvement a en effet été créé dans les années 80 autour d'un public fréquentant certaines librairies religieuses à Diyarbakir ou Batman, dans le

Kurdistan de Turquie. Quant au groupe Ilim, il a acquis sa notoriété en combattant essentiellement le PKK à partir de 1991. D'où les

accusations de collusion avec l'État.

« Nous avons toléré le Hezbollah parce qu'il luttait contre le PKK », expliquait-il y a quelques mois au *Figaro* un haut fonction-

naire de la Sûreté. « L'Etat a encouragé le Hezbollah, ne serait-ce qu'en refusant d'enquêter sur les assassinats », confirme Rusen Çakir, spécialiste de l'Islam au journal *Milliyet*. Quant au quotidien *Sabah*, il rappelle qu'un chef de la police en poste dans le Kurdistan avait été rappelé dans la capitale après avoir découvert que les camps du Hezbollah étaient ravitaillés par l'armée...

Une collusion qui donne évidemment du grain à moudre aux islamistes modérés, cibles désignées des laïcs du régime depuis quelques années. Le 28 février 1997, l'armée entamait une série de pressions destinées à évincer le premier ministre de l'époque, l'islamiste modéré Necmettin Erbakan. Aujourd'hui encore, les mili-

taires ne ratent pas une occasion de rappeler leur présence tutélaire... Une fois écarté du pouvoir, Necmettin Erbakan a été également interdit de politique pendant 5 ans et son parti dissous. La formation qui lui a succédé, le parti de la Vertu, a aujourd'hui toutes les peines du monde à retrouver sa crédibilité : son électorat sachant que jamais l'armée ne lui permettra de revenir au pouvoir.

Le parti de la Vertu a bien sûr condamné les méthodes du Hezbollah. Mais plusieurs titres de la presse conservatrice parlent de « scénarios », d'« orchestrations »... Il est vrai que les opérations coups de poing interviennent au moment même où une procédure est lancée pour faire interdire le parti de la Vertu...

## Islam modéré, mystique ou radical

Officiellement laïque, la République turque n'en est pas moins musulmane à 90 % et les groupes islamistes armés, les confréries religieuses ou les mouvements intellectuels prolifèrent d'autant plus facilement qu'ils sont souvent clandestins. Les tenants d'un islam politique légal et modéré se regroupent au sein du Parti de la vertu, successeur du Parti de la prospérité dissous en 1998. Autre groupe légal, celui du mouvement Nur très présent dans certaines institutions d'État. Ils professent un islam « éclairé ».

Les multiples confréries religieuses soufies officiellement interdites depuis les débuts de la République sont, elles, semi-clandestines, leur vision de l'islam est essentiellement mystique. Elles demeurent influentes au sein de l'appareil d'État. Il y a enfin les organisations qui professent un islam radical. Le Hezbollah est constitué de cinq groupes différents selon leur provenance. A ses côtés, le Front des commandos du grand orient islamique (Ibda-C) est aussi très actif dans la lutte armée. Moins importants, certains groupes comme la Jeunesse musulmane ou le Ceysullah sont réputés inféodés à l'Iran ou formés au Pakistan.

---

### Turkish dam controversy BBC

Jan 22, 2000

By BBC world affairs correspondent David Shukman

The arguments are bitter, the issues complex but at heart the question is simple: should Turkey build a vast new dam to generate electricity? The Turkish Government says its plan for the so-called Ilisu Dam, in the mountainous southeast of the country, will be a vital catalyst for development in a neglected region.

A huge international consortium of engineering companies is lined up to start construction. Tell Tony Blair not to go ahead with this. Abdul Kusen Mayor of Hasankeyf.

Britain's Balfour Beatty is poised to take the lead and the British Government is among several preparing to offer financial help - perhaps as much as £200m. The contractors and the Turkish authorities say this project will be a model of environmental and social care.

They promise that as the dam is built across the valley of the River Tigris, and a deep reservoir builds up behind it, the 15,000-20,000 people who will be forced to move home will be carefully resettled.

Compensation will be offered. The historical monuments and ruins of earlier ages will be documented or even rescued. And, as for fears that the dam will become an international flashpoint - with the countries downstream, Syria and Iraq - receiving less water, officials pledge that the design of the dam will make it impossible to hold water back, and anyway Turkey would never want to.

#### Local opinion

With those points in mind, I set out for the region itself to find out how local people are reacting to this plan. It was, after all, a promise of the British Government's that those affected by the dam must be consulted first. The answers I got from them were very clear. My first destination was Hasankeyf, a small but ancient town perched on the banks of the Tigris. No one knows how long Hasankeyf has been settled.

Some say there is evidence of habitation stretching back 11,000 years. What no one disputes is that the town has seen waves of humanity - the Romans, the Byzantines, the Persians, the Seljuk Turks, the Mongols.

And in the 14th century came the forerunners of the modern-day Kurds. No wonder Kurdish people object to the planned dam so forcefully, calling it yet another attack on their culture. The town contains some remarkably beautiful relics. Town mayor Abdul Kusen led me along the rocky paths that connect the site of an abandoned mosque with a ruined castle.



# Assad serait prêt à un compromis sur le Golan

Le biographe du président syrien Hafez el-Assad, Patrick Seale, estime, dans cette interview accordée à *L'Orient-Le Jour*, que la Syrie sera flexible sur plusieurs points dans les pourparlers de paix.

L'ORIENT-LE JOUR (extraits)

Beyrouth

**La volonté de paix de la Syrie ne fait plus de doute aujourd'hui. Qu'est-ce qui a changé fondamentalement et pourquoi, d'après vous ?**

PATRICK SEALE Votre question laisse entendre que le président syrien Hafez el-Assad n'a été que récemment converti à l'idée de la paix avec Israël. Or c'est faux. Assad souhaite la paix depuis très longtemps, en fait depuis les années 74-75, à la suite de la guerre d'octobre [1973]. Dans les années 70, il a été déçu par l'étroussure de vues d'Henry Kissinger, qui n'avait qu'un souci : retirer l'Égypte de l'équation arabe. Dans les années 90, Assad a été de nouveau déçu par les accords séparés conclus par Rabin, d'abord avec les Palestiniens, en 1993, puis avec les Jordaniens, en 1994.

**Comment expliquez-vous le fait que la paix, qui semblait pourtant proche il y a trois ans, ait échoué alors que les Syriens avaient à l'époque davantage d'atouts qu'aujourd'hui (la carte des Kurdes du PKK, le courant dur au pouvoir en Iran, etc.) ?**

Je ne partage pas votre sentiment au sujet de la situation qui prévalait il y a trois ans. A mon avis, la paix n'était pas proche à cette époque car Rabin voulait d'abord "digérer" les accords conclus avec les Palestiniens et les Jordaniens avant de se lancer dans des pourparlers décisifs avec la Syrie. Il ne croyait pas avoir un mandat de son électorat pour se retirer du Golan. Or un tel retrait était le prix réclamé par la Syrie pour faire la paix. Rabin a donc préféré reporter l'arrangement avec la Syrie jusqu'à sa victoire aux élections, mais son assassinat, en novembre 1995, a mis un terme à ses efforts de paix. Son successeur, Shimon Pérès, a eu une très brève et très mouvementée période de pouvoir : il n'a pas eu le temps de donner un coup d'accélérateur au processus de paix.

**Dans quelle mesure, selon vous, la situation interne en Syrie et en Israël a accéléré le processus de reprise des négociations ?**

Je crois que, comme Menahem Begin, qui a signé la paix avec l'Égypte, et comme Rabin, qui a conclu un accord avec les Palestiniens, Barak veut lui aussi figurer dans les livres d'histoire comme étant

l'homme qui a fait la paix avec la Syrie. Pour Assad, le Golan est un important symbole de la souveraineté et de l'indépendance de la Syrie. Il voudrait couronner ses trente années de pouvoir par le recouvrement de son territoire, effaçant ainsi les conséquences de la défaite de 1967. Contrairement à ce que pensent beaucoup d'observateurs de la scène syrienne, je ne crois pas que la question de la succession fasse partie des calculs d'Assad. Il veut le Golan pour lui, et non pour son successeur.

**Il semble que la Syrie ne soit pas prête à faire des concessions. Pensez-vous que le rapport de forces actuel lui permet cela ?**

Tout accord de paix doit forcément reposer sur un compromis. Du point de vue syrien, l'élément territorial du processus de paix a déjà été réglé et ne peut plus faire l'objet de discussions. D'autant que deux Premiers ministres israéliens (Rabin, puis Pérès) se sont engagés à se retirer du Golan jusqu'à la ligne du 4 juin 1967, à condition de satisfaire les besoins israéliens en matière de sécurité et de normalisation des relations entre les deux pays. Mais, tel que je comprends les choses, Assad se prépare à être plus flexible sur les autres points à négocier, notamment la sécurité, l'eau, la normalisation (l'établissement de relations diplomatiques entre les deux pays, l'ouverture des frontières pour le commerce, etc.) et le calendrier de l'application de l'accord.

**La formule actuelle se présente comme un dialogue à trois : Syriens, Israéliens et Américains. Or Ehoud Barak a maintes fois exprimé son désir de parler sans tierce partie avec son homologue syrien. Pensez-vous que la formule à trois est viable ou que Barak finira par obtenir des contacts directs bilatéraux ?**

Barak souhaiterait certainement traiter directement avec Assad, car il croit qu'un accord politique au sommet peut surmonter tous les obstacles et accélérer le processus. Assad préfère un processus prudent dans lequel les problèmes sont résolus l'un après l'autre. Il souhaite aussi la présence constante des Américains afin de négocier et d'endosser les accords conclus étape par étape.

**Des sources diplomatiques occidentales annoncent la signature d'un accord-cadre à l'issue du**

**prochain round de pourparlers et celle de l'accord final en mai 2000. Selon vous, ces dates sont-elles proches de la réalité ?**

Il est désormais acquis que Barak souhaite commencer par obtenir l'agrément de la Syrie pour un accord-cadre ou une déclaration de principe reconnaissant la notion de non-belligérance avant d'entrer dans le détail des négociations. En revanche, Assad préfère entrer directement dans les négociations cruciales. A mon avis, si tout va bien, un accord pourrait être conclu en été, permettant ainsi à Barak de tenir sa promesse électorale concernant un retrait israélien du Liban en juillet prochain. Il est évident toutefois qu'une crise sérieuse dans les négociations pourrait perturber ce calendrier.

**Les Palestiniens semblent très inquiets de la reprise des négociations syro-israéliennes. Pensez-vous qu'un accord entre ces deux pays se fera à leurs dépens ?**

Les Palestiniens ont parfaitement le droit d'être inquiets. Non parce que Syriens et Israéliens sont finalement en train de négocier, mais parce que Barak a déclaré que le principe de la terre contre la paix ne peut être appliqué avec les Palestiniens.

Mais aucun accord israélo-palestinien ne pourra tenir s'il ne prévoit pas une solution pour les réfugiés. Ce qui est surtout inquiétant actuellement, c'est que les 3 ou 4 millions de réfugiés palestiniens en dehors des Territoires ont été exclus des pourparlers. Les réfugiés palestiniens au Liban sont vulnérables et nerveux, d'autant que le Liban a clairement fait savoir qu'il n'en voulait pas. La communauté internationale devrait s'attaquer d'urgence à ce problème. Israël est en train de réclamer pas moins de 17 milliards de dollars pour réinstaller 17 000 colons déplacés du Golan, alors qu'une telle somme pourrait aider à résoudre une bonne partie du problème des réfugiés palestiniens.

**Selon vous, quelle sera la part du Liban dans la paix à venir ? Certains laissent entendre que les soldats syriens resteront dans ce pays après la signature d'un accord avec Israël afin de protéger une paix fragile.**

Mon opinion personnelle est que la signature d'accords de paix entre la Syrie et le Liban, d'une part, et Israël, d'autre part, ne ramènera pas le Levant à l'âge d'or des années 60.

**Interview réalisée par Scarlett Haddad**

**Marianne**

N 144 - Semaine du 24 au 30 janvier 2000.

Monde

## Coup dur pour les Kurdes

# Öcalan met le PKK **Ko**

En reniant ses partisans, le leader a porté un coup fatal à l'espoir d'indépendance. Une volte-face qui signe l'arrêt de mort de la cause kurde.

Imaginez un peuple qui, déjà abandonné des nations, voyant s'évanouir ses espoirs d'indépendance, mais attaché à son chef suprême par toutes les fibres de la révolte et de la solitude, entend brusquement ledit héros décréter sa cause nulle et non avenue, dénoncer la lutte armée dont il était l'instigateur, appeler les militants à la reddition et tirer un trait sur le rêve national. C'est le nouveau cauchemar qui a fondé sur le peuple kurde: Apo, alias l'Oncle, alias Abdullah Öcalan, leader du PKK, capturé et condamné à mort par la Turquie, emprisonné sur l'île d'Imrali, a tout renié pour sauver sa peau. Depuis, les Kurdes sont plongés dans un abîme de détresse où l'incrédulité le dispute à la haine. Pas un jour sans que, là-bas, du côté de Diyarbakir, sur ces terres brûlées, on ne sait plus au nom de quoi, un flic turc leur renvoie l'infamie: « Va donc, même ton chef t'a laissé tomber! » Une honte pire que toutes les détresses qui ont précédé. Un peu comme si Yasser Arafat, à supposer que les Israéliens l'aient capturé au temps du terrorisme, avait piétiné son keffieh. Comme si Ahmed Ben Bella, en 1961, du fond de sa prison d'Aulnoye, avait crié: « Algérie française! » La figure de la trahison se substituant à celle de l'héroïsme. Pseudo-héroïsme, d'ailleurs. Le bon « Oncle » marxiste-léniniste du PKK, réfugié depuis vingt ans en Syrie, n'avait jamais mis les pieds dans un maquis. C'est en toute sécurité qu'il envoyait les camarades au casse-pipe:

« Mes gens sont prêts à mourir pour moi si je leur en donne l'ordre », clamait Apo avec l'ingénuité féroce des faux messies. Trente mille morts, rien que ça. Les



Un peu comme si Ahmed Ben Bella avait crié: « Algérie française! »

intellectuels kurdes – que désespérait l'extrémisme du PKK – pris en étau entre les anathèmes lancés contre eux par Öca-

lan, ajoutant la terreur à la terreur sans faire le détail, rasant des villages entiers au motif que, tuer du Kurde, c'était broyer le PKK.

### La lâcheté pour toute illustration du malheur kurde

Et tout ça pour cette volte-face. Des groupes de partisans d'Öcalan se sont effectivement rendus, voulant se convaincre qu'il s'agit là d'un suprême coup de génie. Une manœuvre de l'ombre, d'où surgira un Kurdistan ressuscité. Mais, chez la plupart des Kurdes, c'est l'amertume, la défaite morale: « Tous voient dans cette capitulation un succès de l'ultranationalisme turc », constate Kendal Nezan, qui dirige l'Institut kurde de Paris. La toile de fond était déjà très noire. La cause kurde a traversé le XX<sup>e</sup> siècle sans réussir à s'imposer sur la scène internationale: aucun intérêt pour une Amérique alliée d'Ankara. D'autres – en Palestine, au Kosovo, voire au Timor-Oriental – voient leur identité reconnue, défendue, exaltée. Les Kurdes, eux, se savent inutiles. Ils ne peuvent plus que miser vaguement sur les pres-

sions européennes pour tenter d'arracher à la Turquie quelques fragments de dignité. La condamnation à

mort d'Öcalan est d'ailleurs ajournée, dans l'attente d'un avis de la Cour européenne des droits de l'homme. L'unique prisonnier de l'île d'Imrali aurait pu transformer son procès en plaidoyer éclatant pour une nation interdite. Au lieu de cela, une contrition spectaculaire. C'est par la lâcheté et l'absurde qu'Apo a choisi d'illustrer l'infini malheur kurde.

Martine GOZLAN

**Apo, alias l'Oncle, alias Abdullah Öcalan, a substitué à la figure de l'héroïsme celle de la trahison.**

lan et les escadrons de la mort du régime d'Ankara. La diaspora systématiquement rançonnée de l'« impôt révolutionnaire ». L'authentique revendication identitaire – la langue et la culture de 15 millions de Kurdes, un quart de la Turquie – confondue avec des commandos qui tuaient femmes et enfants, brûlaient les écoles et les enseignants. L'impitoyable répression de l'armée fortifiée par ce

## L'Allemagne et l'Iran apurent leurs contentieux judiciaires

LA PROVIDENCE fait décidément bien les choses : quelques heures à peine après qu'un ressortissant iranien eut été condamné à une peine de prison avec sursis en Allemagne, l'homme d'affaires allemand Helmut Hofer, dont la saga en Iran durait depuis septembre 1997, était remis en liberté à Téhéran, jeudi 20 janvier. Sauf nouvelle péripétie, M. Hofer devrait pouvoir rentrer rapidement dans son pays, « au plus vite », a même estimé jeudi l'un de ses avocats, M<sup>e</sup> Nasser Taheri, qui craint sans doute l'un de ces imprévus dont la République islamique s'est parfois fait une spécialité.

Helmut Hofer, dont l'« aventure » en Iran fut un mélange de dramatique et de rocambolesque, aura payé à la fois le prix de sa propre désinvolture, d'une crise diplomatique entre Berlin et Téhéran et des luttes entre les factions au pouvoir en Iran.

Mercredi 19 janvier, un tribunal de Berlin condamnait l'Iranien Hamid Khorsand à une amende de 2 550 euros (près de 16 700 francs) et à une peine de dix-huit mois de prison avec sursis – et le remettait immédiatement en liberté. Khorsand était poursuivi pour avoir espionné de 1995 à 1998, pour le compte des services secrets iraniens, des opposants membres de l'organisation des Moudjahidines du peuple. Moins de vingt-quatre heures plus tard, comme prévu de longue date à Téhéran, Helmut Hofer comparait devant un tribunal pour insulte à un officier de

police. En deux temps trois mouvements, les juges le condamnaient à payer une amende équivalente à 6 600 euros (environ 43 200 francs) et le déclaraient libre. Officiellement, il n'existe aucun lien entre les deux affaires. En réalité, elles sont étroitement liées, Téhéran et Berlin cherchant à se dégager d'une crise à tiroirs, dont les séquelles n'ont que trop duré.

### L'« AFFAIRE MYKONOS »

Au commencement, il y eut le verdict rendu en avril 1997 par un tribunal allemand, déclarant « le plus haut sommet de l'Etat » iranien coupable d'avoir commandité le meurtre, quatre ans plus tôt à Berlin, de quatre responsables de l'opposition kurde. Les exécutants, l'Iranien Kazem Darabi, membre des services secrets iraniens selon le parquet allemand, et le Libanais Abbas Rhayel, furent condamnés à la prison à perpétuité. L'« affaire Mykonos », du nom du restaurant où le crime fut perpétré, déclencha une grave crise entre l'Iran et l'Union européenne – solidaire de l'Allemagne –, le climat s'est amélioré en avril de l'année suivante. Mais Téhéran a continué d'exiger des excuses de l'Allemagne.

Entre-temps, en septembre 1997, Helmut Hofer avait été arrêté pour relations sexuelles avec une Iranienne musulmane. En janvier 1998, il avait été condamné à mort, mais le jugement avait été cassé par la Cour suprême, treize mois plus tard, parce qu'il a affir-

mé s'être déjà converti à l'islam lors de sa relation avec une Iranienne – ce qui le rendait passible de flagellation. Son affaire fut donc renvoyée devant un nouveau tribunal. Remis en liberté provisoire, il lui était interdit de quitter l'Iran. Initialement prévu en juin 1999, son nouveau procès fut reporté, faute de... traducteurs. Nombre de diplomates et d'Iraniens étaient alors convaincus que Téhéran cherchait à le troquer contre Darabi.

Deux mois plus tard, M. Hofer était à nouveau arrêté, pour « liens avec des éléments étrangers suspects ». Quelque peu désinvolte, il aurait téléphoné en Allemagne en se servant d'un portable emprunté, mais cela a surtout servi de prétexte aux autorités pour le jeter en prison, au moment où le citoyen iranien Khorsand venait d'être arrêté en Allemagne. Conscientes de l'impossibilité d'obtenir la libération de Darabi, les autorités iraniennes, désireuses de trouver un palliatif qui ne leur ferait pas perdre la face, se seraient en quelque sorte repliées sur un projet de troc plus réaliste : Hofer contre Khorsand.

Parallèlement, en faisant emprisonner une nouvelle fois M. Hofer, le pouvoir judiciaire iranien, tenu par les conservateurs, cherchait à compromettre la politique d'ouverture du président réformateur, Mohammad Khatami, que le chancelier Gerhard Schröder avait invité à se rendre en Allemagne. Helmut Hofer fut en définitive

condamné à 99 coups de fouet, qu'il choisit de commuer en une amende de 23 000 euros. Jamais, au cours de ce nouveau procès, ne furent évoqués les « liens avec des éléments étrangers suspects », mais seulement sa liaison avec une Iranienne. L'affaire ne devait pas en rester là ; car, après avoir payé l'amende, il fut maintenu en prison pour... « insulte à un officier de police » lors de sa détention. Il vient enfin de payer pour ce dernier délit. Il doit sans doute une fière chandelle à la justice allemande.

Cet épilogue devrait permettre un net assainissement des relations germano-iraniennes, qui ne s'étaient jamais totalement remises de l'« affaire Mykonos ». Ce qui n'a pas empêché les deux pays de garder le contact – une délégation de parlementaires allemands a notamment achevé une visite de six jours en Iran la veille de la conclusion du procès Hofer. Au moment où nombre d'Etats de l'Union européenne, singulièrement l'Italie, la France, la Grèce et l'Autriche, soignent leurs relations avec la République islamique, et où même la Grande-Bretagne, est froid avec Téhéran depuis la promulgation par l'ayatollah Khomeiny de la fatwa condamnant à mort pour sacrilège l'écrivain britannique Salman Rushdie, échange avec Téhéran ambassadeurs et visites de ministres, Berlin ne pouvait pas demeurer en reste.

Mouna Naïm

## Turks Uncover More Victims of Muslim Terrorist Group

By Stephen Kinzer  
New York Times Service

ISTANBUL — Police officers searching for victims of a religious-oriented terrorist group found two more bodies on Monday, bringing the total exhumed to 33 since last week.

The gruesome search has riveted Turks' attention since Jan. 17, when a heavily armed police squad surrounded a building that authorities said was the group's Istanbul headquarters and seized it after a spectacular gun battle that was broadcast live on television.

One man inside the building was killed. The police identified him as Huseyin Velioglu, leader of a militant Islamic group known as Hezbollah, which is believed to be unrelated to the anti-Israeli group Hezbollah based in Lebanon.

Ten bodies, all nude and bearing signs of torture, were found beneath the Istanbul hideout. According to news reports, some of the bodies were missing limbs, and others had nails driven into their skulls. The killers had planted onions above the mass grave to cover the odor.

The police captured two men who were inside the house. They also found documents, computer disks and videotapes said to contain scenes of torture and executions.

The victims whose remains have been found so far are believed to have been Kurds from southeastern Turkey, which has been torn by war and terrorism for years. Among them was reportedly Konca Kuris, a writer who had often portrayed Islam as a permissive religion that demands freedom for women.

Some 200 residents of southeastern

Turkey, most of them businessmen unsympathetic to the cause of militant Islam, have disappeared since August. Hezbollah — the name means Party of God — is now considered the prime suspect in many of these cases.

The group is also suspected of involvement in a 1993 arson attack in the city of Sivas. That fire killed 37 secularist intellectuals who had gathered for a conference.

Although Hezbollah in Turkey is not believed to be directly connected to the group based in Lebanon, the two evidently share a fervent commitment to radical Islam.

Turkish and Israeli officials believe that both groups receive support from Iran, but the Iranian foreign minister, Kamal Kharrazi, who was in Turkey during the Istanbul raid, denied that his

government had any connection to Hezbollah in Turkey.

Hezbollah emerged as a force in southeastern Turkey in the late 1980s, when a Kurdish uprising was reaching its peak. For the next several years, the ranks of Kurdish nationalists, intellectuals and businessmen were decimated by thousands of unsolved "mystery killings."

In recent days, news commentators and academic researchers have asserted that many of these killings may have been carried out by Hezbollah in co-

operation with the army and the police. Many of the victims were perceived as supporters of the rebel Kurdistan Workers Party, or PKK, which the government was determined to wipe out.

Now that the Kurdish rebel leader, Abdullah Ocalan, has been captured and sentenced to death, fighting has subsided. If Hezbollah was once an ally of the government, it is now considered a threat because of its support for radical Islam.

#### ■ Officials Deny Backing Group

Turkey has denied suggestions that

the state secretly backed the radical Islamic guerrillas, Reuters reported from Konya, Turkey. But President Suleyman Demirel apparently conceded that some security officials might have exceeded their powers.

"The state does not commit murders or have murders carried out," Mr. Demirel said Sunday, as quoted by the Anatolian News Agency. "There may be forces belonging to the state acting illegitimately, but they are committing a crime. The first duty of the state is to eliminate them."

---

## Commentaries

---

**TDN's Editorial**  
by Ilnur Cevik



---

### Some state officials have made mistakes...

- It is that clear Turkey, like some Latin American countries, has suffered a 'dirty war' and sooner or later the facts will be revealed and those responsible brought to justice...

We also well know that some far-right convicted militants were used by the state in covert operations. Some were ordered to kill "enemies of the state" and that is exactly what they did. Later, however, these militants started acting independently, using their guns and muscle for their own personal gain. Who used these people and how remains a mystery.

In all these incidents we frequently face the familiar term, "cover up."

There are revelations that the authorities withheld vital evidence from the investigators and courts in the assassination of well-known Milliyet editor in chief Abdi Ipekci, allegedly slain by Mehmet Ali Agca, who is now in an Italian prison for trying to assassinate the pope. It is obvious that there is some kind of cover up.

It is said that authorities withheld important information from a parliamentary panel probing the case. Here and there one smells a cover up.

The Susurluk scandal, which revealed the links between underworld personalities, politicians and state officials, was supposed to rock the foundations of the country and end the system of favoritism, corruption and nepotism. That did not happen. A parliamentary investigation into the case was stalled and once again we suffered a major cover up...

Now we see the atrocities of Hizbullah revealed one by one. Yet here, we feel we will not get to the bottom of how "some" state officials used this vicious terrorist gang to kill Kurdish activists and moderate Islamists, who were seen as a threat to the state. All that will happen will be the elimination of some militants while the state officials, who fed them and directed them, will remain unknown and we will face another cover up.

It is obvious that we have had to endure a "dirty war" in Turkey like those in Latin America. The facts may not be revealed today, but sooner or later the time will come when the public will learn the truth, and those responsible will be condemned by history...

On Monday we marked the seventh anniversary of the assassination of Ugur Mumcu, an investigative writer and well-known intellectual. In seven years police have failed to find any meaningful clues to the car bomb that killed Mumcu in front of his home, despite pledges by authorities that the killers would be caught and brought to justice...

Today, as we remember Mumcu, Turkey is trembling with revelations that the radical Hizbullah terrorist group has killed scores of people and buried them in its cell houses across the country. Turks are hit every passing hour with the new gruesome discoveries of mass graves. Hizbullah has been accused of a series of kidnappings and mysterious killings in southeastern Turkey over the years. There is also widespread belief that some state officials used Hizbullah to counteract the PKK terrorist organization in southeastern Turkey and then had many of its sympathizers killed. These people were kidnapped, tortured and murdered.

Many former officials -- some now also murdered -- have admitted that Hizbullah was sheltered and nurtured by some state officials who wanted to use it against the PKK...

25 January 2000,

Copyright ©Turkish Daily News

# L'Etat turc aurait utilisé le Hezbollah pour combattre le PKK

ISTANBUL

de notre correspondant

La police turque vient, une fois encore, de découvrir, lundi 24 janvier, à Tarsus et à Adana, les cadavres - ligotés, bâillonnés, souvent torturés - de nouvelles victimes du Hezbollah turc, un groupe islamiste radical né dans le Sud-Est anatolien. L'ampleur de cette organisation mal connue du grand public et la brutalité de ses méthodes ont choqué le pays. Dix corps trouvés dans un jardin à Istanbul, trois à Ankara, douze à Konya, six à Tarsus, deux à Adana : le total se monte actuellement à trente-trois morts, mais l'enquête se poursuit et la police s'attend à d'autres découvertes macabres. Près de quatre cents militants ont déjà été arrêtés, y compris des fonctionnaires en poste au bureau du premier ministre.

Plusieurs des victimes étaient des hommes d'affaires islamistes, kurdes pour la plupart, kidnappés au cours des mois écoulés. Des membres d'organisations rivales,

d'anciens Hezbollah qui avaient tenté de quitter le mouvement ou des musulmans qui ne partageaient pas l'interprétation brutale de l'islam prônée par cette organisation extrémiste figurèrent également parmi les victimes. A Konya, la police a retrouvé le corps de Konca Kuris, une islamiste féministe enlevée en juillet 1998. Les cassettes vidéo ont révélé que Konca Kuris, qui défendait une vision réformatrice de la religion, aurait résisté pendant trente-cinq jours aux pressions de ses ravisseurs avant d'être exécutée.

L'affaire a débuté, lundi 17 janvier, avec une fusillade opposant la police aux militants du Hezbollah dans la villa de luxe qu'ils occupaient sur la rive asiatique d'Istanbul. Au cours des échanges de coups de feu, qui durèrent quatre heures, Huseyin Velioğlu, le dirigeant du mouvement, trouva la mort. L'arrestation de deux de ses proches collaborateurs mena les enquêteurs à la découverte d'une première fosse commune à Istanbul. Au cours des raids des poli-

ciers, des cassettes vidéo, comportant les interrogatoires, les confessions forcées - et même les exécutions de certaines victimes - ont également été saisies.

Les Hezbollah firent parler d'eux dans le Sud-Est anatolien au début des années 90, lorsqu'ils déclenchèrent la guerre aux militants du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK). A cette époque, entre mille cinq cents et trois mille personnes, souvent des sympathisants de la cause kurde, furent victimes d'assassinats jamais élucidés. De nombreux meurtres furent, à l'époque, attribués au Hezbollah, et des rumeurs circulèrent sur une collusion possible avec les équipes « spéciales » des membres des forces de sécurité qui luttaient contre le même ennemi.

« Au début des années 90, le Hezbollah a été utilisé comme une pince dans la lutte contre le PKK », écrivait récemment l'éditorialiste Hasan Cemal dans le quotidien *Milliyet*. « L'Etat ne commet pas et ne fait pas

commettre de meurtres », a protesté le président de la République, Süleyman Demirel, qui a cependant admis qu'il était possible que certaines forces liées à l'Etat aient abusé de leur pouvoir et agi de façon criminelle. L'armée, pour sa part, a rejeté ces allégations et rappelé que cette affaire démontrait la nécessité de poursuivre la lutte contre l'islam politique.

De nombreux points d'interrogation subsistent. Le journaliste Ugur Mumcu, du quotidien *Cumhuriyet*, lui-même victime il y a tout juste sept ans d'un meurtre qui n'a jamais été élucidé, avait fait part d'allégations suggérant que le Hezbollah était utilisé comme « contre-guérilla » dans la lutte contre le PKK. « Tant que ces meurtres ne sont pas résolus et que ces attaques continuent, écrivait Ugur Mumcu en 1994, l'Etat n'échappera pas à ces accusations, qu'elles soient justes ou injustes, vraies ou fausses. »

Nicole Pope

## Un expert suédois du nucléaire pourrait être chargé de désarmer l'Irak

NEW YORK (Nations unies)

de notre correspondant

Le Suédois Hans Blix pourrait être le nouveau président de la commission du désarmement de l'Irak. Après des semaines de tergiversations et de négociations difficiles, les cinq membres permanents du Conseil de sécurité seraient sortis de l'impasse sur la nomination du chef du nouvel organisme de désarmement de l'Irak, l'Unmovic, en acceptant à l'unanimité, mardi 25 janvier, la candidature de l'ancien président de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA). Chargé par le Conseil de sécurité de trouver un candidat pour présider l'Unmovic, créée le 17 décembre 1999 par une résolution du Conseil, le secrétaire général des Nations unies, Kofi Annan devrait annoncer son choix très prochainement.

Proposée il y a plus d'une semaine par la France, la candidature de M. Blix a été acceptée par Washington, lundi, lors du passage à New York de la secrétaire d'Etat, Madeleine Albright. Interrogé par téléphone à Washington, un responsable du département d'Etat a déclaré au *Monde* que M. Blix « répond bien au profil souhaité par les Etats-Unis ». Les Russes, qui étaient eux aussi « rétifs » à sa nomination, se sont laissés convaincre.

« TRÈS SURPRIS »

Candidat de compromis, Hans Blix n'était le premier choix de personne. Pas même de la France, qui avait fait campagne en faveur de l'ancien ambassadeur du Brésil à l'ONU, Celso Amorim. M. Annan avait, quant à lui, proposé un autre diplomate suédois, Rolf Ekeus, qui satisfaisait Washington mais dont le choix avait été récusé par la Russie, la France et la Chine. Pour Moscou, M. Ekeus était « trop associé aux activités de l'Unscov », l'ancienne commission du désarmement, qu'il a présidée entre 1991 et 1997.

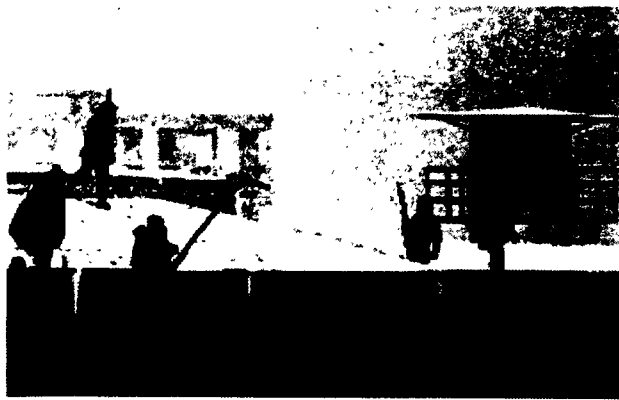
M<sup>me</sup> Albright a d'ailleurs profité de son passage à New York pour critiquer Paris, Moscou et Pékin. « J'étais très déçue par certaines discussions la semaine dernière, au cours desquelles le Conseil de sécurité n'a pas honoré l'accord permet-

tant au secrétaire général de nommer un président pour l'Unmovic, a-t-elle dit. Il est ironique que, pendant le mandat de Richard Butler [le successeur de M. Ekeus à la tête de l'Unscov], ces mêmes pays qui se sont opposés à Ekeus ne demandaient que son retour ».

Contacté par les Suédois et les Français en Patagonie, où il passe ses vacances, M. Blix, « très surpris », aurait accepté le défi de mener à bien les travaux sur le désarmement de l'Irak. Président pendant dix-huit ans (1980-1997) de l'AIEA, il a entretenu de bonnes relations avec Washington et Moscou. Ses relations avec l'Irak, bien que parfois tendues, étaient cordiales. Agé de soixante et onze ans, il avait pris sa retraite en 1997.

Sa nomination devra être entérinée par l'ensemble des pays membres du Conseil de sécurité. Il faudra ensuite persuader Bagdad de l'accepter et d'admettre le retour des inspecteurs du désarmement. Dans un premier temps, estiment des diplomates, l'Irak va refuser mais il « finira par accepter ». Pour l'heure, les autorités irakiennes refusent le retour des experts du désarmement, partis en décembre 1998, mais elles continuent de coopérer avec les équipes de l'AIEA qui se trouvent actuellement en Irak.

Afsané Bassir Pour



## IBDA-C riot at Metris Prison

26 January 2000

Turkish Daily News

While security operations to root out the Hizbullah organization continue, another radical Islamic organization demonstrated in a prison facility. Metris Prison, where many Islamic Great East Raiders Front (IBDA-C) prisoners are locked up, woke up to thick smoke on Tuesday morning at 5:00 a.m.

The gendarmerie had wanted to carry out a legal search in the wards controlled by IBDA-C leader Salih Mirzabeyoglu, who is expected to attend a hearing in a State Security Court (DGM) today. However, 61 members of the Islamic organization who live in the B1 and B2 wards would not let the gendarmes search the cells. They set up burning barricades at the doors and attacked the security guards who entered. Prison administrators, now used to frequent IBDA-C demonstrations, reinforced security personnel by ordering two tear gas bombs thrown into the wards at noon. Five prisoners were wounded.

Mirzabeyoglu and his supporters, who have not attended DGM hearings in Istanbul for the last year, shouted slogans such as, "We are not going to surrender

until we die." The IBDA-C has conducted several uprisings previously, often receiving what they want. A similar uprising a month ago injured 40 security guards, including a squadron leader. In instructions sent to Metris Prison by the Justice Ministry a few days ago, 64 members of the organization were to be sent to other prisons. The IBDA-C militants see Metris Prison as the organization's fortress.

Firefighters put out the fires before soldiers stormed the wards. Prisoners' resistance continued till 4:45 p.m. After all of the IBDA-C militants were detained, the operation was completed.

Prison officials refused to comment on the conflicting reports. Outside the prison, the sound of gunshots could be heard. Worried relatives, who said they had spoken to inmates by cellular telephone, said some prisoners had been wounded. Police outside the prison detained 21 relatives for chanting slogans. A lawyer for the inmates was also detained as he attempted to speak with reporters.

The IBDA-C is one of several illegal Islamist guerrilla groups in Turkey seeking the establishment of an Islamic republic based on strict Shariah, or religious law. It is not connected to Hizbullah, which has been held responsible for dozens of gruesome murders revealed in recent weeks.

A string of violent protests have erupted in prisons across Turkey in recent months as inmates protested government plans to move them from dormitories, which they are often unable to control, into smaller cells that hold only a few prisoners.

Kurdish and Islamic prisoners often run their own prison wards -- large rooms where hundreds can live communally. The government plans to transfer prisoners to two-person cells in order to break up the groups.

Earlier this month inmates at the IBDA-C-controlled Metris Prison held 17 guards and a lawyer hostage for six hours in support of comrades who had clashed with security forces in yet another prison in western Turkey.

# Watch the Caspian 'Great Game' Getting Rough

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE,

JANUARY 27, 2000

**WASHINGTON** — The Clinton administration continues to make happy talk about how well it is playing the new "Great Game" of energy politics in the Caspian region. Meanwhile, the centerpiece of that strategy, a set of pipelines that would transport oil and gas to Turkey, appears to be sagging.

President Bill Clinton's aides touted his "diplomatic victory" after a European summit meeting in November in Istanbul, where they won pledges from Turkey, Georgia, Azerbaijan and Turkmenistan to support the American pipeline plan. Administration officials patted themselves on the back for outsmarting the Russians, who wanted to control the pipeline trade themselves.

But the Istanbul proclamation, like much else in Mr. Clinton's foreign policy, turns out to have been partly a

By David Ignatius

public relations exercise. The Russians have played the pipeline game harder than the administration expected — all the way to fighting a bloody war in Chechnya, in part to secure access routes for their pipelines.

And America's friends in Ankara, Baku and Ashgabat may have been telling the visiting U.S. president what he wanted to hear before making side deals with Moscow.

A sign that Mr. Clinton's pipeline strategy is in trouble came on Monday when the Turkish Energy Ministry announced that it had failed to reach agreement with Azerbaijan and Georgia over terms for the Baku-Ceyhan oil pipeline. That is the U.S.-backed plan to link Azerbaijan's capital, on the

Caspian, with the Turkish Mediterranean port of Ceyhan.

The plan "is collapsing of its own weight, because the oil isn't there for the pipeline," explains Julia Nanay, an analyst with the Petroleum Finance Co., a Washington consulting firm. She notes that on current projections, the Baku-Ceyhan line would have far less than the million barrels per day needed to make it work commercially.

The other leg of the administration's pipeline strategy, the Trans-Caspian Gas Pipeline, is also wobbly. The consortium planning to build the line — which includes powerhouses Bechtel, GE Capital and Shell — insists that "it's commercial and a good investment," says a spokesman. But the Caspian route faces strong competition from two alternative gas pipelines to Turkey backed by Russia and Iraq

The Russian gas project is known as Blue Stream. The Russian giant Gazprom proposes to build this pipeline under the Black Sea. That is quite a technological feat, and the Russians and their Italian partner have encountered some delays in financing the project. But Clinton administration officials now expect that it will go forward this year. The Turks, despite their pledges to support Washington's plans, have been quite enthusiastic about Blue Stream. Meanwhile, the Iranians have completed their own gas pipeline to Turkey.

So, will the market support a third, U.S.-backed Caspian pipeline? That is the practical business question — with the Russians planning to send Turkey 16

billion cubic meters of gas annually via Blue Stream, and the Iranians planning to send 10 billion cubic meters through their line. The Trans-Caspian line would add another 16 billion cubic meters.

Even the consortium that would build the Trans-Caspian line notes that the field may be getting crowded. "If Blue Stream goes forward, we'd re-examine our design and capital plans to fit what would be a slower ramp-up," says Ed Smith, president of PSG International, a partnership between Bechtel and GE Capital that will own 50 percent of the Trans-Caspian line.

But the administration, with its eye on the Great Game, continues to insist that its pipeline projects will work out

fine. "We still think we've maneuvered all sides into this agreement rather skillfully," says Energy Secretary Bill Richardson.

If only victories were so easy. Russian tanks have been leveling Grozny. For the Russians, notes Bulent Aliriza at the Center for Strategic and International Studies, maintaining control over energy deliveries to Turkey is a deadly serious business.

Russia has put some potent chips on the table in this game of pipeline poker. America's friends in Turkey and neighboring states might reasonably ask whether it really intends to match Russia's escalation.

*The Washington Post.*

## RÉGIONAL

# Prémices d'un dégel arméno-turc

Selon certaines informations, ouverture prochaine une fois par semaine du poste-frontière de Kars

Selon l'agence semi-officielle turque *Anatolie*, les pourparlers menés entre Turcs et Arméniens, à l'occasion de la venue à Kars du 17 au 20 janvier d'une délégation de la République d'Arménie, ont débouché sur la décision d'ouvrir le poste frontière de Kars une fois par semaine. La délégation arménienne, qui a été reçue par le maire de Kars, Naif Alibeyoglu, était composée de Grigor Aranelyan, chef du département des pays du Proche et du Moyen-Orient au ministère des Affaires étrangères, Arsen Avarian, chef du département Turquie dans le même ministère, Karen Kotcharian, directeur-général du ministère de l'Administration territoriale, Vardan Ghoukassian, maire de Gumri, Seyran Petrossian, vice-préfet de la région de Chirak, Volodia Arouchanian, conseiller du préfet de Chirak et d'une équipe de la télévision arménienne.

La délégation arménienne a rencontré le préfet de la région de Kars, Nevzat Turhan. Selon *Anatolie*, M. Avarian a déclaré que cette visite avait pour but de «prendre les initiatives nécessaires» à l'ouverture «des que possible» du poste frontière de Kars. M. Turhan, lui, a souligné que cette ouverture contribuerait grandement au développement de l'économie de Kars.

Les maires de Kars et de Gumri ont signé un mémorandum sur la création d'un Centre de coordination, destiné à activer la coopération entre les deux régions frontalières. En vertu de ce document, les maires de Kars, Igdir, Artvin, Ardahan et Erzeroum, ainsi que leurs représentants dans le monde des affaires, se rendront dans un mois dans la région de Chirak, pour discuter de la création d'un Conseil d'affaires des régions frontalières.

Ankara a démenti jeudi 20 janvier par la voix de Sermet Atacanli, le porte-parole adjoint du ministère des Affaires étrangères, les informations sur l'ouverture du poste frontière de Kars. Le règlement du conflit du Karabagh contribuera, a-t-il dit, à «normaliser» les relations turco-arméniennes, et l'ouverture des postes frontières pourra également «s'inscrire à l'ordre du jour» de ce processus de normalisation.

Il n'en reste pas moins que les prémices d'un dégel entre Ankara et Erévan sont patents. Après l'avis favorable émis par

les industriels turcs (cf. n° 299, p. 1), c'est au tour des municipalités de Kars et de Gumri d'activer les négociations en vue de la réouverture du poste frontière de Kars.

Les signes de rapprochement et les appels du pied se multiplient. Dans un message écrit adressé à son homologue arménien Robert Kotcharian, le président turc Süleyman Demirel a rappelé que «certaines questions non réglées dans le Caucase compromettent non seulement la stabilité dans [la] région, mais aussi les perspectives d'une coopération». «Récemment, a-t-il souligné, j'ai eu l'opportunité de rencontrer les présidents Haydar Aliev et Edouard Chevardnadze. Nous avons discuté de ce qui pouvait être fait pour rétablir la paix, la stabilité et la prospérité dans cette région. Comme nous partageons les responsabilités à l'égard de la région, je me devais de vous faire part de mes impressions concernant ces rencontres et de mon point de vue sur ces questions.»

L'Arménie a réagi mercredi 19 janvier à la proposition de Pacte de Stabilité du Caucase, formulée la semaine dernière par le président Demirel à Tbilissi. Le porte-parole du ministère des Affaires étrangères, Ara Papian, a déclaré à *Radio-Liberté* que «sans une normalisation des relations turco-arméniennes, il sera impossible de parler de programmes régionaux». Ankara doit abandonner ses «préalables» posés à cette normalisation, a souligné M. Papian.

Arrivé dans ce contexte, samedi 22 janvier à Erévan, pour des pourparlers destinés à relancer les négociations sur le Karabagh, le secrétaire d'Etat adjoint américain Stephen Sestanovitch a estimé que la non-résolution du conflit demeurerait un obstacle sérieux à la normalisation des relations arméno-turques. Il a ajouté que le gouvernement américain était «favorable à des frontières ouvertes» et se sentait «encouragé par l'intensification des contacts ces derniers jours le long de la frontière». «Je pense que le gouvernement turc croit également que l'ouverture des frontières donnerait aux Etats de la région l'opportunité de tirer profit de contacts commerciaux réguliers», a souligné M. Sestanovitch. ●



*Politique extérieure  
(Turquie - PKK - recrutements d'enfants soldats -  
lutte et prévention)*

36537. - 25 octobre 1999. - M. Michel Terrot attire l'attention de M. le ministre des affaires étrangères sur les résultats du récent rapport publié par plusieurs organisations non gouvernementales à l'occasion d'une conférence relative aux enfants soldats. Ce document fait ainsi état d'un recrutement systématique des séparatistes armés du PKK auprès des communautés kurdes un peu partout en Europe et notamment en France où les familles subissent des pressions importantes de la part d'associations culturelles qui n'ont en fait qu'un objectif, celui d'endoctriner les mineurs. Il lui demande donc son avis sur cette situation et plus spécialement la nature des actions qu'il compte entreprendre afin d'éviter de nouveaux recrutements d'enfants soldats sur le territoire national.

*Réponse.* - En cette année du 10<sup>e</sup> anniversaire de la Convention des droits de l'enfant, la France a eu l'occasion, à plusieurs reprises, de marquer son attachement à l'amélioration de la condition des enfants. La question des enfants soldats compte à cet égard parmi ses priorités, c'est pourquoi elle a pris position en faveur du relèvement à 18 ans de l'âge de la participation des enfants dans les conflits armés. C'est la position qu'elle a soutenue à l'OIT lors de la négociation de la convention sur les pires formes

de travail des enfants, et celle qu'elle tient également dans le cadre de la négociation du protocole additionnel à la convention des droits de l'enfant, sur les enfants dans les conflits armés. Quant au recrutement, sur le territoire français, d'enfants d'origine kurde par le PKK, cette information a retenu toute l'attention des autorités françaises. Après que les représentants du ministère des affaires étrangères et du ministère de la défense à la conférence de Berlin, organisée en octobre dernier par la coalition d'ONG sur les enfants dans les conflits armés, eurent pris connaissance de cette information, produite par la coalition dans son rapport introductif, une enquête a été demandée aux services ministériels concernés afin de faire la lumière sur ces allégations et sur les moyens de réprimer de telles pratiques si elles étaient avérées. L'identification de tels faits apparaît toutefois difficile dans la mesure où aucune plainte n'émane des familles et où les activités visées interviennent une fois les enfants sortis du territoire français. Cependant, les autorités françaises, qui considèrent le PKK comme une organisation terroriste et qui ont interdit, pour cette raison, ses activités sur son territoire en 1993, continueront à faire preuve de la plus grande vigilance à l'égard des agissements de ce mouvement.

## Atrocités du Hizbullah: l'Etat mis en cause

lundi 24 janvier 2000, 12h28

ANKARA, 24 jan (AFP) - Choqués par les dizaines de cadavres, victimes du Hizbullah, exhumés jour après jour aux quatre coins du pays, les Turcs s'interrogent sur le rôle d'apprenti sorcier qu'a pu jouer l'Etat face au mouvement intégriste, malgré les démentis du président et de l'armée.



La police a déterré lundi deux nouveaux corps, à Adana et Tarsus (sud), portant à 33 le nombre de morts découverts en moins d'une semaine, notamment à Konya (centre), Istanbul (ouest) et Ankara.

"Depuis des jours, nous regardons ces scènes d'horreur sur nos écrans de télévision", résumait un éditorialiste du quotidien à grand tirage Hurriyet. "Mais une question vient à l'esprit: l'Etat ne les (NDLR: le Hizbullah) a-t-il pas protégés et utilisés à un certain moment?"

Et de conclure: "Les forces de l'Etat qui ont créé leur propre monstre comme le docteur Frankenstein ont perdu le contrôle sur le Hizbullah et ont été utilisées par l'organisation qu'elles protégeaient pour s'en servir".

Le Hizbullah a été créé au début des années 1980 dans le sud-est anatolien, théâtre de la rébellion séparatiste du parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK, marxiste-léniniste), auquel l'ont opposé des affrontements sanglants.

La vaste opération lancée contre le mouvement intégriste intervient après l'annonce par le PKK, à la fin de l'an dernier, qu'il arrêterait les combats et se retirait de Turquie, conformément à un appel de son chef Abdullah Ocalan, condamné à mort en juin pour les 15 ans de lutte armée de son organisation.

Pour l'éditorialiste de Turkiye (conservateur), "l'Etat a toléré ces meurtriers comme un sérum anti-PKK (...) Mais le tableau qui se dégage aujourd'hui, c'est que le Hizbullah a utilisé l'Etat, et non l'inverse".

Le quotidien populaire Sabah s'interrogeait: "Ceux qui soutenaient le Hizbullah contre le PKK subissent-ils le même sort que les Etats-Unis, qui ont soutenu les Taliban en Afghanistan contre les Russes? A quel moment certaines forces au sein de l'Etat ont-elles utilisé le Hizbullah contre le PKK? A quel moment le Hizbullah a-t-il échappé à tout contrôle?"

Le député Abdullah Gul, du parti islamiste de la Vertu (Fazilet), a pour sa part ouvertement accusé l'Etat d'avoir soutenu le Hizbullah pour s'en servir contre le PKK, dans des déclarations à la presse dimanche.

"Rien de tout cela n'aurait pu se produire si (le Hizbullah) n'avait pas été toléré", a-t-il estimé, déniait tout lien entre le Fazilet et le Hizbullah. Il a demandé au nom de son parti une enquête parlementaire.

La puissante armée turque a dû intervenir pour rejeter tout lien avec le Hizbullah, répondant aux allégations de plusieurs journaux.



"Le fait de vouloir établir un lien avec les forces armées turques et l'organisation terroriste Hizbullah, qui est un réseau criminel sans pitié, est une calomnie dénuée de tout fondement", a affirmé l'état-major dans un communiqué lundi.

La veille, c'est le président Suleyman Demirel qui était monté au créneau pour rejeter comme des "calomnies" les allégations selon lesquelles l'Etat aurait toléré le Hizbullah tant qu'il luttait contre le PKK.

Indignation et interrogations sont également nourries par le 7-ème anniversaire, lundi, de l'assassinat d'Ugur Mumcu, un journaliste réputé de Cumhuriyet tué dans sa voiture piégée devant son domicile à Ankara, dont les meurtriers courent toujours.

Il enquêtait sur les milieux islamistes radicaux et la mafia, et leurs liens éventuels avec l'Etat.

---

### **Hizbullah: The Susurluk of the Southeast**

Writer Faik Bulut calls Huseyin Velioglu, the Hizbullah leader killed in Beykoz last week, the 'Catli of Hizbullah,' and says, 'if he had been taken alive, the Susurluk of the Southeast would have been solved'

Yahya Kocoglu Istanbul - Turkish Daily News January 27, 2000

Faik Bulut, a Middle East expert who wrote the book "Code Name Hizbullah" together with Mehmet Farac, has said that the killing of Huseyin Velioglu will make it impossible to work out the exact relationships in the Susurluk of the Southeast. He described Velioglu, who was the leader of Hizbullah's Menzil group, as the Catli of the Southeast [Abdullah Catli was a wanted murderer who was killed in a car accident at Susurluk along with a police chief and his girlfriend. A member of Parliament was seriously injured in the same incident]. Pointing out that the ideology of Hizbullah, which has little support and is an artificial creation, had been destroyed, Bulut said, "it will not be easy to recreate Hizbullah after this."

Speaking to the Turkish Daily News Bulut said that the organization in Turkey could not be compared to the real Hizbullah. Bulut said that the word Hizbullah is used for an organization actively involved in armed, military action, and from this point of view there can not really be any talk of an organization called Hizbullah in Turkey. "There are Islamic organizations which have taken up armed struggle. These are called Hizbullahi. But they cannot establish a central structure for themselves, each of them are local autonomous structures, wherever they are," said Bulut. He stated that this structure was the result of efforts by those influenced by the Iranian Islamic revolution and sympathetic to Islam. These attempted to organize in Turkey after receiving military and political training in Afghanistan and Iran.

Bulut said that Hizbullah was an active organization in the Middle East with a central structure which relied on the people for its support and was involved in actions for the benefit of the people.

Bulut continued: "There are no similarities between this organization and the groups in Turkey from the point of view of fighting methods and performance. The few people trained by the real Hizbullah are not enough to merit the name here. It means there is no organic relation between Hizbullah and the groups in Turkey. These groups have relations with other groups in Iran which want to export the Islamic revolution to Turkey. The Iranian government abandoned the idea of exporting the Islamic revolution to Turkey from 1990 on. But there are some groups which have not abandoned the idea and which hold some element of governmental power. These have used the groups in Turkey."

#### **Hizbullah in Turkey**

Bulut stated that the militants who chose armed struggle in order to gain power first started to organize in Diyarbakir at the beginning of 1980. He stressed that this activity was carried out in Diyarbakir where "not even a bird could fly" after the Sept. 12, 1980 military coup. He further stated that Huseyin Velioglu, Fidan Gungor, Abdullah Yigit, Molla Mansur Guzelsoy and Ubeydullah Dalar had been involved in these efforts.

According to Bulut, Hizbullahi organizations started in Diyarbakir, Batman and Istanbul in the first half of the 1980s in the following way: "While meetings were being held in Vahdet Bookstore in Diyarbakir, a group of Akinci people began to come together to talk about religious matters.

After a while this group began committing some small thefts but was caught during a jewellery robbery in Mecidiyekoy in 1984. But among them was a National Movement Party (MHP) activist called Nejat Atiker who had previously been convicted of drugs offenses and theft, came to notice by offering to act directly to establish an organization instead of simply talking about it. Irfan Cagirci, the older brother of Ridvan Cagirci who was arrested in the robbery, appeared as the leader of an organization called "Islamic Action" in 1993. Ekrem Baytap, who was one of the leaders of the Islamic Action organization in the 1980s, had been trying to get organized in his Cem Bookstore in Batman."

Faik Bulut said that although there were already some groups called Hizbullah in Turkey, the name began to be heard when it clashed with the Kurdistan Workers' Party (PKK) in the Southeast in the beginning of the 1990s. Bulut discussed this process: "The period when Hizbullah began to be heard of and the first period when it fought against the PKK was in 1990 in Idil. PKK militants killed the father of a Hizbullah member. Then Hizbullah militants killed a PKK sympathizer called Mihail Bayro. Clashes then started.

Local officials in this region saw that the guard system was not successful and turned a blind eye to Hizbullah militants in order to benefit from the hostility between Hizbullah and the PKK. In this way, they started to use Hizbullah militants against the PKK. This practice was adopted by other officials in nearby cities and regions. In Silvan, Gercus, Batman... It means they subscribed to the "dog eat dog" philosophy. This was an administrative and political weakness in the state and the officials in that region... Second, some forces which started to act in the name of the state included former confessed [members]. For instance Mehmet Yildirim, who went by the code name Yesil, killed PKK militants in the name of Hizbullah and Hizbullah militants in the name of the PKK..."

Bulut pointed out that these claims appeared in the indictment prepared by the Diyarbakir State Security Court (DGM) Attorney General's Office. He mentioned that the same claim was repeated in the Turkish Parliament's Unsolved Murders Investigation Commission's report of 1995. In Murat Demir's confession statement, it was reported that Yildirim set up Hizbullah in Bingol Solhan with help from Velioglu. Bulut stated that the Diyarbakir representative of a weekly magazine (2000'e Dogru), Halit Gungen, was killed two weeks after alleging that there was a Hizbullah camp in Diyarbakir Rapid Deployment Forces Center.

Stating that the "scientific wing" ["ilim kanadi," a branch of knowledge] whose leader was the Huseyin Velioglu killed in the operation in Beykoz, was against the PKK and also started fighting the Menzilci group which did not believe in armed conflict. Bulut said that about 300 members of the Menzil group, chief of which were Fidan Gungor and Ubeydullah Dalar, were killed in these clashes. Bulut gave information about the organization as follows: "In this period, the scientific wing had about 20,000 sympathizers. Very young people between the ages of 15 and 20, the ill-educated and unemployed masses, are organized in the mosques. All of them are potential murderers. They are brave people. They work as a professional murder gang.

The organization's sources of funding are unknown. Anyone who joins them becomes rich all of a sudden. This money may come from abroad or may be from automobile theft, extortion, ransom and smuggling."

### **The end of Hizbullah**

Faik Bulut pointed out that the "total fight" strategy from Tansu Ciller's term as prime minister, which led local officials to tolerate Hizbullah, changed in 1995 when Ismail Hakki Karaday became head of the General Staff. He went after Hizbullah, the PKK retreated militarily, and operations against Hizbullah started one after the other. The number of those caught reached 3,000 and after that the leaders, all of them known to the state, fled to the west of Turkey. Bulut talked about these events;

"They came to the west but could not get any money there. It was someone else's territory. In my opinion, this was the reason why Velioglu's group got involved with the Zehra Association. This association consists of a group of people from southeastern Turkey, not involved in politics, and businessmen supportive of Islam. They tried to find support from this association made up of Kurdish people and to solve their money problems by kidnapping people for ransom. I think that Velioglu was influenced to come to Istanbul and to the west. He was brought here for some reason and then the operation in Beykoz was carried out. Velioglu's network of relations was quite intricate. For instance, the finding of video records of Mehmet Sumbul's interrogation... If it is true, it means that this organization without an ideal became a guerrilla force, working for the mafia. They may have directed their interests towards making money this way because of having lost their ideology."

## **The Catli of the Islamists**

Bulut stated that Hizbullah was a result of the Kurdish problem not having been approached logically and said; "I think this organization is a result of Susurluk, which revealed the relations between police, mafia and parliamentary deputies. In this sense, Huseyin Velioglu was the Catli of the Islamists. He was a very dark person. He was a black box [as in an airplane]. If he have been caught alive, I think that the Susurluk relations in the southeast would have come to light in a detailed interrogation. But Velioglu took his secrets to the grave. He was also a black box from the point of view of the state. He was a black box for illegal actions, external relations and unsolved murders in that region."

Bulut stated that the coalition government had heavy responsibilities if Turkey were to escape from such links. He said: "This government has democratic intentions of joining the European Union. At the level of democratic initiatives, it is trying to ensure freedom of thought and language and also cultural freedoms. What should be done is to reveal the relations between Hizbullah and some departments of state in that period and its links to politicians in that region. This means solving the Susurluk of the Southeast. In 1995, Parliament's Unsolved Murders Investigation Commission was working, but this was a time when the party in power did not want to reveal these matters. A new commission should be established and the same investigation should be carried out seriously. I believe that we can get definite and clear results."

"Those who were afraid of giving evidence were scared of the PKK and Hizbullah. In this sense, officials in the region can do their work in a more legal fashion and examine the files in detail. Many documents have been found, and Hizbullah uncovered to a great extent. The distrust between the state and the public in the region would disappear. All of this could be done by working seriously and objectively. I say this on the condition that the justice system carry out its duties. Putting police in mosques and put Hizbullah militants in prison are temporary measures."

## **Hizbullah groups in Turkey**

Kasimpasa Hizbullah. Southeast Hizbullah. Diyarbakir Hizbullah (menzil group) Fidan Gungor, Mansur Guzelsoy, Ubeydullah Dalar. Batman Hizbullah (Dawn group) Giyasettin Ugur. Science group (Diyarbakir- Batman group) Huseyin Velioglu. He changed his surname in 1995. Educated at the School of Political Sciences. Batman Hizbullah (Islamic Action people) When they were caught in Istanbul, MIT (National Intelligence Organization) identification cards were found on them. The details on the cards were correct. Additionally, 40 kilogrammes of C-4 was found. But an investigation into these explosives was not conducted. Silvan Hizbullah, Mardin-Nusaybin Hizbullah, Bingol Hizbullah, Urfa Hizbullah, Mus and its vicinity Hizbullah, Gaziantep Hizbullah. Other regions' Hizbullah.

## **Hizbullah Book**

In the book by Faik Bulut and Mehmet Farac, published by Ozan Publications at the beginning of 1999, it was written that Hizbullah was finished in the Southeast. It was also stated that the "brains" of the Hizbullah groups were paralyzed and many trigger men caught during the Beykoz operation, or in other places the previous year.

The text says: "Some of the most senior figures ran away from the southeast to the west of Turkey, migrating to cities such as Istanbul, Bursa, Adana and Mersin, and then disappeared. It means that the Hizbullah cancer spread all over Turkey, eating through its body."

It is stated that the trigger men for these groups, which were supported by some state officials in the Southeast, were set free at police stations after being captured. It is written in the book that the Hizbullah militants called "Islamic Action," who were caught in Istanbul and Ankara between 1993 and 1995, were used by foreign intelligence organizations and were involved in many spying activities. In the book the organization's characteristics are described, these include: preferring to carry out its activities in daylight, shooting victims in the head with a single bullet and not claiming responsibility for its actions.

\*\*\*\*\*

# TURKEY AND THE EU

## SILVER LININGS EMERGE AFTER A DARK 1999

*A new government, a \$4 billion agreement with the IMF and advances toward the EU augur well for the new century.*

Only a year ago, Turkey was experiencing political instability, high inflation and an economic recession. But 1999 confounded expectations, and the elections in April proved to be a watershed. The coalition alliance formed by Bulent Ecevit's Democratic Left Party, Devlet Bahçeli's Nationalist Action Party and Mesut Yılmaz's Motherland Party has turned out so far to be one of the most stable and responsible governments the country has seen in years.

In December, Turkey was formally named a candidate to the European Union after a two-year period of tense relations with Brussels. The government also signed a \$4 billion standby agreement with the International Monetary Fund and embarked on a wide-ranging program of economic reforms that brings new hopes for the future. "A psychological obstacle was lifted," says Emre Gonen, secretary-general of IKV, the Foundation for Economic Development. "One can argue whether it's going to take three or five months until the first results are felt, but if this policy is taken seriously, Turkey will really have turned the corner."

In its first seven months in power, the Turkish Parliament adopted a record 104 laws, many of which were considered crucial to giving the economy a much-needed boost. A new banking law will bring more discipline to the sector, and raising the retirement age should help reduce the budget deficit. Allowing for international arbitration in commercial disputes provides the legal grounds for attracting foreign investors.

### Aftershocks

The two powerful earthquakes that devastated northwest Turkey in 1999, killing over 17,000 people and leaving more than half a million homeless, further damaged the economy. But the tragedy may paradoxically have contributed to the change of atmosphere in Turkey. While the country was still trying to come to terms with the scale of the disaster that had hit its most industrialized region, assistance poured in from abroad. The help provided by Athens, and particularly the support of the Greek population, led to a dramatic improvement in relations between the long-term rivals and neighbors, and paved the way for Turkey's EU candidacy and the release of EU funds. On Jan. 20 of this year, Turkey and Greece signed a series of accords on commerce, organized crime, illegal immigration, tourism and the environment.

Another cathartic event was the capture in Kenya in February of Abdullah Ocalan, leader of the outlawed Kurdistan Workers Party (PKK), who had been on the run since he was forced out of Syria in the fall of 1998. His arrest initially triggered a wave of unrest that had a negative impact on the tourism industry. It also contributed to the electoral success of the far-right Nationalist Action Party, which was calling for Ocalan's swift execution. The death sentence handed down in June by the judges loomed large over relations with the European

Union, which urged Turkey not to execute him.

During his trial, Ocalan had called for peace and reconciliation. Later, from his prison cell, the Kurdish leader urged PKK militants to stop their armed struggle and withdraw from Turkish territory. Although the Turkish authorities have dismissed the PKK leader's peace offer as a mere attempt to save his life, the army chief of staff acknowledged that the number of clashes had decreased dramatically.

Turkey still faces the challenge of bringing its political and economic standards into line with the Copenhagen criteria set by the European Union. The Cyprus issue remains a potential source of tension with Greece. But the determination and spirit of compromise shown by the coalition members have impressed many skeptics. Mr. Ecevit, who had the reputation of being a leftist of the old school, bent on protectionism and nationalism, is now pushing for liberal economic reforms. The right-wing leader Devlet Bahçeli was praised for his statesmanship when, braving the protests of his party's grass roots, he agreed to freeze the legal process leading to Ocalan's execution pending a decision from the European Court of Human Rights. **Nicole Pope**

### THE PRIME MINISTER'S MESSAGE

Nineteen-ninety-nine was a year the Turkish people will hardly forget. It was the year when the Turkish nation was struck by two major earthquakes. Apart from the pain this loss of life caused on our nation, these earthquakes also had adverse effects on the Turkish economy. The economy was already facing the repercussions of the Russian crisis when these tragedies occurred.

In other aspects, 1999 was a good year for Turkey. The new government came to power. Major economic reforms were undertaken. The Banks Act, Social Security Reform, Privatization and Tax Reforms and the constitutional amendment to enable foreign investors to



Prime Minister Bulent Ecevit.

have recourse to international arbitration are the principal elements in the recent structural changes in the Turkish economy. Turkey's candidacy to the European Union was accepted.

At the end of that year, Turkey organized a major international conference, the OSCE Summit. On the margins of that conference, a major step was taken toward the realization of two mega-projects: the Baku-Tbilisi-Ceyhan oil pipeline and the Trans-Caspian natural gas pipeline. Together, they

will constitute the east-west energy corridor binding Central Asia, Caucasus and Turkey. The terrorist leader Abdullah Ocalan was captured.

These developments give an idea of the pivotal role Turkey will play in the 21st century. Turkey is centrally located in the newly emerging continent Eurasia. It has a flourishing and vibrant economy and an active, young population as well as a dynamic private sector that has already gained significant access not only to the neighboring countries, but also to countries like Turkmenistan, Uzbekistan, Kyrgyzstan and Kazakhstan in Central Asia, as well as Russia. The new Turkish government is actively cooperating with the Turkish private sector to open to South America and Africa. In the Balkans, Romania, Bulgaria, Macedonia and Croatia have all seen a big growth in Turkish investments and joint ventures.

Currently, the government's economic program is focusing on freeing Turkey from high inflation, enhancing the prospects for growth and improving living standards across Turkish society.

The monetary and exchange rate measures and the government's determination to curb inflation began to show results in January 2000. The bold economic reforms launched by the government have already found their echo in reduced interest rates, which fell from 100 percent to 30 percent within a few months, while the activity on the Istanbul Stock Exchange increased and the index rose to con-

secutive record heights.

In the coming years, Turkey will undertake major investments in such sectors as energy, transportation, health and urban infrastructure. In the energy sector alone, investment to satisfy Turkey's energy demand will require \$4.5 billion a year until 2010.

The Southeast Anatolia Project (GAP) is the largest project ever undertaken in Turkey. The project will require nearly \$32 billion in investment. It will change the entire economic and social structure of the southeastern region of Turkey. It will not only contribute to the acceleration of the growth of the Turkish economy, but will also have important positive effects in the region.

**Bulent Ecevit, Prime Minister**

## Great Expectations

Government projections for 2000 show a turnaround for the economy.

	1999	2000
GNP growth (%):	-2.0*	5.5
GNP (in quadrillions of Turkish lira)	83.1*	125.0
GNP deflator (%):	60.0*	42.5
Wholesale price index (change in annual average, %):	53.1	38.5
Wholesale price index (end of year, %):	62.9	20.0
Consumer price index (change in annual average, %):	64.9	44.3
Consumer price index (end of year, %):	68.8	25.0
Exports (in billions of dollars):	26.0*	28.25
Imports (in billions of dollars):	40.2*	46.0
Trade deficit (in billions of dollars):	14.2*	17.75
Exchange rate (end of year, lira/dollar):	541,600	650,000**

\*government estimate \*\*approximate, based on stable \$/euro rate  
(Sources: State Institute of Statistics/Ministry of Finance/Central Bank)

such as social security reform — a minimum retirement age of 60 for men and 58 for women has already been approved — and reductions in subsidies to agriculture. One reform hotly debated this month, the acceptance of international arbitration in concession contracts with the private sector, could be the key to long-awaited private investment in the energy sector.

Export credits and incentives are to be stepped up in a bid to counter concern about the possible impact of a stronger currency on the trade balance. Single-digit inflation is set to be achieved in 2002, although analysts and entrepreneurs cite the stability of the world economy and of an ideologically diverse government coalition as important prerequisites. Turkey issued its first-ever 30-year dollar bond in January, raising \$1.5 billion, and all the major agencies are considering credit rating upgrades.

Apart from the formation of a broad-based coalition following last April's general election, the drive for change is motivated by several factors. One is the prospect of eventual full membership in the European Union, which became evident at December's Helsinki summit. Macroeconomic stability as measured by the Copenhagen criteria is among the preconditions for membership.

Other factors were the Russian ruble crisis of August 1998 and the earthquake of August 1999. The former highlighted the risks in the

## BRAVE NEW POLICIES FOR 2000

Forecasts for this year predict GNP growth sharply up and inflation down.

Within the last three weeks of 1999, Turkey announced a new foreign exchange rate policy, reached a \$4 billion three-year standby agreement with the International Monetary Fund and approved a tight budget backed by special taxes. This was preceded by the announcement of a renewed privatization drive and accompanied by a sweep-out in the banking sector.

A spectacular surge in prices on the Istanbul stock exchange reflects high hopes that the long-standing

scourge of high inflation can finally be overcome. This would be a dramatic achievement. Consumer prices rose by a not untypical 68.8 percent in 1999.

The plan agreed upon with the IMF centers on interrupting a vicious circle of public deficits and high-interest government domestic borrowing. The budget surplus, excluding interest payments, is to be raised to 5.4 percent of the gross national product. Over \$5 billion is to be raised from privatization, particularly in the oil, power and telecom-

munications sectors. More borrowing from abroad should also reduce the domestic borrowing requirement and thus depress borrowing rates.

### Gains and reductions

Meanwhile, a fixed rate of depreciation for the lira (20 percent in 2000) will help bring forward the anticipated gains in terms of lower inflation. In order to maintain fiscal balances and competitiveness in the longer term, demands on the state are to be reduced through measures

Turkish economy by slashing exports to a major trading partner and prompting \$7 billion to \$10 billion in short-term capital to leave the country. The earthquake, besides its toll in human lives and misery, put a swathe of industry out of action for many weeks and contributed to a 6.1 percent contraction in the

GNP in the first three-quarters of the year.

With the aid of an earthquake-rebuilding program — to be financed in part by the World Bank, the IMF and the EU — the government expects GNP growth to recover to 5.5 percent in 2000, despite the extra taxes.

“The program relies on the Treasury borrowing less from

the domestic market,” says JP Morgan’s resident economist, Emin Ozturk. “The banks will have money on their hands, and there will be an increase in loans and consumer credit. Lower nominal interest rates will also [discourage private saving and] lead to demand for cars and household goods.”

Mr. Ozturk expects infla-

tion of around 30 percent this year. That, he says, would be enough to encourage more direct foreign investment in 2001. Potential investors would enjoy “a more visible horizon, similar to other countries,” he says; domestic companies will be stepping up their search for foreign partners.

B.K.

## MOVING CLOSER TO THE EU

*Membership talks with Brussels could begin within the next few years.*

Since Turkey was reinstated as a membership candidate by EU heads of government in Helsinki on Dec. 11, proponents of a variety of causes — free enterprise and social justice, maintaining agricultural subsidies or abolishing them, destroying stray dogs or caring for them — have all rested their cases on EU norms.

Nowhere has the new benchmark been so much in evidence as in the debate over the fate of the Kurdish nationalist PKK leader Abdullah Ocalan, condemned to death by Turkish courts for his part in a 15-year internal conflict in which a total of 30,000 people have lost their lives. Lawyers for Mr. Ocalan are currently appealing to the European Court of Human Rights. Advocates of the death penalty, including Pres-

ident Suleyman Demirel, have stressed that Turkey must maintain European codes and not endanger its relations with Western Europe. As a result, the ruling coalition agreed on Jan. 12 to keep Mr. Ocalan’s sentence

off the agenda of Parliament, which has to ratify it before it can be carried out. Only a year has passed since nationalist indignation spilled onto the streets to protest the efforts of the Italian and Greek governments to arrange a safe haven for the then-fugitive Mr. Ocalan. Italian goods were boycotted, and contacts between Turkish and Greek business leaders were suspended. The far-right Nationalist Action Party rode the tide in the April 18 general election to become the second-largest party in Parliament and win a role in government. An underlying factor was the sense of disappointment and betrayal that had set in two years earlier, when a similar summit held in Luxembourg excluded Turkey from a list of potential new EU members that in-

struction aid. Athens waived its opposition to 150 million euros (\$148.5 million) in credits, and the EU agreed to a European Investment Bank loan to Turkey of 600 million euros for rebuilding.

Now, Professor William Hale of London University’s School of Oriental and African Studies, who has just completed a book on Turkish foreign policy, says full membership talks between Turkey and the EU could begin within three to four years, “barring unforeseen accidents.” He nevertheless emphasizes the seriousness of the differences that remain regarding conceptions of minority rights, Turkish anti-terrorism legislation and the penal code, relations with Greece and the Cyprus issue.

### Business opportunities

The Turkish private sector is pleased by the turn of events. “We are just going to have to learn democracy,” says Sakip Sabanci, chairman of Sabanci Holding, the vast textiles-to-Internet conglomerate, which pays 6 percent of

Turkey’s taxes and accounts for 17 percent of the capitalization of the Istanbul Stock Exchange. In business, too, Mr. Sabanci says, the EU is going to transform ideas. “The days when we cooked and ate our own meals are over,” he declares. Mr. Sabanci sees the future in forging strategic relationships with international companies. He already numbers the likes of IBM, Bridgestone and Toyota among his partners, and he recently established a joint venture with DuPont to manufacture polyester products in Germany and Britain. Nor does he rule out a 50-50 partnership for the group’s flagship, Akbank.

The EU accounts for just over half of Turkey’s trade, both in imports and exports. Imports consist mainly of industrial equipment and materials, while exports include manufactured products, televisions and Renault cars, and some traditional agricultural products. Under the customs union of 1996, Turkey has abolished trade barriers for industrial goods from the EU and has nearly finished adopting the common external tariff. Free-trade agreements have been signed with most other candidate EU members.

Bernard Kennedy



Greek Foreign Minister George Papandreu (left) with President Suleyman Demirel (center) and Foreign Minister Ismail Cem (right).

ident Suleyman Demirel, have stressed that Turkey must maintain European codes and not endanger its relations with Western Europe. As a result, the ruling coalition agreed on Jan. 12 to keep Mr. Ocalan’s sentence

cluded Cyprus and 10 Central European states.

The EU’s about-turn crystallized amid Greek and European sympathy for the victims of the Marmara earthquake of Aug. 17 and Turkish gratitude for rescue teams and recon-

## FOREIGN MINISTRY PERSPECTIVE

In the following interview, Foreign Minister Ismail Cem reflects on the change in relations between Turkey and the European Union, and on what it means in terms of Turkey’s economy and foreign relations.

*What was the main factor that allowed for the spectacular reversal of the situation between the EU summits of Luxembourg in 1997 and Helsinki in 1999?*

The EU has now dispelled once and for all the ambiguities regarding Turkey’s place in the European Union. We were able to better explain the huge input Turkey represents for the EU, from a strategic and cultural point of view, but also with

a very dynamic economy. The European Union realized that much of the anti-Turkish propaganda was exaggerated and politically motivated.

*Now that Turkey is a full candidate, what mechanisms are being put in place to ensure that its laws are in line with those of the EU?*

During the past six and a half months, our coalition government has taken a number of steps to promote human rights and further democracy, as well as overcome economic difficulties. Turkey has been an associate of the EU since 1963. The completion of customs unions in 1996 required the harmonization of Turkey's trade regimes with that of the EU,

the creation of new regulatory structures and the re-adjustment of major economic instruments. With the endorsement of our candidacy, we will be able to give a boost to our reform process and continue aligning

our legislation, policies and practices with those of the EU.

*Is the EU candidacy likely to affect Turkey's overall foreign policy and its relations with other countries?*

Our foreign policy is based on global interaction and multilateralism. Turkey aims to be a full member of



Foreign Minister Ismail Cem.

the EU, but also a pivotal country in the emerging Eurasian reality. Turkey's geographical location gives it the potential to develop relations with several regions and countries. Thus, Turkey's foreign relations have never been mutually exclusive, but rather complementary. This is the context in which Turkey views its relations with the EU and countries like the United States. Each has its own merits, and Turkey will not sacrifice one for the sake of the other.

Interview by Nicole Pope

---

FOR IMMEDIATE RELEASE

January 2000  
(617) 926-8989

---

WRITINGS FROM PRISON  
A NEW RELEASE BY BLUE CRANE BOOKS

Watertown, Massachusetts - Writings from Prison by Leyla Zana, the first Kurdish woman elected to the Turkish Parliament is a recent release by Blue Crane Books. Part of publisher's Human Rights and Democracy Series, this book is a collection of Ms. Zana's letters and articles written from Ankara prison since her arrest in 1994.

An activist in the struggle for the recognition of Kurdish identity and an advocate of women's emancipation and democratization of Turkey, Leyla Zana was elected to the Parliament in Turkey of post-military dictatorship in 1991. Tolerance was short lived however, and in 1994 Leyla Zana was among the Kurdish parliamentarians who were stripped of their parliamentary immunity and arrested for statements made in support of a peaceful resolution to the Kurdish problem in Turkey.

"Today, it is possible to find a political solution to the Kurdish problem within the framework of democracy and within the context of existing borders," writes Zana in her letter of acceptance of the 1995 Sakharov Prize for Freedom of Thought. "Beyond borders and divisions imposed by language, religion and culture, we share certain universal values of freedom and human rights. . . . It is in the name of these values that I ask for your help to put an end to the tragedy of my people, and to build a democratic, pluralistic, and European Turkey."

Through writings, such as "Speak out," "Let us defend diversity," "Facing the Death Penalty in Ankara for My Beliefs," Ms. Zana talks about her beliefs, her life and plight that symbolizes the fate of her people and of women in her country. Her letters to family and friends are passionate and strong. "Her words are her own prison sentence," says S. H. Ghazarian, editor Southern California based AIM magazine. "Aware of the strength of words, she continues to use them-with her children, whose birthdays she misses, with her known and unknown supporters, whose help she needs to internationalize the cause of her people. The sincerity and conviction in those words affect the reader deeply."

Born in 1961 in the small village of Bache in Eastern Turkey, Leyla married the Kurdish activist, Mehdi Zana, who in 1977 was elected Mayor of Diyarbakir-a major city in Eastern Turkey. The 1980 military coup in Turkey brought about a new wave of oppression against the Kurds, and Mehdi Zana was among thousands of activists who were arrested and imprisoned in the name of national security and democracy.

Following her husband from prison to prison across Turkey and as the number of political prisoners grew in Turkey, Leyla became more involved in the plight of women whose husbands were abducted and imprisoned by

the military regime. Eventually, she assumed an unsolicited leadership role. Her personal development was virtually synonymous with the development of the Kurdish liberation struggle, and this culminated in her candidacy for Parliament in the 1991 elections in Turkey. An extremely popular candidate, Leyla received 84 percent of the votes in her district of Diyarbakir. She was the first Kurdish woman to be elected to the Turkish Parliament.

In her foreword to the book, human rights activist André Sakharov's widow Elena Bonner, writes: "A book about a remarkable woman by the name of Leyla Zana needs no introduction. The life reflected on these pages speaks volumes . . . Indeed, Leyla Zana can truly be called a daughter of the Kurdish people, to whose rights she has devoted her life." A second foreword is written by the Northern Ireland peace activist and Nobel Peace Prize Laureate, Betty Williams.

In March 1994 Leyla Zana and her colleagues Hatip Dicle, Orhan Dogan, Selim Sadak (in July), all Kurdish members of the Parliament, were stripped of their Parliamentary immunity and arrested. Charges of separatism and illegal activities were brought against the four for publicly advocating peaceful coexistence between the Turkish and Kurdish peoples. Expression of Kurdish identity in Parliament and even the color of their clothes were used as evidence against them. "That the defendant Leyla Zana on 18 October 1991 did wear clothes and accessories in yellow, green, red [colors associated with Kurdish flag] while addressing the people of Cizre on 18 October 1991," reads the prosecutor's statement of grounds cited for convicting Leyla Zana. In December 1994, Leyla was sentenced to fifteen years in prison.

Since her arrest, a tremendous effort has been launched on her behalf by human rights organizations and the diplomatic community worldwide, including members of the US Congress.

In 1995, she was nominated for the Nobel Peace Prize for the first time and was a finalist. She was nominated again in 1998 by, among others, U.S. Representative John Porter, Democrat of Illinois, who in his letter to the Nomination Committee wrote: "Many brave Kurdish souls have made the ultimate sacrifice to leap into the realm called peace for the benefit of themselves and their loved ones. Leyla Zana is one such individual. She has become a symbol of the yearning of the Kurds for a state of peaceful coexistence with their neighbors."

As the prison conditions have gradually worsened for the Kurdish M.P.'s, it has become almost impossible for Leyla Zana to correspond with the outside world. Her last article on Newroz, the Kurdish New Year, resulted in additional two years imprisonment sentence by Ankara State Security Court in September 1998.

Leyla Zana, who suffers from a liver condition and advanced osteoporosis, remains in prison despite of all international protest, while her husband, son, and daughter are in exile in Europe.

Writings from Prison is available in paperback at \$16.95 and may be purchased from your local bookstore or ordered directly from the publisher: Blue Crane Books, P. O. Box 0291, Cambridge, MA 02238, Tel: (617) 926-8989, Fax: (617) 926-0982, Email: bluecrane@arrow1.com.

## Easing Up on Iraq?

The United Nations Security Council's compromise choice of Hans Blix as the new chief weapons inspector for Iraq is a disturbing sign that the international community lacks the determination to rebuild an effective arms inspection system in Iraq. Mr. Blix is a man of unquestioned integrity and tact, but he seems unlikely to provide the forceful leadership needed to keep Saddam Hussein from cheating on his arms control obligations and building fear-some unconventional weapons.

The further the world gets from the Gulf War, the more it seems willing to let Saddam revive his deadly weapons projects. Now, after approving a new inspection program that offers a minimally acceptable level of monitoring, the Security Council is turning the inspection work over to a man of uncertain resolve.

Mr. Blix compiled a mixed record in his previous job as head of the International Atomic Energy Agency,

including a decade-long failure to detect Iraq's secret nuclear weapons program before the Gulf War. That embarrassing lapse was not entirely his fault, since IAEA inspectors at the time had authority to inspect only installations acknowledged by the Iraqi government. Mr. Blix later sought and won strengthened investigative powers. But his tendency to credit official assurances from rulers like Saddam Hussein is not encouraging.

In 1997 Mr. Blix suggested easing the standard for judging when Iraq has met its obligations to eliminate all biological, chemical and nuclear weapons and the missiles to deliver them. He called for winding up inspections once UN investigators feel they have uncovered all the prohibited weapons they are likely to find, even if highly dangerous materials remain unaccounted for. That virtually invites Iraq, which has not yet agreed to admit new UN inspectors, to continue concealing its

illegal programs. We hope that Mr. Blix will reconsider his position now that he will lead the inspection effort.

The two men who previously ran the Iraq inspection program, Rolf Ekeus and Richard Butler, rightly insisted that Baghdad would have to provide complete answers to all significant questions about missing weapons, ingredients and records before it could be considered in compliance. Washington should apply a similar standard before approving any move in the Security Council to end international sanctions on Iraq.

With the Clinton administration unwilling to fight for a stronger nominee, even after Secretary-General Kofi Annan boldly proposed bringing back Mr. Ekeus, Mr. Blix may be an unavoidable choice. But the problem of Iraqi weapons development is not going to go away. The United States and its European allies may later regret that they were not more energetic in enforcing Iraq's disarmament obligations.

— THE NEW YORK TIMES.



# In Iran's Coming Parliamentary

By John F. Burns  
New York Times Service

## Vote, an Islamic Cry for Change

When he arrived at the shop of a specialist in old Islamic scripts in Tehran, the mullah, about 40, was neatly bearded in the way of the college-educated Shiite clerics. But he was dressed in a business suit, not his cleric's attire, and he was flustered.

Late for his appointment, he explained that he had waited in the street in his white turban, black cloak and collarless white shirt, and had seen a dozen empty taxis pass. So he returned home and changed to a suit, and the next taxi picked him up. But the driver, eyeing his fare's salt-and-pepper beard in the mirror, asked, "You're a mullah, aren't you?"

"Well yes, I must confess that I am," the mullah said.

"If I'd realized that when I first saw you," the driver said, "I wouldn't have stopped."

Hearing the unhappy man tell his story a couple of months ago, it seemed like an apt metaphor for the troubled times confronting Iran's 180,000 Muslim clerics. Having wrested power from Shah Mohammed Reza Pahlavi in 1979 and created an intolerant, often vengeful theocratic state that has ruined Iran's economy, sponsored terrorist groups abroad and left the country profoundly isolated, the clerics are now widely unpopular among Iran's 65 million people.

These days, it is not uncommon to hear Iranians whisper the shah's name with shades of nostalgia, even reverence. "God bless the shah!" they will tell a foreigner, glancing about nervously as they tour the preserved magnificence inside Neyavaran Palace in Tehran, just below the field from which the shah boarded a helicopter on his way into his final exile.

This is not to say that Iranians have forgotten, much less forgiven, the brutality of the shah's secret police, his modernizer's insensitivity to Iran's 1,350-year embrace of Islam or the corruption he tolerated.

Rather, it is a measure of how anguished Iranians have become after nearly a generation under "the government of God," and of their desperate yearning for change. On Feb. 18, they will have an opportunity to register their sentiments in a parliamentary election, the sixth since 1979 but the first in which the alienation engendered by the mullahs has resolved into a coalition capable of winning the legislature.

Reformers already claim the Iranian presidency, which Mohammed Khatami won in the 1997 election with 69 percent of the 29 million votes cast. That success was repeated in a sweep of municipal elections last February.

Mr. Khatami, 53, was not always a challenger of the regime's orthodoxies. Son of a leading ayatollah, and a senior cleric himself, he was a close aide to Ayatollah Ruhollah Khomeini, leader of the Islamic revolution.

But like Mikhail Gorbachev, the reform-oriented Soviet leader with whom he is sometimes compared, his experiences persuaded him that the system could survive only if it responded to the people's democratic yearnings.

To hard-line clerics, remembering Mr. Gorbachev's fate, only oblivion beckons in the attempt to graft the political ideals of democratic liberalism onto the ancient beliefs of Islam. But many thousands of mullahs, alarmed by what might happen if the popular discontent is not assuaged, have joined Mr. Khatami's crusade.

Predictably, the president, since his election, has had a difficult two and a half years. His powers under the Islamic constitution are nominal compared with those of the "supreme leader," Ayatollah Sayed Ali

Khamenei, who inherited the mantle but not the charisma or religious authority of Ayatollah Khomeini. And Ayatollah Khamenei has shown less flexibility, in some ways, than Ayatollah Khomeini.

Although he was an absolute ruler, and approved much of the cruel repression that accompanied the Islamic takeover, Ayatollah Khomeini repeatedly warned his fellow clerics not to lose touch with popular opinion. But under Ayatollah Khamenei, the hierarchy has been archly selective in ignoring the parts of the Khomeini legacy that might embarrass them, especially warnings about clerical dictatorship.

Since he inherited the supreme leader's position in 1989, Ayatollah Khamenei has rested his authority on a rigid interpretation of a concept written into the constitution, *velayat-i-faqih*, the guardianship of the religious jurist.

Traditionally, the faqih was a cleric learned enough to render binding interpretations on religious matters. But Ayatollah Khamenei and conservative clerics have taken the concept as endowing the clerical hierarchy, through the supreme leader, with the Islamic equivalent of the divine right of kings.

Last week, responding to reformers who say that the people are sovereign and that the supreme leader is bound by the constitution and the laws, Ayatollah Khamenei said the true meaning of *velayat-i-faqih* is that "the person in charge of the Islamic government does not make mistakes and if he does he will not be the supreme leader from that moment."

It is tempting for Westerners to think that Iran could emerge from its bitter experience of the past 20 years as a secular republic — a Turkey, perhaps. But most people who know Iran well say that however the immediate political struggle comes out, what lies ahead will be an Islamic republic — albeit, perhaps, a more civil and gentle one than the mullahs have built so far.

Many Iranians would have it otherwise. But most accept that political change, to be stable in a country where faith is a pervasive fact of life, will have to come from a redefinition within Islam of the relationship between state and religion. It will not, they say, come from a separation of church and state that leaves the mullahs as voiceless in temporal matters as they were under the shah. Pressed, many Iranians will cite Turkey as proof. However secular its system, it still has had sharp challenges in recent years from resurgent Islam.

This, in fact, is the message of Mr. Khatami. Although he is the author of a best-selling book that discusses the merits of Western thinkers like John Locke and Thomas Hobbes, he has never disguised that his democratic, pluralist, tolerant principles would find expression within a body politic that had Islam at its core. Addressing the throngs who mob him everywhere, he invariably returns to the Koran and his belief that the prophet's teachings rested, at base, on the need for dialogue and consent among the governed.

In the parliamentary election, Ayatollah Khamenei and his allies, having used their powers to disqualify scores of reformist candidates, may yet hold the reformers at bay.

But whatever the vote's outcome, Iran's political struggle will still hold the attention of all who care about the world's 1 billion Muslims. For if Iran, the fount of modern Islamic militancy, can find a way to reconcile the ancient beliefs of Islam and its people's yearnings for freedom, the lesson will not stop at Iran's borders. It can be expected to ripple outward across the 53 Muslim nations that have been notable absentees, so far, from the rise of democracy that followed the collapse of the Berlin Wall.

INTERNATIONAL  
Herald Tribune  
MONDAY, JANUARY 31, 2000

# SIVAN PERWER

Kurdistan

Théâtre  
de la  
Ville  
PARIS

JANVIER 2000



PH. X. D.R.

## la voix des Kurdes

SAMEDI 29 JANVIER 17H

Sivan Perwer voix, tenbûr (luth)  
Zahid Brifcani violon  
Allatin Ismet Demerbog nez, zurna, duduk  
Hassan Kenco kanoun  
Hejar Hussaini percussions

De sa voix tendue, incantatoire, il conjure les souffrances des siens, non pas en exacerbant leur sentiment de révolte, mais en leur appliquant le baume de la poésie traditionnelle.

Laurent Aubert  
Musiques traditionnelles,  
Guide du disque, 1991, Georg éditeur

### ● mais que sait-on des Kurdes ?

Kurde ! Le mot évoque ces tragédies dont l'actualité est prodigieuse. Mais que sait-on des Kurdes ? Héritiers des Mèdes de l'Antiquité, ces guerriers farouches que Xénophon évoque dans *l'Anabase*, et qui jouèrent, écrit Christian Poché, « un rôle considérable dans la fondation de l'empire persan », ils sont aujourd'hui les dépositaires d'une longue et riche histoire. Au fil des siècles, elle s'est transmise de génération en génération et s'est inscrite dans la mémoire populaire. Grâce à la musique qui célèbre les récits des guerres et des insurrections, tisse la chronique des événements, magnifie les élans mystiques et romantiques, rythme les travaux des champs, chante les heurs et malheurs du quotidien, et ainsi féconde la mémoire. Elle est le vecteur privilégié de cette transmission orale. Ancienne, elle est proche de la musique persane, mais a su conserver son originalité : également sensuelle et mélancolique, elle est « plus instinctive et violente ». Tantôt musique de fêtes et de danse, tantôt musique d'intériorité et d'intimité : chansons

et airs pour la tête et les pieds !

« La majeure partie du pays kurde, qui est aussi vaste que la France, étant montagneuse, écrivait en 1997 Kendal Nezan, directeur de l'Institut kurde de Paris, la musique traditionnelle kurde est assez largement une musique de montagne. Celle-ci a d'ailleurs en kurde un nom spécifique, straneñ serhedan, les chants des confins. » Ce terme évoque les provinces kurdes situées précisément aux confins de l'Arménie et de l'Iran. Là, dans ces montagnes qui abritent hauts plateaux et lacs nichés dans des cratères, deux fleuves illustres, le Tigre et l'Euphrate, puisent leurs sources.

« Ô Euphrate ! chante Sivan Perwer.  
Ô Euphrate, Euphrate, Euphrate !  
Tu es long et profond comme mes désirs.  
Ô Euphrate, Euphrate !  
Tu ne cesses de rouler tes douleurs, ta colère dans tes flots écumeux.

Comme moi tu ne connais ni sommeil, ni répit.  
Tu gémisses sans cesse, tu cries, tu hurles ;  
Aspirerais-tu comme moi à la paix, à la liberté ?  
Ô Euphrate, Euphrate ! »

« Les mugam (modes), poursuit Kendal Nezan, et l'accompagnement musical de ces chants diffèrent sensiblement de ceux des plaines (beri) de Mardin, Harran ou Sehrizor. On y trouve assez distinctement l'écho et le souffle des hautes cimes enneigées et des falaises faisant résonner la voix. » Originaire de la plaine, Sivan Perwer figure pourtant, aujourd'hui, parmi les meilleurs interprètes de ce répertoire montagnard.

### ● symbole du feu identitaire

Au cœur des montagnes kurdes, on dit Sivan Perwer comme sur les Ramblas à Barcelone, on dit Llach. Ou bien comme l'on disait Parra au pied des Andes et Rodriguès sur les rives du Tage. Emblématiques, de tels patronymes évoquent une identité culturelle. Symboles de toute une communauté qui féconde leur verve et dont ils traduisent les aspirations, ils chantent leur village, et ainsi accèdent à l'universel : chacun se reconnaît en eux. Sivan Perwer est kurde. Viscéralement kurde. Il est le symbole du feu identitaire qui brûle le cœur des citoyens d'une nation sans État. L'Histoire a fait d'eux, depuis le traité de Lausanne en 1923, un peuple jeté aux quatre vents de ce Moyen-Orient compliqué. Dispersé au confluent de la Turquie, de l'Irak, de l'Iran, de la Syrie et, pour une minorité, de l'Arménie jadis soviétique, ou bien exilé. Sivan Perwer est une voix. Cette voix en laquelle chacun des siens se reconnaît. Une voix remarquable de beauté. La voix des Kurdes.

Issu d'une famille de musiciens et de chanteurs, Sivan Perwer est né au sein de la communauté kurde de Turquie. Bravant les interdits, il apparaît au début des années soixante-dix. Il est l'héritier des *dengbej*, ces bardes qui, de village en village, parcouraient vallées et hauts-plateaux du pays kurde : ils chantaient l'amour et contaient l'histoire des héros. Il est donc l'interprète des anciens

chants épiques et des vieilles chansons d'amour. Il chante aussi les grands poètes kurdes des siècles passés comme Ferré chantait Rimbaud, Verlaine ou Baudelaire.

« Ô Beauté  
Je l'ai vue au petit matin  
Vêtue de sa robe fleurie.  
Elle est passée devant moi,  
Mon cœur s'est mis à palpiter.  
Elle m'a regardé une fois,  
Juste une œillade en passant.  
Cette Beauté pleine de grâce  
A planté sa flèche dans mon cœur et l'a déchaqueté.  
Que faire des peines que m'inflige la Beauté ?  
Je suis encerclé par son amour.  
Pour combler Feqiyê Teyran  
Daigne revenir ici, rien qu'une fois,  
Ô Beauté. »

### ● pour se faire entendre, il épouse des styles musicaux divers, traditionnels ou populaires

Sivan Perwer interprète ce poème attribué par la tradition à Feqiyê Teyran, poète populaire kurde du xv<sup>e</sup> siècle. Ainsi lègue-t-il aux générations nouvelles des œuvres vouées à l'oubli car interdites de publication. Sa voix brise l'interdit et fait revivre ces auteurs. Il est aussi, dit-on, le conteur favori des enfants qui « s'endorment en écoutant ses cassettes de contes et de fables... »

Porteur de tradition, il perpétue les valeurs d'un patrimoine dont il est l'héritier. Il en assure la transmission. C'est un passeur. Auteur, compositeur et interprète, il veut informer et motiver ses compatriotes : pour se faire entendre, il épouse, au fil des années, des styles musicaux divers, traditionnels ou populaires.

### ● à Paris, le mythe prendra chair

Il est le héraut d'une cause kurde toujours d'actualité dont il demeure une sorte d'ambassadeur itinérant. Populaire au Kurdistan, il l'est aussi dans toute la diaspora. Il émeut également, dit-on, Azéris, Turcs et Iraniens. Aujourd'hui âgé de quarante-quatre ans, comme beaucoup de ses frères, il vit en exil depuis 1976. En 1983, il s'est établi en Suède. Il parcourt le monde nanti d'un viatique : récits épiques et chants d'amour traditionnels, et même chants politiques. Il s'accompagne d'un *tenbûr*, luth à long manche tendu de six cordes. Trois musiciens (flûte, violon et percussions) escortent son chant.

On dit que là-bas, dans ce pays à mettre au monde, ses cassettes circulent sous le manteau. De main en main. Depuis le mont Ararat jusqu'aux vallées du Tigre et de l'Euphrate. À Paris, le mythe prendra chair. Il sera sur scène. Le privilège d'une découverte.

Jacques Erwan